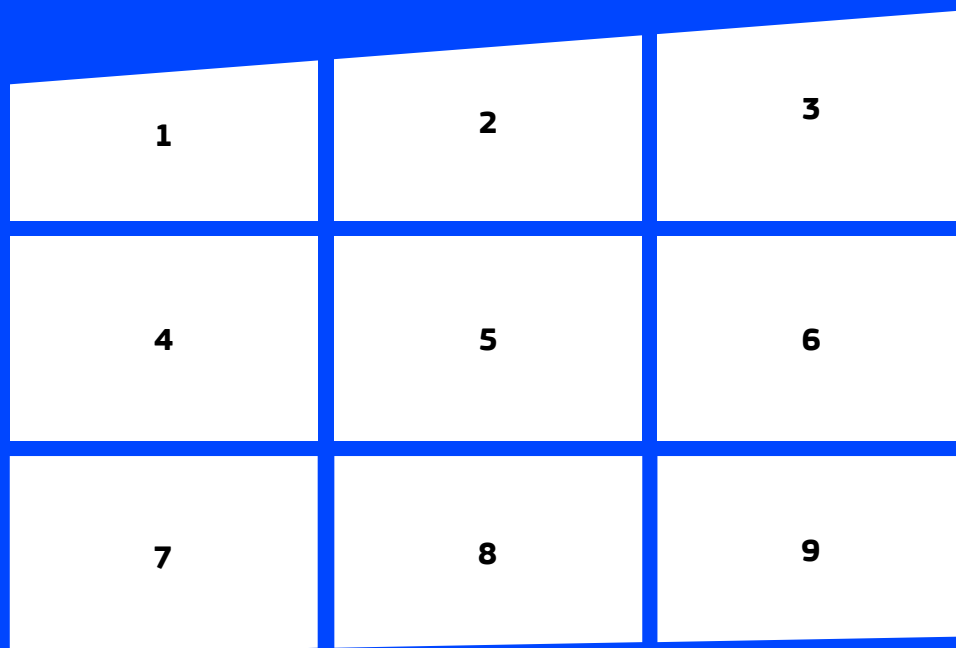


L'UE en 2024



RAPPORT GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ
DE L'UNION EUROPÉENNE



SUR LA PAGE DE COUVERTURE

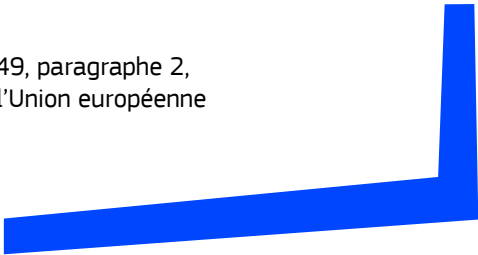
1. Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, lors de la réunion de l'Eurogroupe, où les ministres des finances et de l'économie de l'UE débattent de questions financières et économiques clés, Gand (Belgique), 23 février 2024.
2. Le satellite Sentinel-1C d'observation de la Terre est fixé à son adaptateur de lancement, un appareil qui relie le satellite à la fusée pour le lancement. Ce processus s'est achevé le 19 novembre 2024 au centre d'intégration de la charge utile du centre spatial européen de Kourou (Guyane française) préparant le satellite à son parcours en orbite polaire. (© ESA/CNES/Arianespace/Optique du vidéo du CSG-S. Martin)
3. Le 20 septembre 2024, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à gauche), s'est rendue à Kiev (Ukraine), où elle a rencontré Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine (à droite), pour discuter du soutien de l'UE au pays face aux défis de l'hiver 2024/2025, marqué par des pénuries d'énergie dues aux bombardements russes d'infrastructures. Elle a annoncé que l'UE aiderait l'Ukraine à réparer les dommages causés par ces attaques et exporterait de l'électricité vers le pays, couvrant environ 25 % des besoins énergétiques du pays pour l'hiver.
4. (© imageBROKER/Sigrid Gombert via Getty Images)
5. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à droite), rencontre António Costa, président élu du Conseil européen (à gauche), Bruxelles (Belgique), 30 octobre 2024.
6. Près de la moitié des 1,9 million de personnes déplacées à Gaza sont des enfants. Grâce aux fonds de l'UE, l'Unicef a fourni des vêtements d'hiver indispensables à plus de 120 000 enfants déplacés. 28 janvier 2024. (© Unicef)
7. Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, se rendant sur les lieux d'une centrale électrique endommagée et d'une école bombardée à Kiev (Ukraine), lors de la Journée de l'Europe, 9 mai 2024.
8. (© fotografxx/E+ via Getty Images)
9. La célébration du 20^e anniversaire de l'élargissement de l'UE de 2004, Bruxelles (Belgique), 1^{er} mai 2024.



L'UE en 2024

RAPPORT GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE

Publié conformément à l'article 249, paragraphe 2,
du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne



Une version interactive de la présente publication, contenant des liens vers du contenu en ligne, est disponible aux formats PDF et HTML: <https://europa.eu/general-report/fr>

L'UE en 2024 — Rapport général sur l'activité de l'Union européenne

Commission européenne
Direction générale de la communication
1049 Bruxelles
BELGIQUE

L'UE en 2024 — Rapport général sur l'activité de l'Union européenne a été adopté par la Commission européenne le 14 février 2025 sous la cote C(2025) 954.

Print	ISBN 978-92-68-23523-2	ISSN 1027-1546	doi:10.2775/3763500	NA-01-25-001-FR-C
PDF	ISBN 978-92-68-23522-5	ISSN 1977-3455	doi:10.2775/6234915	NA-01-25-001-FR-N
HTML	ISBN 978-92-68-23524-9	ISSN 1977-3455	doi:10.2775/1359609	NA-01-25-001-FR-Q

La Commission européenne ne peut en aucun cas être tenue pour responsable de l'usage fait de cette publication en cas de réutilisation.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2025



© Union européenne, 2025

La politique de la Commission en matière de réutilisation de l'information est mise en œuvre par la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dec/2011/833/oj>). Sauf mention contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée de la source et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs.

CRÉDITS

Toutes les photos sont la propriété de l'Union européenne, sauf mention contraire.

Avant-propos

L'année 2024 a été historique en matière électorale. Des milliards de personnes à travers le monde se sont rendues aux urnes, y compris des millions de citoyens de l'Union européenne, dont la participation aux élections européennes de juin dernier a affiché un taux record. Ce marqueur important de la démocratie est un rappel des libertés durement gagnées que nous ne pouvons — et ne devons jamais — considérer comme acquises. C'est aussi un rappel de la responsabilité des dirigeants de répondre aux espoirs et aux aspirations de ceux qui leur ont fait confiance.

Je suis fière et honorée d'avoir reçu un deuxième mandat pour diriger la Commission européenne et poursuivre les travaux que nous avons entamés il y a cinq ans. Lorsque j'ai pris mes fonctions en 2019, je n'aurais jamais pu imaginer les défis exceptionnels que nous aurions à relever: une pandémie mondiale, la guerre d'agression brutale menée par la Russie contre l'Ukraine, les crises énergétiques et le conflit au Proche-Orient. À cela viennent s'ajouter la lutte contre les crises liées au climat et à la biodiversité, la recherche de solutions aux problèmes migratoires, l'adaptation à la révolution numérique et le renforcement de la croissance économique et de la compétitivité de l'Europe.

La force dans l'adversité a toujours été un atout de l'Europe. Ensemble, nous avons apporté des réponses aux questions importantes pour les citoyens de l'Union européenne. De la réforme du marché de l'électricité au pacte sur la migration et l'asile et à l'entrée en vigueur des premières règles mondiales en matière d'intelligence artificielle, nous avons jeté les bases d'une Europe plus sûre, plus juste et plus durable. La guerre inconsiderée menée par la Russie a également mis en évidence la nécessité pour l'Union européenne d'être en mesure de renforcer sa défense. Notre toute première stratégie pour l'industrie européenne de la défense, lancée en mars, constitue le fondement du développement des capacités de défense des États membres.

Le premier quart de notre siècle a pris fin et a entraîné un changement de cap dans les affaires mondiales. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère de concurrence géostratégique. L'Europe doit passer à la vitesse supérieure pour soutenir sa croissance au cours du prochain quart de siècle. Notre nouvelle boussole pour la compétitivité, que nous avons présentée au tout début du nouveau mandat, guidera la transformation de notre économie afin de garantir la prospérité de nos citoyens.

Alors que nous entamons 2025, nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve, mais nous savons que, quel qu'il soit, l'Europe relèvera le défi si nous restons unis.

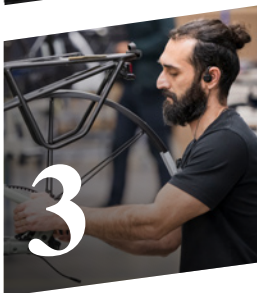
Vive l'Europe!

Ursula von der Leyen

Présidente
de la Commission européenne



Table des matières



CHAPITRE 0

L'UE en 2024 — maintenir le cap — **6**

CHAPITRE 1

Le soutien de l'Union à l'Ukraine — **12**

CHAPITRE 2

Une Union prospère et compétitive — **29**

CHAPITRE 3

Renforcer l'économie — **42**

CHAPITRE 4

Vers une Europe neutre pour le climat — **56**

CHAPITRE 5

Une Europe adaptée à l'ère du numérique — **82**

CHAPITRE 6

Construire une Europe équitable et sociale — **101**

CHAPITRE 7

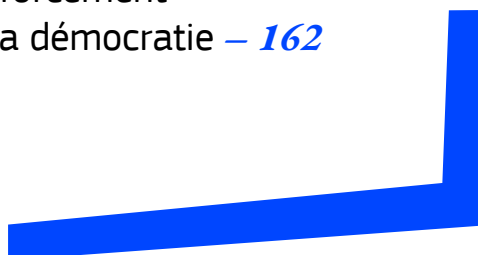
Protéger les personnes et les libertés — **122**

CHAPITRE 8

Une Europe plus forte sur la scène internationale — **140**

CHAPITRE 9

Renforcement de la démocratie — **162**





CHAPITRE 0

Introduction

L'année 2024 a été marquée par l'achèvement d'une période institutionnelle de cinq ans et le début d'une nouvelle. À la suite des élections européennes de juin, les institutions de l'Union européenne (UE) ont lancé le cycle politique 2024-2029 en s'engageant à œuvrer ensemble en faveur d'une Union sûre, compétitive et prospère qui défend les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. Ce chapitre examine le passage d'une période à la suivante et expose les principales priorités du nouveau cycle. Le reste de la publication (chapitres 1 à 9) montre comment l'UE a mis en œuvre ses priorités au cours de la dernière année du mandat 2019-2024.

La concrétisation des priorités au cours de la période 2019-2024

L'année 2024 a marqué la fin du cycle politique quinquennal précédent qui, malgré les pressions liées à de multiples crises, a vu l'UE atteindre ses objectifs ambitieux dans tous les domaines d'action (voir les chapitres 1 à 9). Au cours de ce mandat, des progrès ont été accomplis sur la voie d'un nouveau modèle de croissance qui protège les personnes et la planète, qui est économiquement sain et socialement équitable,

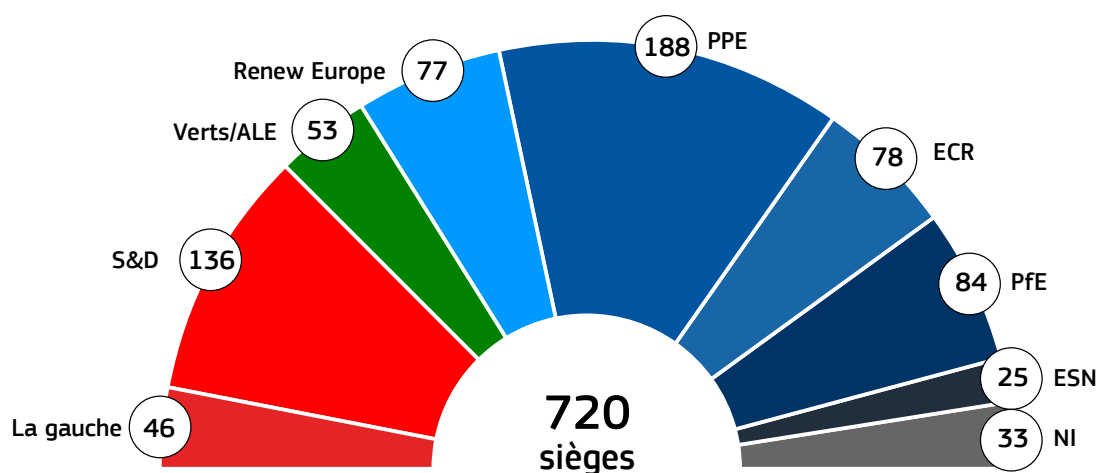
et qui garantit que la technologie continue d'apporter des avantages aux citoyens sans les mettre en danger. Les institutions de l'UE ont également préparé le terrain pour le début du cycle suivant en définissant de nouvelles priorités politiques pour la période 2024-2029, qui répondent aux principales préoccupations des citoyens.

Le résultat des élections européennes

Les élections européennes, qui ont lieu tous les cinq ans, constituent le plus grand exercice démocratique transnational au monde. Les élections de juin ont vu le taux de participation le plus élevé des trente dernières années (50,74 %). Voter aux élections européennes est devenu un

acte démocratique important pour de nombreux citoyens, 46 % des personnes interrogées indiquant qu'elles votent toujours et 42 % déclarant qu'elles considèrent le vote comme un devoir civique.

Composition du Parlement européen (2024-2029)



PPE — Groupe du Parti populaire européen (démocrates-chrétiens) (+ 9 sièges par rapport aux élections de 2019)

S&D — Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (– 2 sièges)

PfE — Groupe «Patriotes pour l'Europe» (nouveau groupe)

ECR — Groupe des conservateurs et réformistes européens (+ 9 sièges)

Renew Europe — Groupe «Renew Europe» (– 14 sièges)

Verts/ALE — Groupe des Verts/Alliance libre européenne (– 17 sièges)

La gauche — Groupe de la gauche au Parlement européen (+ 9 sièges)

NI — Députés non inscrits (– 30 sièges)

ESN — Groupe «L'Europe des nations souveraines» (nouveau groupe)

Source: Parlement européen, «Résultats des élections européennes de 2024», 23 juillet 2024.

Les citoyens restent optimistes quant à l'avenir de l'UE et continuent à avoir une perception positive de cette dernière et de ses institutions. La confiance dans l'UE est à son plus haut niveau depuis 2007 (voir le chapitre 9). Comme le montre l'enquête postélectorale de l'UE, 7 Européens sur 10 pensent que leur pays a retiré des avantages de l'appartenance à l'UE, chiffre

qui est resté stable ces dernières années. Les raisons avancées le plus souvent pour considérer l'appartenance à l'UE comme profitable sont l'intensification de la coopération entre les États membres, la protection de la paix et le renforcement de la sécurité, la contribution de l'UE à la croissance économique et la création de nouvelles possibilités d'emploi.

Quels sont les aspects qui ont déterminé le vote des citoyens lors des élections européennes de 2024?

(les sept thèmes les plus fréquemment mentionnés)



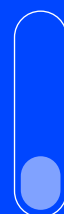
42 %

La hausse des prix, le coût de la vie



32 %

La démocratie et l'état de droit



28 %

L'environnement et le changement climatique



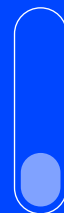
41 %

La situation économique



28 %

La migration et l'asile



28 %

La défense et la sécurité de l'UE



34 %

La situation internationale

Source: Parlement européen, Eurobaromètre — Enquête postélectorale de l'UE 2024, octobre 2024.

L'équipe dirigeante de l'UE pour la période 2024-2029

En juillet, le Parlement nouvellement constitué a réélu Roberta Metsola à sa présidence. Sur proposition du Conseil européen, le Parlement a également élu Ursula von der Leyen pour un second mandat à la présidence de la Commission européenne. Après les auditions de confirmation réussies devant les commissions parlementaires concernées, le Parlement a approuvé, à la fin de novembre, la nouvelle composition de la Commission européenne, y compris la nouvelle haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Kaja Kallas. Le nouveau collège des commissaires, tel que nommé par le Conseil européen, a pris ses fonctions le 1^{er} décembre. Dans le même temps, António Costa a succédé à Charles Michel à la présidence du Conseil européen.



Le collège des commissaires 2024-2029.



VIDÉO: Le Parlement approuve la nouvelle Commission, Strasbourg (France), 29 novembre 2024.
Image fixe: Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à gauche), et Roberta Metsola, présidente du Parlement européen (à droite), se félicitant de la décision du Parlement d'approuver la Commission européenne pour la période 2024-2029.



La passation de la présidence du Conseil européen entre le président sortant, Charles Michel (à droite), et le nouveau président, António Costa (à gauche), Bruxelles (Belgique), 29 novembre 2024.



Les priorités de l'UE pour la période 2024-2029

Les travaux de l'UE dans le cadre du nouveau cycle institutionnel seront guidés par le programme stratégique 2024-2029, adopté par les dirigeants de l'UE en juin. Le programme stratégique vise à doter l'Europe de meilleurs moyens de faire face aux défis immédiats et futurs en se concentrant sur trois domaines clés.

Dans le droit fil du programme stratégique, la présidente de la Commission européenne a défini les priorités de la Commission pour la période 2024-2029, sur la base des orientations politiques présentées au Parlement. Ces sept priorités politiques ambitieuses sont destinées à rendre l'Europe plus forte, plus sûre et plus juste.

Programme stratégique 2024-2029

- 1** Une Europe libre et démocratique
- 2** Une Europe forte et sûre
- 3** Une Europe prospère et compétitive

Priorités de la Commission pour la période 2024-2029

1 Un nouveau plan pour une prospérité et une compétitivité durables de l'Europe

2 Une ère nouvelle pour la défense et la sécurité européennes

3 Soutenir les personnes et renforcer nos sociétés et notre modèle social

4 Préserver notre qualité de vie: sécurité alimentaire, eau et nature

5 Protéger notre démocratie, défendre nos valeurs

6 L'Europe dans le monde: user de notre puissance et de nos partenariats

7 Atteindre les objectifs ensemble et préparer notre Union pour l'avenir

Initiatives clés à lancer au cours des 100 premiers jours de la Commission

- 1 Un nouveau pacte pour une industrie propre**, pour garantir la compétitivité des secteurs industriels ainsi que des emplois de qualité
- 2 Un livre blanc sur l'avenir de la défense européenne**, pour recenser les besoins d'investissement
- 3 Une initiative sur les fabriques d'intelligence artificielle**, pour garantir l'accès à de nouvelles capacités de supercalcul adaptées au secteur de l'IA et à ses start-up
- 4 Un plan d'action européen sur la cybersécurité des hôpitaux et des prestataires de soins de santé**, pour améliorer la détection des menaces, la préparation et la réaction aux crises
- 5 Une vision pour l'agriculture et l'alimentation**, pour garantir la compétitivité et la durabilité à long terme du secteur agricole
- 6 Des réexamens des politiques avant élargissement**, pour mieux se préparer aux futures adhésions
- 7 Des dialogues sur la politique en faveur de la jeunesse avec tous les commissaires**, pour donner aux jeunes davantage de liberté et de responsabilités au sein des sociétés et des démocraties de l'UE



CHAPITRE 1

Le soutien de l'Union à l'Ukraine

Introduction

L'Union européenne (UE) reste déterminée à apporter un soutien à l'Ukraine face à la guerre d'agression non provoquée et injustifiée menée contre le pays par la Russie et aux tentatives de celle-ci d'annexer illégalement des territoires ukrainiens. L'UE aide l'Ukraine à résister à cette agression en subvenant à ses besoins de financement et en jouant un rôle majeur dans sa relance, sa reconstruction et sa modernisation afin de contribuer à la réalisation d'une économie verte, numérique et inclusive. Elle s'emploie également à soutenir les réformes de l'Ukraine sur la voie de l'adhésion à l'UE et à aligner plus étroitement l'économie ukrainienne sur le marché unique. En 2024, l'UE a continué d'apporter son soutien politique, financier, humanitaire et militaire à l'Ukraine. Elle continuera d'agir en faveur d'une paix juste et durable, qui soit conforme au droit international — y compris les principes de la charte des Nations unies — et préserve la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.



Une travailleuse humanitaire de l'UE a rencontré Lidiia, une femme de 69 ans qui a été contrainte de fuir avec son fils et sa petite-fille les combats dans leur village du nord de l'Ukraine. Lorsqu'ils sont retournés dans leur maison, ils l'ont retrouvée très endommagée. Avec son partenaire humanitaire, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, l'UE a contribué à l'installation d'un nouveau toit sur le bâtiment et au remplacement des fenêtres brisées. Horenka, oblast de Kiev (Ukraine), 23 janvier 2024.

Solidarité avec l'Ukraine

Assistance financière

C'est avec détermination que l'UE soutient l'Ukraine depuis le début de la guerre d'agression menée par la Russie. En adoptant des trains de mesures d'assistance macrofinancière exceptionnelle pour stabiliser l'économie ukrainienne, en mobilisant la facilité européenne pour la paix à des fins de soutien en matière militaire et de défense, et en conduisant des missions de formation militaire spécifiques, l'UE a agi rapidement pour apporter à l'Ukraine le soutien financier et militaire d'urgence dont elle a besoin.

En 2024, l'UE s'est appuyée sur ce soutien, avec l'intention de se donner les moyens de fournir une aide plus complète et à plus long terme à l'Ukraine. Le pays est actuellement confronté au double défi consistant à reconstruire son économie et ses infrastructures et, en même temps, à mettre en œuvre des réformes tandis qu'il s'engage sur la voie de l'adhésion à l'UE

(voir le chapitre 8). Compte tenu de la complexité que présentent tant la reconstruction que les réformes requises pour l'adhésion à l'UE, le besoin d'un soutien durable et structuré de l'UE était évident. Pour y répondre, l'UE a créé la facilité pour l'Ukraine afin de fournir jusqu'à 50 milliards d'euros de soutien financier stable et prévisible à l'Ukraine entre 2024 et 2027.

La facilité pour l'Ukraine témoigne de la volonté de l'UE de renforcer la résilience de l'Ukraine, de favoriser son redressement et de faciliter sa trajectoire vers le développement durable et l'adhésion à l'UE. Au titre de la facilité, 16,5 milliards d'euros ont été versés en 2024 au budget de l'État ukrainien pour contribuer au financement des salaires de la fonction publique, des retraites et des services publics essentiels, tandis qu'un montant supplémentaire de 19,6 milliards d'euros a été mobilisé au profit des trois piliers de la facilité.

La facilité pour l'Ukraine

LE PLAN POUR L'UKRAINE

Il s'agit de répondre aux besoins financiers de l'État ukrainien afin de maintenir la stabilité macrofinancière tout en soutenant les réformes et les investissements visant le redressement, la reconstruction et la modernisation de l'Ukraine. Les fonds seront versés chaque trimestre sur la base de la mise en œuvre réussie des réformes et des investissements sectoriels et structurels prévus dans le plan pour l'Ukraine.

LE CADRE D'INVESTISSEMENT POUR L'UKRAINE

Il attire et mobilise des investissements publics et privés en faveur du redressement et de la reconstruction de l'Ukraine grâce au cadre d'investissement pour l'Ukraine (voir ci-après la section «La reconstruction de l'Ukraine»).

LES PROGRAMMES D'ASSISTANCE

Ils proposent une assistance technique et des mesures de soutien afin de faciliter l'alignement de l'Ukraine sur la législation et la réglementation de l'UE.

La facilité pour l'Ukraine vise principalement à:

- **soutenir le redressement, la reconstruction et la modernisation** en reconstruisant les infrastructures, en revitalisant l'économie ukrainienne et en renforçant la résilience de la société;
- **soutenir les réformes de l'Ukraine sur la voie de l'adhésion à l'UE** en fournissant une assistance et des incitations à la mise en œuvre de réformes qui faciliteront l'alignement de l'Ukraine sur les normes et les valeurs de l'UE;
- **subvenir aux besoins de financement** en assurant la continuité des services essentiels, même face à la guerre et à la pression économique;
- **mobiliser les investissements** en facilitant les flux d'investissement afin de catalyser une reprise économique rapide et une croissance durable, en jetant les bases d'une prospérité à long terme;
- **soutenir la société ukrainienne** en renforçant la résilience des institutions et des acteurs, en atténuant les conséquences humanitaires de la guerre et en promouvant la cohésion sociale et l'inclusivité au sein de la société ukrainienne.

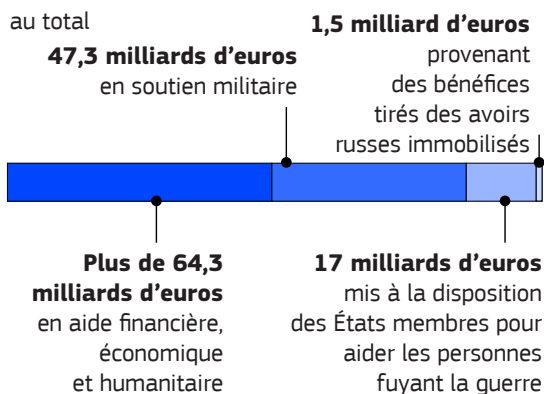
Outre l'assistance financière fournie par la facilité pour l'Ukraine, un train de mesures a été adopté en octobre pour mettre en œuvre les engagements pris lors du sommet du G7 à Fasano (région des Pouilles, Italie) par l'UE et les partenaires du G7 afin de fournir un montant supplémentaire de 45 milliards d'euros de prêts à l'Ukraine. Sur ce total de 45 milliards d'euros, et compte tenu des contributions d'autres partenaires du G7, l'UE a confirmé qu'elle octroierait un prêt d'assistance macrofinancière de 18,1 milliards d'euros à titre de contribution. Ces prêts doivent être remboursés par les recettes exceptionnelles générées par les avoirs immobilisés de la banque centrale de Russie.

Au terme de l'année 2024, l'UE et ses États membres avaient fourni à l'Ukraine et aux Ukrainiens un soutien économique, humanitaire et militaire d'une valeur de plus de 130 milliards d'euros depuis le début de l'invasion à grande échelle menée par la Russie.

Soutien à l'Ukraine et aux Ukrainiens (2022-2024)

Plus de 130 milliards d'euros

au total



Soutien militaire

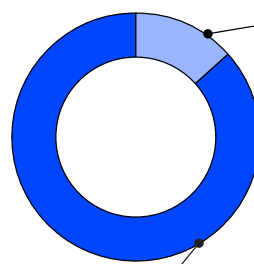
En plus de fournir des équipements militaires à l'Ukraine, l'UE et ses États membres soutiennent le pays en dispensant une formation militaire. La mission d'assistance militaire de l'UE en soutien à l'Ukraine vise à renforcer la capacité des forces armées ukrainiennes à défendre l'intégrité territoriale de l'Ukraine. La mission est menée en étroite collaboration avec des partenaires internationaux partageant les mêmes valeurs et a pour but d'apporter un soutien en matière de formation aux forces armées ukrainiennes. Toutes les activités de la mission ont lieu sur le territoire de l'UE. À ce jour, 24 États membres ont proposé des modules de formation et du personnel, formant ainsi plus de 65 000 soldats ukrainiens.

Soutien aux forces armées ukrainiennes (2022-2024)

47,3 milliards d'euros

au total

6,1 milliards d'euros
par l'intermédiaire de la facilité européenne pour la paix afin d'inciter les États membres à mobiliser des équipements militaires pour l'Ukraine



41,2 milliards d'euros

en soutien militaire direct de la part des États membres

En 2024, l'UE a également pris des mesures pour coopérer avec l'Ukraine dans le domaine de la défense. Le forum UE-Ukraine de l'industrie de la défense, l'un des premiers résultats de la nouvelle stratégie pour l'industrie européenne de la défense, a été organisé en mai. En outre, le bureau de l'UE pour l'innovation en matière de défense à Kiev (Ukraine) a commencé ses activités en septembre. Le but est de promouvoir la coopération transfrontière entre les industries de la défense de l'UE et de l'Ukraine et de les rapprocher.



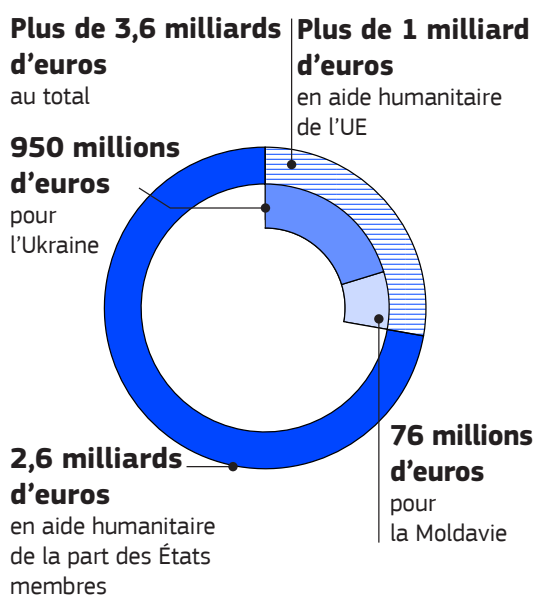
← Josep Borrell, alors haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne chargé d'une Europe plus forte sur la scène internationale (au milieu), en visite sur le site de la mission de conseil de l'Union européenne en Ukraine et de l'Académie nationale des affaires intérieures, Kiev (Ukraine), 6 février 2024.

↓ L'UE, conjointement avec ses partenaires humanitaires, parmi lesquels l'ONG tchèque People in Need, a fourni une aide vitale aux communautés les plus vulnérables d'Ukraine pendant le gel des mois d'hiver. Vozdvyzhenka, oblast de Donetsk (Ukraine), 2 février 2024.

Aide humanitaire et aide en matière de protection civile en faveur de l'Ukraine

Le financement humanitaire de l'UE subvient aux besoins de la population en Ukraine en fournissant une aide en espèces, une aide en matière de protection civile, des soins de santé, des abris d'urgence et adaptés aux conditions hivernales, des fournitures médicales, de la nourriture, de l'eau, du matériel de déminage et des formations en la matière, ainsi que des services éducatifs.

Aide humanitaire de l'UE et de ses États membres en faveur de l'Ukraine et de la Moldavie (2022-2024)



Ces fonds comprennent une aide humanitaire supplémentaire de 100 millions d'euros qui est mise à la disposition de l'Ukraine depuis juillet. Celle-ci vise en grande partie à aider les personnes les plus vulnérables dans leurs préparatifs pour l'hiver.

Selon les experts, les attaques menées en 2024 contre les infrastructures énergétiques ukrainiennes ont entraîné une perte de capacité de production d'énergie d'environ 9 gigawatts — soit la moitié de ce dont l'Ukraine a besoin pour passer l'hiver. Afin que les lumières restent allumées, l'UE a débloqué environ 100 millions d'euros pour réparer les infrastructures énergétiques et exporter plus de 2 gigawatts d'électricité vers l'Ukraine. Ce montant sera couvert par les recettes exceptionnelles générées dans l'UE par les avoirs immobilisés de la banque centrale de Russie. (Pour en savoir plus sur la contribution de l'UE à la sécurité énergétique de l'Ukraine, voir ci-après la section «La reconstruction de l'Ukraine».)





↑
Le 20 septembre 2024, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à gauche), s'est rendue à Kiev (Ukraine), où elle a rencontré Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine (à droite), pour discuter du soutien de l'UE au pays face aux défis de l'hiver 2024/2025, marqué par des pénuries d'énergie dues aux bombardements russes d'infrastructures. Elle a annoncé que l'UE aiderait l'Ukraine à réparer les dommages causés par ces attaques et exporterait de l'électricité vers le pays, couvrant environ 25 % des besoins énergétiques du pays pour l'hiver.



Les 27 États membres, ainsi que 6 pays tiers, ont apporté une aide en nature, par l'intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'UE, sous diverses formes allant de fournitures médicales aux véhicules et aux équipements énergétiques.

À ce jour, l'inventaire des dons acheminés grâce à ce mécanisme s'élève à :

- plus de 9,9 millions d'ampoules LED;
- plus de 360 000 appareils d'approvisionnement d'urgence en énergie, dont :
 - 3 473 transformateurs,
 - 5 autotransformateurs et
 - 8 809 générateurs électriques.

Du matériel de déminage et des véhicules de pompiers ont aussi été livrés avec l'appui de ce mécanisme. Grâce au déploiement conjoint des stocks d'urgence rescEU de l'UE, du matériel médical et une assistance énergétique supplémentaires ont été envoyés en Ukraine.

Afin que les fournitures critiques soient distribuées efficacement, l'UE a mis en place des plateformes logistiques en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie. À ce jour, plus de 152 000 tonnes d'aide ont été livrées.

↑
Une ancienne banquière ukrainienne, exerçant actuellement des tâches de déminage et spécialisée dans des études non techniques, oblast de Mykolaïv (Ukraine), 2024.

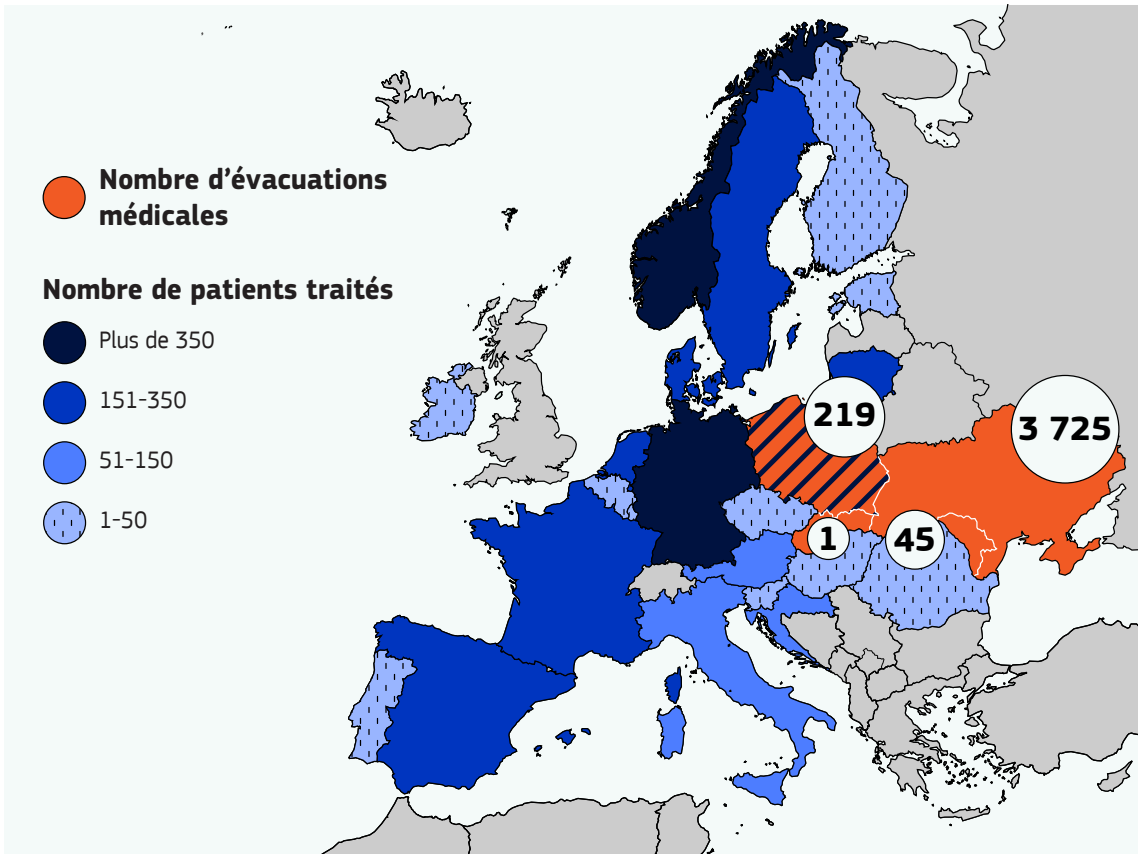
L'UE coordonne également les évacuations médicales de patients ukrainiens nécessitant un traitement urgent. Jusqu'ici, près de 4 000 patients ont bénéficié de soins spécialisés dans 22 pays.

L'aide humanitaire ne se limite pas à des dons et à des financements. Les bureaux humanitaires de l'UE en Ukraine jouent un rôle essentiel pour faciliter la coordination humanitaire et le partage d'informations entre les différentes organisations. De plus, des experts humanitaires de l'UE mènent régulièrement des missions sur le terrain dans presque toutes les régions touchées afin d'évaluer les besoins et d'assurer le suivi des initiatives financées par l'UE. À Kharkiv (Ukraine), les partenaires de l'UE sont présents sur place et fournissent une aide indispensable, notamment de l'argent, de l'eau et des vêtements chauds, aux personnes fuyant les attaques.



↑ Après l'attaque de missiles russe contre l'hôpital pour enfants d'Okhmatdyt à Kiev (Ukraine), l'UE a coordonné les évacuations médicales de patients pédiatriques vulnérables vers l'Europe. 18 juillet 2024.

Patients ukrainiens traités dans toute l'Europe



Protéger et soutenir les personnes fuyant la guerre en Ukraine

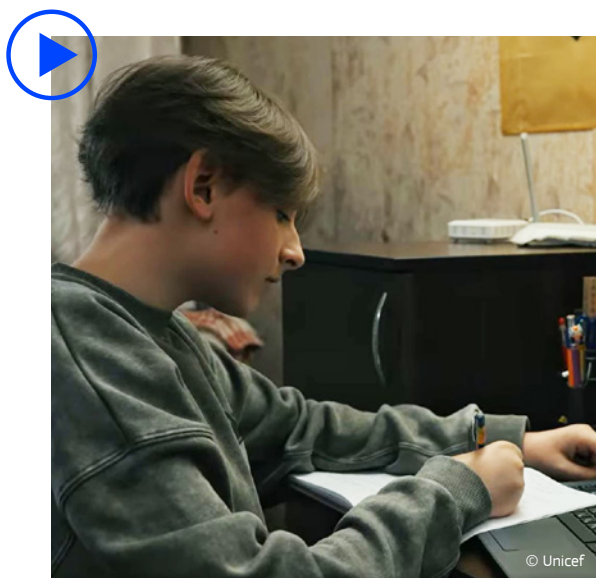
Plus de 4 millions de personnes fuyant la guerre en Ukraine ont obtenu un statut de protection temporaire dans l'UE. En juin, l'UE a prolongé cette protection, qui inclut le droit de séjour ainsi que des droits en matière de soins de santé, d'éducation et de travail, dans tous les États membres, jusqu'en mars 2026.

En partenariat avec l'UE, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge s'emploie à répondre aux besoins en matière de santé mentale en évolution des personnes déplacées par suite de la guerre. Différentes formes de soutien sont proposées, allant de l'aide aux enfants ayant des besoins psychologiques et sociaux en Bulgarie à l'organisation d'activités de soutien psychologique dans les classes d'accueil au Danemark en passant par la formation des enseignants au soutien aux étudiants déplacés en Croatie. En Ukraine, la Croix-Rouge a également formé plus de 4 000 personnes aux premiers secours psychologiques.

Les autorités nationales de l'UE ont également consenti d'importants efforts pour soutenir l'inclusion des apprenants déplacés à tous les niveaux et dans tous les secteurs de l'éducation et de la formation. Dans plus de la moitié des États membres, les enfants en provenance d'Ukraine doivent fréquenter les écoles locales, une obligation scolaire que d'autres États membres se préparent aussi à instaurer pour eux à l'avenir. Selon les estimations, on dénombre, dans l'ensemble de l'UE, quelque 700 000 enfants déplacés d'Ukraine inscrits pour l'année scolaire 2023/2024, depuis l'éducation et l'accueil de la petite enfance jusqu'au deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

Le programme Erasmus+ aide aussi les États membres à intégrer les étudiants et le personnel ukrainiens déplacés. L'Ukraine continue de bénéficier de la dimension internationale d'Erasmus+ et, en 2024, l'accès aux projets de renforcement des capacités dans les domaines de la jeunesse et du sport lui a été ouvert pour la première fois. En juin, la Commission européenne a également publié un rapport sur l'inclusion des enfants déplacés d'Ukraine dans les systèmes éducatifs de l'UE.

À la suite de l'annonce de l'appel à propositions Erasmus+ «universités européennes» de 2024 sur les possibilités de former des alliances universitaires ou de les élargir, environ 35 universités ukrainiennes ont rejoint des alliances «universités européennes» en tant que partenaires associés. Cette initiative permet aux étudiants et au personnel d'étudier et de travailler dans différents pays européens. En outre, le corps européen de solidarité a apporté aux déplacés de la guerre en Ukraine un soutien dans le cadre de projets de volontariat.



↑
VIDÉO: Denys, 12 ans, rêve de devenir psychologue, mais son école en Ukraine est fermée. Grâce au partenariat de l'UE et de l'Unicef, il peut continuer à apprendre en ligne.



Depuis le début de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, l'UE a fourni 1,5 million de manuels scolaires à des écoliers ukrainiens. Kiev (Ukraine), 31 octobre 2024.



Un montant supplémentaire de 10 millions d'euros a été alloué au soutien des chercheurs ukrainiens déplacés dans le cadre de l'initiative MSCA4Ukraine au titre d'Horizon Europe, le principal programme de financement de l'UE pour la recherche et l'innovation. Cela permettra à au moins 50 chercheurs supplémentaires de continuer à travailler en toute sécurité sur des projets de recherche dans des universités, des entreprises, des centres de recherche et d'autres organismes établis dans l'UE et dans les pays associés à Horizon Europe. Ce montant s'ajoute aux 25 millions d'euros déjà consacrés à aider 125 chercheurs déplacés par suite de la guerre, dans le cadre du programme de bourses MSCA4Ukraine.

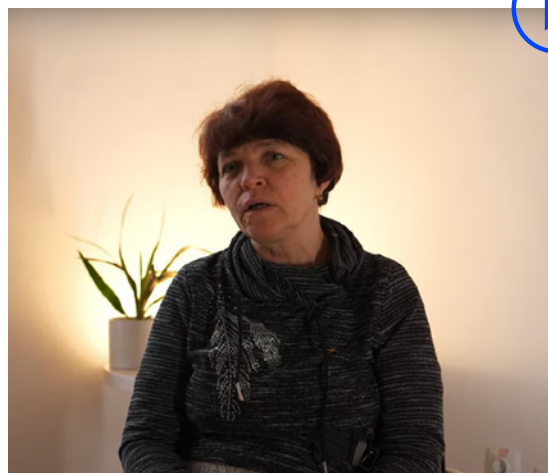
L'UE s'applique également à ce que les Ukrainiens s'intègrent facilement dans ses États membres. Grâce à l'instrument d'appui technique de l'UE, par exemple, des villes de Pologne, de Roumanie et de Slovaquie élaborent une stratégie à plus long terme pour soutenir les familles de réfugiés ukrainiens. Cela permettra à celles-ci de bénéficier d'un accès durable et ininterrompu à des services essentiels tels que l'éducation et les possibilités d'emploi.



Réfugiée ukrainienne, Inna a commencé comme stagiaire dans une boulangerie de quartier au Danemark, dans la ville de Randers, dans le cadre du projet «Inclusive Restart» cofinancé par le Fonds social européen plus. Elle est à présent officiellement salariée.



Inna, une réfugiée ukrainienne fabriquant des pâtisseries dans une boulangerie à Randers (Danemark), 1^{er} juillet 2024.



VIDÉO : En Roumanie, l'instrument d'appui technique a contribué au financement d'une plateforme en ligne qui fait office de guichet unique permettant aux réfugiés ukrainiens d'accéder aux services publics.

Au-delà de la promotion de l'intégration, l'UE reconnaît l'importance de permettre aux Ukrainiens d'acquérir les connaissances nécessaires pour comprendre et exercer leurs droits en tant que résidents de l'UE bénéficiant d'un statut de protection temporaire. En 2024, l'UE a lancé une campagne spécifique visant à informer les Ukrainiens déplacés présents dans six États membres des droits des consommateurs de l'UE. Cela contribue à faire en sorte qu'ils bénéficient d'un accès égal à un traitement, une protection et une transparence équitables lors de leurs actes de consommation quotidiens. Le deuxième objectif principal de la campagne était de donner aux Ukrainiens déplacés les moyens de demander de l'aide et de faire valoir leurs droits en les dirigeant vers l'organisation de défense des consommateurs appropriée dans l'État membre dans lequel ils vivent.

Enfin, l'UE entend préserver, développer et promouvoir le patrimoine culturel et linguistique européen et sa diversité, et elle a conscience de l'importance que revêt l'expression culturelle pour susciter un sentiment d'appartenance à une communauté et une compréhension mutuelle. En décembre, l'Ukraine a rejoint le volet MEDIA du programme «Europe créative»; les créateurs cinématographiques et audiovisuels ukrainiens peuvent donc désormais demander un financement pour leurs travaux.

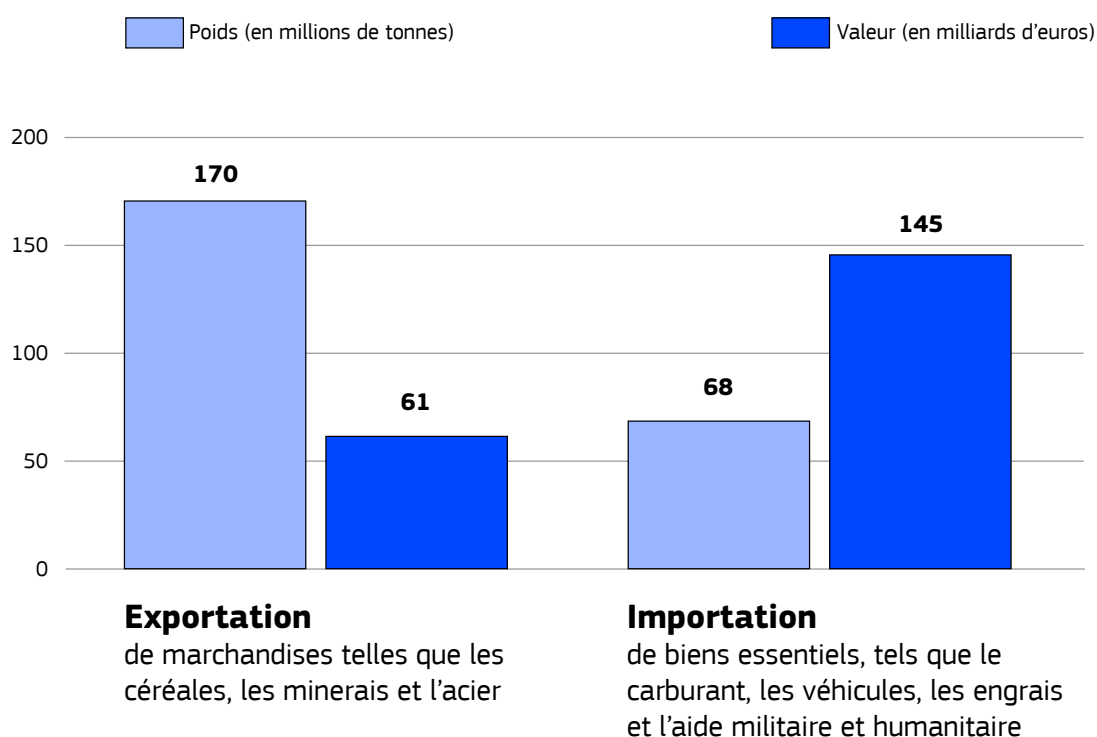
Aider l'économie ukrainienne

L'UE a poursuivi sa coopération étroite avec l'Ukraine et la Moldavie afin de contribuer à améliorer les itinéraires de transport dans le cadre de l'initiative relative aux corridors de solidarité. Mis en place à l'origine pour contourner le blocus, par la Russie, des ports ukrainiens de la mer Noire, qui constituaient les points de passage principaux des exportations céréalières du pays, les corridors de solidarité concernent aujourd'hui le commerce dans tous les secteurs. Ils permettent à l'Ukraine et à la Moldavie d'exporter tous types de biens vers les marchés mondiaux tout en garantissant l'acheminement de biens d'importation indispensables jusqu'en Ukraine. À long terme, ils joueront un rôle central dans la reconstruction de l'Ukraine et dans la poursuite de son intégration dans le marché unique de l'UE.



↑
VIDÉO Les corridors de solidarité en action.

Soutien fourni par l'intermédiaire des corridors de solidarité UE-Ukraine depuis leur création



Dans le cadre des corridors de solidarité, l'UE finance également des équipements en soutien des autorités frontalières et douanières. En juin, un nouveau scanner mobile pour cargaisons financé par l'UE a été livré au point de passage frontalier de Tchop (Ukraine), à la frontière avec la Hongrie, afin d'accélérer les contrôles et de réduire les délais d'attente pour les camionneurs et les entreprises de logistique.

En plus des corridors de solidarité, le réseau transeuropéen de transport, une initiative clé de l'UE destinée à améliorer les infrastructures de transport et la connectivité entre les États membres, a été étendu à l'Ukraine et à la Moldavie. Cela a également permis aux entités des deux pays d'avoir accès au mécanisme pour l'interconnexion en Europe, le principal mécanisme de financement de l'UE pour le développement des infrastructures.

Neuf projets, dotés d'un financement de 338 millions d'euros au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, contribueront à développer une connectivité transfrontière sans discontinuité avec l'Ukraine et la Moldavie.

Accords d'intégration et autres accords

L'UE a maintenu son soutien en faveur de l'Ukraine en prorogeant des accords commerciaux, des accords de transport et des accords d'itinérance favorables.

Au cours de l'année, l'UE a de nouveau prolongé, cette fois jusqu'au 5 juin 2025, les mesures de soutien au commerce ayant pour effet de suspendre les droits à l'importation et les contingents sur les exportations ukrainiennes.

Toutefois, compte tenu de l'augmentation significative des importations de certains produits agricoles en provenance d'Ukraine vers l'UE en 2022 et 2023, les mesures de soutien renouvelées comportent un mécanisme de sauvegarde renforcé. Celui-ci prévoit des mesures correctives rapides en cas de perturbation importante du marché de l'UE ou du marché d'un ou de plusieurs États membres.

En juin, afin d'aider l'Ukraine à exporter ses marchandises vers les marchés de l'UE et du reste du monde, l'UE et l'Ukraine ont prolongé et mis à jour leur accord sur les transports routiers. Depuis le début de la guerre, ce dernier a considérablement facilité les échanges routiers entre l'UE et l'Ukraine, au profit des deux

économies. Un accord similaire entre l'UE et la Moldavie a également été prorogé.

Afin de renforcer la coopération dans le domaine des transports, le dialogue de haut niveau UE-Moldavie sur les transports a été lancé. Celui-ci permettra de renforcer les liens entre tous les modes de transport et de réaliser des progrès communs en matière de transformation durable et numérique.



Adina Vălean, alors commissaire européenne chargée des transports (à droite), et Serhiy Derkach, vice-ministre ukrainien des communautés, des territoires et du développement des infrastructures (à gauche), lors de la signature de l'accord routier UE-Ukraine, Bruxelles (Belgique), 20 juin 2024.



La reconstruction de l'Ukraine

L'Union reconnaît que la reprise économique de l'Ukraine nécessite également l'apport d'un soutien solide à la reconstruction du pays. L'UE entend coordonner efficacement les ressources en rassemblant l'Ukraine, l'UE, les pays du G7 et d'autres partenaires. L'objectif est de veiller à ce que l'aide à l'Ukraine soit planifiée et fournie de manière efficace, cohérente, transparente et inclusive, tout en évitant les doubles emplois.

Selon le rapport de la Banque mondiale intitulé *Ukraine — Rapid damage and needs assessment* («Ukraine — Évaluation rapide des dommages et des besoins»), publié en février 2024, la reconstruction et le redressement de l'Ukraine coûteront 486 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Les besoins les plus urgents concernent le logement, les transports, le commerce et l'industrie, l'agriculture, l'énergie, la protection sociale et la protection des moyens de subsistance.

En dépit des circonstances difficiles, l'économie ukrainienne a enregistré une croissance de 5 % en 2023. Selon les prévisions de référence, la croissance devrait être supérieure à 4 % dans les années à venir. Toutefois, même dans le scénario de référence selon lequel la guerre commencerait à régresser depuis la fin de l'année 2024, le produit intérieur brut réel de l'Ukraine ne retrouverait qu'en 2030 son niveau antérieur à la guerre.

En avril, pour aider l'Ukraine à se reconstruire, l'UE a lancé le nouveau cadre d'investissement pour l'Ukraine, au titre de la facilité pour l'Ukraine. Celui-ci permettra de débloquer 9,3 milliards d'euros d'instruments d'investissement (7,8 milliards d'euros pour des garanties de prêts et 1,51 milliard d'euros pour des subventions de financement mixtes) qui pourraient mobiliser jusqu'à 40 milliards d'euros de financements supplémentaires auprès des institutions financières européennes et du secteur privé. La première tranche de 1,4 milliard d'euros sous forme de subventions et d'accords de garantie au titre du cadre a été signée en juin lors de la conférence sur le redressement de l'Ukraine, qui s'est tenue à Berlin (Allemagne). Elle pourrait permettre de débloquer 6 milliards d'euros d'investissements en faveur de projets de reconstruction et de modernisation des infrastructures critiques, en particulier dans des domaines tels que l'énergie et les infrastructures municipales. La conférence a également marqué le lancement du conseil consultatif des entreprises, qui soutiendra la plateforme des

donateurs pour l'Ukraine en fournissant des informations sur les entreprises afin d'améliorer le climat d'investissement dans le pays et d'attirer les investissements du secteur privé.

En outre, en novembre, lors de la conférence UE-Ukraine sur les investissements qui s'est tenue à Varsovie (Pologne), un appel à manifestation d'intérêt a été lancé à l'intention des entreprises privées établies dans l'UE souhaitant investir en Ukraine. La conférence a rassemblé plus de 5 500 participants issus de 32 pays, parmi lesquels des représentants d'entreprises et de banques.



L'Ukraine continue de souffrir des bombardements incessants de la Russie. Le nombre de familles perdant leurs proches et leur foyer augmente chaque jour. Soumy (Ukraine), 8 mars 2024.

Afin de soutenir une reconstruction de l'Ukraine plus verte et inclusive sur le plan social, l'UE et la Société financière internationale ont signé un accord de garantie de 90 millions d'euros destiné à soutenir une reconstruction inclusive et durable en Ukraine. Le programme vise à mobiliser plus de 500 millions d'euros d'investissements du secteur privé dans les infrastructures critiques, la production de biens, la décarbonation et la préservation des moyens de subsistance.

À cet égard, le premier sommet des affaires UE-Ukraine, qui s'est tenu le 18 avril, a réuni plus de 400 participants du secteur privé pour discuter des secteurs clés de l'économie ukrainienne, dans le but de favoriser un développement plus écologique.



Les prix du nouveau Bauhaus européen, qui donnent de la visibilité aux projets et concepts innovants de citoyens d'Europe et d'ailleurs, étaient, pour la première fois en 2024, ouverts aux projets ukrainiens. Deux initiatives visant à fournir un abri et des espaces communs aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et aux familles dans le besoin se sont vu décerner un prix accordant une reconnaissance spéciale à l'effort de reconstruction et de redressement de l'Ukraine. Ce prix spécial témoigne de la résilience du peuple ukrainien et soutient le processus de reconstruction et de redressement.



VIDÉO: Le projet Nad Dzhherelom, lauréat du prix «Reconnaissance spéciale de l'effort de reconstruction et de relance de l'Ukraine».

Une énergie sûre et verte pour l'Ukraine

En réponse aux attaques de la Russie contre les infrastructures énergétiques, l'UE a renforcé son soutien au secteur énergétique ukrainien suivant trois priorités essentielles:

- 1** Rétablir les capacités de production et accélérer le déploiement de sources d'énergie décentralisées, notamment des énergies renouvelables.
- 2** Mobiliser les dons des États membres, des partenaires et des entreprises, coordonnés par l'intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'Union. L'UE a également contribué à la mise en place du Fonds de soutien à l'Ukraine dans le domaine de l'énergie. Au moins 2 milliards d'euros de soutien à la sécurité énergétique ont déjà été fournis à l'Ukraine depuis son invasion à grande échelle par la Russie, entre autres dans le cadre de ce fonds et du mécanisme de protection civile de l'Union.
- 3** Augmenter les exportations d'électricité de l'UE vers l'Ukraine. Depuis le 1^{er} décembre 2024, ces dernières sont fixées à 2 100 mégawatts sur une base commerciale et à 250 mégawatts sur la base de mesures d'urgence.

L'Union soutient l'Ukraine dans son intégration dans le marché de l'énergie de l'UE et propose des orientations en vue d'une réforme ambitieuse qui facilitera l'adhésion.

Soutenir les États membres et les agriculteurs de l'UE

En réponse à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et à la crise des prix de l'énergie qui en a résulté, la Commission a adopté des instruments d'aide d'État ciblés, à savoir l'encadrement temporaire de crise et de transition. Ces derniers ont joué un rôle important dans l'atténuation de l'incidence des coûts élevés de l'énergie et dans le soutien à la transition écologique dans les États membres. En mai, la Commission a prorogé de six mois supplémentaires (c'est-à-dire jusqu'à la fin de 2024) certaines dispositions de l'encadrement temporaire de crise et de transition afin de faire face aux perturbations persistantes du marché, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche.

Pour répondre aux préoccupations des agriculteurs de l'UE concernant l'augmentation des importations agroalimentaires en provenance d'Ukraine, une clause de sauvegarde renforcée et un frein d'urgence relatif à sept produits sensibles ont été ajoutés aux mesures de soutien au commerce, lesquelles ont été prorogées jusqu'au 5 juin 2025. La Russie reste un très

grand exportateur mondial de céréales, et ses exportations continuent de financer, de manière directe et indirecte, l'effort de guerre. La menace de perturbations sur le marché de l'UE a entraîné l'adoption d'une augmentation des droits de douane sur les produits céréaliers importés dans l'Union en provenance de Russie et de Biélorussie. Cette augmentation allant jusqu'à 50 % est entrée en vigueur le 1^{er} juillet. Conformément au principe de base de l'UE consistant à ne pas prendre de mesures restrictives susceptibles d'avoir une incidence négative sur la sécurité alimentaire mondiale, ladite augmentation ne s'applique qu'aux importations sur le marché de l'UE.



Sanctions de l'UE

Au cours de l'année, l'UE a continué d'imposer de lourdes sanctions à la Russie dans le but de limiter sa capacité à financer la guerre d'agression qu'elle mène contre l'Ukraine. Depuis février 2022, l'UE a adopté un total de 15 trains de mesures restrictives contre la Russie. Les sanctions de l'UE ciblent non seulement des personnes et des entités spécifiques, mais aussi les secteurs financier, de l'énergie, des transports, de la technologie et de la défense.

Le 13^e train de sanctions, adopté en février 2024, vise à restreindre encore l'accès de la Russie aux technologies militaires, telles que les drones, et à inscrire de nouvelles sociétés et personnes sur la liste de celles qui participent à l'effort de guerre de la Russie. Adopté en juin, le 14^e train de mesures restrictives s'attaquait, quant à lui, aux problèmes de contrôle de l'application des règles et aux efforts déployés par la Russie pour contourner les sanctions de l'UE. Il contenait de nouvelles mesures importantes liées à l'énergie ciblant le gaz naturel liquéfié. Pour la première fois, l'UE a adopté une mesure ciblant certains navires qui facilitaient la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine; ceux-ci font l'objet d'une

interdiction d'accès aux ports et d'une interdiction de fournir des services.

Par ailleurs, le 14^e train de mesures a considérablement renforcé les sanctions financières en introduisant une interdiction pour les banques de l'UE exerçant leurs activités en dehors de la Russie d'utiliser le système de transfert de messages financiers, l'équivalent russe du réseau de la Société mondiale de télécommunications financières interbancaires (SWIFT). Ce train de mesure a, en outre, introduit une interdiction des transactions avec des banques et des prestataires de services sur crypto-actifs qui facilitent les transactions au profit de la base industrielle et de défense russe. Afin de limiter davantage la capacité de la Russie à accéder à des biens et technologies faisant l'objet de restrictions, plusieurs mesures ont été introduites dans le but de renforcer le respect des règles par le secteur privé, de soutenir le contrôle, par les autorités nationales compétentes, de l'application de la législation et d'entraver le contournement des sanctions, notamment en gardant sous surveillance les filiales étrangères des opérateurs de l'UE.



Le 15^e train de sanctions, adopté en décembre, était axé sur la lutte contre la flotte fantôme russe et le contournement des sanctions, ainsi que sur des mesures liées au complexe militaro-industriel russe. Pour la première fois, l'UE a imposé des sanctions à part entière — y compris des interdictions de voyager, des gels des avoirs et des interdictions de mettre des ressources économiques à disposition — à plusieurs entités chinoises. En outre, le train de mesures ciblait les fabricants d'équipements militaires, les compagnies maritimes et les entités russes contribuant au contournement des sanctions, et a introduit des modifications pour faire face à l'augmentation du nombre de litiges et de mesures de rétorsion en Russie contre des dépositaires centraux de titres de l'UE. Le train de mesures comprenait également 84 nouvelles inscriptions sur la liste — 54 personnes et 30 entités —, portant ainsi le nombre total d'inscriptions à plus de 2 300. Cela signifie que ces personnes et entités inscrites sur la liste ont été soumises à un gel de leurs avoirs situés dans l'UE et, dans le cas de personnes physiques, à une interdiction de voyager.

L'UE a également adopté des sanctions contre la Biélorussie en raison du rôle joué par ce pays dans la guerre d'agression illégale, non provoquée et injustifiée menée par la Russie contre l'Ukraine. Ces mesures globales font écho à plusieurs des restrictions déjà imposées à la Russie, en remédiant aux risques de contournement dus à l'étroite imbrication entre les économies russe et biélorusse.



PODCAST: Podcast sur l'efficacité des sanctions de l'UE.

L'UE fait tout son possible pour veiller à ce que les sanctions soient effectivement mises en œuvre. L'instrument d'appui technique, qui fournit une expertise sur mesure aux États membres, a continué de soutenir ces derniers en les aidant à répertorier les entités et les organisations concernées par le gel des avoirs. Dans le cadre de la task-force «Gel et saisie», les États membres ont poursuivi l'échange de bonnes pratiques entre eux et avec les partenaires internationaux concernant la manière d'améliorer la mise en œuvre des sanctions de l'UE. En mai, une directive harmonisant la définition des infractions pénales et des sanctions en cas de violation des mesures restrictives de l'UE est entrée en vigueur. Elle permettra de renforcer encore l'efficacité des sanctions de l'UE. Enfin, tout au long de l'année 2024, David O'Sullivan, l'envoyé spécial pour la mise en œuvre des sanctions de l'UE, a continué de dialoguer avec des pays tiers afin de veiller à ce que l'efficacité des sanctions de l'UE ne soit pas compromise par des pratiques de contournement.

À la suite des sanctions prises par l'UE, plus de 210 milliards d'euros d'avoirs détenus par la banque centrale de Russie dans l'UE ont été immobilisés. Les recettes exceptionnelles générées par la gestion de ces avoirs représentent environ 2,5 à 3 milliards d'euros par an. En mai, l'UE a adopté un ensemble d'actes juridiques permettant l'utilisation de ces bénéfices nets au profit de l'Ukraine. Le premier versement de 1,5 milliard d'euros a été mis à disposition en juillet et le deuxième est prévu pour le printemps 2025.

Demander des comptes à la Russie

Dans le contexte de sa guerre d'agression injustifiée, illégale et non provoquée contre l'Ukraine, la Russie n'a cessé de violer le droit international, de nombreux incidents constituant des crimes internationaux ayant été recensés. Dix-sept États membres ont ouvert des enquêtes sur les crimes internationaux commis en Ukraine. L'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust) joue un rôle crucial en soutenant l'équipe commune d'enquête sur les crimes internationaux commis en Ukraine, composée de l'Ukraine et de six États membres, à laquelle participent la Cour pénale internationale et l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs. Les enquêtes sont étayées par la base de données sur les preuves de grands crimes internationaux, la base de données spécialisée d'Eurojust créée dans le but de préserver, de conserver et d'analyser les éléments de preuve liés aux crimes internationaux.

Depuis 2023, Eurojust abrite le Centre international chargé des poursuites pour le crime d'agression contre l'Ukraine. Celui-ci a été créé afin de soutenir les travaux de préparation aux futures poursuites du crime d'agression, quelle que soit la juridiction devant laquelle ces poursuites seront portées. Les procureurs composant l'équipe commune d'enquête, parmi lesquels des procureurs ukrainiens et un procureur américain, travaillent ensemble sur le terrain, ce qui leur permet d'échanger rapidement des éléments de preuve et de convenir d'une voie commune à suivre dans le cadre de leurs enquêtes. La Cour pénale internationale joue un rôle actif dans ce projet.

En outre, depuis 2023, l'UE, le Conseil de l'Europe et environ 40 pays, collectivement dénommés le «groupe restreint», participent activement aux discussions portant sur la mise en place d'un tribunal spécial chargé des poursuites

pour le crime d'agression contre l'Ukraine. Le 22 novembre 2024, le groupe restreint a réaffirmé son dévouement à cet effort en publiant la [déclaration de Vienne-Riga](#). Celle-ci mentionne la mise en place du tribunal spécial dans le cadre du Conseil de l'Europe, sur la base d'un accord bilatéral entre l'Ukraine et le Conseil de l'Europe.

La Russie doit également répondre des dommages qu'elle a causés et continue de causer à l'Ukraine et à sa population. En mai 2023, 43 pays et l'UE ont créé le [registre des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine](#) au sein du Conseil de l'Europe en vue d'enregistrer les demandes de dommages, pertes et préjudices causés par l'invasion russe. Le registre a été ouvert afin de permettre le dépôt de la première catégorie de demandes d'indemnisation lors de la conférence «Restoring Justice for Ukraine» qui s'est tenue le 2 avril 2024 à La Haye (Pays-Bas). En octobre, plus de 10 000 demandes d'indemnisation étaient inscrites au registre. Le 13 décembre, le registre des dommages a annoncé ses premières décisions concernant l'enregistrement des demandes d'indemnisation, qui concernaient 832 demandes d'indemnisation pour dommages ou destruction de biens résidentiels. De surcroît, en 2024, plus de 50 pays, l'UE et le Conseil de l'Europe ont participé à trois réunions préparatoires en vue de la création d'une commission des demandes d'indemnisation. Ces réunions ont marqué une étape importante vers la création d'un mécanisme d'indemnisation global ayant pour le but d'examiner les demandes d'indemnisation inscrites dans le registre et de statuer sur celles-ci.



Didier Reynders, alors commissaire européen chargé de la justice (au premier rang, neuvième à partir de la gauche), coorganisant la conférence internationale «Restoring Justice for Ukraine» avec les Pays-Bas et l'Ukraine lors du Forum mondial de La Haye (Pays-Bas), 2 avril 2024.



© Conseil de l'Europe

Soutenir une paix et une sécurité justes pour l'Ukraine

L'UE soutient fermement l'Ukraine dans sa volonté de parvenir à une paix globale, juste et durable, conformément au droit international et aux principes de la charte des Nations unies. Lors du sommet sur la paix en Ukraine, qui s'est tenu en Suisse les 15 et 16 juin, l'UE s'est engagée à défendre ces principes et à soutenir une paix qui rétablira la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

L'UE aidera non seulement l'Ukraine à obtenir une paix juste à ses propres conditions, mais continuera également à mobiliser le soutien international en faveur de ce pays. Le 27 juin, l'UE et l'Ukraine ont signé les «engagements conjoints en matière de sécurité entre l'Union européenne et l'Ukraine». En signant cet accord, l'UE et ses États membres se sont engagés à fournir à l'Ukraine et à sa population tout le soutien politique, financier, économique, humanitaire, militaire et diplomatique dont elle

a besoin pendant dix ans. Il s'agit notamment d'aider le pays à rallier un soutien international, en particulier de la part des principaux pays en développement et des économies émergentes.

L'UE et plusieurs autres pays ont également signé le pacte pour l'Ukraine en juillet, lors du 33^e sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Ce pacte souligne à quel point la sécurité de l'Ukraine est importante pour la sécurité de l'ensemble de la région euro-atlantique, et montre combien l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. Les signataires ont affirmé qu'ils avaient l'intention de soutenir l'Ukraine jusqu'à ce qu'elle prenne le dessus sur l'agression russe.



Photo de groupe des participants au sommet sur la paix en Ukraine, Lucerne (Suisse), 15 juin 2024.





CHAPITRE 2

Une Union prospère et compétitive

Introduction

En 2024, l'Union européenne (UE) a accompli des progrès considérables dans le renforcement de sa compétitivité mondiale grâce à une série d'initiatives visant à favoriser une croissance économique durable et à stimuler l'innovation industrielle. Confrontée à des défis urgents tels que les dépendances économiques, les tensions géopolitiques et la concurrence mondiale croissante, l'UE s'est concentrée sur des mesures stratégiques visant à garantir des ressources vitales, à favoriser la primauté technologique et à protéger ses marchés. Les principaux efforts ont consisté à faire progresser les partenariats et les accords commerciaux, à réformer les politiques en matière de concurrence et de commerce, et à garantir une économie plus résiliente. En adoptant une approche globale, l'UE s'est efforcée de renforcer sa position de chef de file mondial en matière de commerce durable et équitable, tout en préservant la sécurité économique et en promouvant un environnement industriel compétitif.



Des scientifiques travaillant sur un projet de biodégradation de microplastiques au Centre Chem&Tech de la KU Leuven, Louvain (Belgique), 1^{er} mars 2024. L'UE joue un rôle d'innovateur de premier plan dans le domaine des technologies propres. Elle est à l'origine du développement de plus d'un cinquième des technologies propres et durables dans le monde.

Renforcer la compétitivité de l'UE

En 2024, l'Union européenne a poursuivi ses efforts pour renforcer la compétitivité des entreprises de l'UE, tant au sein du marché unique qu'à l'échelle mondiale.

Ces efforts ont visé à renforcer la base industrielle de l'UE et à rendre l'UE plus favorable aux investissements:

- en mettant en œuvre le plan REPowerEU, afin de garantir la sécurité de notre approvisionnement énergétique et de réduire notre dépendance à l'égard de la Russie;
- en faisant progresser le plan industriel du pacte vert pour renforcer la compétitivité des industries à zéro émission nette de l'UE;
- en mettant en place une union européenne de la santé visant à garantir que les fournitures médicales sont disponibles, abordables et innovantes.

L'avenir de la compétitivité de l'UE est resté une question urgente au cours de l'année, et cette question a été considérée comme l'une des priorités de la nouvelle Commission (voir le chapitre 0). L'Europe est certes l'une des régions les plus compétitives et innovantes au monde, mais elle reste confrontée à plusieurs problèmes structurels. Les entreprises de l'UE opèrent dans un monde instable et sont confrontées à des problèmes majeurs tels que la concurrence déloyale, les prix élevés de l'énergie, les pénuries de compétences et de main-d'œuvre et les difficultés d'accès aux capitaux. En 2024, la nouvelle Commission a introduit la boussole pour la compétitivité, une initiative majeure qui encadrera les travaux sur la compétitivité de l'UE à l'avenir.

Afin de renforcer sa compétitivité, l'UE mettra l'accent sur les priorités suivantes:

- ➔ faciliter les activités des entreprises de l'UE et poursuivre le développement du marché unique dans des secteurs tels que les services, l'énergie, la défense, la finance, les communications électroniques et le numérique;
- ➔ lancer un pacte pour une industrie propre afin de réduire les émissions de carbone et de faire baisser les prix de l'énergie;
- ➔ accroître la circularité et la durabilité de l'économie;
- ➔ placer la recherche et l'innovation au centre de l'économie;
- ➔ stimuler la productivité par la diffusion des technologies numériques;
- ➔ investir massivement dans la compétitivité durable;
- ➔ combler le déficit de compétences et de main-d'œuvre.

Les défis pour la compétitivité de l'UE sont nombreux et complexes et, à ce titre, appellent une réponse globale et sophistiquée. L'UE a déjà mis en place plusieurs initiatives pour renforcer la compétitivité de ses entreprises et de ses industries. Les mesures transversales — allant de l'anticipation des besoins futurs en matière de normalisation, dans des domaines tels que les matières premières et les technologies quantiques, à un instrument d'appui technique destiné à soutenir des projets clés qui renforceront les capacités de production industrielle — visent, par exemple, à permettre à l'UE d'atteindre son objectif consistant à devenir un acteur mondial de premier plan dans le domaine des technologies stratégiques.

En outre, la compétitivité ne devrait pas se faire au détriment des personnes ou de la planète. L'UE veille à ce que son approche de la croissance reste alignée sur ses valeurs. Il s'agit notamment de faire progresser l'économie circulaire (voir le chapitre 4), de s'efforcer de jouer un rôle de premier plan dans les domaines des technologies stratégiques et vertes (voir les chapitres 4 et 5) et de veiller à ce que les personnes disposent en permanence des compétences nécessaires pour répondre à l'évolution des besoins de l'industrie (voir le chapitre 6).

Le rapport annuel sur le marché unique et la compétitivité

Afin de mieux comprendre et évaluer le fonctionnement du marché unique et la compétitivité de l'UE, la Commission a publié l'édition 2024 de son rapport annuel sur le marché unique et la compétitivité. Par rapport aux rapports des années précédentes, cette édition mettait davantage l'accent sur la compétitivité. Le rapport de 2024 s'appuie sur les neuf principaux facteurs de la concurrence recensés dans la communication de 2023 sur la compétitivité à long terme. Ces facteurs seront utilisés pour suivre les progrès réalisés

par l'UE d'une année à l'autre. Le rapport met également en évidence les atouts du marché unique qui peuvent être utilisés pour accroître la compétitivité de l'UE, et souligne que le financement des transitions écologique et numérique nécessite une combinaison intelligente d'outils. Il s'agit notamment d'utiliser les fonds de l'UE de manière plus innovante pour stimuler et protéger les investissements privés, ainsi que d'utiliser les marchés publics pour promouvoir la durabilité, la résilience, l'innovation et les pratiques socialement responsables.

Les neuf facteurs de la compétitivité

- 1

Un marché unique performant
- 2

Accès aux capitaux privés
- 3

Investissements publics et infrastructures
- 4

Recherche et innovation
- 5

Énergie
- 6

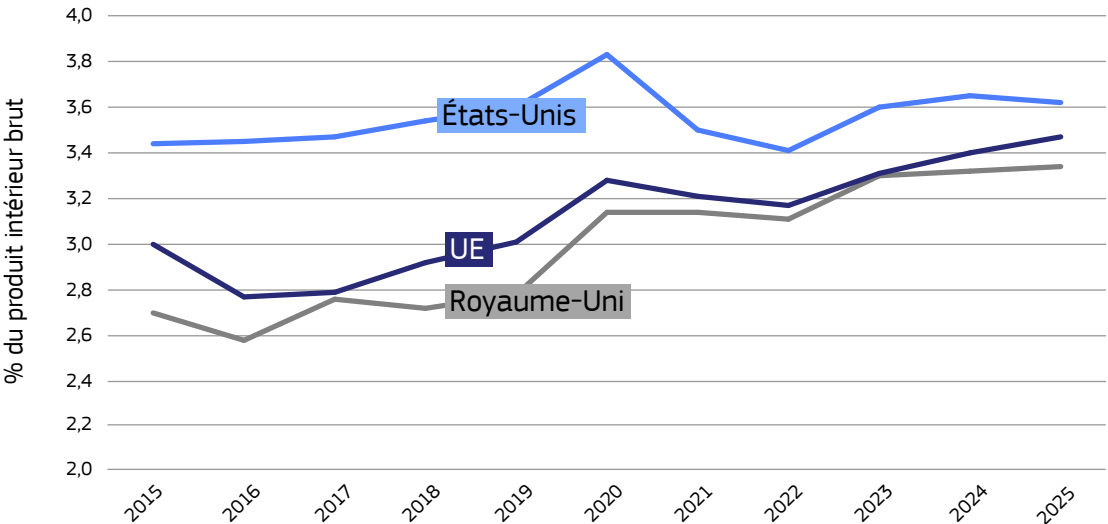
Circularité
- 7

Numérisation
- 8

Éducation et compétences
- 9

Commerce et autonomie stratégique ouverte

Tendances de l'investissement public dans l'UE, au Royaume-Uni et aux États-Unis (2015-2025)



Source: Commission européenne, base de données macroéconomiques annuelles (AMECO), 15 novembre 2024.

Les rapports Letta et Draghi

Outre les propres analyses de la Commission, deux rapports indépendants contenant des recommandations visant à renforcer le marché unique et la compétitivité de l'UE ont été publiés en 2024. Le rapport *Much More than a Market* («Bien plus qu'un marché»), élaboré par l'ancien Premier ministre italien Enrico Letta pour la présidence belge du Conseil de l'Union européenne, a souligné la nécessité pour le marché unique d'évoluer et d'adopter les transitions numérique et écologique, en explorant de nouvelles possibilités d'élargissement et en améliorant la sécurité de l'UE.

Sur la base du rapport Letta, la Commission a recensé cinq grands domaines d'action visant à renforcer encore la compétitivité européenne:

- 1** libérer davantage de capitaux pour les entreprises européennes;
- 2** garantir l'indépendance énergétique et réduire les coûts de l'énergie;
- 3** remédier aux pénuries de compétences;
- 4** favoriser l'innovation numérique;
- 5** libérer tout le potentiel du commerce.

En outre, l'analyse intitulée *The Future of European Competitiveness — A competitiveness strategy for Europe* («L'avenir de la compétitivité européenne — Une stratégie en faveur de la compétitivité pour l'Europe»), réalisée par Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne, à la demande d'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, fait valoir que l'UE devrait tirer parti de la transition propre pour accroître la compétitivité et faire baisser les prix de l'énergie. Le rapport souligne également la nécessité de stimuler l'innovation et d'accélérer la transition numérique en mobilisant les investissements publics et privés, en améliorant l'environnement des entreprises et en réduisant les formalités administratives, ainsi qu'en dotant les citoyens de compétences pour de nouveaux marchés du travail. Enfin, il souligne la nécessité d'améliorer la résilience, la défense et la sécurité globales de l'UE, compte tenu du contexte géopolitique actuel.

Les conclusions du rapport Draghi ont contribué aux travaux de la Commission sur un nouveau plan pour la prospérité et la compétitivité durables de l'Europe. Trois points principaux du rapport Draghi constitueront aussi le fondement de la boussole pour la compétitivité susmentionnée, à savoir: combler l'écart en matière d'innovation entre l'UE, d'une part, et la Chine et les États-Unis, d'autre part; élaborer un plan conjoint pour la décarbonation et la compétitivité; et renforcer la sécurité et la réduction des dépendances. Le rapport jouera aussi un rôle clé dans l'élaboration du pacte pour une industrie propre visant à garantir la compétitivité des secteurs industriels ainsi que des emplois de qualité.



Mario Draghi, conseiller spécial d'Ursula von der Leyen (à gauche), et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à droite), lors d'une conférence de presse au sujet du rapport Draghi sur l'avenir de la compétitivité européenne, Bruxelles (Belgique), 9 septembre 2024.



Sécurité économique

Un autre défi auquel l'UE est confrontée est celui consistant à trouver un équilibre entre l'ouverture des échanges et la sécurité économique. Pour éviter que l'UE ne devienne trop dépendante de fournisseurs exclusifs, elle doit promouvoir sa compétitivité, protéger son économie contre les risques et coopérer avec d'autres partenaires qui partagent ses intérêts économiques.

Ces trois volets d'action (promotion, protection et partenariats) constituent le fondement de la stratégie en matière de sécurité économique. Depuis l'introduction de la stratégie en juin 2023, la Commission a pris plusieurs

mesures pour évaluer et réduire les risques. Elle a lancé le premier examen des risques liés à l'instrumentalisation des dépendances économiques ou de la coercition économique, et a entamé une analyse plus approfondie de ces questions.

Par ailleurs, l'instrument anticoercitif est désormais en vigueur. Cet instrument aide l'UE à prendre des mesures — conformément au droit international — lorsque des pays tiers exercent une coercition économique sur l'UE ou ses États membres.

Promotion

En 2024, le Conseil européen de l'innovation a lancé un programme de travail doté d'un financement de plus de 1,2 milliard d'euros afin de contribuer au développement des technologies stratégiques et des entreprises innovantes. Plus de 200 investissements distincts avaient été approuvés en juin.

Protection

En janvier, la Commission a présenté un ensemble de cinq initiatives visant à renforcer la sécurité économique de l'UE, qui comprennent le filtrage des investissements étrangers, le contrôle des exportations et l'évaluation des risques liés aux investissements sortants.

Partenariats

L'UE a intensifié les dialogues sur la sécurité économique au sein du G7 et dans le cadre de discussions bilatérales. Elle a également élargi son réseau d'accords commerciaux afin d'obtenir des ressources, d'ouvrir de nouveaux marchés et de renforcer sa résilience.

Recherche et innovation

La recherche et l'innovation sont des priorités transversales et sont essentiels non seulement pour la compétitivité de l'UE, mais aussi pour les transitions écologique et numérique, la sécurité économique et l'autonomie stratégique ouverte.

Afin de stimuler l'innovation, en particulier l'innovation «deep tech», l'UE a lancé le nouveau programme européen d'innovation en 2022. Un rapport publié en 2024 a montré que 17 des 25 mesures du programme ont été mises en œuvre, tandis que les 8 autres sont en cours. Le terme «deep tech» désigne les technologies qui sont si innovantes qu'elles finissent souvent par perturber ou changer complètement le mode de fonctionnement des industries, des économies ou même des sociétés.



© Adobe Stock

Exemples d'actions récentes

- **Développement des compétences** dans le cadre de l'initiative pour les talents deep tech de l'Institut européen d'innovation et de technologie: 1 million de personnes bénéficieront de possibilités de formation dans l'UE.
- Le **renforcement des écosystèmes d'innovation** en développant des réseaux régionaux axés sur l'innovation, par exemple au moyen d'un financement de 116 millions d'euros pour les premiers bénéficiaires et plus de 150 régions considérées comme des vallées régionales de l'innovation.
- De nouvelles directives proposées pour **faciliter l'accès au financement des entreprises en expansion et des petites et moyennes entreprises**, telles que l'acte législatif sur l'admission à la cote proposé en 2024, qui permettra aux entreprises innovantes d'être cotées plus facilement sur les marchés boursiers (voir le chapitre 3).
- Une communication de la Commission sur une série de mesures ciblées visant à **promouvoir les biotechnologies et la bioproduction dans l'UE**, en relevant les défis qui se présentent et en ouvrant des perspectives, notamment en transférant les technologies et les résultats de la recherche au marché, en réduisant la complexité réglementaire et en favorisant les investissements publics et privés.

En outre, le programme de financement de l'UE pour la recherche et l'innovation, Horizon Europe, continue de stimuler la compétitivité de l'UE en facilitant la collaboration et en renforçant l'impact de la recherche et de l'innovation. Il soutient également la création de technologies et une meilleure diffusion de ces dernières. (Voir le chapitre 6 pour en savoir plus sur Horizon Europe.) Le Conseil européen de l'innovation susmentionné, un programme d'innovation doté d'un budget de 10,1 milliards d'euros destiné à recenser, à mettre au point et à développer des technologies et innovations de pointe, est une initiative mise en place dans le cadre du programme Horizon Europe.

Politique de concurrence

Un autre élément clé du renforcement de la compétitivité de l'UE est sa politique de concurrence, à savoir les règles et réglementations destinées à garantir une concurrence effective entre les entreprises. En mettant en œuvre la politique de concurrence, la Commission crée un environnement qui encourage les entreprises à être plus efficaces, plus innovantes et mieux à même de s'adapter, et qui débouche sur des produits rentables et de qualité supérieure pour les consommateurs. Elle prépare également les entreprises de l'UE à un succès mondial en stimulant les investissements dans la recherche, le développement de produits et la rationalisation des processus afin qu'elles obtiennent des résultats supérieurs à ceux de leurs concurrents. Les mesures de contrôle de l'application ont un effet significatif pour ce qui est de dissuader les entreprises de se livrer à des pratiques anticoncurrentielles.

Règles en matière d'ententes et d'abus de position dominante

L'application des règles en matière d'ententes et d'abus de position dominante concerne généralement les pratiques des entreprises qui visent à évincer les concurrents du marché, ce qui, en fin de compte, porte préjudice aux consommateurs. Cela est courant dans le secteur des technologies numériques, en particulier avec les grandes entreprises technologiques. Par exemple, en 2024, la Commission a infligé à Meta une amende de 797,72 millions d'euros pour avoir abusé de sa position dominante en pratiquant des ventes liées et en imposant des conditions de transaction non équitables aux fournisseurs de services d'annonces publicitaires en ligne au profit de sa propre plateforme. Dans un autre cas, la Commission a accepté

les engagements proposés par Apple visant à éliminer les obstacles à l'accès à la technologie pour les paiements sans contact en magasin au moyen d'appareils mobiles.

Les règles de concurrence peuvent également être utilisées pour agir directement contre les prix élevés et les conditions de transaction non équitables qui entravent la concurrence au détriment des consommateurs. Au cours de l'année, la Commission a infligé à Apple une amende de plus de 1,8 milliard d'euros pour avoir abusé de sa position dominante en imposant des conditions de transaction non équitables aux développeurs d'applications de diffusion de musique, ce qui pourrait amener les utilisateurs à payer des prix nettement supérieurs pour les abonnements à la diffusion de musique en continu.

Les efforts de la Commission en matière de pratiques anticoncurrentielles ne se limitent pas à l'industrie technologique. En mai, la Commission a infligé une amende de 337,5 millions d'euros à Mondelēz en vertu des règles en matière d'ententes et d'abus de position dominante pour avoir entravé le commerce intra-UE de produits à base de chocolat et de biscuits (parmi les marques connues se trouvant sous le contrôle de Mondelēz figurent Milka, Côte d'Or, Toblerone, Oreo, LU et Belvita).

Dans une autre affaire importante en 2024, la Commission a infligé une amende de 462,6 millions d'euros à l'entreprise pharmaceutique Teva pour avoir retardé la mise sur le marché d'un produit concurrent de son traitement de la sclérose en plaques, le Copaxone. Teva avait artificiellement étendu la protection par brevet du Copaxone et diffusé systématiquement des informations trompeuses sur un produit concurrent en vue d'empêcher son entrée sur le marché et son adoption.

Concentrations

L'UE protège également les marchés concurrentiels grâce au contrôle des concentrations. Qu'il s'agisse de concentrations horizontales entre concurrents directs, de concentrations verticales tout au long des chaînes d'approvisionnement ou de concentrations conglomerates impliquant des produits ou des services complémentaires, la Commission enquête afin d'éviter des effets négatifs tels que les hausses de prix et l'étouffement de l'innovation.

Le règlement de l'UE sur les concentrations, dont 2024 a marqué le 20^e anniversaire, constitue la base juridique de la Commission pour examiner les concentrations à dimension européenne et déterminer leur compatibilité avec le marché unique. Au cours de l'année, Amazon a renoncé à l'achat d'iRobot après que la Commission a fait part de ses préoccupations quant au fait que l'opération pourrait réduire la concurrence en limitant l'accès des autres fournisseurs à la place de marché d'Amazon, ce qui pourrait entraîner une hausse des prix, une baisse de la qualité et une réduction de l'innovation pour les consommateurs. En revanche, la concentration entre Microsoft et Activision est un exemple de l'approbation d'une opération par la Commission, sous réserve d'engagements. Les parties à la concentration ont proposé des engagements qui répondaient à tous les problèmes de concurrence et ont introduit des mesures qui amélioreront considérablement le streaming de jeux en nuage par rapport à la situation actuelle.

La Commission a aussi adopté une communication révisée sur la définition du marché en février afin de rester en phase avec la dynamique du marché. La communication révisée met à jour les orientations sur la manière de définir les marchés en cause dans le contexte des affaires de concentration et d'ententes. Il est ainsi plus facile pour les entreprises de comprendre comment la Commission fait respecter le droit de la concurrence et améliore le respect des règles.

EN 2024

400

décisions en matière de concentrations

8

décisions en matière d'abus de position dominante

2

décisions en matière d'ententes

613

décisions en matière d'aides d'État

3,5 milliards d'euros

d'amendes infligées aux entreprises qui enfreignent les règles de l'UE en matière de concurrence

AU FIL DU TEMPS

28,7 milliards d'euros d'aides illégales et incompatibles récupérées auprès de bénéficiaires entre 1999 et 2024.

Des économies estimées à un montant allant de **13 à 23 milliards d'euros** par an au cours de la dernière décennie grâce à l'application des règles de concurrence dans les affaires de concentration, d'entente et d'abus de position dominante.

Aides d'État

La politique de l'UE en matière d'aides d'État garantit que, lorsqu'elles sont accordées, ces aides ne faussent pas une concurrence loyale et efficace entre les entreprises des États membres et ne nuisent pas à l'économie. La politique en matière d'aides d'État sous-tend également les principes économiques de la politique industrielle de l'UE. Le contrôle des aides d'État peut soutenir les stratégies industrielles de l'UE en remédiant aux défaillances du marché et en veillant à ce que l'aide soit nécessaire, limitée au minimum requis et axée sur des objectifs publics.

Le forum européen conjoint pour les projets importants d'intérêt européen commun a été créé afin de recenser les domaines présentant un intérêt stratégique pour l'UE en vue d'éventuels projets futurs et d'accroître l'efficacité de leur conception, de leur évaluation et de leur mise en œuvre. Ce partenariat entre la Commission et les États membres a tenu ses première et deuxième réunions de haut niveau en mars et en novembre.

Les projets importants d'intérêt européen commun illustrent les aides d'État et la politique industrielle de manière concrète. Ces projets transfrontières sont financés par des aides d'État et ont des retombées positives sur plus d'un État membre. Jusqu'à présent, la Commission a autorisé des aides d'État pour 10 projets de ce type visant à soutenir l'innovation dans des secteurs stratégiques tels que les batteries, l'hydrogène, la microélectronique et les soins de santé, contribuant ainsi à la compétitivité de l'industrie de l'UE.

Un exemple notable en 2024 est le projet Med4Cure, qui associe 6 États membres, 13 entreprises (dont 9 sont des petites et moyennes entreprises) et environ 175 entités de recherche en tant que partenaires indirects. Med4Cure vise à lutter contre la résistance aux antimicrobiens, les maladies rares et le cancer au moyen de nouveaux traitements et technologies, tels que les thérapies à ARNm. Le projet devrait bénéficier d'un financement public allant jusqu'à 1 milliard d'euros de la part des États membres et devrait permettre de débloquer 5,9 milliards d'euros supplémentaires d'investissements privés.

Les règles de l'UE en matière d'aides d'État soutiennent également la plateforme «Technologies stratégiques pour l'Europe», en place depuis le 1^{er} mars 2024, en permettant aux États membres d'accorder des niveaux plus élevés d'aides régionales aux projets d'investissement couverts par la plateforme. Cette plateforme a été mise en place pour stimuler les investissements dans les technologies critiques dans trois grands domaines: les technologies numériques et les deep tech; les technologies propres et économes en ressources; et les biotechnologies. En outre, la plateforme soutient des projets qui favorisent les compétences nécessaires au développement de technologies critiques.

Enfin, la Commission améliore constamment sa politique en matière d'aides d'État. Par exemple, cette politique promeut la recherche et le développement dans l'UE. Depuis 2023, date à laquelle les seuils de notification pour les aides à la recherche, au développement et à l'innovation ont été relevés, plus de 90 % des aides d'État dans ce domaine n'ont pas nécessité l'approbation préalable de la Commission. Cela a permis de réduire la charge administrative pesant sur les États membres, accélérant ainsi l'innovation et le développement de technologies critiques.

Règlement relatif aux subventions étrangères

L'UE veille non seulement à une concurrence équitable au sein du marché intérieur, mais elle s'assure également que les entreprises de l'UE ont de réelles chances face à la concurrence internationale. Le règlement relatif aux subventions étrangères, qui a commencé à s'appliquer en juillet 2023, remédie aux éventuelles distorsions du marché intérieur causées par des subventions étrangères. Celles-ci peuvent conférer aux entreprises un avantage indu dans l'acquisition d'entreprises établies dans l'UE, la participation à des marchés publics ou la prise de décisions commerciales et d'investissement sur les marchés de l'UE.

En 2024, la Commission a ouvert plusieurs enquêtes dans le cadre de marchés publics, ce qui a conduit les entreprises chinoises faisant

l'objet de l'enquête à se retirer des procédures d'appel d'offres correspondantes. La Commission a également entamé un examen préliminaire d'éventuelles subventions étrangères dans le secteur éolien de l'UE. Cet examen préliminaire est en cours.

En outre, la Commission a mené une enquête approfondie sur le projet d'acquisition de PPF Telecom Group BV, un opérateur de télécommunications établi dans l'UE en Bulgarie, en Hongrie et en Slovaquie, par e&, un opérateur de télécommunications établi aux Émirats arabes unis. La Commission craignait, à titre préliminaire, que e& ait pu bénéficier de subventions étrangères susceptibles de fausser le marché unique. En septembre, la Commission a autorisé cette opération sous réserve d'une série d'engagements proposés par les parties concernées afin de répondre aux préoccupations soulevées.

Politique industrielle

La politique industrielle désigne généralement les politiques qui favorisent l'activité économique, allant des changements structurels apportés dans les différents secteurs à la création d'un environnement favorable aux entreprises, en particulier aux petites et moyennes entreprises, en passant par une meilleure exploitation du potentiel industriel de la recherche, des nouvelles technologies et de l'innovation. La politique industrielle de l'UE vise à renforcer la compétitivité de l'industrie de l'UE et à promouvoir une économie plus durable, plus résiliente et plus numérique qui crée des emplois.

Au cours de l'année, l'UE a remanié son cadre de politique industrielle, avec l'entrée en vigueur de plusieurs actes et règlements. Le règlement sur les matières premières critiques garantit l'accès aux matières premières stratégiques, tandis que le règlement pour une industrie «zéro net» stimule la fabrication de technologies propres. Ces deux actes font partie du plan industriel du pacte vert, introduit en 2023, qui

visait à renforcer la compétitivité des technologies à zéro émission nette dans l'UE et à soutenir la transition rapide vers la neutralité climatique. En outre, le règlement sur l'écoconception pour des produits durables introduit de nouvelles exigences en matière de conception et de recyclage des produits, et la directive révisée relative aux émissions industrielles renforce la lutte contre la pollution. Enfin, la communication «Matériaux avancés pour assurer la primauté industrielle» sous-tend la recherche et l'innovation dans le domaine des matériaux de pointe, conformément au pacte vert pour l'Europe (voir le chapitre 4) et aux objectifs industriels.

Ces initiatives sont essentielles pour renforcer l'avantage concurrentiel et le rôle moteur de l'UE dans la transition mondiale vers une économie durable. Les politiques industrielles de l'UE sont conçues pour répondre à l'évolution des besoins du marché de l'UE et faire en sorte que l'UE reste un acteur de premier plan dans la transition écologique.

La politique industrielle est également essentielle pour mettre en œuvre efficacement le pacte vert pour l'Europe, mais aussi pour en tirer parti. En 2024, l'UE a fait le point sur les dialogues sur la transition propre, lancés en 2023, qui constituent un nouveau moyen pour l'UE de dialoguer avec l'industrie et les partenaires sociaux afin à la fois de comprendre les défis auxquels ils sont confrontés et de renforcer et de soutenir la mise en œuvre du pacte vert. Neuf dialogues ont eu lieu. Ils ont porté sur l'hydrogène, les industries à forte intensité énergétique, les technologies propres, les infrastructures énergétiques, les matières premières critiques, la bioéconomie forestière, les villes, la mobilité propre et l'acier. Ces dialogues ont mis en évidence la nécessité d'une réglementation simplifiée, d'une énergie propre, abondante et abordable, d'infrastructures



↑
Maroš Šefčovič, alors vice-président exécutif de la Commission européenne chargé du pacte vert pour l'Europe, des relations interinstitutionnelles et de la prospective (à droite), lors de l'événement de l'Association européenne de la sidérurgie sur le thème de «L'avenir de l'industrie de l'UE: résilience ou dépendance de la chaîne de valeur», Bruxelles (Belgique), 9 avril 2024.

modernes, d'un accès plus aisé au financement et d'un marché unique plus solide dans un environnement concurrentiel à l'échelle mondiale.

Partenariats en matière de commerce et d'investissement

Diplomatie des matières premières

L'accès aux matières premières sur les marchés mondiaux est l'une des priorités de l'UE. En 2024, l'UE a pris des mesures importantes pour étendre la coopération avec ses partenaires internationaux dans le domaine des matières premières critiques, qui sont essentielles aux transitions écologique et numérique à l'échelle mondiale.

En avril, l'UE, les États-Unis et les pays du partenariat pour la sécurité des minéraux, rejoints par le Kazakhstan, la Namibie, l'Ouzbékistan et l'Ukraine, ont annoncé le lancement du forum du partenariat pour la sécurité des minéraux, une nouvelle plateforme de coopération sur les matières premières critiques. Onze autres pays et territoires y ont adhéré en 2024: l'Argentine, l'Équateur, le Groenland, le Mexique, le Pérou, les Philippines, la République démocratique du Congo, la République dominicaine, la Serbie, la Turquie et la Zambie.

Le club des matières premières critiques, annoncé en 2023, est devenu partie intégrante du forum du partenariat pour la sécurité des minéraux. Le forum réunit des pays riches en ressources et des pays ayant une forte demande pour ces ressources.

L'UE a également signé des protocoles d'accord bilatéraux avec l'Australie, la Norvège, le Rwanda, la Serbie et l'Ouzbékistan, élargissant encore son réseau de partenaires dans le domaine des matières premières critiques et garantissant un approvisionnement diversifié et durable de ces matières, tant pour l'UE que pour ses pays partenaires.



↑
L'UE a poursuivi ses travaux dans le cadre du Conseil du commerce et des technologies UE - États-Unis, l'UE et les États-Unis avançant dans leurs travaux conjoints sur des échanges commerciaux plus verts et leur coopération dans le domaine des matières premières critiques. Sur la photo figurent Margrethe Vestager, alors vice-présidente exécutive de la Commission européenne chargée d'une Europe adaptée à l'ère du numérique et commissaire européenne chargée de la concurrence (au milieu à l'avant-plan), Valdis Dombrovskis, alors vice-président exécutif de la Commission européenne chargé d'une économie au service des personnes et commissaire européen chargé du commerce (à gauche à l'avant-plan), et Thierry Breton, alors commissaire chargé du marché intérieur (à droite à l'avant-plan), participant au Conseil du commerce et des technologies UE - États-Unis, Louvain (Belgique), 5 avril 2024.

Des accords plus solides pour faciliter le commerce

La diversification de l'accès des entreprises de l'UE à leurs partenaires commerciaux au moyen d'accords commerciaux renforce la résilience de l'économie de l'UE face à un climat géopolitique de plus en plus incertain. En outre, plus de 30 millions d'emplois dans l'UE sont soutenus par les exportations, et près de 10 millions d'entre eux sont le résultat d'investissements étrangers au sein du marché unique.

En 2024, l'UE a conclu un accord sur le commerce numérique avec Singapour qui renforcera les flux transfrontières de données et profitera aux entreprises et aux consommateurs participant au commerce numérique. Il s'agit du premier accord européen de ce type.

La Commission a également achevé les négociations en vue d'un accord de partenariat novateur entre l'UE et le Mercosur. Cet accord intervient à un moment critique pour les deux parties et offre des possibilités de gains mutuels majeurs grâce au renforcement de la coopération sur les plans géopolitique et économique et dans les domaines de la durabilité et de la sécurité.

L'UE a aussi renforcé ses relations avec des partenaires partageant les mêmes valeurs, y compris le Canada et les pays de la région indo-pacifique, afin de promouvoir une transformation numérique équitable qui respecte les droits fondamentaux.

Le 26 mars, l'UE et la Corée du Sud ont tenu leur deuxième conseil de partenariat numérique à Bruxelles (Belgique), réaffirmant leur volonté de coopérer dans le domaine des technologies numériques clés dans l'intérêt des citoyens et des économies.

Plusieurs autres accords sont entrés en vigueur au cours de l'année, notamment l'accord de partenariat économique UE-Kenya, l'accord de libre-échange UE - Nouvelle-Zélande, l'accord sur la facilitation des investissements durables entre l'UE et l'Angola et l'accord UE-Japon sur les flux transfrontières de données.

Ces accords joueront un rôle majeur dans la promotion d'échanges commerciaux équitables et ouverts avec les partenaires internationaux. Ils seront essentiels pour la compétitivité de l'UE, car ils ouvriront de nouvelles possibilités d'exportation aux entreprises de l'UE et garantiront l'accès aux intrants critiques. Cela est particulièrement important pour le secteur

agricole européen, comme le confirme un rapport de 2024 du Centre commun de recherche de la Commission.

En outre, ces accords contiennent des dispositions ambitieuses en matière de durabilité, qui promeuvent les normes élevées de l'UE en matière de protection de l'environnement et de droits des travailleurs dans le monde entier.



© Adobe Stock

La mise à jour des règles du commerce international en matière d'alimentation et d'agriculture est une priorité pour les membres de l'Organisation mondiale du commerce. Lors de la 13^e conférence ministérielle qui s'est tenue à Abou Dhabi (Émirats arabes unis) en 2024, l'UE a réaffirmé son attachement à un système commercial multilatéral ouvert, équitable, inclusif et transparent qui soutienne les agriculteurs et améliore la sécurité alimentaire mondiale.

À l'heure actuelle, l'UE a un commerce agroalimentaire total diversifié, avec divers partenaires commerciaux. Bien que l'UE reste tributaire de certains produits de base, sa position en tant que premier exportateur mondial et l'un des principaux importateurs de produits agroalimentaires contribue à maintenir des relations commerciales équilibrées et bénéfiques avec d'autres pays.

Au cours de l'année, l'UE a consacré plus de 83 millions d'euros à l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux pour les agriculteurs et l'industrie alimentaire de l'UE, ainsi qu'à la consolidation de leurs activités existantes.

Protéger les entreprises de l'UE contre les pratiques commerciales déloyales

En 2024, l'UE a pris des mesures importantes pour défendre les entreprises de l'UE contre les pratiques commerciales déloyales. Au total, la Commission a lancé 33 nouvelles affaires au titre de l'instrument de défense commerciale au cours de l'année, portant le nombre total d'affaires, y compris les réexamens, à 63. Il s'agit d'une augmentation significative par rapport aux 12 nouvelles procédures ouvertes en 2023. La Commission a également institué 10 mesures provisoires (dont une mesure antisubventions) et 7 mesures définitives (dont une mesure antisubventions). Ces affaires et mesures jouent un rôle essentiel dans la préservation de la compétitivité et de l'emploi dans l'UE, avec 629 655 emplois protégés en 2024.

La Commission a également institué des droits compensateurs définitifs sur les importations de véhicules électriques à batterie en provenance de Chine. La décision a fait suite à une enquête qui a conclu que la chaîne de valeur des véhicules électriques à batterie en Chine bénéficiait de

subventions déloyales, ce qui constitue une menace de préjudice économique pour les producteurs de l'UE. Les contacts au niveau technique entre l'UE et la Chine se poursuivent en vue de parvenir à un éventuel résultat négocié sur les engagements de prix. La Commission reste fermement résolue à trouver une solution mutuellement acceptable, tout en défendant fermement les entreprises de l'UE contre les mesures de rétorsion injustifiées. Les mesures de sauvegarde à l'encontre des importations de produits sidérurgiques ont aussi été prolongées de deux ans afin de protéger les producteurs de fer de l'UE contre les niveaux élevés de surcapacité sidérurgique mondiale.

De nouveaux progrès ont également été accomplis en ce qui concerne la suppression des obstacles aux exportations de l'UE dans les pays tiers et l'élimination de 41 obstacles affectant les biens dans des secteurs tels que l'agriculture, les produits pharmaceutiques et l'automobile. La Commission a notamment pris des mesures ayant porté leurs fruits à la suite d'une législation turque discriminatoire à l'encontre des exportations de tracteurs de l'UE, libérant ainsi l'accès à un marché de 2,5 milliards d'euros.



CHAPITRE 3

Renforcer l'économie

Introduction

En 2024, l'Union européenne (UE) a franchi des étapes importantes dans ses efforts pour renforcer l'économie et favoriser la résilience face aux récents défis mondiaux. Alors que le plan de relance NextGenerationEU arrive à mi-parcours, l'UE a évalué son incidence dans les différents États membres, tandis que ceux-ci ont continué de progresser dans la mise en œuvre de leurs plans pour la reprise et la résilience. En outre, le cadre de gouvernance économique réformé est entré en vigueur, et des progrès ont été accomplis en ce qui concerne les réformes fiscales et la modernisation de l'union douanière. Toutes ces réformes ont contribué à renforcer la compétitivité à long terme et à soutenir la croissance économique tout en garantissant la soutenabilité de la dette. L'UE a également mis en œuvre de nouveaux cadres pour traiter des



Un employé travaillant sur une ligne d'assemblage de vélos électriques dans une usine spécialisée dans des vélos haut de gamme assemblés à la main, Mühlthal (Allemagne), 6 décembre 2024.

risques climatiques, de l'évasion fiscale et de la question de la durabilité pour les entreprises. Ces initiatives témoignent de l'engagement de l'UE en faveur d'une croissance, d'une innovation et d'un leadership mondial durables, afin que les États membres puissent effectuer les transitions économique, environnementale et sociale tout en restant compétitifs.

De la reprise à la résilience

Tendances

En 2024, l'économie de l'UE a renoué avec une croissance modeste, le produit intérieur brut augmentant de 0,9 %. L'inflation globale est revenue à 2,6 %, contre 6,4 % en 2023. Au cours des deux prochaines années, l'activité économique devrait s'accélérer grâce à la poursuite du processus de désinflation. Le marché du travail de l'UE est resté vigoureux, avec une croissance de l'emploi à un rythme soutenu et un taux de chômage atteignant un niveau historiquement bas de 5,9 % en octobre.

Toutefois, l'incertitude et les risques se sont accrus, sous l'effet de l'escalade des tensions géopolitiques (voir les chapitres 1 et 8) et de la fragmentation politique intérieure. La fréquence et l'ampleur croissantes des risques naturels (voir le chapitre 4) menacent également l'activité économique.



Valdis Dombrovskis, alors vice-président exécutif de la Commission européenne chargé d'une économie au service des personnes et commissaire européen chargé du commerce (au centre), et Artjoms Uršulis, secrétaire parlementaire du ministère letton de la santé (deuxième à partir de la droite), devant un nouvel établissement hospitalier financé par la facilité pour la reprise et la résilience, Riga (Lettonie), 27 septembre 2024.

Les succès enregistrés par la facilité pour la reprise et la résilience

En 2021, l'UE a créé NextGenerationEU, un plan sans précédent permettant de débloquent des fonds pour aider les États membres à se remettre des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 et à devenir plus résilients. Depuis lors, le plan a également permis de relever les défis socio-économiques nés de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, tels que la crise énergétique.

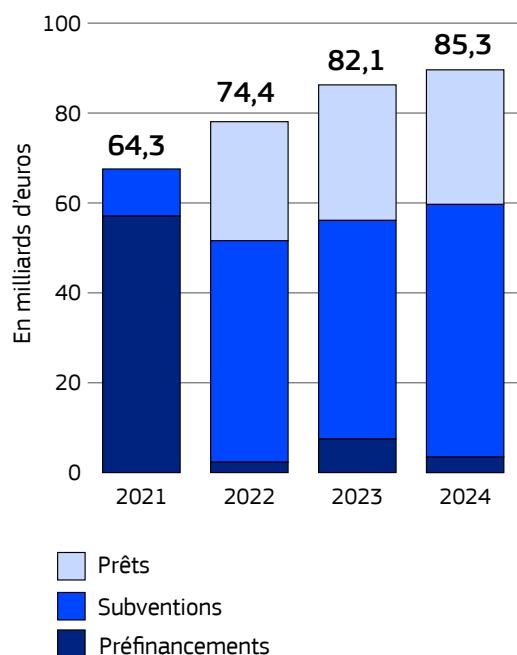
La majeure partie de ces fonds NextGenerationEU est distribuée aux États membres par l'intermédiaire de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR). La FRR est conçue pour soutenir la reprise socio-économique des États membres et leur faire gagner en compétitivité, tout en les aidant à accomplir leurs transitions écologique et numérique. Le financement est versé en fonction de la manière dont les États membres mettent en œuvre les réformes et les investissements qu'ils ont exposés dans leurs plans pour la reprise et la résilience respectifs.

L'année 2024 marque la moitié du plan de relance et constitue, à ce titre, un moment adéquat pour en évaluer le succès. L'évaluation a montré que NextGenerationEU a permis à l'économie de l'UE de retrouver les niveaux de production d'avant la pandémie dès le troisième trimestre de 2021 — soit beaucoup plus rapidement qu'après la crise économique et financière de 2007-2008, où la reprise complète de l'économie avait nécessité sept ans. Grâce aux dépenses au titre de la FRR, le produit intérieur brut de l'UE en 2022 était également supérieur de 0,4 % au niveau qu'il aurait atteint sans ces dépenses.

L'évaluation a également montré que NextGenerationEU pourrait permettre une augmentation du produit intérieur brut réel de l'UE en 2026 pouvant dépasser de 1,4 % l'augmentation dans un scénario sans le plan. Ces valeurs ne tiennent pas compte des effets positifs des réformes menées dans le cadre de la FRR, qui deviendront progressivement plus visibles au cours des prochaines années.

Une autre mesure de la mise en œuvre de la FRR est le montant des fonds versés. À la fin de 2024, 306 milliards d'euros, soit 47 % des fonds engagés, avaient été décaissés.

Décaissement des fonds de la facilité pour la reprise et la résilience (2021-2024)



L'UE offre aux États membres une assistance technique pour mettre en œuvre ces réformes et ces investissements au moyen de l'instrument d'appui technique. En 2024, cet instrument a aidé les États membres à mettre en œuvre la législation et les politiques de l'UE, ce qui a permis aux administrations publiques de fournir des services aux citoyens et de concevoir et mettre en œuvre des réformes dans des domaines d'action tels que les transitions écologique et numérique, la gestion de la migration et la protection sociale. À ce jour, il a soutenu directement ou indirectement plus de 500 projets dans le cadre de la FRR.

Grâce à la mise en œuvre des plans pour la reprise et la résilience des États membres, jusqu'en novembre 2024 (derniers chiffres disponibles):

48,3 millions
de personnes ont eu accès à des installations de soins de santé nouvelles ou modernisées;

23,2 millions
de personnes ont bénéficié de mesures de protection contre les inondations, les feux de forêt et autres catastrophes naturelles liées à des facteurs climatiques;

3,5 millions
d'entreprises ont bénéficié d'une aide en nature;

16,3 millions
de personnes ont participé à des activités d'éducation et de formation, dont 9,5 millions de jeunes âgés de 15 à 29 ans;

33,6 millions
de mégawattheures d'énergie primaire — énergie produite à partir de sources brutes, telles que le gaz naturel ou les énergies renouvelables — ont été économisées par an.



Paolo Gentiloni, alors commissaire européen chargé de l'économie (10^e à partir de la droite), inaugurant une fresque murale #EuropeStreetArt lors de la visite de deux projets soutenus par la facilité pour la reprise et la résilience: un centre de formation pour le développement des talents dans les secteurs de la biotechnologie et de la santé et un pôle technologique au cœur de Charleroi, qui abrite un écosystème d'entreprises industrielles, de jeunes pousses, d'universités et de centres de recherche et de formation. Charleroi (Belgique), 8 avril 2024.



EXEMPLES DE PROJETS

- 1 Bulgarie:** la FRR contribue à la création d'un environnement urbain durable et économe en énergie en soutenant la rénovation d'au moins 3,6 millions de mètres carrés de bâtiments résidentiels.
- 2 Allemagne:** la FRR fournit un financement pour l'installation de 689 000 points de recharge privés dans les zones résidentielles, soutenant ainsi le déploiement des infrastructures nécessaires pour les véhicules électriques.
- 3 France:** la FRR fournit 345 millions d'euros pour aider les petites et moyennes entreprises (PME) industrielles à gagner en compétitivité en effectuant une mise à niveau numérique de leurs processus de production.
- 4 Lettonie:** la FRR contribue à l'investissement dans des équipements et des infrastructures pour 10 hôpitaux et 40 cliniques afin d'améliorer l'accès des citoyens à des services de santé intégrés et de qualité à Riga et dans d'autres régions.

Le nouveau cadre de gouvernance économique

La réforme la plus ambitieuse et la plus complète du cadre de gouvernance économique de l'UE depuis la crise de 2007-2008 est entrée en vigueur en 2024. Ce cadre comprend les règles et procédures régissant les politiques macroéconomiques dans les États membres.

Le cadre réformé, qui est en cours de mise en œuvre, garantit la stabilité des économies des États membres et la réalisation d'objectifs communs, tels que la prévention de la dette et des déficits excessifs, tout en promouvant une croissance durable et inclusive au moyen de réformes et d'investissements. Des investissements soutenus et de grande ampleur, y compris de la part d'entités du secteur public, sont nécessaires afin de réaliser les transitions écologique et numérique tout en renforçant la résilience et la compétitivité de l'UE.

La réforme remédie aux lacunes du cadre précédent: il devient plus simple, plus transparent et plus efficace, avec une plus grande participation nationale et une meilleure application de la législation. Le nouveau cadre établit également une distinction entre les États membres en fonction de leur situation individuelle, et permet un ajustement budgétaire plus lent s'il s'accompagne d'engagements en matière de réformes et d'investissements favorisant la croissance, la viabilité budgétaire et les priorités de l'UE. Cette approche permet à la fois d'éviter la tendance de la politique budgétaire à amplifier les fluctuations économiques et de stabiliser l'économie.

Les plans budgétaires et structurels à moyen terme, qui intègrent les objectifs en matière de budget, de réforme et d'investissements dans une approche unifiée, sont au cœur du nouveau cadre. Cette cohérence rationalise le processus et aligne les efforts nationaux de réforme et d'investissement sur la FRR, en veillant à la cohérence entre les politiques nationales et celles de l'UE. Les plans mettent l'accent sur l'appropriation par les États membres, en leur offrant une plus grande souplesse dans la définition de leurs trajectoires d'ajustement budgétaire et de leurs engagements en matière de réformes et d'investissements.

Le Semestre européen

Le Semestre européen est un processus annuel dans le cadre duquel l'UE identifie les défis économiques et sociaux les plus pressants auxquels sont confrontés les États membres et fournit des orientations stratégiques pour les aider à exploiter pleinement leur potentiel.

Le paquet de printemps du Semestre européen 2024 était axé sur la compétitivité et la prospérité à long terme de l'UE et de ses États membres. Il a également fait le point sur la mise en œuvre, par les États membres, de leurs plans pour la reprise et la résilience et de leurs programmes de la politique de cohésion. Sur la base de cette analyse, la Commission a proposé des recommandations par pays pour aider les États membres à relever les principaux défis.

En outre, l'UE a intensifié ses efforts pour réduire les disparités sociales entre les régions et les États membres et diversifier les sources d'approvisionnement énergétique. Pour la première fois, le cadre du Semestre européen comprenait une évaluation approfondie des progrès accomplis dans la mise en œuvre des principes du socle européen des droits sociaux, ainsi qu'un cadre visant à identifier les risques pour la convergence sociale. Cette analyse, incluse dans le rapport conjoint sur l'emploi 2024, a permis d'évaluer le fonctionnement du marché du travail, ainsi que les défis en matière sociale et de compétences dans tous les États membres, afin de recenser les risques potentiels pour la convergence sociale ascendante.

Enfin, la Commission a évalué l'existence de déséquilibres macroéconomiques pour les douze États membres sélectionnés afin de faire l'objet d'un bilan approfondi dans le rapport de 2024 sur le mécanisme d'alerte. La Commission a également proposé d'ouvrir des procédures concernant les déficits excessifs visant sept États membres, sur la base de son rapport «omnibus».

Le paquet d'automne du Semestre européen 2024 était axé sur la garantie de finances publiques saines et d'une croissance durable et inclusive. Il a lancé la mise en œuvre d'un nouveau cadre de gouvernance économique, comprenant des recommandations sur les plans budgétaires à moyen terme et des évaluations des plans budgétaires de la zone euro. Il a également examiné le respect du seuil de déficit de 3 % du produit intérieur brut de l'UE, en formulant des recommandations pour remédier aux déficits excessifs dans huit États membres et des rapports de surveillance post-programme pour cinq États membres. En outre, le paquet a défini les priorités en matière de politique économique et sociale pour 2025, ce qui comprenait des propositions relatives aux politiques de la zone euro, à l'emploi et aux alertes économiques.

La recommandation pour la zone euro de 2025 a invité les États membres à agir à la fois individuellement (y compris par la mise en œuvre de leurs plans pour la reprise et la résilience) et collectivement (au sein de l'Eurogroupe) pour améliorer la compétitivité, stimuler la productivité et continuer à assurer la stabilité macroéconomique et financière.

Le budget de l'UE: adapter l'UE aux défis actuels et futurs

Depuis l'adoption du budget à long terme de l'Union européenne pour la période 2021-2027 en 2020, l'UE a été confrontée à des défis extraordinaires. Les conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, la flambée des taux d'intérêt et les pressions migratoires ont toutes entraîné une augmentation des demandes budgétaires. En réponse, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne se sont mis d'accord sur la toute première révision à mi-parcours du budget à long terme de l'UE (connu sous le nom de «cadre financier pluriannuel»). En conséquence, un financement supplémentaire de 64,6 milliards d'euros est mis à disposition pour relever les nouveaux défis et satisfaire aux obligations juridiques de l'UE, qui ne pouvaient plus être pris en charge dans les limites des plafonds budgétaires initiaux.



↑
Johannes Hahn, alors commissaire européen chargé du budget et de l'administration, s'exprimant lors de la conférence annuelle 2024 sur le budget de l'UE, Bruxelles (Belgique), 29 avril 2024. L'événement a porté sur le rôle du budget de l'UE pour préparer l'Europe à l'avenir.

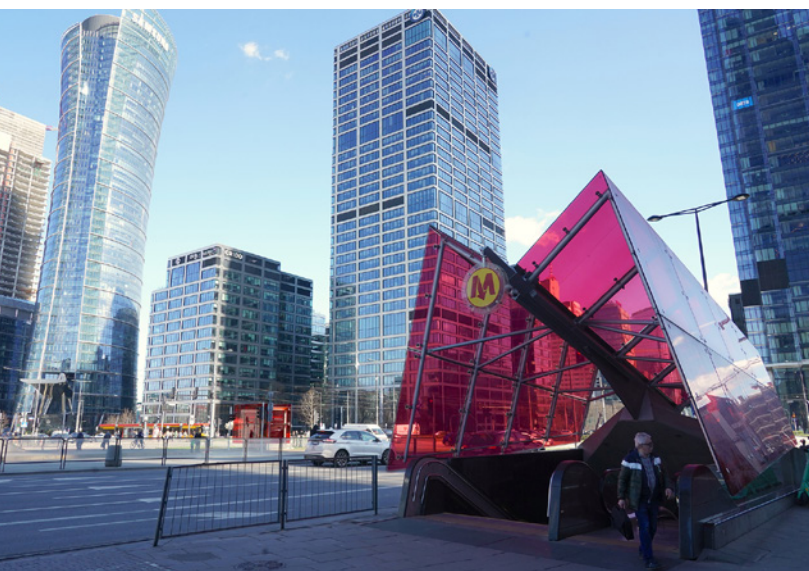
Les ressources supplémentaires provenant de la révision du budget à long terme de l'UE financent les priorités suivantes:

- 1 La facilité pour l'Ukraine**
Un programme d'assistance financière qui apporte un soutien continu et prévisible à l'Ukraine.
- 2 La plateforme «Technologies stratégiques pour l'Europe»**
Une plateforme qui promeut la souveraineté et la compétitivité à long terme de l'UE dans le domaine des technologies critiques, telles que les deep tech, les technologies propres et les biotechnologies (voir le chapitre 2).
- 3 Migration, action extérieure et situations d'urgence**
Des ressources supplémentaires permettant de relever les défis internes et externes liés à la migration et de maintenir la capacité de l'UE à réagir aux crises humanitaires et aux catastrophes naturelles.
- 4 Augmentation des coûts de financement de NextGenerationEU**
Les coûts de financement ont augmenté en raison de la hausse sans précédent des taux d'intérêt.

En ce qui concerne le budget annuel de l'UE, un accord a été trouvé en novembre sur un budget de 192,8 milliards d'euros pour 2025. Ce budget sera complété par une enveloppe estimée à 72 milliards d'euros pour les décaissements au titre de NextGenerationEU. Le projet de budget annuel 2025 oriente les fonds vers les domaines où ils peuvent jouer le rôle le plus décisif: en soutenant les transitions écologique et numérique, en créant des emplois tout en renforçant l'autonomie stratégique de l'Europe et son rôle à l'échelle mondiale. Il financera également des technologies critiques par l'intermédiaire de la plateforme «Technologies stratégiques pour l'Europe» et apportera un soutien continu aux réfugiés, aux pays voisins et à l'Ukraine.

Une Union européenne solidaire

La politique de cohésion de l'UE est une politique d'investissement qui soutient la création d'emplois, la compétitivité, la croissance économique, l'amélioration de la qualité de vie et le développement durable, et qui ne laisse personne ni aucune région de côté. Grâce à cette politique, l'UE prend en charge toutes ses régions, en mettant particulièrement l'accent sur les États membres et les régions moins développés afin de les aider à rattraper leur retard et de réduire les disparités économiques, sociales et territoriales qui subsistent au sein de l'UE.



Deux exemples concrets de la mise en œuvre du Fonds de cohésion: la ligne de tram Dúbravsko-Karloveská radiála modernisée à Bratislava (Slovaquie) et la ligne de métro 2 étendue de Varsovie (Pologne), qui a amélioré les services de transport urbain dans la ville.

De 2014 à 2020, les Fonds structurels et d'investissement européens ont:

- soutenu plus de 5 millions d'entreprises;
- fourni à 64,5 millions de personnes des formations en matière d'emploi, d'inclusion sociale et de compétences;
- amélioré les services de santé pour plus de 63 millions de personnes;
- augmenté la capacité de production d'énergie renouvelable d'un niveau équivalent à environ 2 400 éoliennes;
- amélioré la performance énergétique de plus de 550 000 ménages;
- protégé 17 millions de personnes des inondations et 15 millions de personnes des incendies de forêt.

Source: Commission européenne, Fonds structurels et d'investissement européens — Rapport de synthèse 2023 relatif aux rapports annuels de mise en œuvre des programmes en ce qui concerne la mise en œuvre en 2014-2020, COM(2024) 6 final du 15 janvier 2024.

Le neuvième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale a montré comment la politique de cohésion contribue à réduire les disparités territoriales, sociales et économiques au sein de l'UE. Il a permis de constater des progrès significatifs dans les nouveaux États membres, où le produit intérieur brut par personne est passé de 52 % de la moyenne de l'UE en 2004 à près de 80 % en 2023.

La politique de cohésion a aidé l'économie de l'UE à gagner en compétitivité et en durabilité en soutenant la recherche et le développement, l'innovation et les transitions écologique et numérique dans tous les États membres. Elle a également amélioré la vie des citoyens en finançant l'achèvement de projets d'infrastructures essentielles qui faisaient auparavant défaut, tels que les liaisons critiques de transport et de raccordement. Le déploiement progressif du mécanisme de valorisation des talents aide également les régions au moyen d'une assistance technique et d'autres activités visant à atténuer les effets de l'évolution démographique et de la fuite des cerveaux.



Elisa Ferreira, alors commissaire européenne chargée de la cohésion et des réformes (à droite), s'est rendue en Hongrie pour discuter du soutien de la politique de cohésion avec les autorités locales et visiter des projets financés par le Fonds de cohésion. Au cours de sa visite, elle s'est rendue dans le village de Tarnabod, où elle a assisté à des activités liées à plusieurs projets financés par l'UE dans les domaines de l'accueil d'enfants, de l'éducation et du soutien familial à la communauté rom. 2 mai 2024.



Le soutien de l'UE à Chypre

Afin de soutenir le processus de règlement de la question chypriote mené sous l'égide des Nations unies, le programme d'aide de l'UE en faveur de la communauté chypriote turque promeut le développement socio-économique de cette communauté et finance des mesures visant à instaurer un climat de confiance entre les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs.

La Commission surveille le règlement «ligne verte», qui régit la circulation des personnes, des biens et des services entre les deux parties de l'île. L'aide de l'UE a également contribué à réduire les maladies dangereuses pour le bétail touchant les vaches, les ovins et les caprins dans la communauté chypriote turque. L'éradication de ces maladies est essentielle pour la future vente du Halloumi/Hellim chypriote turc de part et d'autre de la ligne verte et sur le marché lucratif de l'UE. En outre, la Commission a autorisé 150 bourses pour permettre aux Chypriotes turcs d'étudier dans les universités de l'UE, renforçant ainsi les liens avec l'UE.

Un marché unique solide et résilient

Le marché unique de l'UE demeure une pierre angulaire de la stabilité économique et de la croissance, en permettant la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes entre les États membres tout en renforçant la compétitivité des industries de l'UE.

Pour faire en sorte que le marché unique reste résilient, compétitif et joue un rôle de premier plan dans les transitions écologique et numérique mondiales, l'UE a collaboré avec ses partenaires industriels afin de créer des trajectoires de transition sur mesure pour chaque écosystème industriel. Ces écosystèmes rassemblent des entreprises, des chercheurs, des décideurs politiques et des prestataires de services afin d'atteindre des objectifs économiques communs ou de répondre à des besoins spécifiques du marché. Les trajectoires de transition fournissent des orientations stratégiques à chaque secteur sur la manière d'adopter des technologies innovantes, de réduire leur empreinte carbone et d'améliorer leurs capacités numériques.

En outre, pour que le marché unique fonctionne efficacement, les règles doivent être correctement mises en œuvre et appliquées. L'UE se concentre sur les domaines qui accroîtront les investissements, accéléreront la reprise et renforceront la compétitivité, tels que la lutte contre les retards de paiement par les autorités publiques aux entreprises, en particulier aux PME. Par l'intermédiaire du groupe de travail sur le respect de l'application des règles du marché unique, la Commission et les États membres ont supprimé les obstacles, par exemple en facilitant la mobilité professionnelle au sein de l'UE et en s'attaquant aux obstacles administratifs dans le domaine des énergies renouvelables. La Commission améliore également la transparence et les outils réglementaires existants afin de prévenir l'apparition de nouveaux obstacles.

L'UE souhaite également veiller à ce que les PME bénéficient d'un soutien dans tous les États membres. À cette fin, elle a analysé la situation économique des PME dans l'UE et a publié en juillet l'examen annuel des performances des PME.

Le marché unique est important non seulement pour les entreprises de l'UE, mais aussi pour ses 450 millions de consommateurs. L'UE a introduit des règles au cours de l'année afin: de rendre les produits vendus dans l'UE plus durables; de donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique et de la transition numérique; et de faire de la réparation des biens une option facile et attractive. Les règles garantiront une meilleure information des consommateurs sur les produits et porteront sur l'écoblanchiment et l'obsolescence programmée (voir le chapitre 4).

Enfin, le marché unique continue de croître avec l'adhésion progressive de pays candidats. L'élargissement crée d'importantes possibilités pour les entreprises de l'UE en renforçant les chaînes d'approvisionnement transfrontières et en réduisant les coûts des échanges commerciaux. En outre, l'élargissement permet aux ménages des nouveaux États membres et des États membres existants de bénéficier d'un accès facilité aux biens et aux services, et ce à un meilleur prix, ce qui permettra l'amélioration du niveau de vie. Par exemple, l'initiative «voies réservées UE-Balkans occidentaux» permet d'économiser l'équivalent de vingt ans de temps d'attente par an pour les passagers et le fret. En outre, l'intégration de la région dans l'Alliance pour les médicaments critiques a élargi les chaînes de valeur de l'UE, stimulant ainsi la croissance et l'efficacité.

30 ans de l'Espace économique européen

L'année 2024 a marqué le 30^e anniversaire de l'accord sur l'Espace économique européen, qui a permis un accès continu au travail, aux études et aux soins de santé au-delà des frontières de l'UE tout en étendant le marché unique.

S'appuyant sur le succès de l'accord, le Conseil a récemment approuvé le mécanisme financier de l'Espace économique européen et le mécanisme financier norvégien pour la période 2021-2028, qui ont ensuite été signés et sont

appliqués à titre provisoire, renforçant encore ces alliances de longue date ainsi que les relations économiques. Cette décision dégage des milliards d'euros en vue de la réduction des disparités économiques au sein de l'UE, dont bénéficient directement les habitants de quinze États membres. L'UE a également signé et applique à titre provisoire des accords avec l'Islande et la Norvège, permettant à certains produits de la pêche originaires de ces pays d'accéder plus facilement au marché de l'UE.

Initiatives de l'UE visant à renforcer davantage le marché unique

- ✓ **De nouvelles règles visant à interdire les produits issus du travail forcé**
Concernant environ 27,6 millions de personnes dans le monde, ces règles s'appliqueront à tous les produits fabriqués tant au sein de l'UE qu'à l'étranger, sans cibler des entreprises ou des industries spécifiques.
- ✓ **Recommandation visant à renforcer le respect des droits de propriété intellectuelle**
Les mesures recommandées favorisent la collaboration entre les titulaires de droits, les prestataires de services et les autorités chargées de faire appliquer la législation, tout en utilisant les technologies modernes pour protéger la propriété intellectuelle et lutter contre la contrefaçon. Elles prévoient également des outils spécifiques pour les PME et appellent à davantage de sensibilisation et d'éducation à la propriété intellectuelle.
- ✓ **Un système de brevet unitaire**
Le système a simplifié les procédures en matière de brevets et offre une protection uniforme dans tous les États membres participants. Au cours de sa première année, 27 000 brevets unitaires ont été enregistrés, principalement dans les domaines des technologies médicales, du génie civil et des transports.
- ✓ **Un nouveau système de marchés publics en ligne**
Le nouveau système permet aux entreprises, en particulier aux PME, de participer plus facilement aux marchés publics dans l'ensemble de l'UE.
- ✓ **Facturation électronique**
Dix ans après son entrée en vigueur, la directive de l'UE relative à la facturation électronique a rationalisé la facturation transfrontière, en réduisant les coûts et en renforçant l'efficacité. Tous les États membres acceptent désormais les factures électroniques pour les marchés publics, ce qui profite tant aux entreprises qu'aux administrations publiques.
- ✓ **Réduction de la charge administrative grâce à l'introduction de nouvelles règles en matière de droit des sociétés**
Les nouvelles règles réduiront de plus de 400 millions d'euros par an les charges administratives pesant sur les entreprises en supprimant des formalités telles que les apostilles et en simplifiant les procédures transfrontières au moyen de solutions numériques.
- ✓ **Une nouvelle directive sur la responsabilité du fait des produits**
La directive met à jour les règles en matière de responsabilité du fait des produits afin de fournir un système clair, prévisible et efficace pour indemniser les dommages causés par les produits défectueux, y compris les produits qui utilisent de nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle. Elle apporte une sécurité juridique aux opérateurs économiques qui cherchent à mettre des produits sur le marché.

Union des marchés des capitaux

L'UE s'emploie également à poursuivre le développement de son marché unique afin de permettre un meilleur flux de capitaux transfrontières. C'est ce que l'on appelle l'«union des marchés des capitaux». La libre circulation des capitaux dans l'UE se traduit par une réduction des coûts de transaction et de la charge réglementaire et par un renforcement des marchés, ce qui permet aux entreprises de l'UE, y compris aux PME, d'accéder à davantage de sources de financement et rend l'UE plus compétitive.

L'année 2024 a été marquée par l'adoption de mesures qui renforceront l'union des marchés des capitaux et contribueront à l'objectif de l'UE consistant à simplifier les obligations de déclaration et à réduire les charges administratives (voir le chapitre 9). La nouvelle législation sur l'admission à la cote modifie les règles relatives aux prospectus, aux abus de marché, à la recherche financière et aux structures avec actions à votes multiples. Cela permettra d'alléger les exigences auxquelles les entreprises sont confrontées tant au moment de l'admission à la cote qu'après leur admission à la cote, tout en préservant la transparence, la protection des investisseurs et l'intégrité du marché. Cette législation abordera également la question de la fragmentation des législations nationales, qui limite la flexibilité des entreprises pour l'émission d'actions à votes multiples après leur introduction en bourse, ce qui sera particulièrement bénéfique pour les entreprises en expansion innovantes.

Les avantages de la législation sur l'admission à la cote

Pour les investisseurs et les autorités de surveillance

- Des informations sur les sociétés plus courtes, plus rapides et plus faciles à parcourir pour les investisseurs.
- Une surveillance plus efficace grâce à des règles d'admission à la cote plus simples et plus claires.

Pour les entreprises

Réduction significative des coûts et stimulation de l'introduction en bourse dans l'UE:

- une économie annuelle estimée à 67 millions d'euros grâce à la simplification des règles relatives aux prospectus;
- une diminution des coûts de mise en conformité d'environ 100 millions d'euros par an pour les entreprises cotées de l'UE;
- les actions à votes multiples pourraient entraîner une augmentation du nombre d'introductions en bourse dans l'UE pouvant aller jusqu'à 20 %;
- des avantages spécifiques pour les PME: une plus grande visibilité pour les investisseurs sur les marchés financiers, et un régime de sanctions plus proportionné pour les infractions mineures aux règles relatives aux abus de marché.



Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (à gauche), et Mairead McGuinness, alors commissaire européenne chargée de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés des capitaux (à droite), lors de la conférence sur l'intégration financière européenne de 2024, Francfort-sur-le-Main (Allemagne), 18 juin 2024.



Des progrès ont également été accomplis au cours de l'année en ce qui concerne la création des conditions adéquates permettant aux fournisseurs de système consolidé de publication de donner une vision consolidée des échanges dans l'ensemble de l'UE. Le 16 décembre, l'Autorité européenne des marchés financiers a publié un rapport sur les normes techniques applicables aux fournisseurs de système consolidé de publication. Le rapport présente les normes techniques finales applicables aux fournisseurs de système consolidé de publication, qui visent à améliorer la transparence du marché et la qualité des données, soutenant ainsi l'union des marchés des capitaux en favorisant un marché financier plus intégré et plus efficient.

En outre, l'UE a progressé dans la lutte contre les obstacles posés par les différentes législations des États membres en matière d'insolvabilité. Les législations différentes conduisent à une union des marchés des capitaux fragmentée. Afin de lever ces obstacles et de renforcer la compétitivité, la Commission a proposé d'harmoniser le droit matériel des États membres en matière d'insolvabilité en 2022. Les conclusions du Conseil européen d'avril 2024 ont donné un nouvel élan à cette démarche, accélérant les négociations.

Enfin, pour garantir le bon fonctionnement de l'union des marchés des capitaux, l'UE accroît l'attractivité et la résilience de ses services de compensation. Il s'agit de services offerts par des contreparties centrales qui s'interposent entre les contreparties aux transactions sur instruments financiers, devenant ainsi l'acheteur vis-à-vis de tout vendeur et le vendeur vis-à-vis de tout acheteur. En garantissant des obligations contractuelles en cas de défaut de règlement, les contreparties centrales sont essentielles pour préserver la stabilité du marché, atténuer les risques systémiques et renforcer la confiance dans le marché.

En février 2024, un accord politique a été conclu sur un train de mesures qui permettront aux contreparties centrales d'introduire plus rapidement de nouveaux produits sur le marché de l'UE, encourageant ainsi les acteurs du marché à compenser leurs contrats auprès des contreparties centrales de l'UE, augmentant ainsi leur niveau de liquidité. Ces mesures permettront également de renforcer le cadre de surveillance de l'UE pour les contreparties centrales, en améliorant la sécurité et la résilience des systèmes de compensation. Ce cadre réduira la dépendance excessive à l'égard des contreparties centrales systémiques dans les pays tiers en exigeant de tous les acteurs du marché concernés qu'ils détiennent des comptes actifs auprès de contreparties centrales de l'UE et qu'ils compensent une partie représentative de certains contrats dérivés systémiques au sein du marché unique.

Finance numérique

De nouvelles règles visant à mettre les paiements instantanés en euros à la disposition de tous les citoyens et entreprises titulaires d'un compte bancaire dans l'UE sont entrées en vigueur en avril et seront appliquées progressivement à partir de janvier 2025. Ces règles visent à faire en sorte que les paiements instantanés en euros soient abordables et sûrs et puissent être traités sans difficulté dans l'ensemble de l'UE.

Les paiements instantanés offrent dans la vie quotidienne des solutions rapides et pratiques aux personnes, par exemple: pour recevoir rapidement des fonds (en moins de 10 secondes) en cas d'urgence; pour le paiement d'achats de biens et de services en ligne et dans les magasins; et pour permettre de partager instantanément des coûts dans des contextes de la vie sociale. Ils améliorent également la gestion des flux de trésorerie pour les administrations publiques et les entreprises, en particulier les PME, permettent aux organisations caritatives et ONG d'accéder rapidement à des fonds, et encouragent les banques et autres prestataires de services de paiement à mettre au point des services et des produits financiers innovants.

En outre, en 2024, le règlement sur les marchés de crypto-actifs est entré en application, mettant ainsi en place des règles de marché uniformes de l'UE pour les crypto-actifs. Ces règles permettront de soutenir l'intégrité du marché et l'innovation en réglementant les offres au public de crypto-actifs et la fourniture de services aux consommateurs par les intermédiaires de crypto-actifs, veillant ainsi à ce qu'ils soient mieux protégés contre les risques associés.

L'instrument d'appui technique de l'UE aide également 37 autorités de surveillance financière de 26 États membres à améliorer leur capacité à gérer les risques liés à la finance numérique. En 2024, l'académie européenne de surveillance de la finance numérique a dispensé des formations résidentielles et en ligne à plus de 1 000 membres des autorités de surveillance dans l'ensemble de l'UE.

Lutte contre le blanchiment de capitaux

L'ensemble de règles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) a été adopté en 2024 et comprend le premier règlement LBC/FT et la sixième directive LBC/FT. Ces propositions serviront de base aux travaux de l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Ces nouvelles règles fixent des exigences à l'échelle de l'UE pour le secteur privé afin de garantir l'application cohérente des règles dans l'ensemble du marché unique. Elles harmonisent également les missions et les pouvoirs des autorités nationales de surveillance et des cellules de renseignement financier afin de permettre une coopération transfrontière efficace. En outre, ce cadre renforce les pouvoirs des registres des bénéficiaires effectifs afin de garantir la transparence en ce qui concerne les personnes qui possèdent ou contrôlent des entités juridiques et des trusts. Enfin, il harmonise les règles relatives à l'accès à ces informations, en permettant aux parties prenantes ayant un intérêt légitime, y compris les journalistes et la société civile, de contribuer à la lutte contre la criminalité financière.

Qu'apportera le nouveau cadre LBC/FT?

Exemples pratiques

SECTEUR DU FOOTBALL

Les investissements dans les clubs de football professionnel et le parrainage de ces clubs feront désormais l'objet d'un examen, de même que les transferts de joueurs. Les transactions portant sur des sommes d'origine douteuse seront détectées et déclarées.

BIENS IMMOBILIERS

Lorsqu'elles achèteront des biens luxueux, les entreprises établies en dehors de l'UE seront désormais tenues de divulguer les coordonnées du propriétaire final du bien, ce qui permettra aux autorités de l'UE de voir plus facilement qui se cache derrière ces entreprises.

FINANCEMENT PARTICIPATIF

Le recours aux campagnes de financement participatif sera désormais soumis à un contrôle, ce qui rendra plus difficile l'accès de fausses organisations caritatives aux financements ou le détournement de fonds en vue de soutenir des activités terroristes.

VÉHICULES DE GRANDE VALEUR

Les négociants en voitures, bateaux et avions de luxe devront systématiquement déclarer les ventes dépassant certains seuils. Cela aidera les autorités à détecter tout lien avec des activités criminelles, le cas échéant.

Finance durable

En novembre, le Parlement et le Conseil ont adopté un règlement visant à accroître la transparence des activités de notation environnementale, sociale et de gouvernance, afin de répondre aux préoccupations liées à l'écoblanchiment. Ce règlement fait partie d'un train de mesures plus large visant à développer les fondements du cadre de l'UE en matière de finance durable et à encourager le financement privé de projets et de technologies de transition.

Les nouvelles règles fourniront aux investisseurs et aux institutions financières des données fiables sur les performances environnementales, sociales et de gouvernance des entreprises, ce qui les aidera à prendre des décisions plus éclairées sur les investissements durables et la gestion des risques liés à ces facteurs. Les notations apporteront également davantage de clarté sur les activités des fournisseurs de notations et sur la question de savoir s'ils ont pris les mesures nécessaires pour prévenir et atténuer les conflits d'intérêts.

Le Parlement et le Conseil sont également convenus de reporter le délai d'adoption des normes européennes d'information sectorielles

en matière de durabilité de la mi-2024 à la mi-2026. Ce report permettra de ménager plus de temps pour l'élaboration de ces normes. En outre, les entreprises disposeront d'un délai supplémentaire pour se concentrer sur la mise en œuvre de la première série de normes transversales adoptées en juillet 2023.

Outre le respect des normes d'information, les grandes entreprises remplissant certains critères seront tenues d'exercer un devoir de vigilance sur leurs propres activités, ainsi que sur celles de leurs filiales et de leurs partenaires commerciaux au sein de leurs chaînes d'activité mondiales, afin de recenser et de traiter les incidences négatives réelles et potentielles sur l'environnement et les droits de l'homme. La nouvelle directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité impose aux entreprises d'apporter les modifications nécessaires à leurs stratégies globales et à leurs activités, y compris les pratiques en matière d'achat, de conception et de distribution. Le non-respect de ces exigences peut entraîner des mesures applicables sur le plan administratif, y compris des sanctions et un engagement de la responsabilité civile.

Banques et assurances

Un système bancaire sain est essentiel pour tous les citoyens de l'UE et pour la stabilité et la prospérité de l'économie de l'UE. Depuis la crise financière de 2007-2008, les dirigeants européens et internationaux se sont mis d'accord sur des normes bancaires internationales — appelées «normes de Bâle III» — afin de garantir une plus grande résilience des banques et de réduire le risque de futures crises financières.

Le texte final du dernier paquet bancaire (le règlement sur les exigences de fonds propres et la directive sur les exigences de fonds propres) entré en vigueur le 9 juillet 2024 constitue une étape essentielle dans la mise en œuvre scrupuleuse des normes de Bâle III dans l'UE. Il confirme la volonté de l'UE d'honorer ses engagements internationaux et de mettre en œuvre les règles prudentielles dès le 1^{er} janvier 2025, comme précédemment annoncé. Néanmoins, la date d'application d'une partie des normes de Bâle III, relative à la révision fondamentale du portefeuille de négociation, a été reportée au 1^{er} janvier 2026 afin de préserver des conditions de concurrence équitables au niveau mondial pour les banques européennes actives au niveau international et de s'aligner sur les calendriers de mise en œuvre d'autres grands pays et territoires.

Afin de renforcer davantage les banques, tant le Parlement que le Conseil ont adopté leurs positions et entamé des négociations sur la

réforme du cadre pour la gestion des crises bancaires et la garantie des dépôts.

En outre, en décembre 2023, la directive «Solvabilité II» révisée a été adoptée. Les nouvelles règles renforcent le cadre réglementaire en matière d'assurance en incitant davantage le secteur de l'assurance et de la réassurance (c'est-à-dire l'assurance des compagnies d'assurances) à investir dans le capital à long terme. Les nouvelles règles tiendront mieux compte des risques macroéconomiques, et notamment des risques liés au changement climatique, et rendront l'assise financière des assureurs moins sensible aux fluctuations à court terme du marché. Ces changements permettront de faire en sorte que ce secteur reste solide en période de difficultés économiques et protège les intérêts des consommateurs.

Dans le même temps, une nouvelle directive établissant un cadre pour le redressement et la résolution des entreprises d'assurance a également été adoptée. Cette directive garantit la stabilité financière et protège les preneurs d'assurance et les contribuables en cas de défaillance d'un assureur ou d'un réassureur. Elle exige une sélection fondée sur les risques des assureurs et des réassureurs et de leurs autorités de résolution pour élaborer des plans préventifs de redressement et des plans de résolution, respectivement, afin de veiller à ce qu'ils soient préparés aux crises.

Une fiscalité et des douanes équitables, simples et modernes

Réforme de l'union douanière

La réforme de l'union douanière de l'UE, proposée en 2023, prévoit un système douanier de premier plan reposant sur les données, qui simplifiera considérablement les procédures douanières pour les entreprises et, dans le même temps, fournira aux autorités les outils nécessaires pour mettre un terme aux importations qui présentent de réels risques pour l'UE, ses citoyens et son économie. En 2024, des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la proposition de création d'une Autorité douanière européenne et d'une plateforme des données douanières centralisée, qui sont deux des trois principaux piliers au cœur de la réforme (le troisième étant le commerce électronique).

À cela s'ajoute le guichet unique douanier de l'UE, qui est déjà mis en œuvre progressivement et qui vise à harmoniser les procédures administratives

entre les douanes et d'autres secteurs, tels que la santé et l'environnement. Il permettra d'améliorer les échanges numériques entre les gouvernements aux frontières de l'UE et de rationaliser le processus de dédouanement des marchandises.

En outre, le système de contrôle des importations 2 impose désormais aux opérateurs économiques de soumettre des données relatives à la sécurité et à la sûreté pour tous les modes de transport. Grâce à ce système, les autorités douanières belges ont procédé, en mars, à l'aéroport de Liège, en collaboration avec d'autres États membres, aux saisies les plus importantes jamais effectuées de précurseurs de drogues (produits chimiques utilisés pour produire des drogues illicites).



↑
VIDÉO: Qu'est-ce que le système de contrôle des importations?

Enfin, l'alliance des ports européens a été lancée dans le cadre de la feuille de route de l'UE en matière de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée (voir le chapitre 7). Elle permettra d'améliorer la coordination entre les autorités douanières et facilitera la coopération avec les autres services répressifs et le secteur privé.

Garantir des conditions d'imposition équitables

En janvier 2024, l'UE a introduit de nouvelles règles fixant un taux d'imposition effectif minimal de 15 % pour les entreprises multinationales exerçant leurs activités à l'intérieur de ses frontières. L'entrée en vigueur de ces règles formalise la mise en œuvre par l'UE du cadre du pilier 2, qui s'inscrit dans le contexte d'un accord mondial historique de réforme fiscale conclu par l'Organisation de coopération et de développement économiques en 2021. Près de 140 juridictions du monde entier ont adhéré à ces règles, mais l'UE a été une pionnière dans la transposition de ces règles en législation. Ces règles dissuadent les entreprises de transférer leurs bénéfices vers des juridictions à faible imposition et freinent le «nivellement par le bas», pratique dans le cadre de laquelle les pays abaissent les taux d'imposition des sociétés afin d'attirer les investissements.

Le 28 octobre, la Commission a adopté une proposition modifiant la directive relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal. La directive modifiée établit les règles et procédures permettant aux autorités fiscales des États membres de coopérer étroitement en matière de fiscalité directe, ce qui facilite le respect par les entreprises de leurs obligations de déclaration au titre de la directive sur l'imposition minimale, qui met en œuvre le cadre du pilier 2 susmentionné.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales

Le système électronique central concernant les informations sur les paiements fournit désormais aux administrations fiscales des États membres des données qui les aident à détecter plus facilement la fraude à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), en particulier dans le cadre des activités de commerce électronique. En vertu des nouvelles règles, les prestataires de services de paiement qui proposent des services dans l'UE doivent surveiller les bénéficiaires des paiements transfrontaliers. Ils sont également tenus de transmettre des informations sur les paiements transfrontaliers aux administrations fiscales des États membres.

La lutte contre la fraude et les abus fiscaux a également été renforcée par un nouvel acte législatif approuvé en décembre. La directive relative à un allègement plus rapide et plus sûr de l'excédent de retenues à la source introduit des règles qui rendront les procédures de retenue à la source dans l'UE plus efficaces et plus sûres pour les investisseurs, les intermédiaires financiers et les administrations fiscales nationales. Cette directive accélérera le processus permettant aux investisseurs de bénéficier d'un allègement de l'excédent de retenues à la source sur les paiements transfrontaliers de dividendes et d'intérêts. Elle réduira également le risque de double imposition pour les contribuables et facilitera les investissements transfrontières, renforçant ainsi l'union des marchés des capitaux.

En outre, l'UE adopte la transition numérique afin de contribuer à la lutte contre la fraude et de soutenir les entreprises de l'UE. La proposition relative à la TVA à l'ère numérique — approuvée le 5 novembre — réduira la nécessité d'enregistrements multiples à la TVA dans différents États membres, en élargissant le modèle de «guichet unique TVA» existant. Cette proposition contribuera également à utiliser les nouvelles technologies numériques, telles que la facturation électronique et la déclaration numérique, pour lutter contre la fraude à la TVA. Les nouvelles règles marquent la première étape dans la résolution des défis soulevés par le développement de l'économie des plateformes, et contribuent à instaurer des conditions de concurrence égales entre les services de transport et d'hébergement de courte durée en ligne et les services de transport et d'hébergement de courte durée traditionnels. Elles seront bénéfiques pour les finances publiques des États membres et réduiront les coûts administratifs et de mise en conformité pour les opérateurs de l'UE.



CHAPITRE 4

Vers une Europe neutre pour le climat

Introduction

Le pacte vert pour l'Europe définit les mesures proposées par l'Union européenne (UE) pour faire face à la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution. Afin de protéger les populations et la planète, l'UE s'est engagée à devenir neutre pour le climat — c'est-à-dire à transitionner vers une économie à zéro émission nette et exempte de pollution nocive — à l'horizon 2050, principalement en réduisant ses émissions, en investissant dans les technologies vertes et en préservant le milieu naturel. Cet engagement s'inscrit dans un nouveau modèle de croissance pour l'Europe reposant sur une économie propre et circulaire et faisant la promotion d'une transition propre qui soit économiquement saine et socialement équitable. En 2024, la priorité

portait sur la mise en œuvre du cadre juridique du pacte vert pour l'Europe afin d'atteindre l'objectif climatique de l'UE à l'horizon 2030 et de préparer la voie à la réalisation d'un objectif en la matière pour 2040 en application de la loi européenne sur le climat. Alors que l'année 2024 a, elle aussi, été marquée par des phénomènes météorologiques extrêmes et par leurs effets dévastateurs, l'importance de renforcer la résilience face au changement climatique a été mise en évidence par la publication de l'évaluation européenne des risques climatiques, elle-même suivie de l'annonce d'un plan européen d'adaptation au changement climatique.



Des manifestants défilent lors de la marche pour le climat à Rome (Italie), le 16 novembre 2024, pour défendre la justice climatique.

Faire face au changement climatique

Au cours d'une autre année record pour les températures à l'échelle mondiale, l'Europe a continué d'être aux prises avec les dures réalités induites par la rapidité du changement climatique. Les États membres et régions de l'UE ont connu de multiples phénomènes climatiques extrêmes — qu'il s'agisse des sécheresses persistantes dans le sud de l'Europe et des graves incendies de forêt au Portugal et en zone méditerranéenne, ou des inondations meurtrières en Europe centrale et orientale et en Espagne, qui ont, ensemble, coûté la vie à plus de 250 personnes.

On a enregistré une augmentation notable du nombre des activations du mécanisme de protection civile de l'UE en réaction à des événements météorologiques extrêmes. Ces tendances mettent en évidence l'intensification des effets du changement climatique sur le continent, qui donne lieu à une demande accrue de réaction coordonnée en cas de catastrophe. Face à cette intensification, les nations européennes ont renforcé leur coopération et fait preuve de solidarité en période de crise. En

2024, l'UE a pris de nouvelles mesures pour consolider son mécanisme de protection civile afin de mieux se préparer aux catastrophes sur tout son territoire et au-delà, de mieux prévenir celles-ci et de mieux y réagir. Ces mesures ont notamment consisté à renforcer la flotte aérienne de lutte contre les incendies de rescEU et à poster de manière stratégique des pompiers dans tous les lieux névralgiques du territoire européen pour qu'ils épaulent les sapeurs-pompiers locaux.

Les auteurs du rapport annuel sur l'état du climat en Europe ont souligné la tendance haussière alarmante des températures, le réchauffement de l'Europe étant deux fois supérieur à la moyenne planétaire, et ont insisté sur la nécessité pour l'UE de devenir neutre pour le climat et résiliente face au changement climatique. La fréquence et la gravité des événements météorologiques extrêmes se sont accrues, entraînant une augmentation des décès liés à la chaleur, de graves canicules marines et des perturbations frappant l'agriculture, l'approvisionnement en eau et les infrastructures.



↑ Un sol sec et une végétation non cultivée remplacent l'eau du lac Monte Cotugno, un réservoir d'eau de la région italienne de Basilicate, qui, à l'été 2024, ne comptait que 300 000 m³ d'eau et était donc pratiquement à sec. 16 octobre 2024.



↑ Bilbao (Espagne), 11 août 2024, lors de la quatrième vague de chaleur qui a touché le pays pendant l'été.



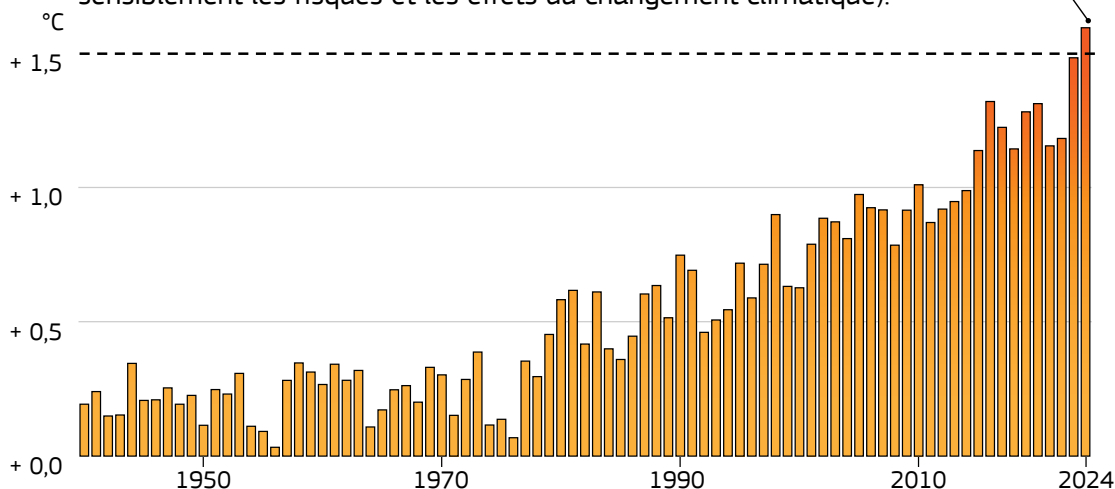
↑ Des pompiers combattent un incendie de forêt dans la région d'Aveiro (Portugal), 18 septembre 2024.



↑ De fortes pluies et inondations ont frappé la municipalité de Païporta à Valence (Espagne), 2 novembre 2024.

2024 a été **l'année la plus chaude** jamais enregistrée

Il s'agit également de la première année civile au cours de laquelle la température moyenne de la planète a dépassé son niveau préindustriel (1850-1900) de plus de 1,5 °C (seuil fixé par l'accord de Paris pour tenter de réduire sensiblement les risques et les effets du changement climatique).



Source: Service Copernicus concernant le changement climatique, «Global Climate Highlights 2024», 2024.

Vers une plus grande résilience face au changement climatique

Les dévastations et destructions causées par des événements météorologiques extrêmes témoignent de la nécessité urgente d'être mieux préparés à anticiper les effets du changement climatique et à y apporter des solutions. De même que l'UE s'emploie à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et à circonscrire le changement climatique, elle doit également renforcer sa capacité de résilience face aux effets qui

sont inévitables. Donnant suite à la toute première évaluation européenne des risques climatiques publiée par l'Agence européenne pour l'environnement, la Commission européenne a présenté des initiatives de premier plan permettant de faire face aux risques climatiques et d'œuvrer à une Europe résiliente face au changement climatique afin de protéger les populations et la prospérité.

Le cadre d'action pour renforcer la résilience climatique

GOVERNANCE

- Une plus grande clarté quant aux responsabilités et quant aux risques qui sont gérés au niveau, respectivement, de l'UE et des États membres.
- L'établissement de processus à l'échelle de l'UE visant à mieux intégrer le risque climatique dans la planification et l'élaboration des politiques.
- Les États membres devraient veiller à disposer de capacités suffisantes pour faire face aux risques.

POLITIQUES STRUCTURELLES

- Les États membres devraient tenir compte des risques climatiques dans les décisions d'aménagement du territoire et dans les mesures de protection des infrastructures critiques.
- Des mécanismes de solidarité de l'UE renforcés pour inciter davantage à l'anticipation des risques.

OUTILS

- Accès amélioré aux données, aux modèles et aux scénarios nécessaires à une prise de décision éclairée sur des questions allant des systèmes d'alerte précoce à la planification à long terme.
- Soutien continu au renforcement des capacités et à la fourniture de lignes directrices, ainsi qu'à une meilleure utilisation des outils existants.

RÉSILIENCE FINANCIÈRE

- Veiller à ce que la résilience climatique soit au cœur de toutes les décisions de l'UE en matière de dépenses.
- Les institutions financières publiques et privées ainsi que l'industrie devraient améliorer la mobilisation des investissements privés.
- Les États membres devraient tenir compte de la résilience dans leurs procédures de passation de marchés publics.

Ces actions s'appuient sur la mise en œuvre de la stratégie de l'UE relative à l'adaptation au changement climatique, adoptée en 2021, qui est bien engagée. Les États membres, qui font figurer la résilience au changement climatique dans leur projet de plan national en matière d'énergie et de climat, ont reçu des recommandations de la Commission relatives à l'amélioration de leurs mesures d'adaptation conformément à la loi européenne sur le climat. La mission de l'UE «Adaptation au changement climatique» spécialement créée a pour objectif d'accompagner au moins 150 régions et collectivités dans l'appréhension des risques climatiques, dans l'élaboration de parcours de préparation et dans la mise en œuvre de solutions innovantes d'ici à 2030.

Dans son rapport spécial sur l'adaptation au changement climatique dans l'UE, publié en octobre, la Cour des comptes européenne a conclu qu'il était à craindre que la politique de l'UE en matière d'adaptation évolue moins vite que le changement climatique. Le rapport a formulé plusieurs recommandations: améliorer la manière dont les États membres font rapport sur l'adaptation au changement climatique; faire un meilleur usage des outils d'adaptation mis au point par l'UE; et assurer la pérennité du financement, par l'UE, de l'adaptation au changement climatique. La Commission a accepté ou partiellement accepté ces recommandations. La nouvelle Commission aura notamment pour priorité de proposer un plan européen d'adaptation au changement climatique destiné à aider les États membres et l'UE à renforcer sensiblement leur résilience au changement climatique.

Le 15 juillet a eu lieu la deuxième Journée annuelle de l'UE pour les victimes de la crise climatique mondiale, qui a été l'occasion de rendre hommage aux personnes touchées et de prôner des actions visant à atténuer les conséquences des catastrophes à venir. Nombre d'États membres ne sont pas encore entièrement remis d'événements météorologiques catastrophiques. En août, la Commission a proposé l'octroi de plus de 1 milliard d'euros d'aide du Fonds de solidarité de l'UE à la Grèce, à la France, à l'Italie, à l'Autriche et à la Slovaquie pour permettre à ces pays de faire face aux conséquences des inondations survenues en 2023. En réaction aux inondations et aux incendies de forêt dévastateurs qui ont frappé l'Europe centrale, orientale et méridionale à l'automne 2024, la Commission a proposé de faciliter l'utilisation des fonds de la politique de cohésion afin d'aider les États membres touchés par des catastrophes d'origine climatique. En novembre, un dispositif d'aide de 116 millions d'euros provenant du Fonds de solidarité de l'UE a été approuvé pour soutenir l'Allemagne et l'Italie à la suite des catastrophes naturelles dévastatrices survenues au printemps.

Changement climatique et santé

Près de 500 chercheurs, décideurs et organismes de financement du monde entier se sont réunis à l'occasion d'une conférence de haut niveau qui s'est tenue à Bruxelles (Belgique) en février pour réfléchir aux besoins en matière de recherche dans le domaine du changement climatique et de la santé. Les participants, qui ont discuté des priorités et défis les plus importants dans ce domaine, ont entamé les travaux de préparation d'un programme de recherche et d'innovation européen qui se veut ambitieux, tourné vers l'avenir et inclusif tout en présentant une perspective mondiale.



↑ Une réunion-débat lors de la séance d'ouverture de haut niveau de la conférence de l'UE sur le climat et la santé à Bruxelles (Belgique), 19 février 2024.

Les effets du changement climatique ont entraîné la présence accrue en Europe de moustiques susceptibles de transmettre des maladies graves. L'UE y a réagi en autorisant le tout premier vaccin contre le virus Chikungunya. Dans un rapport, le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies a confirmé la présence dans 13 pays européens du moustique *Aedes albopictus* (moustique tigre), vecteur du Chikungunya. Le moustique *Aedes aegypti*, qui s'est récemment implanté à Chypre, peut également contribuer à la propagation du Chikungunya ainsi que du Zika, de la dengue et de la fièvre jaune. L'autorisation de ce premier vaccin a été approuvée à l'unanimité par les

États membres à la suite d'une évaluation rigoureuse réalisée par l'Agence européenne des médicaments. Afin de réduire davantage le risque de propagation de maladies transmises par les moustiques en Europe, la Commission a annoncé le financement, à hauteur de 500 000 euros au titre du programme «L'UE pour la santé», d'un projet pilote visant à éradiquer le moustique *Aedes aegypti* à Chypre.

Consultez le site web de l'Observatoire européen du climat et de la santé pour savoir comment l'Europe renforce sa résilience face aux risques sanitaires associés au changement climatique.

Vers le «zéro net»

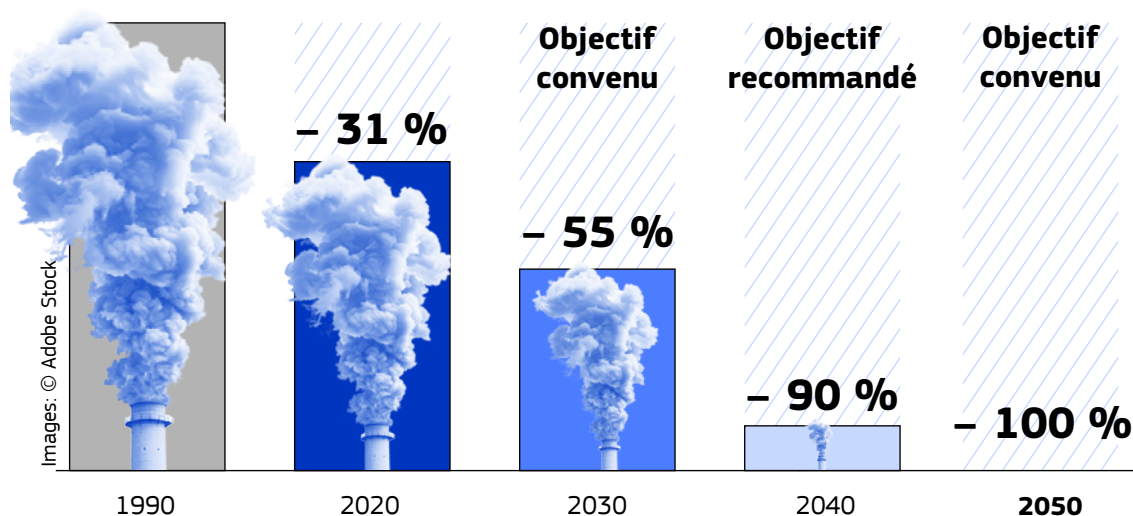
Le pacte vert pour l'Europe est à l'origine des changements nécessaires pour parvenir à la neutralité climatique à l'horizon 2050. La réglementation visant à atteindre, et même à dépasser, l'objectif à moyen terme de l'UE consistant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 est désormais en vigueur.

Par l'adoption de la loi européenne sur le climat et des instruments législatifs relevant du pacte vert pour l'Europe, l'UE dispose désormais d'objectifs climatiques juridiquement contraignants qui s'appliquent à tous les secteurs clés de l'économie. Elle s'engage ainsi sur une trajectoire qui lui permettra d'atteindre ses objectifs de 2030 d'une manière équitable, compétitive et d'un bon rapport coût/efficacité. Afin d'assurer aux entreprises européennes des conditions de concurrence équitables, un nouveau mécanisme prévoit le paiement d'un

prix du carbone équivalent pour les marchandises importées dans des secteurs ciblés. En outre, dans les régions les plus touchées, les travailleurs seront accompagnés pour développer de nouvelles compétences, tandis que les citoyens et entreprises vulnérables bénéficieront d'un soutien social.

L'étape ultérieure sur la voie de la neutralité climatique a été la présentation, par la Commission, de son évaluation en vue d'un objectif climatique pour l'UE à l'horizon 2040. La Commission y recommande de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre de 90 % d'ici à 2040 par rapport aux niveaux de 1990, conformément aux récents avis scientifiques et aux engagements pris par l'UE au titre de l'accord de Paris. La nouvelle Commission s'inspirera de cette évaluation afin d'élaborer sa proposition législative concernant l'objectif pour 2040 prévue par la loi européenne sur le climat.

Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre



À l'instar des réductions approfondies et soutenues des émissions, la réduction recommandée de 90 % ne pourra être atteinte que par l'adoption de mesures visant à éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère. Cela signifie que l'UE aura besoin de technologies permettant de capter le dioxyde de carbone ou de l'éliminer directement de l'atmosphère, et ultérieurement de le stocker ou de l'utiliser. La stratégie de gestion industrielle du carbone, présentée en mars, répertorie un ensemble d'initiatives qui devront être prises au niveau de l'UE et à celui des États membres pour permettre le déploiement de ces technologies et des infrastructures nécessaires en vue de la création d'un marché unique du dioxyde de carbone en Europe au cours des décennies à venir. Un règlement a été adopté en novembre, qui crée le premier cadre volontaire de certification à l'échelle de l'UE relatif aux absorptions de carbone, à l'agrostockage de carbone et au stockage de carbone dans des produits sur tout le territoire européen. Cela facilitera les investissements aussi bien dans les technologies innovantes d'absorption de carbone que dans les solutions durables d'agrostockage de carbone.

Aider l'industrie de l'UE à atteindre l'objectif «zéro net»

Le règlement pour une industrie «zéro net», entré en vigueur en juin, instaure un cadre réglementaire visant à stimuler la compétitivité de l'industrie et à donner une impulsion aux technologies qui aideront l'UE à atteindre ses objectifs climatiques. L'UE est ainsi engagée sur la voie du renforcement de sa production intérieure de technologies propres essentielles. En créant un environnement unifié et prévisible pour les entreprises produisant des technologies propres, ce règlement permettra d'accroître la sécurité en matière de planification et d'investissement, et favorisera la création d'emplois de qualité et l'avènement d'une main-d'œuvre qualifiée (voir également le chapitre 2).



VIDÉO: Gestion industrielle du carbone — élément clé de la décarbonation.

Le marché mondial des technologies «zéro net» devrait tripler d'ici à 2030, avec une valeur annuelle d'environ **600 milliards d'euros**.

Technologies «zéro net» essentielles

- **SYSTÈMES SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES ET SYSTÈMES SOLAIRES THERMIQUES**
- **ÉLECTROLYSEURS ET PILES À COMBUSTIBLE**
- **ÉNERGIE ÉOLIENNE TERRESTRE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES EN MER**
- **BIOGAZ/BIOMÉTHANE DURABLE**
- **BATTERIES ET STOCKAGE**
- **CAPTAGE ET STOCKAGE DU CARBONE**
- **POMPES À CHALEUR ET ÉNERGIE GÉOTHERMIQUE**
- **TECHNOLOGIES DE RÉSEAU**

À l'automne, l'UE a commencé à accepter des demandes de reconnaissance de projets de production de technologies propres, qui doivent être dénommés «projets stratégiques "zéro net"» selon le règlement pour une industrie «zéro net». Les projets approuvés dynamiseront le secteur des technologies propres de l'UE et permettront de renforcer la compétitivité et l'action pour le climat, tandis que ceux qui porteront ces projets bénéficieront de procédures d'octroi de permis plus rapides, d'un traitement prioritaire à l'échelle nationale et de conseils en matière de financement.

Le lancement de l'Académie solaire européenne en juin jouera un rôle prépondérant pour ce qui est de doter les personnes des compétences dont elles ont besoin pour travailler dans le secteur de l'énergie solaire, étape essentielle à la réalisation par l'UE de ses objectifs en matière d'énergies renouvelables. Cette académie est la première d'une série d'académies européennes qui sont créées en vertu du règlement pour une industrie «zéro net».

Faire progresser la transition vers une énergie propre

En réaction à la perturbation du marché mondial de l'énergie et aux graves difficultés causées par l'invasion non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Russie en 2022, l'UE a lancé le plan REPowerEU afin d'accélérer la transition vers une énergie propre et de réduire rapidement sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes. Au cours des deux dernières années, REPowerEU a aidé l'UE à économiser l'énergie, à diversifier ses approvisionnements, à produire de l'énergie propre et à combiner avec intelligence investissements et réformes.

Les économies d'énergie et l'amélioration de l'efficacité énergétique ont contribué à réduire la consommation. Des progrès considérables ont également été accomplis dans le domaine des énergies renouvelables. Au premier semestre de 2024, la moitié de l'électricité produite dans l'UE était d'origine renouvelable. La Norvège a supplanté la Russie comme principal fournisseur de gaz de l'UE. Cette dernière s'est aussi nettement réorientée vers les importations de gaz naturel liquéfié, les États-Unis étant désormais son premier fournisseur. Surtout, l'UE a réussi à faire face aux risques critiques pesant sur la sécurité de son approvisionnement énergétique, à reprendre le contrôle du marché et des prix de l'énergie, et à accélérer la transition vers la neutralité climatique.

En 2024, l'énergie éolienne est passée, pour la première fois, devant la production de gaz, devenant ainsi la deuxième source d'électricité de l'UE derrière le nucléaire.

La part des importations de gaz russe (acheminé par gazoduc, et le gaz naturel liquéfié) dans les importations totales de l'UE a chuté, passant de 45 % en 2021 à seulement 19 % en 2024.

L'UE est parvenue à réduire sa demande de gaz de 18 % entre août 2022 et novembre 2024, soit une économie d'environ 165 milliards de mètres cubes.

Les mesures prises au niveau de l'UE et à celui des États membres ont porté leurs fruits, les prix de l'électricité et du gaz étant désormais bien plus bas et plus stables qu'au plus fort de la crise énergétique.

Par ailleurs, les émissions de gaz à effet de serre de l'UE ont diminué de 37 % par rapport à leur niveau de 1990, l'économie enregistrant sur la même période une croissance de 68 %.

Réforme du marché de l'électricité

Les marchés de l'énergie ont retrouvé une certaine stabilité, les prix pratiqués étant inférieurs à ceux de 2022 et 2023. Grâce à l'adoption de nouvelles réglementations, telles que le nouveau règlement et la nouvelle directive relatifs à la réforme du marché de l'électricité, les prix de détail devraient être davantage décorrélés des prix des marchés à court terme. En cas d'une crise future des prix du gaz, les États membres pourront introduire des mesures visant à protéger les consommateurs et à garantir l'accès à une énergie à prix abordable ainsi qu'à des services sociaux essentiels. La réforme du marché de l'électricité permet également aux consommateurs de bénéficier d'un choix de contrats plus vaste et de recevoir des informations plus claires avant de s'engager. La pérennité des marchés de l'énergie permettra également de stimuler les investissements dans l'énergie propre et contribuera à faire baisser les prix et à les stabiliser, élément clé pour renforcer la compétitivité de l'industrie européenne à l'échelle mondiale.

La réforme du marché européen de l'électricité permettra:

- de stimuler l'investissement dans les énergies renouvelables;
- de mieux protéger les consommateurs de l'UE et de leur donner des moyens d'action;
- de renforcer la compétitivité de l'industrie de l'UE.



Kadri Simson, alors commissaire européenne chargée de l'énergie, donne une conférence de presse sur le [rapport 2024 sur l'état de l'union de l'énergie](#), Bruxelles (Belgique), 11 septembre 2024. Le rapport fournit un aperçu des progrès accomplis par l'UE pour garantir une énergie sûre, compétitive et abordable pour tous.

Accroître l'efficacité énergétique des bâtiments

Le secteur du bâtiment revêt une importance cruciale pour la concrétisation des objectifs de l'UE en matière d'énergie et de climat. La directive révisée sur la performance énergétique des bâtiments, entrée en vigueur en mai, contribuera à l'augmentation du taux de rénovation dans l'UE, en particulier des bâtiments les moins performants. La nouvelle réglementation définit un cadre permettant aux États membres de réduire les émissions et la consommation d'énergie dans les bâtiments, qu'il s'agisse des logements, des locaux commerciaux ou des bâtiments publics, ce qui concourra à améliorer la santé et la qualité de vie des citoyens et à faire baisser le montant des factures.

Quelque 40 % de l'énergie consommée dans l'UE est utilisée dans les bâtiments.

Les bâtiments représentent pour plus d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie au sein de l'UE.

Environ 80 % de l'énergie utilisée dans les foyers européens est destinée au chauffage, au refroidissement et à l'eau chaude.

Dynamiser le marché européen de l'hydrogène

La décarbonation du secteur gazier de l'UE et la création d'un marché de l'hydrogène contribueront de manière essentielle à la réalisation de l'objectif de neutralité climatique d'ici à 2050. Les nouvelles règles sur l'hydrogène et le gaz bas carbone, adoptées en mai par l'UE, y compris un réseau européen des gestionnaires de réseau d'hydrogène et un mécanisme pilote qui vise à faciliter les contacts entre acheteurs et fournisseurs, permettront de dynamiser le marché de l'hydrogène. De nouvelles mesures d'incitation en faveur de l'hydrogène renouvelable, telles que la première enchère organisée par la Banque européenne de l'hydrogène et l'approbation de quatre projets importants d'intérêt européen commun sur l'hydrogène, devraient générer davantage d'investissements. L'UE s'est engagée à créer, d'ici à 2030, au moins 50 vallées de l'hydrogène, au sein desquelles de l'hydrogène propre sera produit et utilisé localement par les ménages, dans les transports et par l'industrie.



↑
VIDÉO: La Banque européenne de l'hydrogène — soutenir la production européenne et mondiale d'hydrogène renouvelable.

Les règles en matière d'aides d'État, telles que les lignes directrices concernant les aides au climat, à l'énergie et à la protection de l'environnement, contribuent à permettre aux États membres d'atteindre les objectifs fixés par le pacte vert pour l'Europe. Ces lignes directrices favorisent le déploiement des énergies renouvelables en permettant aux États membres d'accorder, au coût le plus bas possible pour les contribuables et sans distorsion induite de concurrence, un financement public aux entreprises qui réalisent les investissements nécessaires.

Faire progresser le plan d'action «zéro pollution»

La pollution présente de multiples risques pour la santé humaine, la santé animale et la santé des écosystèmes. Afin de se rapprocher de son objectif «zéro pollution», l'UE prend des mesures

pour mieux surveiller, notifier et prévenir la pollution de l'air, de l'eau et des sols ainsi que les dommages causés par les substances chimiques et pour y remédier.

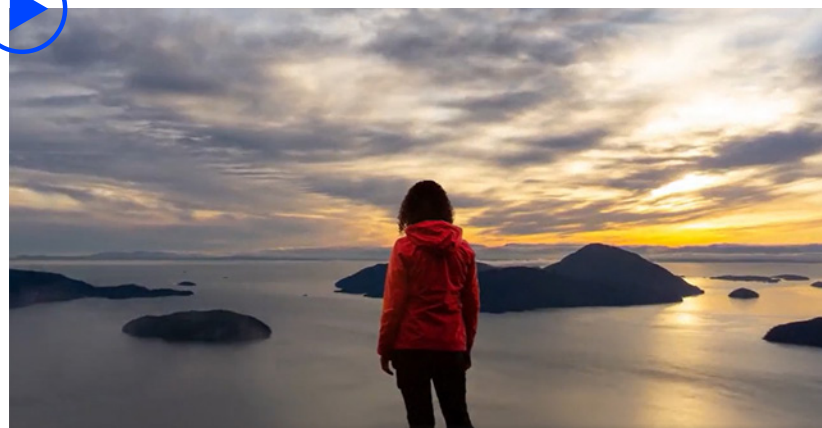
L'EAU

Plusieurs nouvelles mesures visant à garantir la qualité de l'eau potable pour tous dans l'UE ont été adoptées en 2024. De nouvelles normes et procédures applicables aux matériaux et aux produits qui entrent en contact avec l'eau potable visent à empêcher la prolifération microbienne et à réduire le risque de lixiviation des substances nocives des matériaux dans l'eau potable. Une nouvelle méthode de mesure des microplastiques a également été adoptée, tandis que des lignes directrices techniques ont été établies pour la surveillance des substances chimiques persistantes.

Les eaux urbaines résiduaires sont l'une des principales sources de pollution des eaux, si elles ne sont pas collectées et traitées conformément à la législation de l'UE. Un accord a été trouvé sur de nouvelles règles visant à réduire davantage la pollution de sources urbaines et à lutter contre les polluants émergents, dont les microplastiques et les micropolluants. En cohérence avec le principe du «pollueur-payeur», la responsabilité élargie des producteurs a été introduite. Cela signifie que les pollueurs devront supporter les coûts du traitement pour éliminer les micropolluants. De nouvelles lignes directrices ont été publiées afin que les autorités des États membres veillent à ce que la réutilisation, pour l'agriculture, des eaux résiduaires traitées soit sûre.

Le rapport annuel de l'UE sur l'état des plages et des zones de baignade fait apparaître que les eaux de baignade européennes restent sûres, plus de 85 % d'entre elles satisfaisant à la norme de qualité de l'eau «excellente».

L'UE a adopté quatre nouveaux actes législatifs qui la doteront de nouveaux outils pour soutenir un transport maritime propre et moderne. Les règles adoptées visent également à contribuer à la prévention des rejets illégaux et à la préservation des écosystèmes marins.



↑
[VIDÉO: #WaterWiseEU — transformer la manière de penser à l'eau en Europe.](#)

L'AIR

Un nouvel acte législatif visant à renforcer les normes de qualité de l'air de l'UE pour 2030 afin de mieux protéger la santé humaine et l'environnement est entré en vigueur en décembre. Les règles révisées réduisent de plus de moitié la valeur limite

annuelle du principal polluant — à savoir les particules fines. Les personnes dont la santé aura été affectée par la pollution atmosphérique auront également le droit d'être indemnisées en cas de violation des règles de l'UE en matière de qualité de l'air.

LES ÉMISSIONS INDUSTRIELLES

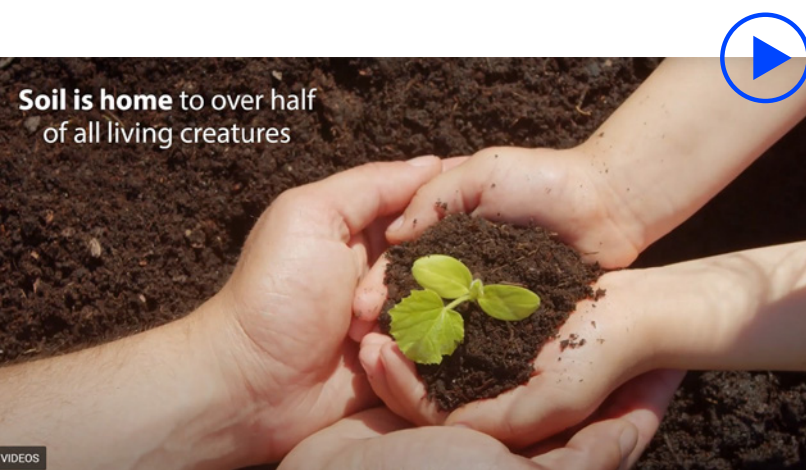
Une grande partie de la pollution dans l'UE, qui englobe l'émission de polluants atmosphériques, les rejets d'eaux usées et la production de déchets, provient des processus de production industrielle. De nouvelles règles permettront de réduire davantage les émissions des principaux polluants dans l'air, dans l'eau et dans le sol, en ce qu'elles s'appliqueront à des sources d'émissions supplémentaires et rationaliseront les dispositions régissant l'octroi des permis d'exploitation aux installations industrielles et aux

exploitations agricoles concernées. Elles instaurent, en outre, des obligations et des mesures qui permettront d'améliorer les informations mises à la disposition du public sur les émissions des plus grandes installations industrielles de l'UE et sur l'utilisation que ces dernières font des ressources. Le Centre d'innovation pour la transformation et les émissions industrielles, créé en juillet, a pour objectif d'accélérer la mise au point et l'adoption de solutions innovantes de lutte contre la pollution.

LES SOLS

Dans le cadre de ses efforts pour améliorer l'état de santé des sols en Europe, l'UE ambitionne de créer 100 laboratoires vivants et phares (sites de démonstration de solutions pouvant servir d'exemples) d'ici à 2030. Au titre de l'initiative de l'UE qu'est la mission «Sols», les 25 premiers laboratoires vivants ont été sélectionnés et lancés, au sein desquels de nombreux partenaires se réunissent pour cocréer des solutions et des modèles économiques et

pour les expérimenter en conditions réelles. En outre, 10 projets relevant de la mission «Sols» portent précisément sur l'élaboration de stratégies, de modèles et de solutions d'assainissement visant à surveiller et à lutter contre la pollution des terres et des eaux dans les zones urbaines, rurales et côtières ainsi qu'à suivre de près et à mener à bien la décontamination de ces terres et de ces eaux.



Soil is home to over half
of all living creatures

VIDEOS



VIDÉO: Biodiversité des sols.

LES SUBSTANCES CHIMIQUES

L'UE a instauré des principes directeurs permettant de déterminer ce qui constitue une «utilisation essentielle» des substances chimiques particulièrement nocives pour la société. L'objectif est de parvenir à une élimination progressive plus rapide des utilisations des substances particulièrement nocives qui sont non essentielles, tout en autorisant un délai plus long pour l'élimination progressive des utilisations qui sont essentielles pour la société et pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement.

De nouvelles règles qui interdisent les derniers cas d'utilisation intentionnelle de mercure sont entrées en application sur l'ensemble du territoire de l'UE en 2024. Elles interdisent l'utilisation et l'exportation d'amalgames dentaires à partir du 1^{er} janvier 2025. Les États membres qui ont besoin de plus de temps pour adapter leur système de santé national peuvent se voir accorder une dérogation limitée et temporaire pour l'utilisation, la fabrication et l'importation

d'amalgames dentaires (jusqu'au 30 juin 2026). À terme, les matériaux d'obturation dentaire seront sans mercure, sauf lorsqu'il s'agira de répondre à des besoins médicaux spécifiques et que le praticien de l'art dentaire l'aura jugé strictement nécessaire.

L'UE a également adopté de nouvelles mesures visant à restreindre la présence de certaines substances chimiques persistantes nocives dans des produits tels que textiles, cosmétiques et emballages, afin de protéger la santé humaine et l'environnement.

Le règlement révisé relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances chimiques est entré en vigueur en décembre. Par ces nouvelles règles, l'UE a pour objectif de protéger les travailleurs, les consommateurs et l'environnement contre les substances chimiques dangereuses moyennant une meilleure communication sur les risques présents tout au long des chaînes d'approvisionnement.



Vers une économie circulaire

En 2024, l'UE a continué de progresser sur la voie d'une économie circulaire, afin de diminuer la pression sur les ressources naturelles, de réduire les déchets et de créer une croissance et

des emplois durables. La législation récemment adoptée contribuera à accroître la productivité des ressources et à renforcer la compétitivité et la résilience à long terme de l'économie de l'UE.



78 %

des habitants de l'UE estiment que l'environnement a un effet direct sur leur vie quotidienne et leur santé. Ils considèrent que le moyen le plus efficace de résoudre les problèmes environnementaux est:



17 %

de promouvoir l'économie circulaire par la réduction des déchets et par la réutilisation ou le recyclage des produits;



14 %

de veiller au respect de la législation environnementale;



15 %

de restaurer la nature;



14 %

de veiller à ce que les produits vendus sur le marché de l'UE ne contribuent pas à nuire à l'environnement.

Source: Commission européenne, Eurobaromètre spécial 550, mai 2024.

Faire des produits durables la norme

Les produits, et la manière dont nous les utilisons, peuvent avoir une incidence significative sur l'environnement, mais grâce aux nouvelles règles de l'UE, les produits durables deviendront progressivement la norme. Ce progrès résultera de l'entrée en vigueur de nouvelles règles qui exigent que les biens ménagers et les produits industriels de consommation courante durent plus longtemps, utilisent plus efficacement l'énergie et les ressources, soient plus faciles à réparer et à recycler, et incluent un contenu recyclé plus élevé. Les consommateurs pourront également faire des choix plus durables grâce aux passeports numériques de produit — des étiquettes scannables apposées sur les produits, qui permettront de consulter facilement les informations sur leur durabilité. La destruction des vêtements et chaussures invendus sera interdite par les nouvelles règles.



↑
VIDÉO : Découvrez le nouveau règlement sur l'écoconception pour des produits durables.

De nouvelles règles de l'UE donnant aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique sont entrées en vigueur en mars. Ainsi, avant d'acheter un produit, les consommateurs recevront de meilleures informations sur sa durabilité et sa réparabilité, ainsi que sur la garantie légale dont ils bénéficient. Les entreprises ne pourront plus déclarer que des produits sont «verts» si elles ne peuvent démontrer une performance environnementale excellente reconnue. En outre, les pratiques commerciales déloyales, telles que celles liées à l'obsolescence précoce ou à de fausses allégations sur la durabilité d'un produit, seront interdites. Les nouvelles règles entreront en application en septembre 2026.

Encourager à réparer les biens contribue à une consommation durable. De nouvelles règles établissant des mesures visant à augmenter le nombre de biens réparés dans le cadre de la garantie légale et en dehors de celle-ci sont entrées en vigueur en juillet. Les fabricants de produits auxquels le droit de l'UE impose des exigences de réparabilité (par exemple, pour les réfrigérateurs et les smartphones) devront réparer les produits dans un délai raisonnable, et à un prix raisonnable. Dans le cadre de la garantie légale, les vendeurs seront tenus de proposer la réparation, sauf si celle-ci est plus coûteuse que le remplacement. En dehors de la garantie légale, les consommateurs disposeront d'un nouvel ensemble de droits et d'instruments, pour que la réparation soit une option facile et accessible. Ils auront en outre droit à une année supplémentaire de garantie légale s'ils choisissent de réparer le produit au lieu de le remplacer. Ces nouvelles règles s'appliqueront à partir de juillet 2026.

Le recyclage permet non seulement d'économiser de l'énergie et de l'argent, mais aussi de constituer une bonne source de matières premières critiques. Un accès fiable et sans entrave à certaines matières premières est en effet une préoccupation croissante. La législation sur les matières premières critiques, entrée en vigueur en mai, fixe des niveaux de référence pour que le recyclage produise au moins 25 % de la consommation annuelle de matières premières de l'UE. Elle comprend également des règles visant à améliorer la durabilité et la circularité des matières premières critiques sur le marché de l'UE.

Les résidents de l'UE produisent en moyenne environ un demi-kilo de déchets d'emballages chaque jour. De nouvelles règles adoptées en décembre rendront les emballages plus durables en réduisant ceux qui sont inutiles, en limitant le suremballage et en augmentant le nombre de systèmes de consigne pour les bouteilles en plastique et les canettes métalliques. Chaque personne pourra ainsi économiser jusqu'à 100 euros par an si les entreprises répercutent leurs économies.

Les exportations de déchets de l'UE vers les pays tiers ont augmenté de 88 % depuis 2004 et atteint 35 millions de tonnes en 2023. De nouvelles règles visant à ce que l'UE assume une plus grande responsabilité pour ses propres déchets sont entrées en vigueur en mai. Le nouveau règlement vise à ce que l'UE n'exporte plus ses déchets vers des pays tiers et qu'elle contribue à une gestion écologiquement rationnelle des déchets.



Le festival du nouveau Bauhaus européen, Bruxelles (Belgique), 11 avril 2024.

À l'occasion du festival du nouveau Bauhaus européen, en avril, les visiteurs ont été invités à une journée spéciale consacrée à la mode durable, qui comprenait une exposition de mode circulaire et inclusive rassemblant seize créateurs internationaux originaires de huit pays, qui présentaient leurs créations respectueuses de l'environnement. L'événement mettait l'accent non seulement sur l'attrait esthétique de la mode durable, mais aussi sur son rôle dans la promotion d'un mode de vie en harmonie avec notre environnement.

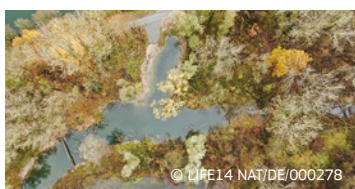


Environnement et nature

Un examen à mi-parcours du huitième programme d'action pour l'environnement, qui guidera la politique environnementale européenne jusqu'en 2030, confirme que les objectifs de l'UE fixés dans le pacte vert pour l'Europe sont réalisables si toutes les mesures prévues sont pleinement mises en œuvre. Il souligne, en outre, l'incidence économique et sociale positive de la réalisation des objectifs climatiques et environnementaux, notamment en termes de bien-être, de santé, de résilience et de compétitivité, ainsi que de sécurité de l'approvisionnement pour les matières premières et les matériaux.

Le règlement relatif à la restauration de la nature, un acte novateur de l'UE qui vise à inverser le grave déclin de la biodiversité et à contribuer à la lutte contre le changement climatique, est entré en vigueur en août. Il s'inscrit dans la stratégie de l'UE en faveur

de la biodiversité et fixe des objectifs pour la restauration des écosystèmes dégradés, en particulier ceux qui sont les plus à même de capturer et stocker du carbone et de prévenir et limiter les effets des catastrophes naturelles. Ce nouveau règlement met en place des mesures destinées à restaurer au moins 20 % des zones terrestres et maritimes de l'UE d'ici à 2030. D'ici à 2050, des mesures devraient être en place pour tous les écosystèmes nécessitant une restauration. Les États membres doivent présenter, d'ici au milieu de l'année 2026, des plans nationaux de restauration indiquant comment ils atteindront les objectifs. Le règlement relatif à la restauration de la nature, qui est inédit dans le monde, aidera en outre l'UE et ses États membres à exécuter leurs engagements internationaux en matière de biodiversité prévus par le cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal.



© LIFE14 NAT/DE/000278

Un projet visant à restaurer la rivière allemande Isar et ses plaines inondables, grâce à une collaboration exceptionnelle entre les autorités bavaroises chargées de l'eau et de la nature, a remporté le prix LIFE 2024 pour la nature. Près d'une décennie après le lancement du projet, la rivière s'écoule à nouveau librement et des espèces menacées sont revenues.



La rivière Isar en Allemagne.



Un projet financé par l'UE aide le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas à surveiller et à protéger les oiseaux d'eau migrateurs sur la voie de migration de l'Atlantique Est.



VIDÉO: Surveillance des mouvements des oiseaux d'eau le long de la voie de migration de l'Atlantique Est.



Le réseau de zones protégées Natura 2000 est au cœur de la politique de conservation de la nature de l'UE depuis trente ans. En 2024, les prix Natura 2000 ont mis en lumière un large éventail de nouvelles initiatives — allant de la conservation et la gestion de la cigogne noire en Pologne à la conservation marine des «forêts bleues» au Portugal.



Les prix Natura 2000.

Le soutien destiné à stimuler les initiatives existantes s'est également poursuivi en 2024 avec, par exemple, la publication d'un nouveau guide pour élaborer de meilleures politiques d'aménagement du territoire. Cela devrait aider tous les acteurs concernés à se familiariser avec la législation urbanistique, le changement d'affectation des sols et la foresterie, ainsi qu'avec les bonnes pratiques. Ce secteur est essentiel pour préserver la nature et lutter contre le changement climatique en éliminant le carbone à grande échelle. Dans la perspective de la Journée internationale des forêts qui aura lieu en mars, la Commission a organisé une conférence pour intensifier les efforts en vue de planter 3 milliards d'arbres d'ici à 2030, pour mieux résister aux menaces climatiques et environnementales.

La criminalité environnementale est une source de préoccupation croissante car elle cause des dommages considérables à l'environnement, à la santé des citoyens et à l'économie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE. Une législation révisée, qui est entrée en vigueur en mai, s'attaquera aux violations les plus graves des obligations environnementales dans l'UE. Plusieurs nouvelles catégories d'infractions ont été introduites, telles que le recyclage de navires illicite et le captage d'eaux. Les nouvelles règles renforceront la chaîne répressive et aideront les défenseurs et les professionnels de l'environnement à lutter contre la criminalité environnementale. Les États membres disposent d'un délai de deux ans pour adapter leur législation nationale.

La criminalité environnementale:

est la **quatrième plus grande** activité de criminalité organisée dans le monde;

entraîne des pertes mondiales annuelles de **80 à 230 milliards d'euros**.

croît de **5 à 7 %** par an;

Source: Programme des Nations unies pour l'environnement, *The Rise of Environmental Crime — A growing threat to natural resources, peace, development and security*, 2016.

Agriculture durable et sécurité alimentaire

Aider les agriculteurs européens

Ces dernières années, les agriculteurs européens ont été confrontés à un nombre exceptionnel de problèmes et d'incertitudes — allant d'une pandémie et d'une forte hausse des prix de l'énergie, aggravées par la guerre d'agression injustifiée menée par la Russie contre l'Ukraine,

à des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents. En 2024, l'UE a continué de prendre des mesures pour les soutenir et les aider à relever les défis qui ont surgi depuis la réforme de la politique agricole commune.

Aide aux agriculteurs de l'UE

- Réduction d'**au moins 50 %** des visites liées à la politique agricole commune effectuées dans les exploitations par les administrations nationales.
- **98 milliards d'euros** alloués à des mesures volontaires en faveur de l'environnement, du climat et du bien-être animal.
- Exploitations inférieures à **10 hectares** exemptées des contrôles et sanctions liés aux exigences de conditionnalité.

Source: Commission européenne, «EU actions to address farmers' concerns», 2024.

d'accroître la transparence et la confiance entre les parties prenantes, en publiant des données et en échangeant des informations. Des options pour de nouvelles règles destinées à corriger les déséquilibres dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire ont également été présentées. La Commission a en outre présenté un rapport, en avril, sur la mise en œuvre de la directive sur les pratiques commerciales déloyales dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, qui alimentera une évaluation continue de la législation. En décembre, elle a proposé de nouvelles mesures pour renforcer: la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire; et l'application transfrontière des règles contre les pratiques commerciales déloyales.

En 2024, un soutien à hauteur de 233 millions d'euros a été apporté aux agriculteurs touchés par des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes en Bulgarie, Tchéquie, Allemagne, Estonie, Grèce, Italie, Autriche, Pologne, Roumanie et Slovaquie. Des mesures de soutien ont également été introduites pour remédier aux perturbations du marché dans le secteur vitivinicole au Portugal, ainsi qu'aux effets négatifs sur les marchés de la volaille et des œufs causés par la grippe aviaire en Italie.

En mars, la Commission a proposé la modification de certaines dispositions de la politique agricole commune, tout en maintenant son rôle dans le soutien à la transition de l'agriculture européenne vers une agriculture durable. Cette initiative était accompagnée de nouvelles mesures visant à alléger la charge administrative pesant sur les agriculteurs, dans le cadre d'une politique plus large de simplification des obligations de déclaration, lancée en 2023. L'avis des agriculteurs de l'UE sur les charges administratives liées à la politique agricole commune, dont les obligations de déclaration, a également été demandé dans le cadre d'une consultation en ligne, qui a recueilli 27 000 réponses.

La Commission a en outre proposé des mesures pour améliorer la rémunération des agriculteurs. L'Observatoire européen de la chaîne agroalimentaire a été créé en juillet pour examiner les coûts de production, les marges et les pratiques commerciales. Il a pour objectif



↑ Janusz Wojciechowski, alors commissaire européen chargé de l'agriculture (au centre à droite), avec des délégués représentant les jeunes agriculteurs lors de la réunion des ministres du G7 sur l'agriculture à Syracuse (Italie), 27 septembre 2024.

Le dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'UE a été lancé en janvier, réunissant 29 acteurs clés du secteur agroalimentaire en vue de façonner une vision commune de l'avenir du système agricole et alimentaire de l'UE.

En septembre, le rapport final sur le dialogue a été présenté. Intitulé Une perspective commune pour l'agriculture et l'alimentation en Europe, il présente une évaluation des défis et des possibilités, accompagnée de 14 recommandations. Ces suggestions guideront les travaux de la Commission lors de l'élaboration de sa vision pour l'agriculture et l'alimentation, dont la présentation est prévue au cours des 100 premiers jours du nouveau mandat politique (voir le chapitre 0).

En 2024, l'UE a négocié la suppression des barrières commerciales aux exportations irlandaises et françaises de viande bovine vers la Corée du Sud, permettant aux producteurs de ces États membres d'accéder à l'un des plus grands marchés d'importation de viande bovine au monde.

Le nouveau règlement concernant les indications géographiques relatives aux vins, aux boissons spiritueuses et aux produits agricoles est entré en vigueur en mai. Il crée un ensemble unique de règles et procédures de protection pour toutes les indications géographiques agricoles. Il renforce aussi leur protection, notamment en ligne et dans les noms de domaine internet.



Final Report of the Strategic Dialogue on the future of EU agriculture

4 September 2024



Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à droite), et Peter Stroh Schneider, président du dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'UE (à gauche), lors d'une conférence de presse sur la publication du rapport final du dialogue stratégique, Bruxelles (Belgique), 4 septembre 2024.

Pêche et aquaculture durables

Le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution des océans et des eaux douces menacent la durabilité des ressources halieutiques et aquacoles. Avec le paquet «pêche et océans» de 2023, la Commission a présenté une série de mesures visant à relever ces défis grâce à la mise en œuvre de la politique commune de la pêche. Une consultation destinée à évaluer le règlement relatif à la politique commune de la pêche a été lancée, et un rapport est attendu pour la fin de l'année 2025.

Les règles de contrôle sont fondamentales pour la mise en œuvre de la politique commune de la pêche, notamment pour surveiller l'utilisation des quotas de pêche et pour que les captures indésirées ne soient pas rejetées illégalement en mer. De nouvelles règles adoptées pour moderniser le contrôle des activités de pêche, tant pour les navires de l'UE que pour les navires de pays tiers pêchant dans les eaux de l'UE, sont entrées en vigueur en janvier. Elles permettront d'empêcher la surpêche, de créer un système de contrôle de la pêche plus efficace et harmonisé, et d'assurer des conditions de concurrence équitables entre les différents bassins maritimes et les flottes. Elles allégeront également la charge administrative, grâce à la numérisation, et encourageront le recours aux technologies.

En décembre, les ministres de la pêche de l'UE sont parvenus à un accord sur les possibilités de pêche pour 2025. L'accord comprend 12 mesures de durabilité qui, si elles sont appliquées, offriront beaucoup de jours de pêche supplémentaires.

La Commission a également répondu aux demandes de réduire la charge administrative liée à la création et à l'exploitation de sites aquacoles dans l'UE. Elle a ainsi aidé les États membres à mettre en œuvre les orientations stratégiques visant à rendre l'aquaculture plus durable et plus compétitive.

Pour un océan durable

L'UE a réaffirmé son engagement en faveur de la gouvernance internationale des océans, en annonçant 40 engagements pour les actions de 2024 lors de la conférence «Our Ocean» en Grèce, financés par 3,5 milliards d'euros de fonds de l'UE. Les engagements sont axés sur des domaines tels que la pêche durable, les zones marines protégées, les océans et le changement climatique, les économies bleues durables et la pollution marine.



↑
Virginijus Sinkevičius, alors commissaire européen chargé de l'environnement, des océans et de la pêche, prononçant un discours lors de la conférence «Our Ocean» qui s'est tenue à Athènes (Grèce), 16 avril 2024.

La pêche illicite, non déclarée et non réglementée constitue l'une des menaces les plus graves qui pèsent sur l'exploitation durable des ressources aquatiques vivantes, mettant en péril les efforts mondiaux visant à promouvoir une meilleure gouvernance des océans ainsi que la politique commune de la pêche de l'UE. En mai, l'UE a émis un «carton jaune» à l'encontre du Sénégal pour lui signifier la nécessité d'intensifier la lutte contre ce type de pêche. La valeur totale estimée de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée est de l'ordre de 10 à 20 milliards d'euros par an. Chaque année, entre 11 et 26 millions de tonnes de poissons sont capturés de manière illicite, ce qui correspond à au moins 15 % des captures mondiales.

Des décisions importantes, notamment en ce qui concerne la gestion des dispositifs flottants utilisés pour capturer le thon et d'autres poissons, contribueront à rendre la pêche dans l'océan Indien plus durable. Sur la base d'une proposition de l'UE, une résolution mettant progressivement en œuvre la biodégradabilité complète des dispositifs de concentration de poissons dérivants d'ici à 2030 a été adoptée lors de la 28^e réunion annuelle de la Commission des thons de l'océan Indien, qui a eu lieu en mai. Le cadre réglementaire qui régit ces dispositifs a également été amélioré, afin d'accroître la traçabilité et la conformité.

L'UE est prête à ratifier le traité sur la haute mer, également connu sous le nom d'«accord sur la biodiversité des zones ne relevant pas de la juridiction nationale». Elle le fera conjointement avec plusieurs États membres avant la troisième conférence des Nations unies sur les océans, qui se tiendra en juin 2025. Le traité vise à protéger les océans, à promouvoir l'équité et la justice, à remédier à la dégradation de l'environnement, à lutter contre le changement climatique et à prévenir la perte de biodiversité en haute mer. Le traité entrera en vigueur dès que les 60 parties l'auront ratifié. L'UE prépare activement sa mise en œuvre et soutient d'autres pays dans leurs préparatifs pour le ratifier et le mettre en œuvre.

Mobilité durable

Les transports représentent près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre de l'UE. Dans le cadre du pacte vert pour l'Europe, l'UE ambitionne de réduire les émissions liées aux transports de 90 % d'ici à 2050. La stratégie de mobilité durable et intelligente est une feuille de route

pour parvenir à ces réductions ambitieuses des émissions. Au cours des cinq dernières années, des progrès considérables ont été accomplis pour rendre le secteur des transports de l'UE plus durable.

Plus de 90 % des 82 initiatives prévues par la stratégie de mobilité durable et intelligente ont été menées à bien ou sont en cours de réalisation.

Plus de 21,2 milliards d'euros ont été alloués à 630 projets d'infrastructures de transport dans l'ensemble de l'UE au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe 2021-2027.

Près de 100 milliards d'euros ont été alloués aux transports par les États membres dans leurs plans de relance nationaux.

4 milliards d'euros ont été investis dans la recherche et l'innovation dans le domaine des transports.

Le règlement ReFuelEU Aviation promeut l'utilisation de carburants d'aviation durables et permettra une réduction substantielle des émissions de dioxyde de carbone, supérieure à 60 % d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de 1990. Il est entré en vigueur en janvier 2024.

Un système d'étiquetage facultatif pour calculer les émissions des vols, créé par le règlement, permettra aux passagers de faire un choix éclairé lorsqu'ils compareront différentes options de vol.

Le règlement FuelEU Maritime contribuera à réduire les émissions du transport maritime en encourageant l'utilisation de carburants renouvelables et bas carbone ainsi que de technologies énergétiques propres pour les navires. Il est applicable à partir de janvier 2025.

Le règlement sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs augmentera le nombre de stations de recharge électrique et de ravitaillement en hydrogène. Il est entré en application en avril.

42 nouveaux projets ont été sélectionnés au cours de l'année pour recevoir plus de 424 millions d'euros de financement de l'UE en vue du déploiement d'infrastructures pour carburants alternatifs (installation de points de recharge électrique et de stations de ravitaillement en hydrogène; électrification des opérations au sol dans les aéroports).

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DUES AUX TRANSPORTS

Les objectifs révisés de réduction des émissions de dioxyde de carbone pour les véhicules utilitaires lourds (camions, autobus et autocars), qui sont entrés en vigueur en juillet, réduiront les émissions de 45 % d'ici à 2030, de 65 % d'ici à 2035 et de 90 % d'ici à 2040.

De nouvelles règles fixant des limites d'émission applicables aux véhicules routiers et des exigences en matière de durabilité des batteries réguleront le niveau de particules émanant des freins et des pneus de tous les véhicules, et réduiront ainsi les émissions et les microplastiques.

Le transport par voies navigables intérieures est économe en énergie et ne connaît quasiment pas de problèmes d'encombrement. Une nouvelle proposition visant à améliorer la gestion du trafic sur les rivières et les canaux de l'UE augmentera l'efficacité et la fiabilité de la navigation intérieure, et contribuera à l'objectif de l'UE de transférer davantage de marchandises vers les rivières et les canaux européens.

L'UE a également fait des avancées considérables pour réduire les émissions dues aux transports en adoptant la déclaration européenne sur l'utilisation du vélo, qui reconnaît officiellement ce dernier comme un mode de transport durable, accessible et abordable.

Les membres de l'Alliance pour une aviation à émissions nulles ont présenté l'objectif ambitieux d'exploiter, d'ici à 2050, entre 36 % et 68 % des vols intra-UE avec des aéronefs fonctionnant à l'hydrogène et à l'électricité. Cela permettrait de réduire les émissions de dioxyde de carbone sur ces routes de 12 % et 31 %. L'UE a créé l'Alliance sous la forme d'une initiative volontaire pour permettre aux partenaires privés et publics de collaborer en vue de faire des formes nouvelles de transport durable une réalité pour les voyageurs en Europe.

Un réseau de transport durable et résilient

Pour améliorer les liaisons de transport dans toute l'Europe, l'UE investit un montant record de 7 milliards d'euros dans des infrastructures de transport durables, sûres et intelligentes. Plus de 80 % des fonds financeront des projets permettant d'atteindre les objectifs climatiques de l'UE, en améliorant et modernisant le réseau européen de chemins de fer, de voies navigables intérieures et de routes maritimes. Les financements seront alloués à de grands projets destinés à améliorer les liaisons ferroviaires transfrontalières. Il s'agit notamment du projet Rail Baltica qui reliera les trois États baltes, à savoir l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, et du projet de tunnel du Fehmarnbelt, qui reliera l'Allemagne au Danemark.

Des vitesses ferroviaires plus rapides sont en vue, grâce à de nouvelles règles fixant des objectifs ambitieux pour les infrastructures de transport européennes. D'ici à 2040, les lignes ferroviaires de transport de voyageurs sur les principales liaisons ferroviaires de l'UE devront permettre aux trains de circuler à des vitesses de 160 kilomètres par heure ou plus.

Rendre nos routes plus sûres

La sécurité routière dans l'UE s'est considérablement améliorée au cours des dernières décennies, le nombre de décès sur les routes européennes étant passé d'environ 50 000 il y a vingt ans à environ 20 400 aujourd'hui. Des mesures supplémentaires sont néanmoins nécessaires aux niveaux européen, national et local pour atteindre l'objectif de l'UE de zéro décès d'ici à 2050.

De nouvelles règles visant à améliorer la sécurité générale des véhicules sont entrées en vigueur pour tous les véhicules à moteur vendus dans l'UE. Elles imposent une série de nouvelles technologies et de systèmes avancés d'aide à la conduite dans tous les nouveaux véhicules. Depuis qu'elles ont commencé à s'appliquer aux nouveaux modèles de véhicules en 2022, les mesures ont considérablement amélioré la protection des passagers, des piétons et des cyclistes dans toute l'UE. D'ici à 2038, elles devraient avoir sauvé plus de 25 000 vies et permis d'éviter au moins 140 000 blessures graves.

La mobilité coopérative, connectée et automatisée est essentielle pour rendre les transports européens plus écologiques, plus sûrs et plus compétitifs. En coopération avec des partenaires privés, l'UE investit 500 millions d'euros, par le programme Horizon Europe, pour faire avancer la recherche sur ces technologies.

Agir à l'échelle mondiale pour la planète

La collaboration de l'UE avec ses principaux partenaires internationaux, pour faire face à la triple crise du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution, s'est poursuivie en 2024. Trois négociations multilatérales majeures ont eu lieu: la conférence des Nations

unies sur les changements climatiques en Azerbaïdjan, la conférence des Nations unies sur la biodiversité en Colombie et la conférence des Nations unies sur la désertification en Arabie saoudite.

La conférence des Nations unies sur les changements climatiques

La 29^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP29) s'est tenue du 11 au 24 novembre à Bakou (Azerbaïdjan). Le sommet a réuni les parties pour accélérer

l'action visant à atteindre l'objectif de l'accord de Paris consistant à limiter l'augmentation de la température moyenne de la planète à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels.

La conférence s'est concentrée sur l'obtention des investissements financiers élevés qui sont nécessaires pour réduire les émissions et protéger les populations vulnérables. L'UE a joué un rôle essentiel dans la conclusion d'un accord sur un nouvel objectif de financement de l'action en faveur du climat, pour soutenir l'action climatique des pays en développement.



En outre, l'UE a joué un rôle important dans l'achèvement des règles d'application de l'accord de Paris pour les marchés du carbone. Cet accord, dont l'élaboration a duré neuf ans, lancera les activités des marchés internationaux du carbone et constituera un cadre solide pour la transparence, la responsabilisation et une plus grande intégrité environnementale. Une autre réalisation majeure a été l'élargissement réussi du programme de travail de Lima renforcé relatif au genre, qui souligne l'importance d'une action climatique sensible au genre parmi les parties.

À la COP29, l'UE a publié son tout premier rapport biennal sur la transparence, avant l'échéance qui était fixée à la fin de l'année. Il s'agit d'une étape importante dans la mise en œuvre de l'accord de Paris, qui marque le début d'une nouvelle ère de responsabilité et de collaboration dans la lutte mondiale contre le changement climatique.

Les parties se sont fixé un nouvel objectif collectif quantifié ambitieux, consistant à porter le financement combiné provenant de toutes les sources à 1 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035. Dans le cadre de cet objectif plus large, les pays développés se sont engagés à prendre l'initiative de mobiliser au moins 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035. L'objectif a également permis d'élargir avec succès la base des contributeurs mondiaux, un plus grand nombre de pays étant encouragés à y contribuer, pour tenir compte de l'augmentation de leurs émissions et de leur poids économique. Il a également souligné le rôle transformateur des banques multilatérales dans l'intensification de l'action pour le climat.

→ Wopke Hoekstra, alors commissaire européen chargé de l'action pour le climat et commissaire faisant fonction chargé des transports (à gauche), avec Ferre Van Steenberghe, âgé de 12 ans, le plus jeune membre de la délégation belge, lors de la conférence COP29 à Bakou (Azerbaïdjan), 19 novembre 2024.



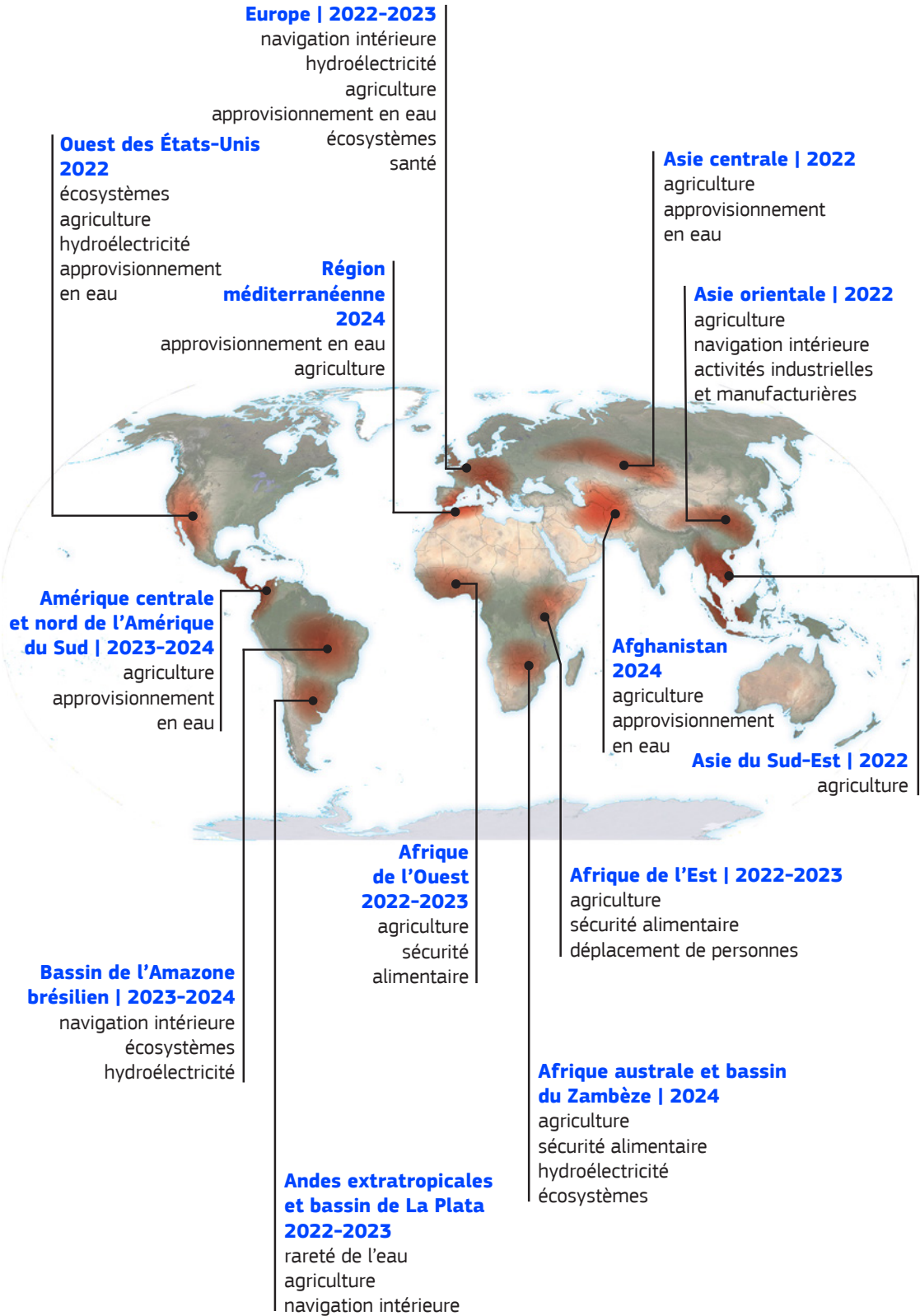
La conférence des Nations unies sur la biodiversité

La 16^e conférence des parties à la convention sur la diversité biologique, qui s'est tenue en octobre à Cali (Colombie), a montré une dynamique encourageante en faveur de l'application du cadre mondial de la biodiversité, afin d'arrêter et d'inverser la perte de biodiversité d'ici à 2030. Surnommée la «COP du peuple», plusieurs décisions importantes y ont été prises, dont un accord visant à accroître le rôle des peuples autochtones et des communautés locales dans la sauvegarde de la biodiversité, ainsi qu'un accord novateur sur la manière de partager les avantages offerts par les informations génétiques numériques. L'UE a dévoilé un ensemble de nouvelles initiatives d'une valeur de près de 160 millions d'euros, destinées à soutenir les pays partenaires et à préserver la biodiversité à l'échelle mondiale, qui témoignent d'une volonté manifeste d'atteindre les objectifs de financement mondiaux visant à protéger la nature.

La conférence des Nations unies sur la désertification

Lors de la 16^e conférence des parties à la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, l'UE a étroitement collaboré avec ses partenaires internationaux pour honorer les engagements pris au niveau mondial pour lutter contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse. Le premier *Atlas mondial des sécheresses*, établi par le Centre commun de recherche de la Commission et la convention, a été présenté à la conférence. L'Atlas illustre toutes les dimensions de la sécheresse et ses risques croissants à l'échelle mondiale. Après avoir exposé les défis à relever, il propose des réponses pour permettre aux décideurs politiques de prendre des mesures afin de mieux affronter les sécheresses.

Épisodes de sécheresse majeurs avec exemples de systèmes touchés (2022-2024)





CHAPITRE 5

Une Europe adaptée à l'ère du numérique

Introduction

Ces dernières années, l'Europe s'est adaptée à l'évolution rapide du paysage numérique en s'efforçant de faire en sorte que la société bénéficie de la technologie et que l'innovation stimule la compétitivité et la souveraineté technologique de l'Union européenne (UE), tout en réduisant au minimum les risques pour les citoyens. Des milliards d'euros ont été investis dans l'expansion de la fibre optique et de la 5G afin d'améliorer la connectivité dans l'ensemble de l'UE, et les travailleurs sont dotés des compétences dont ils ont besoin pour l'avenir numérique. Les règlements novateurs sur les services numériques et sur les marchés numériques rendent déjà l'espace numérique plus sûr et plus équitable pour tous, et font en sorte

que les géants de la technologie assument la responsabilité de leur incidence significative sur la société et l'économie. L'UE montre également la voie pour rendre l'intelligence artificielle (IA) plus sûre et plus fiable, tout en s'attaquant aux risques associés à son utilisation abusive. Pour stimuler l'innovation, la collaboration entre les organismes de recherche et les universités a été renforcée, et les investissements dans les technologies de pointe, telles que les supercalculateurs, les semi-conducteurs, l'informatique quantique et les technologies spatiales, ont considérablement augmenté.



Une exposition sur l'IA promouvant une science et une technologie accessibles s'est ouverte en décembre 2024 dans un centre scientifique à Malines (Belgique). 17 janvier 2025.

Avancées de la décennie numérique

La décennie numérique de l'Europe étant presque à mi-parcours, l'UE a évalué les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs guidant la transformation numérique de l'UE. Avec un plan commun et des objectifs clairement définis à atteindre d'ici à 2030, l'objectif est d'intégrer la technologie dans tous les domaines de la société, des écoles aux hôpitaux en passant par les grandes et petites entreprises, et de donner aux citoyens de l'UE les outils leur permettant de tirer le meilleur parti de tout ce que l'internet peut offrir.

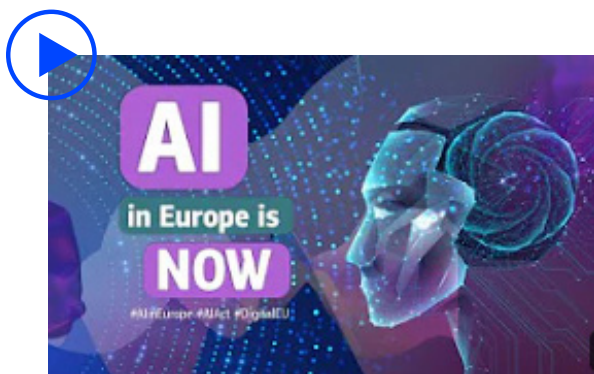
Le rapport 2024 sur l'état d'avancement de la décennie numérique montre dans quelle mesure l'UE est parvenue à réaliser ces objectifs, sans hésiter à mettre en évidence les domaines à améliorer. Il invite tous les États membres à soutenir davantage les jeunes entreprises locales, à promouvoir l'habileté numérique dans leurs communautés et à améliorer l'adoption de l'IA et de l'analyse des données dans les entreprises et dans la fabrication de semi-conducteurs. L'UE a également mis à jour ses recommandations pour chaque État membre, en tenant compte des différents atouts et défis constatés dans l'ensemble de l'UE.

Faire progresser l'économie numérique

Intelligence artificielle, mondes virtuels et supercalculateurs

L'IA devient une force de transformation pour la société et l'économie européennes. De l'industrie manufacturière aux soins de santé en passant par l'éducation, l'IA transforme les processus essentiels et les modèles économiques dans tous les secteurs, ce qui promet une meilleure efficacité et une croissance plus grande. Toutefois, elle pose également des problèmes dans les domaines du développement éthique, des droits fondamentaux et de la cybersécurité. Un juste équilibre entre les politiques est nécessaire pour exploiter pleinement le potentiel de la technologie et répondre aux préoccupations qui y sont liées.

L'UE souhaite jouer un rôle de premier plan dans le domaine de l'IA, mais pas à n'importe quel prix. Elle plaide en faveur d'une IA responsable qui donne la priorité aux citoyens. Première véritable tentative au monde de réglementer cette technologie, le règlement de l'UE sur l'IA, qui est entré en vigueur en août, définit des règles et des lignes directrices claires sur la manière dont elle peut être utilisée et la manière dont elle devrait être développée. Cela garantira que les systèmes d'IA sont fiables, équitables et impartiaux, et qu'ils protègent les droits fondamentaux des personnes. Un ensemble harmonisé de règles facilitera le travail des entreprises qui développent l'IA en réduisant les formalités administratives et en encourageant l'innovation. Les règles aideront également les entreprises à savoir ce à quoi elles doivent s'attendre.



VIDÉO: L'intelligence artificielle est partout et tout le monde en parle, mais qui s'assure qu'elle est sans danger?

Le règlement sur l'IA en action

Le règlement de l'UE sur l'IA est entré en vigueur en 2024. Voici ce qui en a résulté:

- > **COMITÉ EUROPÉEN DE L'IA**
Un organe consultatif, composé d'experts de tous les États membres, a été créé afin de contribuer à la mise en œuvre des règles en matière d'IA.
- > **CODE DE BONNES PRATIQUES SUR L'IA**
Un appel a été lancé pour que les entreprises, les experts et les organisations de l'IA participent à l'élaboration de règles relatives à l'IA à usage général (dont la finalisation est prévue en 2025).
- > **GROUPE SCIENTIFIQUE**
Un retour d'information a été recueilli sur une proposition relative à la manière dont un nouveau groupe d'experts indépendants dans le domaine de l'IA sera mis en place et fonctionnera. Ce groupe fournira des conseils sur des questions techniques et mettra en garde contre les risques liés à l'IA.
- > **LIGNES DIRECTRICES**
Un ensemble de lignes directrices a été publié sur l'utilisation responsable de l'IA générative dans la recherche.

Le nouveau Bureau européen de l'intelligence artificielle, créé en mai, établira des lignes directrices claires à l'intention des entreprises et des développeurs travaillant avec l'IA, et veillera à ce que les nouvelles règles soient mises en œuvre de manière uniforme dans l'ensemble de l'UE. En tant que centre d'expertise en matière d'IA pour l'UE, il aura également son mot à dire concernant l'autorisation des modèles d'IA et peut même bloquer l'utilisation d'une IA jugée biaisée ou non sûre. En septembre, l'UE a lancé le pacte sur l'IA afin d'encourager les organisations à faire preuve d'anticipation et à commencer à mettre en œuvre ses exigences avant l'échéance légale.

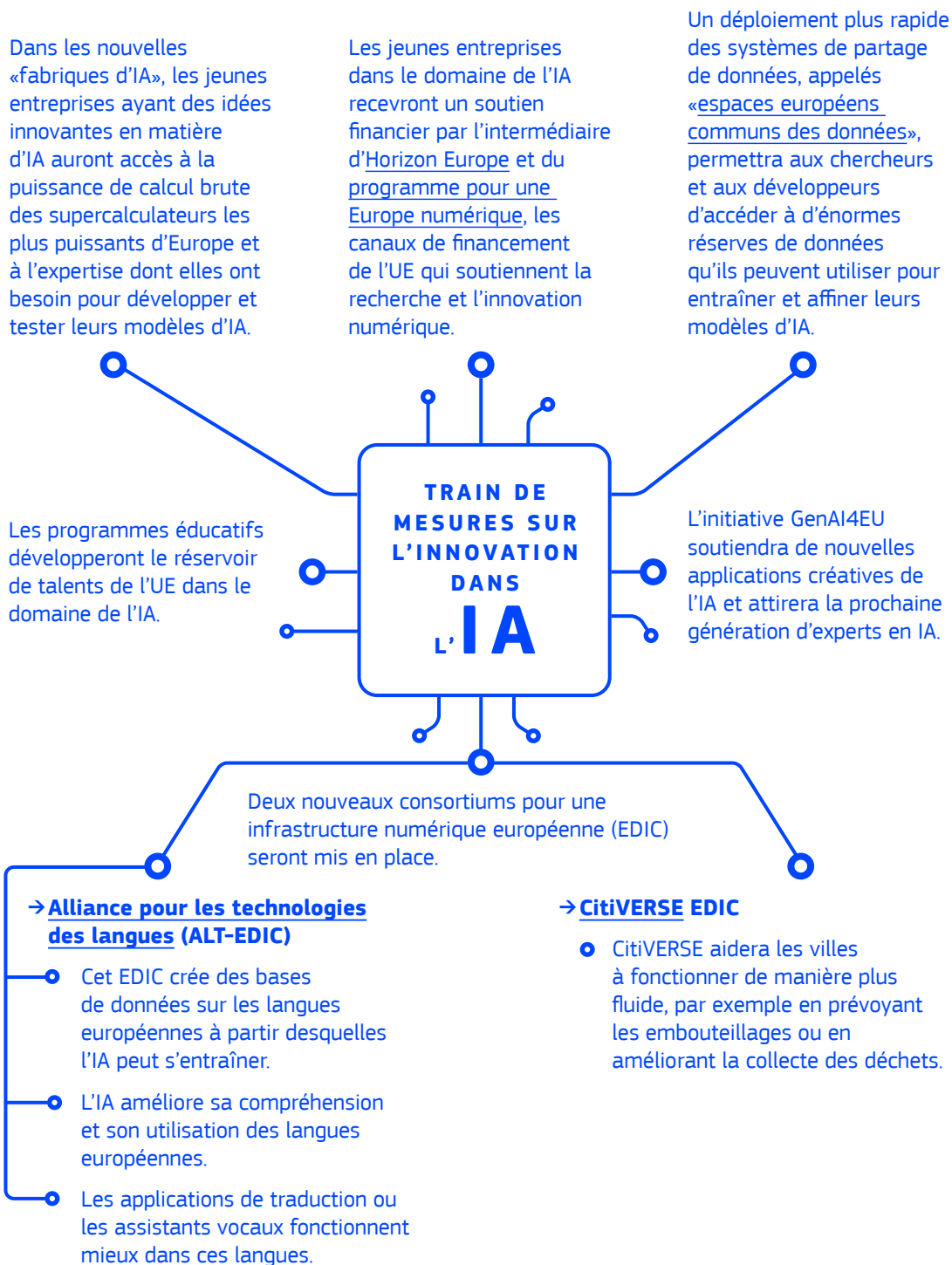


Exemple: contrôle de l'IA aux Pays-Bas

- L'UE a aidé les autorités néerlandaises à surveiller les systèmes d'IA afin de s'assurer qu'ils respectent la législation de l'UE, y compris le règlement sur l'IA. Par l'intermédiaire de l'instrument d'appui technique, le projet:
- a examiné la manière dont les autorités supervisent l'IA;
 - a examiné les défis à relever pour rendre les systèmes d'IA sûrs et équitables;
 - a formulé des recommandations pour aider les autorités à utiliser l'IA de manière responsable et dans le respect de la législation.

Train de mesures sur l'innovation en matière d'IA pour soutenir les jeunes entreprises et les petites et moyennes entreprises du secteur de l'IA

Lancé en janvier 2024, ce train de mesures aidera les jeunes entreprises et les petites et moyennes entreprises de l'UE à développer une IA digne de confiance.



En combinant la recherche et la réglementation, l'UE se crée sa propre place dans le paysage technologique mondial. Le règlement sur l'IA établit une norme mondiale et positionne l'UE en tant que pionnière. En septembre, l'UE a signé la convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle, le premier accord international juridiquement contraignant sur l'IA, qui est pleinement aligné sur le règlement sur l'IA.

L'UE est également déterminée à mettre en place des marchés ouverts et accessibles, en particulier pour les mondes virtuels et l'IA générative, afin de créer des conditions de concurrence équitables et d'empêcher les monopoles d'étouffer l'innovation. L'objectif est de créer un environnement dans lequel les petites entreprises et les jeunes entreprises peuvent concurrencer les géants de la technologie.

Alors que l'IA et les mondes virtuels repoussent les limites de l'innovation numérique, la puissance de calcul nécessaire pour faire progresser ces technologies repose largement sur des ordinateurs puissants. En septembre 2024, l'UE a lancé un appel à propositions en vue de moderniser les supercalculateurs existants et d'en acquérir plusieurs nouveaux dotés de capacités d'IA, élargissant ainsi le plus grand réseau public de supercalculateurs au monde. Ces ordinateurs s'attaquent à certains des plus grands défis auxquels l'humanité est confrontée, par exemple en accélérant la découverte de médicaments ou en améliorant la modélisation du climat.



↑
Margrethe Vestager, alors vice-présidente exécutive de la Commission européenne chargée d'une Europe adaptée à l'ère du numérique, lors de la manifestation de lancement de la plateforme DestinE, Kajaani (Finlande), 10 juin 2024.



VIDÉO: Qu'est-ce que «Destination Terre»?



L'initiative phare de l'UE «Destination Terre» (DestinE), qui vise à développer un jumeau numérique très précis de la Terre, jouera un rôle important pour aider l'Europe à s'adapter au changement climatique. Son déploiement en juin signifie que les ordinateurs à haute performance européens ont été chargés de simuler les effets du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes. Grâce à cette initiative, l'Europe sera mieux préparée à faire face à des catastrophes naturelles majeures et à évaluer les incidences socio-économiques et politiques potentielles de ces événements.

Le projet utilise le supercalculateur finlandais LUMI avec d'autres supercalculateurs de l'UE pour créer un jumeau très précis de la Terre. Il s'agit d'un excellent exemple de supercalculateurs en action de l'UE, qui utilisent l'IA et une modélisation avancée pour simuler le changement climatique et les effets météorologiques extrêmes.

L'UE regarde également au-delà de l'informatique exaflopique, en envisageant un avenir dans lequel des avancées scientifiques pourraient être réalisées à un rythme sans précédent avec la prochaine génération d'ordinateurs quantiques. Toutefois, étant donné que les ordinateurs quantiques pourraient également briser les systèmes de cryptage actuels, l'UE a publié en mai une recommandation invitant les États membres à améliorer les méthodes de chiffrement afin de protéger les données critiques.

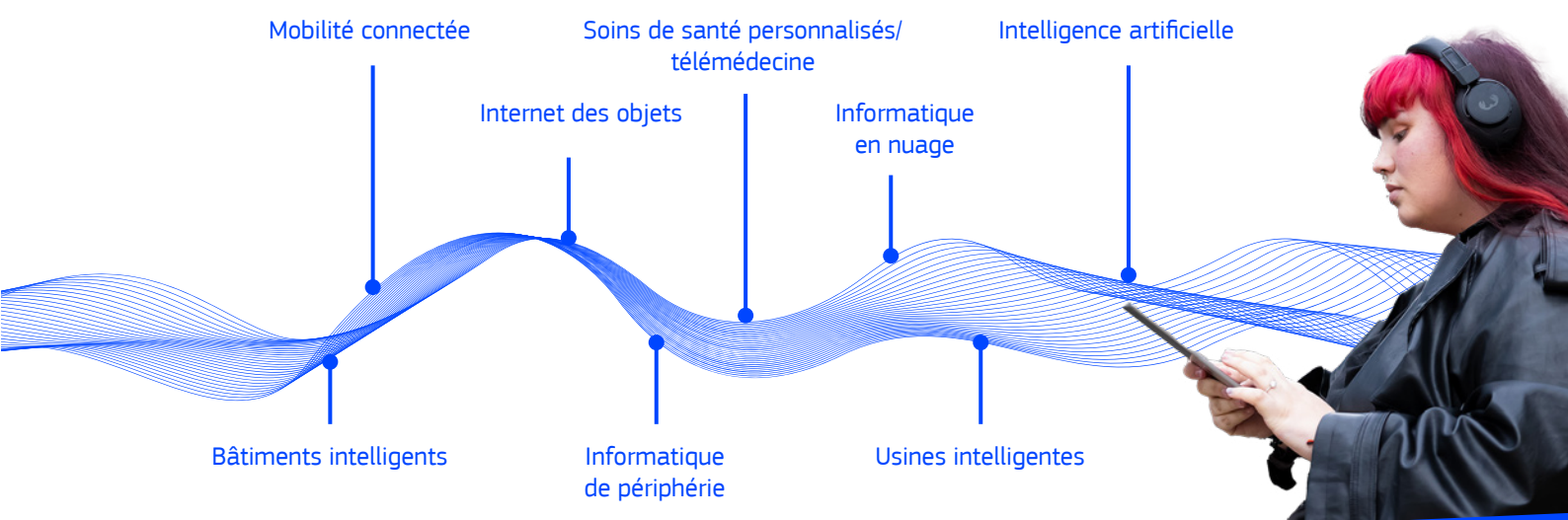
En 2024, l'UE a investi plus de 65 millions d'euros dans l'IA et 47 millions d'euros dans les technologies quantiques.

Connectivité

L'UE a continué d'investir dans les infrastructures numériques en 2024. Elle a débloqué 420 millions d'euros par l'intermédiaire du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE numérique), le programme de financement de l'UE qui soutient le déploiement des services numériques. Dans le cadre du nouveau programme de travail du MIE numérique, un

montant supplémentaire de 865 millions d'euros sera fourni entre 2024 et 2027 pour soutenir le déploiement de la 5G à la fois dans les communautés et le long des principaux axes de transport, ainsi que la pose de câbles sous-marins afin de renforcer les réseaux dorsaux de l'UE — les lignes de données à haute capacité qui constituent le cœur de son infrastructure internet.

Des réseaux rapides et fiables pour alimenter les technologies de demain



POUR PARVENIR À UNE TRANSITION NUMÉRIQUE RÉUSSIE, L'UE S'EST FIXÉ DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES À ATTEINDRE D'ICI À 2030

- 1** Connectivité gigabit pour tous
- 2** Connectivité à haut débit (au moins 5G) partout
- 3** 10 000 nœuds périphériques en nuage (serveurs situés plus près des utilisateurs qui garantissent un traitement des données et des temps de réponse plus rapides)
- 4** Informatique quantique dans l'UE d'ici à 2025
- 5** 20 % des puces dans le monde seront produites dans l'UE

En février, l'UE a publié une recommandation sur la protection des câbles sous-marins, reconnaissant ces derniers comme des infrastructures critiques. Ces câbles sous-marins transportent la plupart des données mondiales, mais sont vulnérables aux dommages et au sabotage, ce qui rend leur protection essentielle pour les communications mondiales et la sécurité économique.

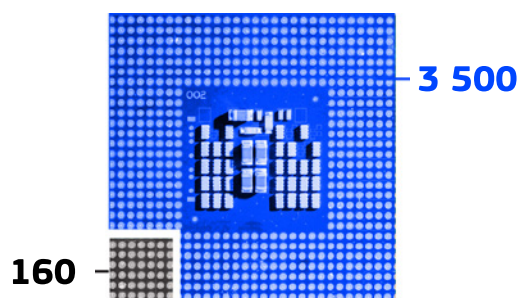
Le règlement sur les infrastructures gigabit, adopté en 2024, vise à accélérer et à faciliter le déploiement de réseaux à haute capacité, tels que la fibre optique et la 5G, pour les entreprises. Il supprime les lourdeurs administratives, les demandes d'approbation et les réglementations qui ont jusqu'à présent ralenti le déploiement des réseaux, et garantit un internet plus rapide, une meilleure connectivité et de meilleurs services pour tous. Adoptée dans le même temps, la recommandation sur le gigabit encourage la concurrence entre les fournisseurs et offre aux consommateurs davantage d'options et de meilleurs prix. Un accord a également été trouvé sur les règles relatives aux appels et aux SMS adressés d'un État membre à un autre, garantissant la protection continue des consommateurs vulnérables contre les coûts potentiellement élevés de ces services jusqu'en 2032.



VIDÉO: La connectivité 5G stimule le potentiel du monde rural.

L'industrie des semi-conducteurs de l'UE

Des smartphones que nous avons dans nos poches aux voitures que nous conduisons, les semi-conducteurs — communément appelés «puces» — alimentent les appareils qui définissent la vie moderne. En investissant dans la recherche, les installations de production et les infrastructures, l'UE s'emploie à devenir plus autonome dans la fabrication de semi-conducteurs.



Un téléphone portable contient environ 160 puces différentes.

Une voiture électrique hybride contient jusqu'à 3 500 puces.

2024: une année de progrès pour l'industrie européenne des puces électroniques

FÉVRIER

Des appels à propositions pour un montant de 216 millions d'euros ont été lancés dans le domaine des semi-conducteurs, de la microélectronique et de la photonique.

AVRIL

Des organisations ont été sélectionnées pour mettre en place quatre lignes pilotes afin de tester des méthodes de fabrication, avec un financement de 3,7 milliards d'euros provenant de l'UE et des États membres.

MAI

Une aide d'État d'un montant de 2 milliards d'euros a été autorisée pour aider un grand fabricant mondial de puces électroniques à construire une usine pour produire des puces de carbure de silicium.

→ Ces puces peuvent résister à une température plus élevée que les puces classiques et sont idéales pour les véhicules électriques et les systèmes d'énergie renouvelable.

JUILLET

Des appels d'un montant de 330 millions d'euros ont été lancés pour soutenir:

- la photonique;
- les centres de compétences;
- la conception de semi-conducteurs en nuage.

AOÛT

Deux nouveaux appels ont été lancés concernant les technologies à puce quantique.

Une aide d'État de 5 milliards d'euros a été autorisée pour la construction d'une usine de puces électroniques à haute performance.

DÉCEMBRE

Le Forum européen sur les composants et les systèmes électroniques a souligné la nécessité de promouvoir l'innovation et la production de semi-conducteurs dans l'UE.

Faire des affaires par voie numérique

Les entreprises qui se développent dans d'autres États membres doivent souvent prouver aux autorités de ces pays qu'elles sont une société de l'UE et soumettre à nouveau des informations, telles que leurs données relatives au siège statutaire ou le nom de leurs représentants légaux, même si ces données sont déjà disponibles dans le registre du commerce de leur propre État membre. Les nouvelles règles de l'UE relatives aux entreprises, adoptées en décembre, introduiront des outils numériques pour alléger cette charge administrative. Les sociétés ne seront plus tenues de soumettre à nouveau des documents lors de la création de filiales ou de succursales dans d'autres États membres, étant donné que ces informations seront échangées directement entre les registres du commerce en vertu du principe «une fois pour toutes». En outre, un certificat d'entreprise multilingue de l'UE — une carte d'identité pour les entreprises de l'UE — permettra aux entreprises de prouver facilement qu'elles sont légalement constituées dans l'UE, tandis qu'une procuration de l'UE permettra aux représentants de gérer des questions juridiques et commerciales par-delà les frontières.

L'UE crée également des administrations publiques mieux connectées, par exemple en reliant son système d'interconnexion des registres du commerce, qui connecte les registres du commerce de l'ensemble de l'UE, aux registres des bénéficiaires effectifs et aux systèmes de registres d'insolvabilité. Cela facilitera également l'accès aux informations sur les entreprises dans le marché intérieur.



La transformation numérique est essentielle pour que les entreprises restent compétitives dans un monde en mutation rapide, et l'UE les aide activement à accomplir cette évolution. L'une des manières d'y parvenir est celle des pôles européens d'innovation numérique, qui aident les entreprises à adopter les technologies numériques, y compris l'IA. Par exemple, une plateforme pourrait aider une petite entreprise de détail à mettre en place des dialogueurs d'IA pour le service à la clientèle ou proposer des outils pour analyser les données de vente en vue d'une meilleure gestion des stocks. En 2024, le réseau de pôles européens d'innovation numérique a étendu son champ d'action à un plus grand nombre de pays et a mis au point un nouvel outil d'autoévaluation numérique permettant aux petites et moyennes entreprises de mesurer leur maturité technologique.



VIDÉO : Découvrez le pouvoir de la transformation numérique avec le réseau de pôles européens d'innovation numérique.



Une histoire de réussite pour les pôles européens d'innovation numérique

Gas Grün GmbH, une petite start-up de production de biogaz en Allemagne, éprouvait des difficultés à optimiser le rendement énergétique de ses usines de biogaz. Avec l'aide d'un pôle d'innovation numérique, l'entreprise a mis au point un système de contrôle par l'IA qui a maximisé la production d'énergie et réduit au minimum les déchets. Cela a aidé ses dirigeants à développer leur activité et à présenter leur travail lors d'événements industriels.

La Commission et les États membres s'emploient également à mettre en place un portail numérique de déclaration unique afin de réduire la charge administrative pesant sur les entreprises (y compris les petites et moyennes entreprises) qui détachent des travailleurs dans un autre État membre. Un nouveau système en ligne aidera les entreprises à respecter les règles nationales en matière de déclaration lorsqu'elles détachent des travailleurs dans d'autres États membres. Il sera disponible dans toutes les langues officielles de l'UE, sera simple à utiliser et permettra aux utilisateurs de réutiliser des informations provenant de déclarations antérieures.

Transport et mobilité numériques

L'UE prend des mesures pour améliorer la manière dont nous circulons dans nos villes. Le projet de partage des données DeployEMDS est une pierre angulaire des efforts déployés par l'UE pour créer un espace commun des données relatives à la mobilité. Il vise à mettre en place un système permettant aux villes de partager des informations en temps réel sur les flux de trafic et les transports publics. Ce réseau intelligent, qui est déjà mis à l'essai dans neuf villes et régions, contribuera à détecter et à résoudre les problèmes de mobilité urbaine dans l'ensemble de l'UE.

Avec le développement rapide de la technologie des drones, il devient essentiel de disposer de règles claires dans ce domaine. L'UE a adopté de nouvelles mesures pour relever les défis uniques en matière de sécurité que posent les services de mobilité aérienne émergents. Le but est double: rationaliser les processus réglementaires tout en maintenant des normes de sécurité élevées, et harmoniser les réglementations dans tous les États membres. Ces règles harmonisées faciliteront la vie des développeurs et des utilisateurs de drones. Des réglementations claires et cohérentes donneront également confiance aux entreprises pour investir dans de nouvelles technologies de drones, ce qui stimulera l'innovation dans l'ensemble de l'UE.

Construire une société numérique sûre et inclusive

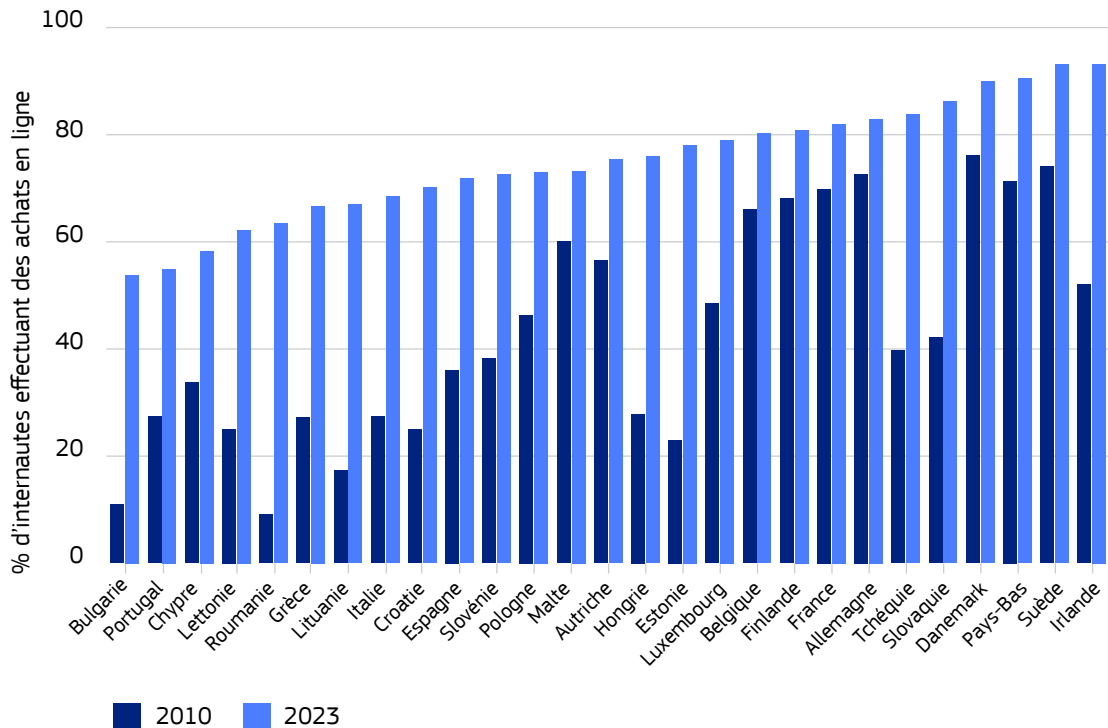
Des services en ligne plus sûrs

Si l'internet a une valeur inestimable, il est également confronté à des difficultés telles que la désinformation, les discours haineux illégaux et d'autres formes de contenus et de pratiques illicites. Afin d'endiguer ces pratiques et d'améliorer la sécurité en ligne, l'UE a adopté deux textes législatifs essentiels: le règlement sur les services numériques et le règlement sur les marchés numériques.

Le règlement sur les services numériques exige que les plateformes en ligne soient plus proactives dans la suppression des contenus illicites, accroissent la transparence de leurs algorithmes et interdisent certains types de publicité ciblée. Il a commencé à s'appliquer dans l'ensemble de l'UE en février 2024, introduisant de nouvelles règles pour les plateformes en ligne, les médias sociaux et les sites de commerce électronique. Les grandes plateformes, connues sous le nom de «très grandes plateformes en ligne», doivent respecter des règles plus strictes en raison de leur influence plus importante.

300 millions
de personnes effectuent
des achats en ligne dans l'UE

Les achats en ligne ont **augmenté**
de 24 points de pourcentage
entre 2010 et 2023



Sources: Eurostat, «Achats effectués par des particuliers sur l'internet (2002-2019)», 16 juin 2024; Eurostat, «Achats effectués par des particuliers sur l'internet (à partir de 2020)», 17 décembre 2024.



Principales modifications découlant du règlement sur les services numériques qui ont une incidence sur le commerce électronique

✓ TRANSPARENCE ACCRUE

Les vendeurs doivent désormais proposer des informations plus claires sur les produits et les services qu'ils proposent.

✓ RÈGLES PLUS STRICTES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ

Les publicités ciblées nécessitent davantage de transparence et doivent donner plus de contrôle aux utilisateurs.

✓ PLUS GRANDE PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Amélioration des dispositions visant à protéger les consommateurs contre les contenus préjudiciables et la fraude.

✓ RESPONSABILISATION DES PLATEFORMES

Les places de marché doivent agir rapidement à l'égard des produits illégaux.



Comment l'UE a-t-elle mis en œuvre le règlement sur les services numériques en 2024?

AJOUTS À LA LISTE DE SURVEILLANCE

Trois très grandes plateformes en ligne ont été ajoutées:

- > Shein
- > Temu
- > XNXX

ENQUÊTES EN COURS

Des demandes d'informations et des procédures judiciaires pour d'éventuelles violations du règlement sur les services numériques ont été lancées contre:

- > AliExpress
- > TikTok
- > Meta
- > X
- > Temu

Les États membres ont désigné des coordinateurs pour les services numériques au sein de leurs autorités de régulation nationales.

La protection des enfants a été au cœur de l'application du règlement sur les services numériques et a conduit à des actions contre trois grandes plateformes pour vérification inadéquate de l'âge des utilisateurs et exposition de mineurs à des contenus préjudiciables. Parallèlement, les enseignants sont formés en tant que tuteurs du règlement sur les services numériques afin de guider les élèves face aux problématiques en ligne telles que le cyberharcèlement et la désinformation, créant ainsi un espace numérique plus sûr pour les jeunes utilisateurs. L'année 2024 a également marqué le deuxième anniversaire de la stratégie pour un internet mieux adapté aux enfants, avec la publication d'un outil d'autoévaluation destiné à aider les plateformes à mieux protéger les enfants en ligne.

Le règlement sur les services numériques contribue à protéger l'intégrité des élections contre les

menaces en ligne, y compris les contenus générés par l'IA, en soumettant les plateformes à des tests de résistance pour vérifier leur état de préparation et en publiant des lignes directrices sur l'atténuation des risques et l'étiquetage clair des contenus issus de l'IA. Des règles complémentaires adoptées en mars limiteront l'utilisation des données à caractère personnel dans la publicité à caractère politique, tant en ligne que hors ligne. Elles prescrivent que les publicités politiques comportent des labels de transparence, exigent un consentement explicite pour le ciblage en ligne et interdisent le profilage fondé sur des données à caractère personnel sensibles. Un répertoire européen fournira des détails sur toutes les publicités politiques et leurs méthodes de ciblage, réduisant ainsi le risque de manipulation et d'ingérence étrangère. Les publicités émanant d'acteurs extérieurs à l'UE sont interdites dans un délai de trois mois avant les élections.

Comment le règlement sur les services numériques protège-t-il les mineurs en ligne?

✓
Des mécanismes de signalement adaptés aux enfants pour les contenus illicites ou inappropriés

✓
Une meilleure protection des données à caractère personnel et de la vie privée

✓
Des conditions générales claires et concises

✓
Pas de publicité ciblée pour les enfants et les jeunes

Une révision des règles relatives à la lutte contre les abus sexuels sur enfants a été proposée afin de combattre les nouvelles menaces de tels abus en ligne, notamment les hypertrucages et les forums pédophiles. Les nouvelles règles renforceront également la prévention et l'aide aux victimes, et fixeront des normes minimales en matière de poursuites dans l'UE. Une mesure juridique temporaire visant à lutter contre les abus sexuels sur enfants en ligne a été prorogée jusqu'en 2026 afin de permettre la poursuite des mesures volontaires visant à détecter et à supprimer les contenus abusifs. Ces efforts contribuent à protéger les enfants en ligne alors que l'UE élabore une législation plus permanente pour s'attaquer efficacement à ces problèmes.

La montée de l'intolérance en ligne est non seulement contraire aux principes fondateurs de l'UE, mais elle constitue également une grave menace pour les victimes et met en péril la liberté d'expression et le discours démocratique. Les plateformes de médias sociaux sont désormais soumises à une surveillance plus stricte, étant donné que l'UE s'est associée aux régulateurs pour protéger les mineurs, rendre les plateformes plus transparentes, lutter contre les contenus illicites et la désinformation systémique, et améliorer l'application de la législation grâce

à des formations conjointes, à des discussions et à la recherche.

Alors que le règlement sur les services numériques met l'accent sur la protection des utilisateurs et la lutte contre les contenus illicites, le règlement sur les marchés numériques garantit que notre marché numérique reste équitable et concurrentiel. Le règlement sur les marchés numériques est l'un des premiers outils réglementant le pouvoir des grandes entreprises numériques. Il complète la législation de l'UE en matière de concurrence, qui continue de s'appliquer pleinement. Il définit des critères clairs pour la désignation des contrôleurs d'accès — de grandes plateformes numériques telles que les moteurs de recherche, les boutiques d'applications et les services de messagerie. Depuis mars 2024, les contrôleurs d'accès (actuellement au nombre de sept) doivent respecter l'ensemble des obligations et des interdictions prévues par le règlement sur les marchés numériques afin d'empêcher qu'ils n'entravent la concurrence. Cela permettra aux petites entreprises d'avoir une réelle chance de faire face à la concurrence et aux consommateurs de bénéficier d'un plus grand choix et de prix plus équitables.

Comment l'UE a-t-elle appliqué le règlement sur les marchés numériques en 2024?

Désignation de nouveaux contrôleurs d'accès

→ Booking

Nombre total de contrôleurs d'accès: 7

Nouveaux services de plateforme essentiels (services offerts par les contrôleurs d'accès qui ont un poids important sur le marché numérique)

→ iPadOS d'Apple

Nombre total de services de plateforme essentiels: 24

Un contrôle accru pour les utilisateurs

→ Dialogues réglementaires avec les contrôleurs d'accès afin de veiller à ce qu'ils respectent le règlement sur les marchés numériques.

Les utilisateurs peuvent désormais:

- choisir leurs navigateurs et moteurs de recherche préférés sans être captifs de l'ensemble proposé par défaut par un contrôleur d'accès;
- utiliser des appareils sans être liés à d'autres services du même contrôleur d'accès;
- transférer plus facilement des données vers d'autres services.

Enquêtes et conclusions préliminaires

→ Six enquêtes pour non-respect (enquêtes formelles sur des violations des règles) ont été ouvertes.

→ Deux procédures en vue de préciser les obligations (processus visant à clarifier les obligations légales) ont été engagées.

→ Des conclusions préliminaires concernant d'éventuelles violations des règles ont été envoyées à:

- **Apple**, pour avoir empêché les développeurs d'applications d'informer les utilisateurs de l'existence d'options de paiement moins chères en dehors de son App Store;
- **Meta**, pour déterminer si son modèle «consentir ou payer» offre réellement aux utilisateurs un véritable choix lorsqu'ils refusent la collecte de données.

Deux outils de lancement d'alerte ont été mis en place en 2024, qui permettent à des particuliers de fournir des informations contribuant à détecter et à dénoncer les pratiques préjudiciables des plateformes, tout en les protégeant des

représailles. La transparence est essentielle pour accroître la confiance des consommateurs dans le marché numérique, en particulier en ce qui concerne les influenceurs en ligne et les plateformes de vente au détail.

Un examen (ou «balayage») des publications sur les médias sociaux a révélé que les influenceurs en ligne divulguent rarement la nature commerciale des contenus qu'ils produisent:

97 %

des influenceurs ont publié du contenu commercial, mais

seul 1 sur 5

a systématiquement indiqué qu'il s'agissait de publicité.

Les places de marché en ligne gagnent en popularité, mais il a été constaté qu'elles induisent les consommateurs en erreur sur les prix et les conditions. À la suite d'une action conjointe des autorités nationales de protection des consommateurs et de l'UE, plusieurs plateformes en ligne se sont engagées à améliorer leurs pratiques commerciales.

Les pratiques commerciales problématiques montrent qu'il est nécessaire d'améliorer la législation pour protéger les consommateurs en ligne. En octobre, une étude a mis en évidence des lacunes dans les règles de l'UE en matière de protection des consommateurs, notamment un manque de clarté des lois, des différences dans l'application des règles selon les pays et des insuffisances dans l'application de la législation. Les domaines précis devant faire l'objet d'améliorations seront examinés en détail en 2025.

Viagogo, une place de marché en ligne pour la vente de seconde main de billets pour des manifestations, s'est engagée à:

- mieux informer les consommateurs sur les conditions de revente des billets;
- cesser de faire pression sur les consommateurs au moyen de comptes à rebours destinés à précipiter leur achat.

Vinted, une place de marché en ligne pour la vente de biens d'occasion, a introduit des modifications afin de:

- fournir des informations plus claires sur le prix total des articles avant que les consommateurs ne finalisent leur achat;
- faire en sorte que les consommateurs sachent comment obtenir un remboursement si leur commande n'arrive pas ou si l'article est contrefait.

Temu, une place de marché en ligne, a été informée de pratiques constatées sur sa plateforme qui enfreignent la législation de l'UE en matière de protection des consommateurs, notamment des fausses remises, de la vente agressive, de faux avis, des informations trompeuses et de la ludification forcée. Il lui a été ordonné de s'aligner sur les règles de l'UE, et elle fait toujours l'objet d'une enquête.

Cybersécurité

Il est peu d'événements qui puissent davantage porter atteinte à la confiance des consommateurs, à la stabilité des marchés et à la crédibilité des institutions qu'une violation de données ou la cessation de services en ligne. La cybersécurité est donc devenue une préoccupation majeure pour tous.

La législation sur les mesures visant à atteindre un niveau élevé de cybersécurité commune dans tous les États membres (connue sous

le nom de «directive SRI 2») est entrée en vigueur en octobre. Elle prévoit des mesures juridiques tendant à renforcer le niveau global de cybersécurité dans l'UE et élargit le champ d'application des règles en la matière à des secteurs et entités critiques supplémentaires. Il s'agit notamment des secteurs des communications électroniques publiques, des services numériques, de la gestion des eaux usées et des déchets, de l'espace, des services postaux et de l'administration publique.

L'importance de la cybersécurité

96

L'UE EN 2024



71 %

des entreprises de l'UE considèrent que la cybersécurité est hautement prioritaire.



57 %

des entreprises de l'UE comptent au moins un salarié qui joue un rôle directement lié à la cybersécurité.

QUELLES COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE CYBERSÉCURITÉ SONT LES PLUS IMPORTANTES POUR LES ENTREPRISES DE L'UE?



25 %

des entreprises estiment que le plus important est de mettre en œuvre, dans la vie professionnelle, des pratiques ayant trait à des questions de protection des données et de respect de la vie privée.



20 %

des entreprises estiment que le plus important est de détecter et de résoudre les problèmes liés à la cybersécurité.



21 %

des entreprises estiment que le plus important est d'analyser, d'évaluer et d'examiner la sécurité des logiciels ou du matériel.



19 %

des entreprises estiment que le plus important est de mettre en œuvre des pratiques de gestion des risques en matière de cybersécurité et de veiller au respect des réglementations et des normes.

Source: Commission européenne, Eurobaromètre Flash 547, mai 2024.

L'UE est également parvenue à un accord politique sur des règles visant à améliorer la coopération entre les États membres et à renforcer leur capacité à détecter les cybermenaces, à s'y préparer et à y réagir (le règlement relatif à la cybersolidarité). Ces règles constitueront un tournant décisif en ce qui concerne la détection des cybermenaces, l'état de préparation et la réaction aux incidents à l'échelle de l'UE, l'accord provisoire prévoyant un système d'alerte en matière de cybersécurité, un mécanisme de réaction d'urgence et une certification pour les services de sécurité gérés.

De nouvelles règles visant à renforcer la cybersécurité dans les institutions de l'UE sont entrées en vigueur en janvier 2024. Elles fixent des lignes directrices claires à l'intention des institutions en ce qui concerne la mise en place de cadres internes de gestion des risques, de gouvernance et de contrôle en matière de cybersécurité. Ces mesures contribueront à prévenir les violations de données et les cyberattaques susceptibles de porter atteinte aux services publics, aux données à caractère personnel et à la confiance globale dans les systèmes numériques.

La sécurité doit également être intégrée à tous les produits numériques utilisés par les citoyens. Le règlement sur la cyberrésilience, adopté en octobre (et qui commencera à s'appliquer à partir de la fin de 2027), permettra d'y parvenir en garantissant des équipements et des logiciels plus sûrs. Les fabricants sont tenus de mettre en œuvre des mesures de sécurité pour tous les produits comportant des composants numériques, des smartphones aux machines à café. Les règles soulignent que des évaluations de la sécurité, la gestion des vulnérabilités et des mises à jour logicielles sont nécessaires tout au long du cycle de vie d'un produit.

En juin, un exercice de cybersécurité a permis de tester la préparation de l'UE à une cyberattaque à grande échelle en simulant une attaque contre le secteur de l'énergie. Il a été suivi de rapports et de recommandations sur la cybersécurité dans les télécommunications, l'électricité et les réseaux de communication. L'UE a adopté le premier schéma de certification de cybersécurité, qui définit des règles à l'échelle de l'UE pour la certification des produits dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) tout au long de leur cycle de vie. L'UE investit également plus de 210 millions d'euros pour renforcer la cyberdéfense et les capacités numériques dans toute l'Europe.

Gestion et protection des données dans l'UE

Les données sont le moteur de l'économie moderne, et tous les secteurs sont fondés sur la libre circulation de l'information. Cette connectivité ouvre des marchés mondiaux aux entreprises de toutes les tailles, mais entraîne également des difficultés en ce qui concerne la sécurité et l'équité de la gestion et du partage des données.

Une nouvelle législation est entrée en vigueur en janvier afin de rendre le partage des données dans l'UE plus transparent et plus accessible. Le règlement sur les données définit qui utilise les données et dans quelles conditions, en donnant aux entreprises un accès sécurisé aux données essentielles. Un meilleur accès aux données industrielles favorise la concurrence et l'innovation, en particulier pour les petites entreprises. Il leur permettra de développer de nouveaux produits et services et de faire concurrence aux grandes entreprises. Des actions en justice ont également été intentées en mai contre 18 États membres n'ayant pas mis en place des autorités appropriées pour contrôler l'application du règlement sur la gouvernance des données, qui établit des règles applicables au partage de données dans l'ensemble de l'UE.

D'autres ensembles de données publiques seront désormais mis à disposition et pourront être réutilisés grâce aux nouvelles règles qui ont commencé à s'appliquer en juin. Ces dernières s'appliquent à des ensembles de données de forte valeur contenant des informations sur six catégories thématiques, y compris les données géospatiales, l'observation de la Terre et la mobilité, et favoriseront l'innovation dans des domaines tels que l'IA. La création d'un espace européen des données de santé donnera aux citoyens un contrôle total sur leurs données de santé, tout en permettant l'utilisation de ces dernières à des fins de recherche et de santé publique dans des conditions strictes.

Potentiel de croissance de l'économie fondée sur les données de santé

5,5 milliards d'euros

d'économies réalisées sur dix ans dans l'UE grâce à l'amélioration de l'accès aux données de santé et de l'échange de ces données dans le domaine des soins de santé

20-30 %

de croissance supplémentaire du marché de la santé numérique

5,4 milliards d'euros

d'économies réalisées sur dix ans dans l'UE grâce à une meilleure utilisation des données de santé à des fins de recherche, d'innovation et d'élaboration des politiques

Dans un monde où le partage des données va croissant, la législation de l'UE en matière de protection des données — le règlement général sur la protection des données (RGPD) — garantit également que les progrès ne se font pas au détriment de la vie privée. Le RGPD reste la pierre angulaire de toutes les politiques numériques de l'UE portant sur les données à caractère personnel. Il permet aux personnes de contrôler leurs données à caractère personnel et de savoir qui y a accès. Le RGPD reste l'exemple à suivre pour les cadres de protection des données dans le monde. Cependant, le rapport 2024 sur l'application du RGPD a recensé certains points à améliorer, notamment le traitement des situations transfrontières. Cette question avait déjà été abordée par la proposition de règlement sur les règles de procédure du RGPD, qui vise à rationaliser la coopération entre les autorités chargées de la protection des données lors de l'application du RGPD dans les situations transfrontières.

L'importance du RGPD s'étend également au-delà de l'UE. Alors que les entreprises s'appuient de plus en plus sur des flux transfrontières de données, le RGPD offre des outils permettant de protéger les données à caractère personnel, même lorsque ces dernières quittent l'UE, et peut même restreindre les transferts vers des pays dont les normes sont moins strictes. L'un des mécanismes pour garantir que les données bénéficient du même niveau de protection en dehors de l'UE réside dans les décisions d'adéquation, qui reconnaissent les pays tiers qui assurent une protection adéquate des données. À ce jour, 16 décisions d'adéquation ont été adoptées et elles font l'objet d'un réexamen périodique. Après un réexamen en janvier 2024, l'UE a confirmé que les données pouvaient continuer à circuler librement vers 11 pays et territoires partenaires.

Sur la base d'une nouvelle décision d'adéquation concernant le cadre de protection des données UE - États-Unis, les données à caractère personnel peuvent circuler en toute sécurité de l'UE vers les entreprises américaines sans qu'il soit nécessaire de mettre en place des garanties supplémentaires en matière de protection des données. Elle donne également aux citoyens de l'UE le droit de saisir une nouvelle juridiction créée pour statuer sur les plaintes de l'UE concernant les activités des services de renseignement des États-Unis. Le rapport d'évaluation d'octobre 2024 sur le cadre de protection des données a confirmé que les autorités américaines avaient mis en place les structures et les procédures nécessaires pour garantir le bon fonctionnement du cadre. Ces garanties protègent les données lors de tous les transferts transatlantiques, y compris ceux effectués dans le cadre d'accords d'entreprise ou de politiques internes.

Services publics numériques

Les services publics et privés sont de plus en plus numériques, mais la protection de la vie privée et la sécurité en ligne ne sont pas toujours conformes au niveau requis, ce qui rend les particuliers vulnérables à l'usurpation d'identité et au profilage indésirable. De nouvelles règles sont entrées en vigueur en mai, ouvrant la voie à la mise en place d'un portefeuille européen d'identité numérique personnel pour tous les citoyens et résidents de l'UE d'ici à 2026. Cela permettra de faciliter et de sécuriser les tâches quotidiennes. Les utilisateurs seront en mesure de prouver leur identité de manière sûre, d'échanger des documents numériques tels que des prescriptions numériques et d'effectuer des paiements — le tout au moyen d'une seule application. Les utilisateurs conserveront le plein contrôle de leurs données à caractère personnel.

L'UE élabore actuellement des lignes directrices juridiques afin de faire en sorte que les portefeuilles répondent aux normes de sécurité les plus élevées et fonctionnent sans solution de continuité dans l'ensemble de l'UE. En novembre, cinq règlements d'exécution ont été adoptés, qui établissent des règles relatives aux fonctions essentielles et à la certification des portefeuilles.



↑

VIDÉO: Familiarisez-vous avec le portefeuille européen d'identité numérique.

Le système juridique actuel de l'UE, fondé sur le support papier, rend le traitement des questions transfrontières complexe et coûteux. Pour résoudre ce problème, un système en ligne sera mis en place dans tous les États membres pour gérer les questions juridiques. Qu'il s'agisse de successions ou de contrats commerciaux, les particuliers et les entreprises pourront présenter des documents, communiquer avec les juridictions, assister aux audiences et payer les frais — le tout par voie électronique.

Grâce au système de partage des données à l'échelle de l'UE, il est désormais plus facile pour les citoyens d'étudier, de déménager, de travailler, de prendre leur retraite ou de faire des affaires dans l'ensemble de l'UE. Les autorités de différents États membres peuvent se communiquer des documents à la demande du citoyen, de sorte qu'elles n'ont plus besoin de fournir les mêmes informations à plusieurs reprises. Ce système sera intégré au portail numérique unique, qui relie les portails nationaux afin de fournir des informations, des services en ligne et un soutien aux citoyens et aux entreprises dans tous les États membres. En 2024, il est devenu possible pour les États membres de fournir des informations actualisées et fiables sur les procédures nationales d'autorisation des projets industriels «zéro net» sur le portail Your Europe, afin de permettre aux entreprises de gagner du temps lorsqu'elles demandent des permis.

Compétences numériques

Pour accéder aux services publics en ligne, étudier, travailler, communiquer et trouver des informations fiables, les citoyens de l'UE doivent disposer de compétences numériques. Seules 56 % des personnes âgées de 16 à 74 ans dans l'UE possèdent au moins des compétences numériques de base.

Pour améliorer cette situation, l'UE s'est fixé pour objectifs que 80 % des adultes soient en mesure d'utiliser la technologie pour effectuer des tâches quotidiennes et que 20 millions de personnes soient employées dans le domaine de la technologie d'ici à 2030, l'accent étant mis sur l'intégration d'un plus grand nombre de femmes dans ce domaine. La nouvelle initiative Women TechEU est essentielle à cet égard. Elle offre aux femmes qui dirigent de jeunes entreprises technologiques un mentorat, un accompagnement et un soutien financier afin de contribuer à la croissance de leur entreprise.

Comment l'UE a-t-elle favorisé le développement des compétences en 2024?

RÉCOMPENSES

→ Les prix européens des compétences numériques 2024 ont récompensé des projets permettant de doter les citoyens de compétences numériques dans les catégories suivantes:

- l'éducation;
- le perfectionnement professionnel sur le lieu de travail;
- l'inclusion;
- les femmes dans le domaine de la technologie;
- la cybersécurité.

ÉDUCATION

→ L'examen à mi-parcours du plan d'action en matière d'éducation numérique 2021-2027, la stratégie de l'UE pour une éducation numérique de qualité, inclusive et accessible, a été publié.

→ La Semaine européenne du code a proposé des ateliers et des événements qui rendent le codage accessible et amusant.

→ Des diplômes de licence, de master et de doctorat ont été développés dans les domaines numériques.

→ L'académie des compétences en matière de cybersécurité a été mise à jour afin de faire en sorte qu'il s'agisse d'une ressource complète et actualisée pour les utilisateurs.

→ Des financements ont permis à la plateforme pour les compétences et les emplois numériques de soutenir les efforts nationaux en matière de compétences numériques.

→ Le projet «Girls Go Circular» de l'Institut européen d'innovation et de technologie a permis de doter 40 000 jeunes femmes de compétences numériques et entrepreneuriales, avec trois ans d'avance sur le calendrier prévu.

OUTILS

→ Le cadre des compétences numériques pour les citoyens est un outil qui recense les compétences numériques clés dans cinq domaines, en rapport avec 21 compétences spécifiques.

→ Selfie est un outil en ligne gratuit qui aide les établissements d'enseignement et de formation professionnels et les entreprises à intégrer les technologies numériques.

→ L'instrument d'appui technique est un programme de l'UE qui aide les États membres à accélérer leur transformation numérique, en particulier dans le domaine des soins de santé et de l'éducation. En 2024, l'instrument a permis à l'Estonie, à l'Espagne, à l'Italie et à la Roumanie d'élaborer des programmes et des stratégies de formation visant à améliorer les compétences numériques dans ces secteurs clés, en mettant l'accent sur des projets tels que:

- la mise en œuvre du dossier médical électronique;
- l'amélioration des compétences numériques des enseignants et des étudiants.

→ Women4Cyber est un réseau qui vise à attirer davantage de femmes dans le domaine de la cybersécurité.

L'espace européen commun des données relatives aux compétences, lancé en 2024, permettra le partage de données relatives aux compétences et l'accès à ces données. Les données peuvent être utilisées à diverses fins, telles que l'analyse des tendances, l'élaboration de stratégies et le développement de nouvelles applications, tout en donnant la priorité à l'éthique, à la diversité et à la protection des données.



↑ Des élèves acquièrent des compétences numériques dans les locaux d'une ONG qui vient en aide à des enfants porteurs d'un handicap, Bologne (Italie), 23 octobre 2024.

Espace

La politique spatiale stimule l'innovation, renforce la sécurité et alimente la croissance économique dans de nombreux secteurs. Reconnaisant ces effets positifs de grande portée, l'UE a déployé de nouveaux programmes et élargi les programmes existants en 2024.

La mise en place du centre d'échange et d'analyse d'informations de l'UE dans le domaine spatial, une plateforme au sein de laquelle des experts des gouvernements et de l'industrie peuvent collaborer sur les questions de sécurité spatiale (voir également le chapitre 7), a joué un rôle crucial dans cet effort. Une stratégie détaillée pour les entreprises aérospatiales a également été publiée, décrivant les étapes vers une industrie plus verte et plus avancée sur le plan technologique.

Bien que les satellites orbitent loin au-dessus de nous, leurs effets sont plus proches que nous ne le pensons. Depuis les smartphones dans nos poches jusqu'aux avions dans le ciel, ces sentinelles en orbite maintiennent notre monde connecté et lui permettent de progresser.



Galileo, le système de navigation de l'UE, a accueilli quatre nouveaux satellites dans sa constellation en 2024. Cette expansion a permis d'améliorer la précision pour les secteurs qui dépendent des données satellitaires, qui sous-tendent désormais 10 % de l'économie de l'UE.



VIDÉO: Que faut-il savoir sur Galileo?



Sentinel-1C et Sentinel-2C, les derniers ajouts au programme Copernicus, ont pris leurs fonctions de surveillance et sont prêts à alerter les autorités en cas de catastrophes et de menaces environnementales, permettant des réactions d'urgence plus rapides et plus précises.



VIDÉO: À propos du satellite Copernicus Sentinel-2C — le dernier ajout à la famille de satellites de l'UE.

IRIS² (infrastructure pour la résilience, l'interconnexion et la sécurité par satellite), le réseau satellitaire sécurisé de l'UE, offre une communication sécurisée pour des tâches telles que le contrôle aux frontières et la gestion des crises, tout en contribuant à offrir un internet à haut débit dans les zones reculées et à renforcer la sécurité numérique de l'Europe.



CHAPITRE 6

Construire une Europe équitable et sociale

Introduction

Ces dernières années, face aux défis mondiaux tels que la pandémie de COVID-19, la crise du coût de la vie, le changement climatique et la transition numérique, l'Union européenne (UE) a redoublé d'efforts pour protéger les personnes et les communautés et leur donner les moyens d'agir. En 2024, ses travaux visant à améliorer les conditions de vie et de travail pour tous se sont poursuivis. Alors que l'Année européenne des compétences se clôturait avec succès, la Commission européenne a présenté un nouveau plan d'action visant à remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences, soutenant ainsi la croissance durable et inclusive de l'UE

et garantissant sa compétitivité. L'UE a continué de soutenir de nouvelles mesures afin que les travailleurs puissent jouir de leurs droits sociaux. Par exemple, de nouvelles règles commencent à garantir que les travailleurs sont protégés par des salaires minimaux adéquats, tandis que de nouveaux droits et de nouvelles protections amélioreront les conditions pour les travailleurs de l'économie à la demande. En outre, l'UE a approuvé une législation novatrice visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes et a introduit de nouvelles cartes qui faciliteront les déplacements des personnes handicapées.

Une économie juste et compétitive pour les transitions écologique et numérique

L'UE a défini une approche ambitieuse vers une Europe juste et inclusive qui protège ses citoyens et ouvre des perspectives. Ses politiques visent à améliorer les conditions de vie et de travail pour tous dans l'UE en promouvant des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, les compétences, l'égalité, ainsi que la protection et l'inclusion sociales.

Les 20 principes du socle européen des droits sociaux — et le plan d'action sur le socle européen des droits sociaux, qui transformera ces principes en mesures concrètes — guident les politiques de l'UE et des États membres dans ces domaines clés. Lors d'une conférence de haut niveau organisée en avril à La Hulpe (Belgique), l'UE, ses partenaires sociaux et les organisations de la société civile ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une Europe sociale plus forte en signant une déclaration réaffirmant que le socle constituait le cadre directeur des politiques sociales de l'UE. La déclaration de La Hulpe sur l'avenir du socle européen des droits sociaux se félicite également du réexamen prochain, en 2025, du plan d'action connexe. Ce réexamen servira également de base à de nouvelles actions visant à atteindre les grands objectifs de l'UE et des États membres pour 2030 en matière d'emploi, de compétences et de réduction de la pauvreté.

Les progrès accomplis au niveau de l'UE et au niveau national dans la réalisation des objectifs font l'objet d'un suivi détaillé dans le «rapport conjoint sur l'emploi» annuel. Le dernier rapport montre que l'UE est en bonne voie pour atteindre son objectif en matière d'emploi à la suite d'une reprise génératrice d'emplois. Toutefois, des progrès importants doivent encore être accomplis pour atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté, dont la réalisation a progressé légèrement, même face aux différentes crises qui se sont produites ces dernières années, et notamment en dépit d'une inflation élevée. Des progrès supplémentaires sont également nécessaires en matière d'éducation et de formation des adultes, les effets des efforts déployés par l'UE dans ce domaine devant encore se faire sentir dans la plupart des États membres.

Trois objectifs à l'échelle de l'UE

Le pourcentage de la population âgée de 20 à 64 ans ayant un emploi devrait atteindre au moins 78 % d'ici à 2030.

Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année d'ici à 2030.

Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions à l'horizon 2030.

Le sans-abrisme est l'une des formes les plus extrêmes d'exclusion sociale et il touche tous les États membres. En février, une conférence ministérielle informelle a réuni des représentants des États membres et du Parlement européen, ainsi que des experts et des associations qui luttent activement contre le sans-abrisme. Les délégués ont manifesté leur soutien à la plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme et se sont félicités du travail accompli jusqu'alors. Ils ont souligné la nécessité d'accroître les efforts, l'engagement politique et les ressources consacrés à la lutte contre le sans-abrisme, dans le but d'atteindre l'objectif de la déclaration de Lisbonne consistant à œuvrer à l'élimination du sans-abrisme d'ici à 2030. Les conclusions de la conférence transparaissent dans la déclaration de La Hulpe.

De nombreux projets complétant les travaux de la plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme et soutenus par l'UE ont été lancés en 2024, dont le recensement européen du sans-abrisme, la boîte à outils de l'OCDE pour lutter contre le sans-abrisme et quatre projets pilotes visant à lutter contre le sans-abrisme.



Nicolas Schmit, alors commissaire européen chargé de l'emploi et des droits sociaux (à l'avant-plan, quatrième à partir de la droite), aux côtés de ministres et de délégués lors de la conférence «Vers zéro sans-abrisme», palais Egmont, Bruxelles (Belgique), 9 février 2024.





Assurer la transition vers une société de la longévité

Les Européens vivant plus longtemps et en meilleure santé, les politiques européennes et nationales doivent être tournées vers l'avenir afin de donner aux personnes de tous âges les moyens d'agir et de garantir le bien-être des générations futures. Cela implique de concevoir des politiques qui encouragent le vieillissement actif et en bonne santé et qui ont une incidence positive sur la manière dont les Européens vieillissent. Sur la base des conclusions du [rapport 2024 sur le vieillissement](#) et du [rapport 2024 sur l'adéquation des retraites](#), des experts et des parties prenantes se sont réunis pour réfléchir aux principaux défis de la longévité en Europe. Les participants ont noté que de nouvelles réformes seraient nécessaires pour garantir une protection adéquate et durable des personnes âgées et pour lutter contre les inégalités socio-économiques et de genre chez les personnes âgées. L'investissement dans un vieillissement actif et en bonne santé, la prolongation de la vie active et le soutien à des formules de travail adaptées et flexibles feront partie de la solution, parallèlement à des systèmes de retraite et de soins de longue durée efficaces et efficients.

↑
Dubravka Šuica, alors vice-présidente de la Commission européenne chargée de la démocratie et de la démographie, prononce un discours liminaire lors de la conférence de haut niveau intitulée «Piloter l'avenir: défis et opportunités de la longévité en Europe», Bruxelles (Belgique), 27 juin 2024.

Remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences

Les pénuries de main-d'œuvre et de compétences s'aggravent dans tous les États membres depuis près d'une décennie. Cela s'explique en grande partie par l'évolution démographique et la demande croissante de compétences dans le cadre des transitions écologique et numérique, ainsi que par les mauvaises conditions de travail dans certaines professions et certains secteurs. La Commission a recensé plus de 40 professions dans différents secteurs qui connaissent des pénuries à l'échelle de l'UE, avec certaines différences d'un État membre à l'autre. Il est essentiel de remédier à ces pénuries pour accroître la capacité d'innovation de l'UE, libérer son potentiel de croissance, stimuler sa compétitivité, favoriser la création d'emplois de qualité et accroître la résilience économique et sociale.

D'ici à 2030, 3,5 millions de nouveaux emplois devraient être créés dans le secteur des énergies renouvelables.

Près des deux tiers (63 %) des petites et moyennes entreprises ne trouvent pas les talents dont elles ont besoin.

42 professions connaissent des pénuries à l'échelle de l'UE.

Pour relever ce défi, la Commission a présenté en mars un [plan d'action](#), élaboré en étroite coopération avec ses partenaires sociaux, qui, étant les plus proches du marché du travail, jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre de solutions pour relever ces défis. Le plan fournit un cadre global pour remédier aux pénuries dans cinq grands domaines d'action au niveau de l'UE, au niveau national et au niveau des partenaires sociaux.

Plan d'action sur les pénuries de main-d'œuvre et de compétences dans l'UE

- 1 Aider les groupes sous-représentés à devenir plus actifs sur le marché du travail.
- 2 Apporter un soutien au développement des compétences, de la formation et de l'enseignement.
- 3 Améliorer les conditions de travail.
- 4 Renforcer la mobilité équitable des travailleurs et des apprenants dans l'ensemble de l'UE.
- 5 Attirer des talents issus de pays tiers.

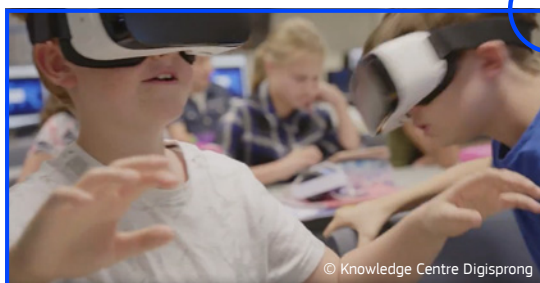
La mise en œuvre du plan d'action sera essentielle pour atteindre les grands objectifs de l'UE en matière d'emploi et de compétences d'ici à 2030. Le plan s'appuie sur les nombreuses mesures d'action et de financement déjà en place au niveau de l'UE, telles que le pacte pour les compétences. Les partenariats pour les compétences se sont engagés à offrir des possibilités de reconversion et de perfectionnement professionnels à plus de 25 millions de personnes en âge de travailler dans l'ensemble de l'UE d'ici à 2030. En outre, depuis son lancement en 2020, les membres du pacte pour les compétences ont investi ensemble plus de 150 millions d'euros dans des activités de perfectionnement et de reconversion professionnels. Par ailleurs, l'UE investit environ 65 milliards d'euros dans des programmes de développement des compétences, principalement au titre de la facilité pour la reprise et la résilience (voir le chapitre 3) et du Fonds social européen plus.

L'Année européenne des compétences, qui s'est déroulée du 9 mai 2023 au 8 mai 2024, a donné un nouvel élan à l'apprentissage tout au long de la vie en plaçant les compétences sur le devant de la scène et en contribuant à mettre en adéquation les aspirations et les compétences des citoyens avec les possibilités offertes sur le marché du travail. Les efforts de communication locaux ont touché des millions de personnes, contribuant ainsi à une sensibilisation significative aux politiques de l'UE en matière de compétences.



↑
VIDÉO: L'Année européenne des compétences — ouvrir la voie à une main-d'œuvre plus qualifiée.

L'Académie du nouveau Bauhaus européen, qui vise à renforcer les compétences en matière de durabilité dans le secteur de la construction, a été lancée en avril. L'Académie combinera les valeurs de durabilité, d'esthétique et d'inclusion, et soutiendra la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe. Au cours des deux prochaines années, elle réunira des professionnels de l'éducation et de la formation, et mettra en relation cinq pôles locaux et régionaux dans toute l'Europe.



Soutien aux États membres

L'instrument d'appui technique de l'UE aide 12 États membres à mener leurs réformes dans le domaine des compétences. Le soutien fourni va de l'aide à la conception d'un programme d'études fondé sur les compétences à l'élaboration de microcertifications (qui certifient les acquis d'expériences d'apprentissage à court terme) en passant par l'intégration des enfants réfugiés dans le système éducatif.

Exemple de projet

L'instrument a soutenu un projet de deux ans en Belgique visant à aider les écoles à utiliser efficacement les technologies de l'information et de la communication (TIC) à des fins d'apprentissage et d'enseignement. L'objectif était de permettre aux écoles de développer des approches en équipe en matière de coordination des TIC et d'éducation numérique.

↑
VIDÉO: Transformation numérique dans le système éducatif flamand.

L'Année européenne des compétences en chiffres



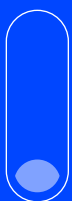
L'Année européenne des compétences — changer les mentalités

CONNAISSENT
MIEUX LES
POLITIQUES DE
L'UE EN MATIÈRE
DE COMPÉTENCES



26 %
Février 2023

SONT PLUS
DISPOSÉS
À SUIVRE UNE
FORMATION



19 %
n'ont pas vu
d'initiatives
relatives à l'Année
des compétences

AFFIRMENT
QUE L'ANNÉE
EUROPÉENNE A EU
UNE INCIDENCE
SUR LEUR VIE



35 %
n'ont pas vu
d'initiatives
relatives à l'Année
des compétences



53 %
Décembre 2023



64 %
ont vu des
initiatives
relatives à l'Année
des compétences



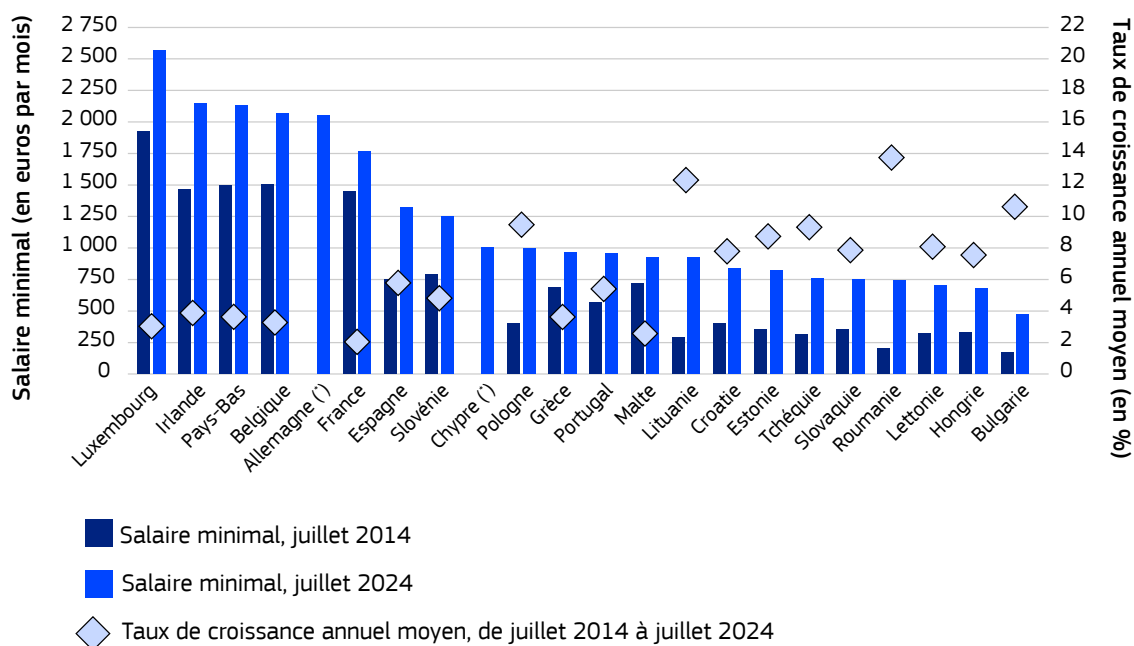
72 %
ont vu des
initiatives
relatives à l'Année
des compétences

Soutenir les travailleurs

Les nouvelles règles visant à faire en sorte que les salaires minimaux nationaux garantissent un niveau de vie décent aux travailleurs devaient être intégrées dans la législation nationale au plus tard le 15 novembre. La majeure partie des États membres ont informé la Commission qu'ils l'avaient fait. La mise en œuvre de la directive relative à des salaires minimaux adéquats contribuera à l'amélioration des conditions de vie et de travail en renforçant l'adéquation des salaires minimaux légaux et en favorisant la négociation collective des salaires. Elle améliorera

également l'accès des travailleurs à la protection offerte par des salaires minimaux grâce à de meilleurs mécanismes d'application, d'information et de recours. La directive a déjà commencé à avoir des effets positifs, puisqu'elle a suscité des débats au niveau national concernant l'adéquation des salaires minimaux. En conséquence, ces deux dernières années, les salaires minimaux légaux ont connu une nette augmentation dans la plupart des États membres, contribuant à compenser l'incidence de l'inflation élevée sur le pouvoir d'achat des travailleurs à bas salaire.

Salaire minimal dans l'ensemble de l'UE (2014-2024)



NB: Le Danemark, l'Italie, l'Autriche, la Finlande et la Suède n'ont pas de salaire minimal légal.

(*) Données de 2014 et taux de variation annuel moyen non disponibles.

En juillet 2024, le salaire minimal dans les États membres de l'UE allait de 477 euros par mois en Bulgarie à 2 571 euros par mois au Luxembourg.

Source: Eurostat, «Minimum wage statistics», juillet 2024.

L'UE a établi de nouvelles règles en 2024 pour améliorer les conditions de travail de 28 millions de travailleurs de plateformes dans l'UE. La directive sur le travail via une plateforme garantira la classification correcte du statut professionnel des personnes travaillant par l'intermédiaire de plateformes de travail numériques. Une fois reclassés, les travailleurs de plateformes pourront bénéficier des droits du travail et des prestations sociales auxquels ils ont droit. Les nouvelles règles favorisent également une transparence et une responsabilité accrues en ce qui concerne les systèmes automatisés qui soutiennent ou remplacent des fonctions d'encadrement au travail, y compris le droit de contester les décisions fondées sur des algorithmes. Les États membres disposent d'un délai de deux ans pour transposer ces règles dans leur droit national.

En outre, les efforts visant à renforcer les organismes représentant les travailleurs européens dans les entreprises multinationales ont progressé en 2024. Une nouvelle proposition de révision des règles actuelles vise à renforcer le rôle des comités d'entreprise européens, qui consultent les travailleurs et les tiennent informés des décisions susceptibles d'avoir une incidence sur leur emploi ou leurs conditions de travail. L'objectif est de faciliter la mise en place de ces organismes, de parvenir à un meilleur équilibre entre les hommes et les femmes en leur sein, et de veiller à ce que les travailleurs soient consultés avant que les décisions ne soient prises.

Le télétravail est devenu très répandu, en particulier depuis la pandémie de COVID-19. D'après l'enquête de l'UE sur les forces de travail, la proportion globale de salariés travaillant à domicile dans l'UE a plus que doublé ces dernières années, passant de 11,1 % en 2019 à 22,4 % en 2023. Dans le même temps, une plus grande attention a été accordée à l'incidence d'une culture de la connexion permanente sur la santé mentale des travailleurs. En mars, une consultation en deux phases a été lancée avec les partenaires sociaux sur le télétravail équitable et le droit à la déconnexion.

On estime qu'il y a environ **3,1 millions** de stagiaires dans l'UE. Des stages de qualité peuvent aider les jeunes à acquérir une expérience professionnelle pratique ainsi que de nouvelles compétences, tout en permettant aux employeurs d'attirer, de former et de retenir du personnel. En mars, la Commission a présenté une initiative visant à améliorer les conditions de travail des stagiaires dans l'UE, y compris en ce qui concerne la rémunération, le caractère inclusif et la qualité des stages. Outre la révision de l'actuel cadre de qualité pour les stages afin de traiter des questions telles que la rémunération équitable et l'accès à la protection sociale, elle propose également des mesures législatives visant à améliorer les conditions de travail des stagiaires et à lutter contre les emplois déguisés en stages.

Afin de soutenir davantage le marché du travail, l'UE a mis en place, par l'intermédiaire du Fonds social européen plus, de nouveaux financements d'un montant de 23 millions d'euros en faveur de projets innovants visant à réduire le chômage de longue durée et à aider les personnes à trouver un emploi. Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation en faveur des travailleurs licenciés a également apporté un soutien à près de 1 600 travailleurs licenciés en Belgique, au Danemark et en Allemagne.



88 %

des citoyens de l'UE considèrent qu'une Europe sociale est importante pour eux personnellement.



60 %

ont connaissance d'au moins une initiative clé récente de l'UE visant à renforcer l'Europe sociale.

49 % Directive relative aux salaires minimaux

38 % Directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée

37 % Fonds social européen plus

33 % Garantie pour l'enfance

30 % Directive sur le travail via une plateforme

29 % Stratégie en matière de compétences

Source: Commission européenne, Eurobaromètre spécial 546, avril 2024.

Renforcer le dialogue social

Les partenaires sociaux — les organisations représentant les intérêts des travailleurs et des employeurs de l'UE — jouent un rôle important dans l'amélioration des conditions de travail et de la productivité, dans le renforcement de la compétitivité des entreprises de l'UE et dans la stimulation de la prospérité et de la résilience de l'UE. Ce rôle revêt une importance toute particulière compte tenu des changements induits par les nouvelles technologies et de la nécessité d'une transition équitable vers la neutralité climatique. Lors d'une réunion en janvier à Val Duchesse, à Bruxelles (Belgique), l'UE et ses partenaires sociaux sont convenus de renouveler leur engagement à renforcer le dialogue social au niveau de l'UE et à unir leurs forces pour relever les principaux défis auxquels sont confrontés les économies et les marchés du travail européens. Les partenaires sociaux ont également discuté des défis liés au marché du travail lors du sommet social tripartite qui s'est tenu en mars.



Alexander De Croo, alors Premier ministre belge (à l'avant-plan, à gauche), et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à l'avant-plan, à droite), signant la déclaration tripartite pour un dialogue social européen dynamique, Val Duchesse, Bruxelles (Belgique), 31 janvier 2024.



Éducation, formation et apprentissage tout au long de la vie

Espace européen de l'éducation

L'espace européen de l'éducation est la principale stratégie de l'UE sur l'action à mener en matière d'éducation visant à aider les États membres à collaborer pour mettre en place des systèmes d'éducation et de formation plus inclusifs et résilients. Elle a pour but de supprimer les obstacles à l'apprentissage et d'améliorer l'accès de tous à une éducation, à une formation et à un apprentissage tout au long de la vie inclusifs et de qualité. Dans le cadre de cette vision, l'UE a lancé une initiative visant à établir des alliances entre les établissements d'enseignement supérieur de toute l'Europe.

Au cours des cinq dernières années, l'initiative «Universités européennes», financée par Erasmus+, n'a cessé de se renforcer. Avec l'ajout de 14 nouvelles alliances, rejoignant les 50 précédemment sélectionnées, cette initiative a atteint l'objectif d'au moins 60 alliances «universités européennes», auxquelles plus de 500 universités participaient à la mi-2024. En travaillant ensemble et en mettant en commun des ressources, les établissements d'enseignement supérieur peuvent proposer des programmes innovants et les compétences de pointe nécessaires aux transitions écologique et numérique dans l'ensemble de l'UE. Les universités pourront proposer des programmes de diplômes communs attrayants et compétitifs, et attirer et retenir des talents du monde entier.



↑
VIDÉO: L'initiative «Universités européennes».



À la suite de la campagne menée par le secteur de l'enseignement supérieur, y compris par de nombreuses alliances «universités européennes», en faveur d'une augmentation du nombre de programmes communs, la Commission a proposé une voie concrète de coopération entre les États membres et le secteur en vue de la création d'un diplôme européen. Le schéma directeur pour un nouveau type de programme, mis en œuvre au niveau national, régional ou institutionnel, s'appuie sur 6 projets impliquant plus de 140 établissements d'enseignement supérieur de toute l'UE. Cette vision de la manière de faire du diplôme européen une réalité a été présentée parallèlement à deux propositions de recommandations du Conseil visant à soutenir le secteur de l'enseignement supérieur. La première a pour but d'améliorer les processus d'assurance de la qualité et la reconnaissance automatique des qualifications dans l'enseignement supérieur, tandis que la seconde vise à rendre les carrières universitaires plus attrayantes et plus durables.

↑
Iliana Ivanova, alors commissaire européenne chargée de l'innovation, de la recherche, de la culture, de l'éducation et de la jeunesse, s'exprimant lors d'une conférence de presse sur le paquet «enseignement supérieur», Bruxelles (Belgique), 27 mars 2024.

Mobilité à des fins d'apprentissage

Une période d'études, de formation ou de travail à l'étranger apporte de nombreux avantages, tels que le renforcement des compétences de communication et interculturelles. Afin d'améliorer les possibilités d'apprentissage à l'étranger pour tous, de nouveaux objectifs ont été fixés au niveau de l'UE.

Passer du temps dans un autre État membre offre également l'occasion d'améliorer les compétences linguistiques existantes ou d'apprendre une nouvelle langue. La diversité linguistique est encouragée par des projets financés par les programmes Erasmus+ et «Europe créative». Une enquête de 2024 a révélé que, dans l'ensemble, les Européens ont une attitude positive à l'égard du multilinguisme et de l'apprentissage des langues.

Nouveaux objectifs en matière de mobilité à des fins d'apprentissage

- Au moins **23 %** des diplômés de l'enseignement supérieur devraient avoir une expérience d'apprentissage à l'étranger d'ici à 2030.
- Au moins **12 %** des apprenants de l'enseignement et de la formation professionnels devraient bénéficier d'une expérience d'apprentissage à l'étranger d'ici à 2030.
- Au moins **20 %** de tous les apprenants bénéficiant d'une mobilité à des fins d'apprentissage à l'étranger d'ici à 2027 devraient être des personnes moins favorisées.

Les Européens et leurs langues



86 % des citoyens de l'UE estiment que toute personne vivant dans l'UE devrait pouvoir parler au moins une autre langue.



76 % pensent que l'amélioration des compétences linguistiques devrait être une priorité de l'action publique.



84 % considèrent que les langues régionales et minoritaires devraient être protégées.



3 sur 5 peuvent avoir une conversation dans au moins une autre langue (et même 4 sur 5 parmi les jeunes).

Source: Commission européenne, Eurobaromètre spécial 540, mai 2024.

L'UE collabore également avec les gouvernements pour rendre l'enseignement supérieur européen plus inclusif et plus accessible dans le cadre du processus de Bologne, qui réunit les pays appartenant à l'espace européen de l'enseignement supérieur et la Commission. En mai, 47 représentants des ministères de l'enseignement supérieur et de l'UE ont réaffirmé leur volonté de soutenir la mobilité des étudiants et du personnel. Dans le communiqué de Tirana, ils ont fait le point sur la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et fixé les orientations pour la période 2025-2027. Ils se sont également mis d'accord sur des engagements actualisés concernant la suppression des obstacles à la mobilité à des fins d'apprentissage, l'internationalisation de l'enseignement supérieur et l'éducation de qualité, en garantissant des liens étroits avec les initiatives phares de l'UE telles que l'initiative «Universités européennes» et le schéma directeur pour un diplôme européen.

Erasmus+

Le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport

- **37 ans d'Erasmus+**
- **Plus de 16 millions de participants à des projets de mobilité à des fins d'apprentissage**
- **Plus de 900 000 organisations y ont participé depuis 2014**
- **Budget 2024: 4,65 milliards d'euros**



L'année 2024 a marqué le 20^e anniversaire d'Erasmus Mundus, l'initiative de coopération européenne dans le domaine de l'enseignement supérieur financée par le programme Erasmus+ qui soutient la création de masters internationaux communs. Depuis son lancement, près de 50 000 étudiants de 179 pays ont participé à des programmes de master Erasmus Mundus. Plus de 34 000 étudiants ont reçu une bourse de l'UE. Les réalisations du programme et ses contributions au développement de la dimension internationale d'Erasmus+ ont été célébrées lors d'une conférence en mai.

Soutenir la recherche et l'innovation

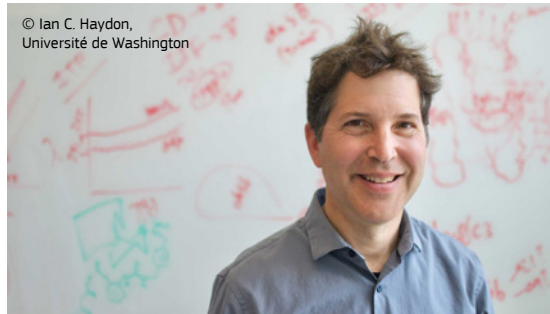
L'année 2024 a marqué le 40^e anniversaire du lancement du premier programme de financement de l'UE consacré à la recherche et à l'innovation. Depuis 1984, l'UE a investi plus de 280 milliards d'euros dans la science, la recherche et l'innovation, fournissant plus de 120 000 subventions à environ 75 000 bénéficiaires. Ce financement a permis de créer des emplois de qualité, de soutenir les entreprises innovantes et de renforcer la compétitivité et le leadership technologique de l'UE. Au cours des quatre dernières décennies, l'UE a accru ses investissements dans le domaine de la recherche et de l'innovation, et a élargi son champ d'action afin de relever les défis mondiaux, d'exploiter le potentiel de la technologie et de répondre à l'évolution des besoins de la société. Les fruits de ces travaux ont également été reconnus par l'attribution de plus de 30 prix Nobel à des chercheurs financés par l'UE.

➔ [VIDÉO](#): Célébrer 40 ans de recherche et d'innovation.

➔ [David Baker](#), l'un des lauréats du prix Nobel 2024.



«Le soutien des programmes-cadres de recherche de l'UE a été très important pour moi tout au long de ma carrière, dès les débuts en Suède, me permettant de constituer un groupe de recherche, d'acheter le matériel de laboratoire nécessaire et d'explorer des idées innovantes.»
Anne L'Huillier, lauréate du prix Nobel de physique 2023.



© Ian C. Haydon, Université de Washington

David Baker, qui a bénéficié d'un financement au titre des actions Marie Skłodowska-Curie de l'UE, s'est vu décerner le prix Nobel de chimie 2024 «pour la conception computationnelle de protéines», aux côtés de Demis Hassabis et de John M. Jumper «pour la prédiction de la structure des protéines». Il rejoint la prestigieuse liste de 18 boursiers, scientifiques et superviseurs du programme qui ont reçu un prix Nobel depuis 2010.

Horizon 2020

Le rapport d'évaluation final sur Horizon 2020, le programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation, qui a été en vigueur de 2014 à 2020, montre que les investissements dans la recherche et l'innovation sont très rentables. Selon le rapport, Horizon 2020 a contribué de façon majeure à la construction d'une société et d'une économie européennes ancrées dans la connaissance et l'innovation, et a apporté aux citoyens européens des avantages allant bien au-delà de ce qui aurait pu être obtenu au niveau national ou régional. Le programme a financé des solutions concrètes — allant des nouveaux moyens de transport alimentés à l'hydrogène à la micro- et nanoélectronique en passant par les vaccins à ARNm — et a apporté une contribution décisive à la science du climat. Chaque euro dépensé en lien avec le programme se traduira en fin de compte par 5 euros d'avantages pour les citoyens de l'UE d'ici à 2040, ce qui démontre le très bon rapport coût/résultats que l'investissement dans la recherche et l'innovation représente pour la société européenne.

Horizon 2020 en chiffres



BUDGET:

**80 milliards
d'euros**



PROJETS FINANCÉS:

35 000

Contribution à une hausse de 20 % de la croissance de l'emploi dans l'ensemble de l'UE

Horizon Europe

Une nouveauté du programme-cadre actuel pour la recherche et l'innovation pour la période 2021-2027, Horizon Europe, est l'introduction de plans stratégiques élaborés par la Commission en collaboration avec les États membres, les pays associés et le Parlement avec la contribution des parties prenantes et des citoyens. Le deuxième plan stratégique d'Horizon Europe, publié en mars, fixe les priorités pour les trois dernières années du programme (2025-2027). Cela orientera le financement de la recherche et de l'innovation à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe

afin de relever les principaux défis mondiaux tels que le changement climatique, la pollution et la perte de biodiversité, la transition numérique et le vieillissement de la population. Avec ce nouveau plan stratégique, l'UE relève l'ambition du programme en matière de biodiversité en prenant l'engagement de consacrer 10 % du budget total d'Horizon Europe pour la période 2025-2027 à des thèmes liés à la biodiversité, ce qui complète les objectifs existants en matière de dépenses climatiques (35 % sur toute la durée d'Horizon Europe) et les activités majeures dans le domaine du numérique (13 milliards d'euros sur la même période).

Le plan stratégique introduit également la facilité du nouveau Bauhaus européen, un nouvel outil de financement destiné à revitaliser les quartiers dans l'UE et au-delà. De 2025 à 2027, 120 millions d'euros par an seront mis à disposition pour des projets du nouveau Bauhaus européen dans le domaine de la recherche et de l'innovation dans le cadre d'Horizon Europe, un niveau de financement similaire devant provenir d'autres programmes de l'UE afin d'en soutenir le déploiement. L'initiative pionnière du nouveau Bauhaus européen réunit des citoyens, des pouvoirs publics, des experts, des entreprises, des universités et des institutions afin de réimaginer et de promouvoir conjointement un mode de vie durable et inclusif.

Dans le cadre d'Horizon Europe, le Conseil européen de la recherche contribue à repousser les frontières de la connaissance dans tous les domaines de la science et du savoir grâce à ses prestigieux programmes de subventions. Des subventions d'un montant total de 2,3 milliards d'euros ont été octroyées en 2024 à des projets sélectionnés sur la base de leur excellence scientifique.

Un financement de 1,25 milliard d'euros a été annoncé au cours de l'année pour soutenir la recherche dans le cadre des actions Marie Skłodowska-Curie, le programme phare de l'UE pour la formation doctorale et postdoctorale. Ce financement permettra de fournir un soutien et des emplois à environ 10 000 chercheurs talentueux du monde entier à tous les stades de leur carrière.

Afin d'améliorer les conditions d'évolution des carrières et d'attirer et de retenir les chercheurs en Europe, la plateforme des talents de l'espace européen de la recherche a été lancée en juin. Elle servira de plateforme centrale offrant aux chercheurs un accès aisé à l'évolution de carrière, au financement et aux outils de collaboration internationale, ce qui stimulera leur mobilité et leur progression de carrière dans toute l'Europe.

Renforcer les mesures en faveur d'une union de l'égalité

L'égalité et la non-discrimination sont des valeurs essentielles et des droits fondamentaux dans l'UE. Afin de garantir une société ouverte et inclusive, l'UE a mis en place une série de

stratégies spécifiques, assorties de mesures concrètes et de financements disponibles pour faire la différence dans la vie des citoyens dans l'ensemble de l'UE.

Cartes de handicap et de stationnement à l'échelle de l'UE

De nouvelles règles créant la carte européenne du handicap et la carte européenne de stationnement pour personnes en situation de handicap ont été approuvées en octobre. Les cartes s'appliqueront aux citoyens de l'UE et aux membres de leur famille présentant un handicap reconnu, ainsi qu'aux citoyens de pays tiers souffrant d'un handicap reconnu vivant dans l'UE.

Lors de déplacements dans d'autres États membres, la carte européenne du handicap offrira l'égalité d'accès aux conditions spéciales et au traitement préférentiel offerts par un large éventail de services. Il pourrait s'agir, par exemple, d'un accès prioritaire ou gratuit, d'une assistance personnelle dans certains lieux, de guides audio ou en braille, et de droits d'entrée réduits ou nuls. Les titulaires d'une carte européenne de stationnement pourront accéder aux conditions et installations de stationnement prévues pour les personnes handicapées dans d'autres États membres. Les nouvelles règles s'appliqueront aux séjours de courte durée d'une durée maximale de trois mois, ou pour des périodes plus longues dans certains cas, par exemple pour les titulaires de carte participant à des programmes de mobilité de l'UE (tels que les projets Erasmus+ et le corps européen de solidarité). Les États membres peuvent également appliquer la directive pour des périodes plus longues pour les autres titulaires de carte.

La carte européenne du handicap complètera les cartes ou certificats nationaux du handicap, et la nouvelle carte de stationnement remplacera l'actuelle carte européenne de stationnement pour personnes en situation de handicap. Ces deux cartes devraient être opérationnelles dans l'ensemble de l'UE en 2028.



↑
Helena Dalli, alors commissaire européenne chargée de l'égalité (deuxième à partir de la droite), présentant la nouvelle carte européenne du handicap avec des représentants du Forum européen des personnes handicapées, Bruxelles (Belgique), 6 septembre 2023.

Rendre nos villes plus accessibles

Garantir l'accessibilité des espaces constitue une première étape essentielle pour parvenir à l'égalité. L'année 2024 a marqué le 15^e anniversaire de l'Access City Award, un prix prestigieux qui récompense les efforts remarquables déployés par les villes de l'UE pour donner la priorité à l'accessibilité pour les personnes handicapées.

En novembre, Vienne (Autriche) a remporté l'Access City Award 2025 pour avoir été un exemple remarquable de la manière dont les grandes capitales peuvent intégrer avec succès l'accessibilité dans tous les aspects de la vie urbaine. Pour célébrer les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, la ville de Nuremberg (Allemagne) s'est vu décerner une mention spéciale pour l'accessibilité de ses infrastructures sportives, la ville ayant investi dans des centres sportifs inclusifs dotés d'équipements adaptés et proposant des formations pour les entraîneurs dans des sports adaptés ainsi qu'en natation inclusive.



Participants à la table ronde organisée à l'occasion du 15^e anniversaire de l'Access City Award, Bruxelles (Belgique), 29 mai 2024.



À l'occasion du 15^e anniversaire de l'Access City Award, des représentants des anciennes villes lauréates, des organisations représentant les personnes handicapées et des associations de parties prenantes se sont réunis pour échanger les bonnes pratiques. Ils ont également recueilli des retours d'information concernant la deuxième phase de la stratégie européenne en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030.



VIDÉO: San Cristóbal de La Laguna (Espagne) — lauréat de l'Access City Award 2024.



Égalité de genre

Ces dernières années, l'UE a réalisé des progrès considérables dans la promotion de l'égalité de genre. Parmi les principales mesures figurent de nouvelles règles sur la transparence des rémunérations afin de renforcer l'application du principe de l'égalité des rémunérations pour un même travail, de nouveaux droits visant à améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et des objectifs visant à améliorer l'équilibre entre les hommes et les femmes dans les conseils d'administration des entreprises.

Toutefois, malgré des progrès substantiels, il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes. Selon le rapport de 2024 sur l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'UE, il subsiste d'importants écarts entre les hommes et les femmes sur le marché du travail et aux postes de décision, y compris en ce qui concerne la représentation politique, tandis que les stéréotypes sexistes sur le rôle des femmes dans la société restent un défi. En outre, les femmes et les filles restent particulièrement vulnérables aux conséquences des guerres et des conflits. Le rapport fait également état d'obstacles accrus à la liberté d'expression, en particulier en ligne, et d'un recul croissant des droits des femmes dans différentes régions du monde.

En 2024, une législation européenne novatrice visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique a été adoptée. Cette nouvelle législation érige en infractions pénales spécifiques certaines formes de violence à l'égard des femmes, notamment les mutilations génitales féminines, les mariages forcés et les formes les plus répandues de cyberviolence (par exemple, le partage non consenti de matériels intimes ou manipulés, la cyberprédation et le cyberharcèlement), ainsi que l'incitation à la violence ou à la haine fondée sur le genre en ligne.



1 femme sur 3 dans l'UE a subi des violences physiques, des violences sexuelles ou des menaces.



Seule **1 femme sur 8** ayant subi des violences a déclaré l'incident à la police.



Seule **1 femme sur 5** ayant subi des violences a contacté un prestataire de soins de santé ou de services sociaux pour obtenir de l'aide.

Sources: Eurostat; Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes; Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.



La directive renforce l'accès des victimes à la justice, à la protection et au soutien, et impose aux États membres l'obligation de mettre en place des mesures globales de prévention et de promouvoir le rôle central du consentement dans les relations. Les États membres ont jusqu'au 14 juin 2027 pour transposer les nouvelles règles en droit national.

La violence à l'égard des enfants reste également un défi de taille tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE. En avril, la Commission a formulé des recommandations visant à aider les États membres à renforcer leurs systèmes de protection de l'enfance. Les recommandations font écho aux points de vue de plus de 1 000 enfants, recueillis par l'intermédiaire de la plateforme européenne de participation des enfants.

Promouvoir l'égalité de genre dans les politiques publiques et les processus budgétaires

Afin de soutenir son engagement en faveur de l'égalité de genre, l'UE a fourni en 2024 une expertise technique sur mesure à 12 administrations de 9 États membres (Allemagne, Irlande, Grèce, Espagne, France, Italie, Chypre, Portugal et Roumanie). L'objectif est de les aider à mettre en place des politiques et des budgets qui répondent aux besoins en matière d'égalité de genre et promeuvent celle-ci.

Grâce aux modifications apportées aux règles financières de l'UE, la question du genre sera désormais prise en compte dans les programmes financiers de l'UE. Parmi les modifications figure notamment une amélioration du suivi, qui distinguera désormais les informations par genre. En outre, les activités soutenues par des fonds de l'UE devront, dans la mesure du possible — à partir de la prochaine période budgétaire (après 2027) —, prendre en considération les besoins et priorités spécifiques des femmes et des filles.

De nouvelles normes applicables aux organismes pour l'égalité de traitement

Les organismes nationaux pour l'égalité de traitement jouent un rôle important pour que le droit de l'Union en matière de non-discrimination soit mis en œuvre sur le terrain. Ils promeuvent l'égalité de traitement en fournissant une assistance indépendante aux victimes de discrimination, en réalisant des enquêtes indépendantes, en publiant des rapports indépendants et en formulant des recommandations sur les questions liées à la discrimination. Toutefois, malgré leur travail précieux, les organismes pour l'égalité de traitement sont actuellement confrontés à un certain nombre de difficultés et disposent encore d'un potentiel inexploité en matière de prévention et de lutte contre la discrimination.

La nouvelle législation adoptée par l'UE en 2024 renforcera l'indépendance, les ressources et les pouvoirs des organismes pour l'égalité de traitement, contribuant ainsi à renforcer l'application du droit de l'Union en matière de non-discrimination. Les États membres ont jusqu'au 19 juin 2026 pour adapter leur législation nationale.

En vertu des nouvelles règles, les États membres devront veiller à ce que tous les organismes pour l'égalité de traitement puissent:

fournir des services gratuits et accessibles de manière égale à l'ensemble des victimes;

mener des activités de prévention, de promotion et de sensibilisation;

agir en justice dans les affaires de discrimination afin d'apporter un soutien fiable aux victimes.

Les citoyens de l'UE estiment que la discrimination est répandue dans leur pays

119

DISCRIMINATION FONDÉE SUR:



65 %
le fait d'être rom



60 %
l'origine ethnique



54 %
l'orientation sexuelle



61 %
la couleur de peau



57 %
le fait d'être transgenre

Source: Commission européenne, [Eurobaromètre spécial 535](#), décembre 2023.

Renforcer l'égalité des personnes LGBTIQ en Europe

Les résultats de la [troisième enquête sur les personnes LGBTIQ](#), publiée en mai par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, montrent que les personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres, intersexuées et queer (LGBTIQ) sont plus ouvertes que par le passé sur leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leurs caractéristiques sexuelles dans leur environnement social. Elles sont toutefois confrontées à davantage de harcèlement et de violence. Dans le même temps, le nombre de cas non signalés de discrimination, de violence et de harcèlement reste élevé.

Un [rapport](#) sur la mise en œuvre de la stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ montre que celle-ci a eu une incidence positive sur la situation de ces personnes dans l'UE. Douze États membres ont mis en place des stratégies ou des plans d'action en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ, qui complètent la stratégie de l'UE, tandis que d'autres s'attachent actuellement à l'élaboration de leur première stratégie nationale ou de leur premier plan d'action national spécifiques. La coopération avec les États membres sera renforcée au moyen de l'échange de bonnes pratiques en matière d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action nationaux.



1 personne LGBTIQ sur 2 est désormais ouverte quant à son identité.



1 personne LGBTIQ sur 3 est victime de discrimination.



1 personne LGBTIQ sur 2 est victime de harcèlement.



2 personnes LGBTIQ sur 3 ont été victimes de harcèlement quand elles étaient à l'école.



1 personne LGBTIQ sur 7 est victime de violence.

Source: Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, [LGBTIQ Equality at a Crossroads — Progress and challenges](#), 2024.

Lutter contre le racisme sous toutes ses formes

Un rapport sur la mise en œuvre du plan d'action de l'UE contre le racisme 2020-2025 montre que, bien que la plupart des mesures aient été mises en œuvre, une protection plus efficace contre la discrimination raciale est nécessaire, de même que la prévention systématique du racisme. Il montre également que des mesures et des initiatives de lutte contre le racisme sont en cours d'élaboration dans tous les domaines d'action de l'UE — de l'éducation à l'action extérieure en passant par l'emploi. Toutefois, le rapport montre que le racisme est répandu dans les structures de la société, notamment dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et de l'accès au logement, et que les États membres jouent un rôle essentiel dans la lutte contre ce phénomène. Au-delà de 2025, l'UE continuera de lutter contre le racisme sous toutes ses formes et élaborera une stratégie globale de lutte contre le racisme.

Le premier rapport sur l'état d'avancement de la stratégie de l'UE de lutte contre l'antisémitisme et de soutien à la vie juive pour la période 2021-2030 a été publié en 2024. Il montre que, depuis les attentats perpétrés par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 et la guerre qui en a découlé à Gaza, l'Europe a connu les niveaux les plus élevés d'incidents haineux et de violence ciblant les Juifs depuis la création de l'UE. Selon une enquête de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne réalisée en 2023, le niveau d'antisémitisme était déjà élevé avant même les attentats du Hamas, exacerbé par la pandémie de COVID-19 et la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Le rapport expose la manière dont l'UE et ses États membres s'emploient à lutter contre l'antisémitisme et les mesures qu'ils ont prises pour renforcer la sécurité des communautés juives. Il présente les progrès accomplis dans la mise en place de structures européennes et nationales durables pour prévenir et combattre l'antisémitisme. Par suite de la stratégie de l'UE, 23 États membres ont adopté une stratégie nationale de lutte contre l'antisémitisme et 20 ont nommé un coordinateur national pour l'antisémitisme.

96 % des Juifs en Europe ont été confrontés à l'antisémitisme en ligne ou hors ligne.

80 % affirment que l'antisémitisme s'est intensifié ces dernières années.

76 % évitent de porter ou d'afficher en public des objets qui les rendraient reconnaissables comme Juifs.

Source: Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, Jewish People's Experiences and Perceptions of Antisemitism — EU Survey of Jewish People, 2024.

Selon le rapport Being Muslim in the EU — Experiences of Muslims, publié par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne en octobre, près d'un musulman sur deux dans l'UE est confronté au racisme et à la discrimination dans sa vie quotidienne, ce qui représente une forte augmentation depuis 2016. Les femmes, les hommes et les enfants musulmans sont ciblés, tant en ligne que hors ligne, non seulement en raison de leur religion, mais aussi en raison de leur couleur de peau et de leur origine ethnique ou immigrée. Les chiffres utilisés dans le rapport ont été recueillis avant les attentats perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023 et la guerre qui en a découlé à Gaza, qui ont accentué la haine antimusulmane.

Un rapport sur la mise en œuvre des cadres stratégiques nationaux en faveur des Roms met en évidence les progrès accomplis par les États membres et les pays concernés par l'élargissement dans la mise en place des structures, processus et programmes nécessaires à la mise en œuvre effective de leurs cadres nationaux en faveur des Roms. Bien que ces efforts marquent une avancée importante, il est encore possible de relever le niveau d'ambition pour atteindre pleinement les objectifs de l'UE pour 2030, qui permettent de vérifier dans quelle mesure les objectifs du cadre stratégique de l'UE en faveur des Roms ont été atteints dans les domaines de l'égalité, de l'inclusion socio-économique et de la participation constructive des Roms. L'UE reste déterminée à soutenir les États membres en leur fournissant des orientations et en surveillant la mise en œuvre de leur cadre national en faveur des Roms.

Célébrer les sociétés inclusives

Le mois européen de la diversité en mai incarne l'engagement à long terme de l'UE en faveur de lieux de travail et de sociétés diversifiés et inclusifs. Plus de 50 manifestations ont eu lieu dans l'ensemble de l'UE en 2024. L'un des temps forts a été la troisième édition du prix annuel des capitales européennes de l'inclusion et de la diversité, qui récompense le travail

accompli par les villes ou les régions de l'UE pour promouvoir l'inclusion et créer des sociétés sans discrimination. Une catégorie de prix spécifique a été ajoutée cette année pour les autorités qui permettent aux villes et aux régions sûres de lutter contre la violence à l'égard des femmes.

Les lauréates 2024 du prix des capitales européennes de l'inclusion et de la diversité

AUTORITÉS LOCALES DE PLUS DE 50 000 HABITANTS



Zagreb, Croatie



Växjö Kommun, Suède



La Laguna, Espagne

AUTORITÉS LOCALES DE MOINS DE 50 000 HABITANTS



Corbetta, Italie



Miranda de Ebro, Espagne



Casares, Espagne

PRIX SPÉCIFIQUE



Ljubljana, Slovénie



Miranda de Ebro, Espagne



Växjö Kommun, Suède



CHAPITRE 7

Protéger les personnes et les libertés

Introduction

En 2024, l'Union européenne (UE) a pris des mesures globales pour protéger ses citoyens des menaces venant tant de l'intérieur que de l'extérieur de ses frontières, lançant les travaux visant à mieux préparer l'Europe à réagir aux crises majeures. Elle a continué d'intensifier les mesures destinées à renforcer la sécurité et la défense européennes, et a introduit de nouvelles mesures pour lutter contre la traite des êtres humains, le trafic de drogue et la criminalité organisée. L'année 2024 a également marqué le début d'une ère nouvelle pour la gestion des migrations. Avec la mise en place du pacte sur la migration et l'asile, l'UE dispose désormais des outils nécessaires pour gérer les migrations de manière ordonnée, conformément aux principes de solidarité et de partage équitable des responsabilités. Les travaux importants visant à jeter les bases des réformes ont débuté à mesure que les États membres élaboraient

leurs plans nationaux de mise en œuvre. Une autre étape a été franchie à la suite de la décision, prise en décembre, de lever les contrôles aux frontières intérieures terrestres avec la Bulgarie et la Roumanie et entre ces deux pays à partir du 1^{er} janvier 2025. L'UE a également continué d'œuvrer à la protection de la santé des citoyens en poursuivant les réformes de sa législation sur les médicaments. De nouvelles initiatives ont été prises, dont l'adoption de mesures importantes visant à améliorer la santé mentale et le bien-être, en particulier des enfants et des jeunes.



Femmes migrantes travaillant dans un verger dans le cadre d'un programme d'intégration socioprofessionnelle à Culleredo (Espagne), 19 juin 2024. Cette initiative financée par l'UE soutient les migrants en situation de vulnérabilité en encourageant le développement des compétences et l'inclusion sur le marché du travail et en promouvant l'égalité entre les hommes et les femmes.

Protéger les citoyens

Les crises majeures survenues ces dernières années, telles que la pandémie mondiale, la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et les phénomènes météorologiques catastrophiques provoqués par le changement climatique, ne sont ni des cas isolés ni des situations transitoires. Elles montrent bien que l'Europe doit se préparer et se tenir prête à faire face à toute crise à tout moment. Il est essentiel de renforcer la préparation de l'Europe aux crises futures pour garantir la protection des citoyens et le bon fonctionnement des économies et des sociétés de l'UE.

Le rapport de Sauli Niinistö intitulé *Safer Together*, publié en octobre, présente une évaluation des défis complexes auxquels l'UE

est confrontée, et explique comment cette dernière peut renforcer la préparation civile et militaire aux crises futures. Il contient quelque 80 recommandations de mesures à court, à moyen et à long terme visant à renforcer la préparation globale. Sur la base de ces propositions, la Commission européenne et la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité élaborent actuellement la stratégie pour une union de la préparation, qui nécessitera de mobiliser des acteurs à tous les niveaux de gouvernement (du niveau local à celui de l'UE et des autorités civiles aux forces armées) et d'associer toutes les composantes de la société (secteur privé, société civile et citoyens).



58 %

des citoyens de l'UE ne s'estiment pas bien préparés aux catastrophes.



37 %

ont personnellement vécu une catastrophe (autre que la COVID-19) au cours des dix dernières années.



46 %

sauraient ce qu'il convient de faire en cas de catastrophe.



82 %

estiment que l'UE devrait être davantage associée aux efforts de préparation aux crises futures.

Sources: Commission européenne, Eurobaromètre Flash 546, juin 2024; Commission européenne, Eurobaromètre spécial 547, septembre 2024.

Renforcer les capacités en matière de défense

Les États membres de l'UE coopèrent déjà pour lutter contre les menaces et les défis qui pèsent sur la sécurité, en s'appuyant sur une vision stratégique commune de la sécurité et de la défense de l'UE pour les années à venir.

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a incité l'UE à rendre l'industrie européenne de la défense plus forte, plus réactive et plus innovante. La première stratégie pour l'industrie européenne de la défense, présentée en mars, vise à faire en sorte que les systèmes et équipements de défense de l'UE soient prêts en cas de besoin. Elle profitera non seulement à l'UE, mais aussi à nos principaux alliés, notamment à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et à l'Ukraine. La stratégie s'appuie sur un programme de financement assorti d'un budget de 1,5 milliard d'euros pour la période 2025-2027 en vue de préparer l'industrie européenne de la défense.

Stratégie pour l'industrie européenne de la défense — Objectifs à l'horizon 2030

- **Acquérir au moins 40 %** des équipements de défense de manière collaborative.
- **Dépenser au moins 50 %** du budget consacré aux achats d'équipements de défense pour des produits et services en provenance d'Europe.
- **Réaliser au moins 35 %** des échanges commerciaux de produits liés à la défense entre États membres (plutôt qu'avec d'autres pays).

En plus d'une augmentation constante de leurs dépenses en matière de défense, les États membres sont encouragés à acquérir conjointement des produits liés à la défense, en veillant tout particulièrement à soutenir les industries européennes de la défense. En novembre, cinq projets transfrontières ont été sélectionnés en vue d'un financement au titre du nouveau programme de l'UE visant à encourager la coopération en matière de marchés publics dans le domaine de la défense. Ensemble, ces projets portent sur l'acquisition conjointe

de produits liés à la défense d'une valeur de plus de 11 milliards d'euros pour les forces armées des États membres. Les projets retenus concernent 20 États membres et, pour la plupart, comprennent l'achat de produits liés à la défense destinés à l'Ukraine.

Dans le même temps, la mise en œuvre du premier renforcement de la production industrielle de munitions porte déjà ses fruits. Des subventions pour un montant de plus de 500 millions d'euros ont été allouées dans ce cadre, et la capacité de production européenne de munitions d'artillerie a été portée à 1 million d'obus chargés par an.

Trois ans après son lancement, le Fonds européen de la défense a déjà engagé 4 milliards d'euros à l'appui de 160 projets collaboratifs en matière de défense couvrant un large éventail de technologies et de capacités et soutenant la compétitivité de l'industrie européenne de la défense. Le lancement du nouveau mécanisme européen de fonds propres dans le domaine de la défense vise à améliorer l'accès au financement pour le secteur de la défense et à soutenir un vivier florissant de jeunes pousses et de petites entreprises dans ce secteur.

Conformément à son plan d'action sur la mobilité militaire, l'UE finance 38 nouveaux projets destinés à améliorer le transport de troupes et d'équipements le long du réseau transeuropéen de transport. Avec un budget de 807 millions d'euros, ces projets permettront de moderniser les principales infrastructures de transport de l'UE pour le transport tant civil que militaire. Un nouvel engagement en faveur de la mobilité militaire a été adopté en 2024 pour combler les lacunes qui subsistent dans ce domaine.

Lutter contre les menaces qui pèsent sur la sécurité

Un rapport sur les progrès réalisés dans le cadre de la stratégie pour l'union de la sécurité, publié en mai, montre que, grâce aux nombreuses mesures législatives et opérationnelles prises depuis l'adoption de cette stratégie, l'UE est mieux équipée pour relever les défis en matière de sécurité. Toutefois, compte tenu de l'évolution constante du paysage des menaces, il convient de saisir toutes les occasions de remédier aux vulnérabilités potentielles.

Les menaces hybrides constituent l'un des défis en constante évolution les plus complexes auxquels l'UE et ses États membres sont confrontés. Elles peuvent, par exemple, prendre la forme de campagnes de désinformation entravant le processus décisionnel démocratique ou d'un contrôle du discours politique par l'intermédiaire des médias sociaux. L'UE a déjà mis en place un vaste arsenal de mesures pour lutter contre les menaces hybrides, notamment la boîte à outils hybride, qui est désormais opérationnelle et a été activée pour répondre à l'intensification de la campagne hybride ciblant l'UE et ses États membres menée par la Russie. En octobre, l'UE a adopté un nouveau régime de sanctions en réaction aux activités hybrides de la Russie. Les États membres ont achevé la mise en place d'équipes d'intervention rapide en cas de menaces hybrides, qui constitueront l'un des principaux outils disponibles pour aider les États membres, les pays partenaires et les missions de l'UE à lutter contre ces menaces et ces campagnes.

Le cyberspace, en particulier, est devenu un domaine de concurrence stratégique. La mise en œuvre de la politique de cyberdéfense de l'UE a progressé en 2024, avec le lancement des travaux préparatoires sur le Centre de coordination de l'UE en matière de cyberdéfense, qui permettra d'améliorer la connaissance de la situation au sein de la communauté de la défense. Pour permettre de suivre l'évolution de la mise en œuvre de cette politique, le premier cyber-rapport (Cyber Census) de l'UE a été publié en octobre, et un deuxième est en cours d'élaboration.

Compte tenu de la transformation géopolitique sans précédent du domaine spatial et du rôle clé de l'UE dans ce domaine, une attention accrue est accordée à tous les aspects des activités spatiales liés à la sécurité ainsi qu'à la mise en œuvre de la stratégie spatiale de l'UE pour la sécurité et la défense. Les initiatives ont particulièrement mis l'accent sur l'amélioration de la compréhension commune des menaces

spatiales et de la réaction à celles-ci. En avril, la Commission a lancé le centre d'analyse et de partage d'informations sur l'espace de l'UE, en collaboration avec l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial. Cette initiative collaborative en faveur des entreprises du secteur spatial de l'UE vise à encourager l'échange de bonnes pratiques en vue de renforcer la sécurité des systèmes spatiaux de l'UE.

En mer, l'UE a renforcé sa position d'acteur de la sûreté maritime et ses relations avec ses partenaires extérieurs dans ce domaine. Succès majeur de la stratégie de sûreté maritime révisée, le premier exercice de sûreté maritime associant les États membres et les institutions et agences spécialisées de l'UE s'est déroulé en mai. Cet exercice a principalement porté sur la protection des infrastructures sous-marines critiques et la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans les eaux de l'UE. Il a également été l'occasion de tester, avec succès, une nouvelle initiative en matière de partage d'informations permettant des échanges d'informations sécurisés en temps réel entre les autorités maritimes de l'UE. Cette initiative est devenue opérationnelle en juillet. La Commission a signé des conventions de subvention pour un montant de 142 millions d'euros en vue du financement de 21 projets visant à moderniser des câbles dorsaux, y compris des câbles sous-marins, ou à en déployer de nouveaux.

Lutte contre la traite des êtres humains

Chaque année, des milliers de personnes — ressortissantes tant de l'UE que de pays tiers — sont victimes de la traite des êtres humains. L'UE et ses États membres intensifient leurs efforts pour lutter contre cette forme grave de criminalité. Grâce à leur action, plus de 450 personnes ont été arrêtées et 4,1 millions d'euros ont été saisis au cours de la seule année 2023. La directive révisée de l'UE relative à la lutte contre la traite des êtres humains, entrée en vigueur en juillet, introduit des règles plus strictes pour lutter contre ce phénomène. Elle fournit des outils renforcés pour aider les autorités publiques à enquêter sur les infractions qui y sont liées et à engager des poursuites à l'encontre de leurs auteurs, étend la liste des formes d'exploitation couvertes par la législation de l'UE dans ce domaine et fait de l'exploitation sexuelle commise en ligne une circonstance aggravante. Elle prévoit également un meilleur soutien aux victimes. Les États membres disposent d'un délai de deux ans pour adapter leur législation nationale.

41 % des victimes de la traite des êtres humains sont contraintes à l'exploitation par le travail.

41 % des victimes de la traite des êtres humains sont contraintes à l'exploitation sexuelle.



↑
VIDÉO : La campagne de l'UE intitulée «Mettre un terme à la traite des êtres humains — Briser la chaîne invisible» contribue à sensibiliser le public à ce type de criminalité, qui prive les personnes de leurs droits fondamentaux.

Le groupe de réflexion composé de procureurs spécialisés dans la lutte contre la traite des êtres humains s'est réuni en juin pour procéder à des échanges de vues, d'expériences et de bonnes pratiques concernant les enquêtes et les poursuites dans les affaires complexes de traite des êtres humains. Organisées par le coordinateur de l'UE pour la lutte contre la traite des êtres humains et l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale, les réunions visent à renforcer la coopération judiciaire dans les affaires transfrontières de traite des êtres humains et à améliorer la réponse de la justice pénale grâce à une meilleure compréhension de cette forme de criminalité.

Intensifier la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée

Le trafic de drogue est l'une des principales menaces pesant sur la sécurité intérieure de l'UE: près de 40 % des organisations criminelles établies dans l'UE se livreraient exclusivement au commerce illégal de drogue. Pour contribuer à faire face à l'évolution des menaces liées à la drogue, l'UE a lancé l'Agence de l'Union européenne sur les drogues en juillet. Cette nouvelle agence, qui s'appuie sur les réalisations de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, dispose de plus de pouvoirs que son prédécesseur pour relever les défis actuels et futurs posés par la drogue dans l'UE. Ses travaux amélioreront la détection précoce des substances dangereuses. L'Agence créera, en outre, un réseau de laboratoires de police scientifique, ce qui permettra d'améliorer la réaction de l'Europe face aux nouvelles épidémies de drogue. Elle s'attaquera également aux problèmes complexes que constituent la criminalité liée à la drogue, les effets sur la santé et les coûts sociaux mis en évidence dans le *Rapport européen sur les drogues 2024: Tendances et évolutions*.



↑
Ylva Johansson, alors commissaire européenne chargée des affaires intérieures, devant le nouveau siège de l'Agence de l'Union européenne sur les drogues, Lisbonne (Portugal), 3 juillet 2024.

La mise en œuvre de la feuille de route de l'UE en matière de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée a donné lieu à plusieurs initiatives qui contribuent au démantèlement des réseaux criminels. Ainsi, le partenariat public-privé de l'alliance des ports européens a été lancé en janvier afin de protéger les ports contre le trafic de drogue et l'infiltration criminelle en renforçant la gestion des risques, la répression et la collaboration entre les secteurs public et privé.

En outre, le réseau judiciaire européen en matière de criminalité organisée, soutenu par l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale, a été créé pour améliorer l'échange d'informations et de bonnes pratiques entre les procureurs.



Les services répressifs de l'ensemble de l'UE coopèrent pour lutter contre le trafic de drogue et la criminalité organisée par l'intermédiaire de la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles. En 2023, les États membres, soutenus par l'initiative de la Commission et des agences de l'UE, ont procédé à plus de 13 800 arrestations et à des saisies pour une valeur de près de 800 millions d'euros, dont 197 tonnes de drogue.



VIDÉO : Résultats de la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles en 2023.

Les mesures de recouvrement des avoirs permettent aux autorités répressives de mettre au jour et de démanteler des réseaux d'organisations criminelles dans l'UE et au-delà. Une nouvelle législation adoptée en 2024 vise à faire en sorte que les criminels ne puissent pas conserver de gains illicites. L'ensemble complet de règles porte sur le recouvrement des avoirs du début à la fin du processus — du dépistage, de l'identification, du gel et de la gestion des avoirs jusqu'à leur confiscation et leur aliénation définitive. Par ailleurs, de nouvelles règles qui permettront aux services répressifs d'accéder plus rapidement aux informations financières sont entrées en vigueur en juillet. Elles aideront

les autorités à mener des enquêtes financières en leur permettant de déterminer si un suspect détient des comptes bancaires dans d'autres États membres.

Compte tenu de l'augmentation de la criminalité transfrontière, l'UE est de plus en plus souvent confrontée à des situations dans lesquelles plusieurs États membres sont compétents pour mener des poursuites dans une même affaire. Pour remédier aux problèmes posés par les poursuites multiples, de nouvelles règles ont été adoptées en 2024, dans le cadre de la stratégie de l'UE pour lutter contre la criminalité organisée, afin de définir un cadre juridique applicable au transfert des procédures pénales d'un État membre à un autre.

Action contre le terrorisme

La radicalisation conduisant à l'extrémisme violent et au terrorisme est une préoccupation dans les États membres et au-delà. En juin, la Commission a lancé le pôle de connaissances de l'UE sur la prévention de la radicalisation, une plateforme de mise en réseau consacrée à la collaboration transfrontière, aux recommandations pratiques et aux outils de prévention.

La prévention de la radicalisation comprend la suppression des contenus à caractère terroriste en ligne. Un rapport sur la mise en œuvre du règlement sur les contenus à caractère terroriste en ligne montre que ce dernier a, de fait, permis la suppression de contenus extrémistes. Depuis l'entrée en vigueur du règlement en juin 2022, plus de 1 200 injonctions de retrait ont été émises. Le règlement oblige les fournisseurs de services à supprimer les contenus à caractère terroriste dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans l'heure qui suit la réception d'une injonction de retrait émise par une autorité nationale compétente.

De nouvelles règles fixant une profondeur minimale des marquages apposés sur les armes à feu ont été adoptées en 2024, ce qui améliorera la traçabilité des armes à feu dans l'UE, facilitant les enquêtes et favorisant un commerce sans risque. En mars, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne sont convenus de nouvelles règles plus strictes pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes à feu à usage civil. Cette initiative introduit des procédures harmonisées et des licences numériques, qui amélioreront la traçabilité et permettront de faire obstacle à la criminalité organisée.

Un nouveau départ dans la gestion des migrations et de l'asile

En mai 2024, l'UE a formellement adopté dix actes législatifs qui, ensemble, forment le pacte sur la migration et l'asile. Cet ensemble de nouvelles règles s'appuie sur les propositions de réforme antérieures et les modifie, proposant une approche globale visant à renforcer et à intégrer les principales politiques de l'UE en matière de migration, d'asile, de gestion des frontières et d'intégration.

Pour la première fois, l'UE disposera d'un mécanisme de solidarité obligatoire permanent, ce qui signifie qu'aucun État membre confronté à une pression migratoire soudaine ne sera laissé à son sort et ne devra gérer seul la situation. La migration fait partie intégrante de l'approfondissement des relations entre l'UE et ses partenaires dans le monde entier, dans la mesure où cette dernière collabore avec eux pour s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière, lutter contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains, et favoriser les voies légales d'accès à l'UE.

À la suite de l'entrée en vigueur des nouvelles règles en juin, les États membres ont jusqu'à la mi-2026 pour mettre en place le nouveau cadre. Afin d'aider les États membres à mettre en œuvre le pacte, la Commission a présenté un plan commun de mise en œuvre qui fixe des jalons pour l'adoption, au niveau de l'UE et au niveau national, de mesures destinées à concrétiser le pacte au cours des deux années à venir. Sur cette base, les États membres ont élaboré des plans nationaux de mise en œuvre, qui devaient être présentés le 12 décembre au plus tard.

Neuf États membres ont bénéficié de conseils techniques sur mesure en vue de l'élaboration de leurs plans nationaux de mise en œuvre du pacte sur la migration et l'asile. L'instrument d'appui technique, qui aide les États membres à concevoir des réformes et à les réaliser, a fourni un soutien et des orientations concernant des aspects essentiels en lien avec la nouvelle législation, tels que les processus opérationnels, les lignes d'action envisageables et l'utilisation stratégique des fonds de l'UE. Le projet phare continuera de soutenir les États membres en 2025.

Si l'ensemble complet de réformes en matière de migration et d'asile apporte une solution à long terme durable, des mesures opérationnelles concrètes ont également été déployées sur le terrain pour résoudre les problèmes immédiats et actuels. L'UE a lancé quatre plans d'action axés sur des routes migratoires spécifiques, à savoir celles de la Méditerranée orientale, de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique, des Balkans occidentaux et de la Méditerranée centrale, ainsi qu'un plan en 10 points pour l'île italienne de Lampedusa. Ces initiatives ont permis la mise en place de mesures concrètes, notamment d'un soutien financier aux États membres et de mesures visant à renforcer la gestion des frontières.



we have witnessed the movement of people within,



VIDÉO: Le pacte sur la migration et l'asile — sur le point de devenir une réalité.

Depuis 2022, le mécanisme de solidarité volontaire, qui soutient les États membres les plus touchés par les défis migratoires, a permis de relocaliser plus de 5 000 demandeurs d'asile dans d'autres pays européens. Il constitue une étape vers la mise en place d'un mécanisme permanent de relocalisation entre les États membres. À partir de la mi-2026, la relocalisation sera une mesure de solidarité parmi d'autres proposées aux États membres contributeurs par le nouveau cadre de solidarité. Ils pourront aussi opter pour des contributions financières ou d'autres mesures de solidarité (c'est-à-dire un soutien en personnel ou en nature).

Lutte contre la migration irrégulière

Selon les estimations de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs, plus de 90 % des migrants en situation irrégulière entrent dans l'UE avec l'aide de passeurs. Les réseaux de passeurs étant étroitement liés à d'autres formes graves de criminalité organisée, notamment le terrorisme, la traite des êtres humains et le blanchiment de capitaux, il est d'autant plus urgent d'agir et de coopérer avec les partenaires internationaux.

Les négociations sont en cours sur une série d'initiatives proposées en 2023 en vue d'actualiser le cadre juridique de l'UE vieux de 20 ans pour lutter contre le trafic de migrants et de renforcer les règles en matière de coopération policière afin d'harmoniser les sanctions applicables aux passeurs, d'accroître les ressources et d'améliorer la collecte de données. En outre, l'Alliance mondiale pour lutter contre le trafic de migrants, créée en 2023, renforce la coopération avec les pays partenaires en matière de prévention, de réaction, de protection et de solutions à la migration irrégulière.

L'UE a lancé un certain nombre d'initiatives visant à lutter contre le trafic de migrants, dont les projets de partenariat opérationnel communs, qui rassemblent les autorités répressives et judiciaires, sensibilisent aux risques liés

à la migration irrégulière et fournissent des informations sur les solutions de migration légale. Un projet pilote de sensibilisation concernant la Méditerranée centrale a été lancé par le groupe de contact européen sur la recherche et le sauvetage en Italie.

Les dernières années ont montré qu'un régime d'exemption de visa à l'entrée dans l'UE pouvait engendrer des problèmes importants en matière de migration irrégulière et de sécurité. C'est le cas des programmes de citoyenneté par investissement appliqués par des pays tiers dont les citoyens sont exemptés de l'obligation de visa, en vue d'attirer des investissements en accordant la citoyenneté ou des droits de séjour aux investisseurs. En mai, la Commission a proposé de réintroduire de manière permanente l'obligation de visa pour les citoyens du Vanuatu après avoir constaté que les programmes de citoyenneté par investissement du pays représentaient un risque pour la sécurité de l'UE et de ses États membres.

Gestion du retour des migrants en situation irrégulière

Pour être efficace, le système de migration doit prévoir le retour effectif de ceux qui ne sont pas légalement autorisés à séjourner dans l'UE. Grâce à la feuille de route concernant les retours et au soutien de la coordinatrice chargée des retours, des actions sont en cours pour aider les États membres à accélérer ce processus et faciliter la réintégration des personnes faisant l'objet d'une décision de retour. Un recours plus fréquent à la reconnaissance mutuelle des décisions de retour contribuera à accélérer le processus, tout comme un soutien accru de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Un budget de 25 millions d'euros a été mis à disposition au titre du Fonds «Asile, migration et intégration» pour soutenir les programmes de retour volontaire des États membres.

Des voies légales et sûres d'accès à l'Europe

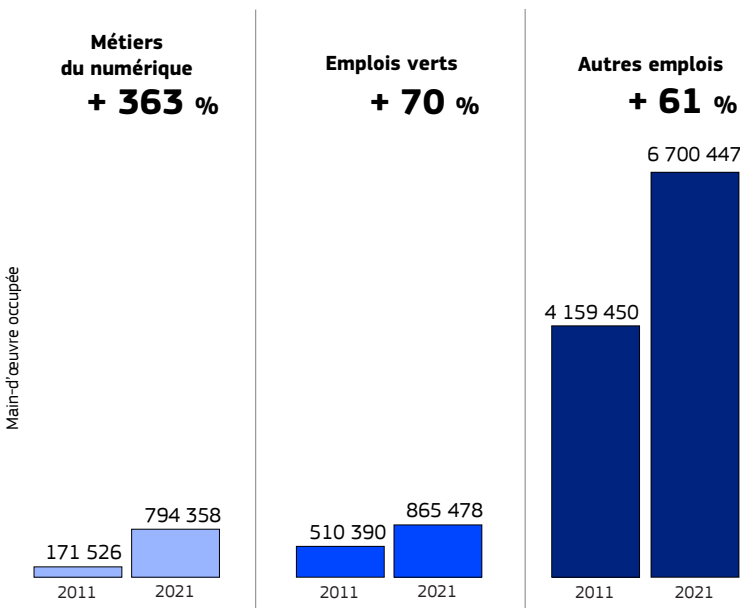
Le règlement établissant un cadre de l'Union pour la réinstallation et l'admission humanitaire, entré en vigueur en juin dans le cadre du pacte sur la migration et l'asile, met en place un cadre permanent visant à renforcer les voies légales et sûres d'accès à l'UE pour les personnes ayant besoin d'une protection internationale. Il permettra de disposer d'une procédure unifiée pour les opérations de réinstallation et d'admission humanitaire, fondée sur un plan biennal, qui fixera le nombre de réfugiés à admettre dans l'UE. Un haut comité pour la réinstallation et l'admission humanitaire, récemment constitué, aidera la Commission à faire fonctionner le nouveau système.

Depuis 2015, les programmes de réinstallation soutenus par l'UE, auxquels participent un grand nombre d'États membres, ont aidé plus de 128 000 personnes, parmi les plus vulnérables, ayant besoin d'une protection internationale à trouver refuge dans l'UE. Dans le cadre du programme de réinstallation pour la période 2024-2025, 14 États membres ont promis plus de 61 000 places pour les réfugiés.

Au-delà des politiques mises en place pour aider les personnes ayant besoin d'une protection internationale, des politiques migratoires bien gérées offrant des solutions légales aux personnes désireuses d'entrer dans l'UE stimulent l'économie et renforcent la coopération avec les partenaires internationaux. Chaque année, entre 3 et 3,5 millions de ressortissants de pays tiers s'installent légalement dans l'UE, principalement à des fins professionnelles. Ils contribuent à répondre à des besoins du marché du travail qui ne sont pas entièrement satisfaits par les travailleurs de l'UE. Les ressortissants de pays tiers employés dans l'UE viennent de plus en plus combler les nombreux postes qui restent vacants dans les professions touchées par une pénurie persistante de main-d'œuvre.

Plus de 27 millions de personnes vivant dans l'UE sont des ressortissants de pays tiers — soit environ 6 % de la population totale.

Ressortissants de pays tiers employés (2011-2021)



Source: Commission européenne, Enquête sur les forces de travail d'Eurostat 2011-2021, élaboration par le Centre commun de recherche, 12 juin 2024.

Le plan d'action sur les pénuries de main-d'œuvre et de compétences (voir le chapitre 6) adopté par la Commission a réaffirmé l'importance des mesures visant à attirer les talents et a fixé des priorités en la matière. Dans le cadre des efforts déployés pour attirer les compétences et les talents, une version révisée de la directive sur le permis unique a été adoptée en avril. Cette directive établit une procédure de demande simplifiée et un permis unique conférant aux ressortissants de pays tiers le droit de travailler et de séjourner dans l'UE. Les nouvelles règles garantissent une protection et un traitement égal et équitable aux travailleurs de pays tiers. Le permis ne sera pas lié à un seul employeur, ce qui signifie que, pendant sa période de validité,

les travailleurs de pays tiers pourront changer d'emploi et jouiront d'une plus grande souplesse pour vivre et travailler dans l'UE.

L'UE a poursuivi ses travaux pour mettre en œuvre les partenariats pour les talents déjà établis avec l'Égypte, le Maroc et la Tunisie. Elle a également lancé de nouveaux programmes avec le Bangladesh et le Pakistan dans le cadre de sa coopération plus large avec ces pays en matière de gestion des migrations. L'initiative renforce les voies légales d'accès à l'UE en ce qu'elle dynamise la mobilité internationale des travailleurs qualifiés en permettant une meilleure adéquation entre l'offre et la demande sur le marché de l'emploi.

L'espace Schengen

L'espace Schengen est devenu le plus grand espace de libre circulation au monde. Avec l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie en 2024, il s'est agrandi et couvre désormais une superficie de 4,5 millions de kilomètres carrés et une population de 458 millions d'habitants. En reconnaissance de la contribution de ces deux États membres au fonctionnement de l'espace Schengen, les contrôles aux frontières aériennes et maritimes ont été levés le 31 mars. En décembre, les États membres ont décidé à l'unanimité de lever les contrôles aux frontières terrestres intérieures avec et entre ces deux pays à partir du 1^{er} janvier 2025, ce qui parachève leur processus d'adhésion à l'espace Schengen.

La gestion efficace des frontières extérieures de l'UE est l'un des éléments clés d'un espace Schengen dépourvu de vérifications aux frontières intérieures. La Bulgarie et la Roumanie ont renforcé la coopération en matière de gestion des frontières afin de soutenir leur adhésion à l'espace Schengen. Des cadres de coopération convenus avec chacun de ces deux États membres leur permettront d'apporter une contribution supplémentaire aux efforts communs déployés par l'Europe pour garantir la sécurité de l'UE aux frontières extérieures et relever les défis migratoires.

En 2024, l'UE a révisé le code frontières Schengen en vue de renforcer la gouvernance de l'espace Schengen et de permettre aux États membres de mieux faire face aux défis qui se présentent aux frontières extérieures de l'UE

ainsi qu'aux menaces transfrontières pour la santé et la sécurité. Les règles révisées font des contrôles aux frontières intérieures une mesure de dernier recours, favorisent d'autres mesures et introduisent un mécanisme de transfert en cas de mouvements irréguliers. Elles s'attaquent à l'instrumentalisation des migrants aux frontières extérieures de l'UE en offrant aux États membres la possibilité de limiter le nombre de points de passage frontaliers ou de réduire les heures d'ouverture de ces derniers. Elles permettent également de renforcer les mesures de surveillance des frontières. La Commission a par ailleurs renforcé le soutien apporté aux États membres pour lutter contre les menaces hybrides résultant de l'instrumentalisation de la migration par la Russie et la Biélorussie et pour renforcer la sécurité aux frontières extérieures de l'UE.

Le dernier rapport sur la situation dans l'espace Schengen contient une évaluation de l'évolution de la situation au cours de l'année précédente et fixe les principales priorités pour 2024 et 2025. Il révèle qu'en 2023, plus de 10 millions de visas Schengen ont été délivrés et que plus d'un demi-milliard de passagers se sont rendus dans l'espace Schengen, ce qui représente 92 % des niveaux de 2019 (antérieurs à la pandémie de COVID-19). Cet état de fait a fortement contribué à l'économie de l'UE, car le tourisme intervient pour près de 10 % dans le produit intérieur brut de cette dernière et emploie quelque 22,6 millions de personnes.

Soutien important des citoyens et des entreprises à l'espace Schengen



63 %

des citoyens de l'UE estiment que le renforcement de la coopération au sein de l'espace Schengen est la principale priorité de l'UE à l'horizon 2030.



33 %

des entreprises déclarent que l'espace Schengen réduit les coûts du fait de l'absence de contrôles aux frontières intérieures.



83 %

des entreprises conviennent que l'espace Schengen est bénéfique pour l'activité économique et 81 % d'entre elles le reconnaissent comme l'une des plus grandes réalisations de l'UE.

Sources: Commission européenne, [Eurobaromètre spécial 549](#), octobre 2024; Commission européenne, [Eurobaromètre flash 542](#), octobre 2024.

Nouvelles procédures pour se rendre en Europe

Le système d'entrée/de sortie est un système informatique automatisé qui permettra d'enregistrer les ressortissants de pays tiers voyageant pour un court séjour, chaque fois qu'ils franchiront les frontières extérieures de l'un des États membres ou de l'un des pays associés à l'espace Schengen. Il remplacera l'apposition manuelle de cachets sur les passeports par l'enregistrement électronique. Il aidera à repérer les personnes ayant dépassé la durée de séjour autorisée, permettra le partage d'informations en temps réel et améliorera la sécurité en prévenant la fraude à l'identité. Il permettra également d'automatiser les contrôles aux frontières, avec pour conséquence l'accélération progressive des vérifications aux frontières extérieures, la facilitation des déplacements et l'amélioration de l'expérience de voyage. Étape essentielle vers la numérisation du contrôle aux frontières à l'échelle européenne, le système renforce davantage l'approche de gestion intégrée des frontières adoptée par l'UE. En décembre, la Commission a présenté une proposition pour la mise en service progressive du système d'entrée/de sortie. Une fois que cette décision aura été approuvée et qu'une date de début aura été fixée, les États membres disposeront d'un délai de six mois pour déployer le système.

Le nouveau système ouvrira également la voie au système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages, qui simplifiera bientôt les déplacements de millions de visiteurs en provenance de pays tiers. Les voyageurs exemptés de l'obligation de visa dans 30 pays européens devront demander une autorisation de voyage au moyen de ce système, lorsqu'il sera opérationnel. Cette autorisation, liée au passeport du voyageur, sera valable pour une durée maximale de trois ans ou jusqu'à l'expiration du passeport, si celle-ci intervient avant.

Une nouvelle initiative visant à numériser les passeports et les cartes d'identité a pour objectif d'accélérer et de faciliter les déplacements dans l'ensemble de l'UE, tant pour les citoyens de l'UE que pour les ressortissants de pays tiers. En octobre, la Commission a présenté des propositions concernant un cadre commun pour l'utilisation d'authentifiants de voyage numériques et une nouvelle application de voyage numérique de l'UE permettant de stocker ces authentifiants.

Meilleur état de santé

Ces cinq dernières années ont été marquées par une série de défis sans précédent qui ont eu — et continuent d'avoir — de profondes répercussions sur la santé des personnes dans l'UE et au-delà. Ces événements ont révélé que la politique de santé de l'UE ne peut plus s'enfermer dans ses limites d'avant la pandémie et qu'une action conjointe à l'échelle de l'UE est essentielle au bien-être de la société européenne. Aujourd'hui,

dans le cadre d'une union européenne de la santé plus forte, tous les États membres œuvrent de concert, lorsqu'une action européenne commune s'impose, pour se préparer aux crises sanitaires et y réagir. Ils veillent, en outre, à ce que des fournitures médicales soient disponibles à un prix abordable et s'emploient à améliorer la prévention, le traitement et le suivi de pathologies telles que le cancer.

Plan européen pour vaincre le cancer

Trois ans après son adoption, le plan européen pour vaincre le cancer a une incidence positive sur la vie de nombreux citoyens en ce qu'il ouvre la voie à une amélioration de la prévention, de

la détection précoce, du traitement et des soins et qu'il améliore la qualité de vie des patients atteints d'un cancer et de ceux qui survivent à la maladie.



Comment le plan européen pour vaincre le cancer fait-il la différence?

- ✓ Meilleure compréhension du cancer grâce à la recherche et à l'innovation
- ✓ Prévention du cancer avant qu'il ne survienne
- ✓ Meilleur pronostic et possibilités de traitement plus nombreuses grâce à une détection plus précoce
- ✓ Amélioration des soins contre le cancer et réduction des inégalités, toute personne ayant droit à des soins de santé préventifs et curatifs abordables et de bonne qualité

L'une des initiatives phares de l'UE contre le cancer vise à s'attaquer aux cancers qui peuvent être évités par la vaccination, à savoir ceux causés par les papillomavirus humains (HPV) et le virus de l'hépatite B (VHB). Plus précisément, le plan européen pour vaincre le cancer appelle à vacciner au moins 90 % de la population cible de filles dans l'UE et à augmenter sensiblement le taux de vaccination des garçons. En outre, des mesures devraient améliorer l'accès à la vaccination contre le VHB et stimuler l'utilisation

de ce vaccin en vue de prévenir le cancer du foie. Cependant, les taux de couverture vaccinale varient considérablement d'un bout à l'autre de l'UE. Actuellement, dans de nombreux États membres, la couverture vaccinale contre le HPV est nettement inférieure à 50 % pour les filles, tandis que les données disponibles concernant la vaccination des garçons et des jeunes adultes sont peu nombreuses. De même, on constate un déficit criant de données sur les taux de vaccination contre le VHB.

Papillomavirus humains

- Infection virale la plus courante du système reproducteur, ils provoquent plusieurs problèmes de santé aussi bien chez les femmes que chez les hommes, dont des lésions précancéreuses susceptibles d'évoluer en cancer.
- On estime qu'il y a, chaque année, **environ 28 600 cas de cancer du col de l'utérus et 13 700 décès** dus à celui-ci dans les États membres de l'UE/pays de l'Espace économique européen.
- **Trois vaccins** sont autorisés dans l'UE.
- La vaccination est recommandée pour les adolescents et les préadolescents, filles et garçons.
- L'objectif est de vacciner entièrement **au moins 90 % de la population cible de filles dans l'UE** et d'accroître sensiblement la vaccination des garçons d'ici à 2030 pour, en fin de compte, éradiquer le cancer du col de l'utérus et d'autres cancers causés par le HPV.

Virus de l'hépatite B

- L'infection chronique par le virus est une cause majeure de maladies chroniques du foie, de cirrhose et de cancer du foie.
- **On estime à 64 000 le nombre de décès** par an dus à des maladies causées par le VHB et le virus de l'hépatite C dans l'UE/l'Espace économique européen et au Royaume-Uni.
- **Douze vaccins** sont autorisés dans l'UE.
- La vaccination est recommandée pour les nourrissons, les adultes à haut risque et se trouvant parfois dans des situations défavorisées, et les professionnels de la santé.
- L'objectif est d'accroître le taux de vaccination conformément à l'objectif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour 2030 en vue d'éliminer les hépatites virales en tant que problème de santé publique dans la région européenne de l'OMS.

Il a été recommandé aux États membres d'augmenter les couvertures vaccinales, d'améliorer le suivi des taux de vaccination et de lutter contre la désinformation et la désinformation. Les États membres sont également encouragés à faire en sorte que les vaccins soient gratuits et aisément accessibles, et à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs de l'OMS pour l'Europe à l'horizon 2030.

Le tabac compte parmi les principaux facteurs de risque de cancer, plus d'un quart des décès dus au cancer étant attribués au tabagisme dans l'UE, en Islande et en Norvège. En 2024, l'UE a pris des mesures pour mieux protéger les personnes, en particulier les enfants, des effets de la fumée secondaire et des aérosols et pour atteindre l'objectif du plan européen pour vaincre le cancer consistant à créer une «génération sans tabac» d'ici à 2040, avec moins de 5 % de la population consommant des produits du tabac. Une recommandation révisée, adoptée en décembre, invite les États membres à étendre les politiques en faveur d'environnements sans fumée aux principaux espaces extérieurs, tels que les aires de jeux publiques, les bâtiments ouverts

au public, les arrêts des transports en commun et les espaces extérieurs des établissements de santé et d'enseignement.

Bien qu'ils contribuent de manière cruciale à améliorer la qualité de vie des patients, les soins palliatifs sont souvent entourés de stigmatisation et de mauvaise compréhension. La conférence sur les soins palliatifs innovants pour les personnes atteintes d'un cancer qui s'est tenue en octobre visait à remédier à ces problèmes en informant les citoyens et les décideurs politiques sur la nécessité de proposer des soins palliatifs adéquats partout en Europe.

→ Stella Kyriakides, alors commissaire européenne chargée de la santé et de la sécurité alimentaire, participant à la marche «Europa Donna Cyprus Pink Silhouette», un événement organisé dans le cadre du mois de sensibilisation au cancer du sein. Nicosie (Chypre), 5 octobre 2024.



Lutter contre les problèmes de santé mentale

Dans un monde complexe et en pleine mutation, le bien-être mental des personnes est mis à rude épreuve. L'approche globale de l'UE en matière de santé mentale, adoptée en juin 2023, définit 20 initiatives phares assorties de possibilités de financement à l'échelle de l'UE d'un total de 1,23 milliard d'euros pour unir tous

les partenaires face à ce défi croissant. Depuis le lancement de l'approche globale, des progrès significatifs ont été accomplis dans le cadre de l'action conjointe pour la santé mentale dans les États membres qui vise à promouvoir une bonne santé mentale et à venir en aide aux plus vulnérables.



Promouvoir une bonne santé mentale, la prévention et des interventions précoces

Projet «Mental Health Together»: coopération entre les États membres en vue de concevoir et de mettre en œuvre l'approche globale en matière de santé mentale

Conception, en collaboration avec l'Unicef, d'une **boîte à outils de prévention pour les enfants** ciblant les principaux déterminants de la santé et les liens entre santé mentale et santé physique

Registre des bonnes pratiques et des pratiques les plus prometteuses en matière de promotion, de prévention, de détection précoce et d'intervention sur le [portail des bonnes pratiques en santé publique de l'UE](#)

Campagne **«Lieux de travail sains»** de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail sur l'incidence des nouvelles technologies numériques

Projet de l'Alliance européenne contre la dépression mettant en œuvre des bonnes pratiques en matière de prévention du suicide

Aider les personnes dans le besoin, notamment les groupes vulnérables et les enfants

Projet financé par l'UE, avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, visant à apporter un **soutien psychologique de première nécessité aux personnes déplacées et touchées par la guerre en Ukraine**

Recommandation de la Commission relative à des systèmes intégrés de protection de l'enfance et directive révisée sur les droits des victimes

Enveloppe de **14,5 millions d'euros pour des projets mis en œuvre par des parties prenantes**, dont quatre en faveur des réfugiés ukrainiens (Well-U, «Peace of Mind», MESUR et U-Rise), un pour la protection de l'enfance au Portugal («Let's Talk about Children») et un pour les enfants vulnérables en Finlande (Icehearts)

Plateforme de soutien à la santé mentale des jeunes ayant survécu à un cancer

Espaces numériques et en ligne plus sûrs grâce au règlement sur les services numériques et à la stratégie pour un internet mieux adapté aux enfants

La santé mentale des enfants et des jeunes est une préoccupation croissante en Europe. Le déclin du bien-être chez les enfants et les adolescents, imputable à divers facteurs dont la pression scolaire et les médias sociaux, souligne l'urgence de mettre en place une approche systémique et globale de la santé mentale dans les écoles. Un ensemble de lignes directrices, comprenant notamment 11 recommandations et des exemples de bonnes pratiques, a été élaboré à l'intention des décideurs politiques et des éducateurs. L'initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir un changement systémique en faveur de la santé mentale et du bien-être dans les écoles, et à mettre en place des environnements d'apprentissage positifs. Une série de fiches d'information contenant des conseils pratiques et des liens vers les ressources viennent compléter les lignes directrices.

20 % des élèves connaissent des problèmes de santé mentale pendant leur scolarité.

1 enfant sur 5 déclare se sentir malheureux et inquiet pour l'avenir en raison de harcèlement, de difficultés liées au travail scolaire et de solitude.

24 % des enseignants en Europe déclarent que leur travail a eu une incidence négative sur leur santé mentale.

Le coût annuel des troubles de la santé mentale chez les jeunes (âgés de 0 à 19 ans) en Europe occidentale est estimé à 50 milliards d'euros.

Source: Commission européenne, Wellbeing and mental health at school — Guidelines for education policymakers, 2024.

Le projet «Child & Youth Wellbeing and Mental Health First» vise à fournir un soutien en matière de santé mentale et de bien-être ainsi qu'un soutien psychosocial aux enfants et aux jeunes en Espagne, en Italie, à Chypre et en Slovaquie. Le projet aidera ces quatre États membres à entreprendre des réformes destinées à améliorer l'accès des enfants et des jeunes aux services et aux soins de santé mentale. Soutenu par l'instrument d'appui technique de l'UE, il apporte une expertise technique aux autorités nationales. L'instrument a également aidé treize États membres à mener des réformes axées sur la santé mentale et le bien-être des jeunes, une des priorités définies au cours de l'Année européenne de la jeunesse en 2022. Il a notamment soutenu des projets visant à promouvoir le bien-être, en particulier dans les écoles, et la prévention des addictions, y compris la toxicomanie et la dépendance aux jeux et paris en ligne.

Le programme «European Programme for Mental Health Exchanges, Networking and Skills», lancé en 2024 avec un budget de 9 millions d'euros, permettra à des professionnels de la santé et d'autres professionnels, tels que des enseignants, des travailleurs sociaux et des membres du personnel de prisons et de centres de détention pour mineurs, de suivre une formation pluridisciplinaire sur la santé mentale. Quelque 120 professionnels de 30 pays, dont l'Ukraine, seront formés pour soutenir une approche globale de la santé mentale. L'UE débloque aussi 10 millions d'euros supplémentaires pour soutenir la santé mentale des groupes vulnérables tels que les enfants et les réfugiés.

Vers un système moderne pour les médicaments

La réforme de la législation pharmaceutique de l'UE, proposée en 2023, vise à garantir l'égalité d'accès aux médicaments pour tous les patients et à mettre en place un cadre réglementaire pharmaceutique compétitif et propice à l'innovation. En 2024, les discussions ont progressé sur les principales propositions législatives qui sous-tendront la plus grande refonte de la législation pharmaceutique de l'UE en vingt ans.

L'Alliance pour les médicaments critiques, lancée en avril 2024, réunit des acteurs publics et privés du secteur européen de la santé avec pour objectif de proposer des recommandations visant à accroître la sécurité de l'approvisionnement en médicaments critiques et à renforcer les chaînes

d'approvisionnement mondiales en médicaments critiques. L'Alliance examinera les moyens d'atténuer les risques structurels et d'étayer l'offre en incitant à la diversification ainsi qu'en modernisant et en augmentant les capacités de production au niveau de l'UE, lorsque cela est nécessaire. Ses travaux serviront également de base à une initiative législative future en vue d'un acte juridique de l'UE sur les médicaments critiques.

La proposition de révision des règles actuelles qui fixent les procédures applicables en cas de modification d'une autorisation de mise sur le marché vise à une gestion plus efficace du cycle de vie des médicaments. Cette révision permettra un traitement plus rapide des modifications, ce qui sera bénéfique tant pour les titulaires d'autorisations de mise sur le marché que pour les autorités réglementaires.

De nouvelles mesures visant à améliorer la disponibilité des dispositifs médicaux de diagnostic — des tests de grossesse et de dépistage de la COVID-19 aux tests de glycémie pour les diabétiques — ont été introduites en mai. Ces mesures accordent plus de temps aux entreprises pour s'adapter aux nouvelles règles en matière de dispositifs de diagnostic. En outre, les nouvelles dispositions ont aussi introduit l'obligation, pour tous les fabricants de dispositifs médicaux, d'informer les autorités nationales et le secteur de la santé en cas d'interruption de l'approvisionnement en certains dispositifs, et de permettre le déploiement progressif d'une base de données européenne sur les dispositifs médicaux.

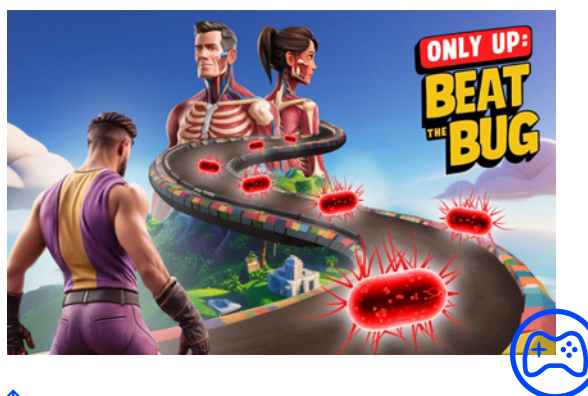
Prévention des infections et des maladies

La résistance aux antimicrobiens, qui survient lorsque les bactéries et les virus deviennent résistants aux médicaments utilisés pour les combattre, est responsable de plus de 35 000 décès chaque année dans l'UE et coûte 11,7 milliards d'euros aux systèmes de santé de l'UE. La résistance aux antimicrobiens compte également parmi les plus grandes menaces pour la santé mondiale auxquelles la planète est confrontée aujourd'hui: en cas d'augmentation continue, cette résistance pourrait entraîner, selon les estimations, 10 millions de décès dans le monde d'ici à 2050.

L'UE prend des mesures positives pour trouver une solution à cette question urgente, en collaborant avec les communautés locales et les

organisations mondiales par-delà les secteurs et les frontières en vue d'une utilisation responsable des antibiotiques tant chez les humains que chez les animaux. Le plus vaste projet sur la résistance aux antimicrobiens jamais financé par l'UE a été lancé en février, réunissant 120 partenaires de 30 pays européens pour relever ce défi commun. L'action commune sur la résistance aux antimicrobiens et les infections associées aux soins de santé, financée à hauteur de 50 millions d'euros par le programme «L'UE pour la santé» (EU4Health), portera principalement sur des domaines tels que la prévention des infections et la lutte contre celles-ci, la surveillance et la veille, l'utilisation prudente des antimicrobiens, la sensibilisation et l'innovation.

Afin de sensibiliser à l'immense menace pour la santé publique que représente la résistance aux antimicrobiens, la Commission a lancé *Beat the Bug*, un jeu en ligne gratuit développé sur la plateforme *Fortnite*, dans lequel les joueurs jouent le rôle de superhéros chargés de sauver le monde de bactéries multirésistantes. Le jeu s'inscrit dans le cadre d'une campagne de communication destinée aux jeunes, aux parents et aux enseignants dans toute l'UE. Du matériel pédagogique a également été conçu pour soutenir les parents et les éducateurs, dans le but de promouvoir des mesures préventives et une utilisation responsable des antibiotiques.



↑
[JEU VIDÉO: Jouez au jeu — Beat the Bug.](#)

En décembre, la Commission et la Banque européenne d'investissement ont signé un accord d'un montant de 20 millions d'euros avec une société danoise du secteur des technologies médicales en vue de mettre au point de nouveaux médicaments antibactériens hautement sélectifs contre des infections difficiles à traiter en raison de la résistance aux antimicrobiens.

HERA Invest, doté d'un budget de 100 millions d'euros, est un complément au programme InvestEU et a vocation à protéger les personnes dans l'UE contre les trois principales menaces pour la santé qui nécessitent une coordination des mesures à l'échelle de l'UE, à savoir les agents pathogènes à potentiel pandémique ou épidémique, la résistance aux antimicrobiens et les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. En octobre, la Commission et la Banque européenne d'investissement ont signé le premier accord, d'un montant de 20 millions d'euros, au titre d'HERA Invest, avec une société biopharmaceutique française. Ces fonds aideront l'entreprise à mettre au point et à déployer des médicaments à large spectre permettant de lutter contre les menaces biologiques pour la santé publique.

L'influenza aviaire est une maladie virale qui touche principalement les oiseaux. Même si la menace que la grippe aviaire fait peser sur l'ensemble de la population reste faible, les travailleurs agricoles, notamment ceux des élevages de volailles, et les vétérinaires y sont davantage exposés. En juin, la Commission a garanti l'accès des États membres à 665 000 doses du vaccin adapté contre l'influenza zoonotique et pris une option pour 40 millions de doses supplémentaires pour les quatre prochaines années.

50 ans de vaccination mondiale à célébrer

Le lancement, par l'OMS, du programme élargi de vaccination il y a 50 ans a été un moment charnière dans l'histoire de la santé publique. La vaccination a sauvé des millions de vies dans le monde. En 1974, seuls 5 % des enfants étaient vaccinés contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche dans le monde. Aujourd'hui, ce chiffre a augmenté pour atteindre près de 85 % des enfants dans le monde et 94 % dans la région européenne de l'OMS.

© OMS/Blink Media — Etinosa Yvonne



Vaccines now give us hope of eliminating cervical cancer.



VIDÉO: Le programme élargi de vaccination de l'Organisation mondiale de la santé — permettant d'éviter plus de 4 millions de décès par an.

Les vaccins sont essentiels pour lutter contre les épidémies de maladies infectieuses, et les investissements dans la recherche et le développement sont cruciaux pour la sécurité sanitaire et la préparation aux pandémies, comme en témoigne la mise au point rapide de vaccins contre la COVID-19. L'UE investit actuellement plus de 100 millions d'euros dans la mise en place d'une plateforme vaccinale européenne, en vue de garantir un accès rapide aux vaccins pandémiques par l'intermédiaire d'un consortium d'institutions européennes de premier plan.

Une nouvelle initiative visant à améliorer l'accès aux diagnostics, à l'information et aux soins pour les citoyens souffrant de maladies rares, lesquelles touchent jusqu'à 36 millions de personnes dans l'UE, a été lancée en mars. Dotée d'un financement total de plus de 18 millions d'euros, l'action commune sur l'intégration des réseaux européens de référence dans les systèmes de santé nationaux rassemble tous les États membres, plus la Norvège et l'Ukraine, et a pour objectif de contribuer à ouvrir la voie à une coopération plus efficace, efficiente et durable à l'avenir.

Santé mondiale

L'Assemblée mondiale de la santé, qui regroupe plus de 190 pays, dont l'ensemble des États membres, a adopté en juin un ensemble ambitieux d'amendements au règlement sanitaire international, au terme de deux années de négociations. Les règles renforcées visent

à améliorer la gestion des urgences de santé publique de portée internationale et à mieux protéger les citoyens contre les menaces transfrontières graves pour la santé — une priorité essentielle de la stratégie de l'UE en matière de santé mondiale. Un accord a également été trouvé pour poursuivre les négociations concernant un accord sur les pandémies, l'objectif étant de parvenir à un consensus d'ici à la prochaine réunion de l'Assemblée en mai 2025.

Un nouveau consortium mondial a été lancé en mars afin de promouvoir la surveillance des eaux usées et de l'environnement dans le cadre des systèmes de santé publique et de créer un système mondial de détection précoce des épidémies. L'initiative associe plus de 300 collaborateurs dans le monde, dont l'UE, l'OMS, la Fondation Bill et Melinda Gates, les centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies et les centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies.

En réponse à la déclaration de l'OMS en août selon laquelle l'épidémie de variole représente une urgence de santé publique de portée internationale, l'UE et ses États membres (Équipe Europe) ont pris des mesures immédiates et globales pour aider les partenaires à lutter contre la maladie et à faire face à la situation. Parmi ces mesures figuraient notamment le don de plus d'un demi-million de doses de vaccin, l'UE ayant été la première à les livrer sur le terrain en République démocratique du Congo, le pays le plus touché par l'épidémie.

→ Les premiers lots de vaccins contre le mpox arrivent à l'aéroport de Kinshasa (République démocratique du Congo), 5 septembre 2024. L'initiative fait partie d'un ensemble complet de mesures de l'UE relevant de sa stratégie en matière de santé mondiale, un élément clé de l'initiative «Global Gateway» visant à soutenir les partenaires du reste du monde.





CHAPITRE 8

Une Europe plus forte sur la scène internationale

Introduction

Les conflits, les crises humanitaires et les catastrophes naturelles ont continué de mettre à mal le monde en 2024. L'Union européenne (UE) a joué un rôle actif en réaffirmant son attachement à la paix, à la sécurité et à la dignité humaine. Au cours de la troisième année d'agression de la Russie contre l'Ukraine, l'UE a continué de renforcer sa défense et sa sécurité. Elle a également œuvré avec les pays candidats, y compris l'Ukraine, sur les réformes nécessaires ainsi qu'avec les pays candidats potentiels en vue de préparer leur future adhésion. L'UE fournit une aide humanitaire et reste déterminée à trouver des solutions aux différentes crises au Moyen-Orient, y compris



Près de la moitié des 1,9 million de personnes déplacées à Gaza sont des enfants. Grâce aux fonds de l'UE, l'Unicef a fourni des vêtements d'hiver indispensables à plus de 120 000 enfants déplacés. 28 janvier 2024.

à Gaza et en Syrie. Au cours de l'année, l'UE a renforcé ses partenariats internationaux, aidé les personnes dans le besoin et réagi aux catastrophes partout dans le monde. En adaptant ses efforts de secours aux nouveaux risques et en établissant des partenariats plus solides, l'UE a consolidé son rôle de premier plan dans l'aide apportée au niveau mondial. Cette approche unie a montré la résilience de l'UE et sa vision d'un continent ouvert et prospère, même face aux défis mondiaux.

Politique de voisinage et négociations d'élargissement

Élargissement

Les tensions géopolitiques actuelles, notamment la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, ont mis en évidence l'importance de la politique d'élargissement. L'élargissement est un

investissement durable dans la paix, la sécurité et la stabilité pour notre continent. Chaque nouvel État membre renforce l'économie de l'UE en générant de la croissance et des emplois.

L'année 2024 a marqué le 20^e anniversaire de l'élargissement de l'UE de 2004, le plus grand de son histoire. Il y a vingt ans, l'UE a accueilli dix nouveaux États membres, devenant l'un des plus grands marchés uniques au monde. Depuis lors, des millions de personnes ont bénéficié de nouvelles possibilités, de nouveaux emplois et de nouveaux programmes dans l'ensemble de l'UE.

**Plus de
2,7 millions**

**de jeunes des 10 États membres
qui ont adhéré en 2004 ont participé
au programme Erasmus+ depuis 2004.**

26 millions

**de nouveaux emplois ont été créés dans
l'ensemble de l'UE depuis 2004.**

79 %

**des citoyens de ces États membres
estiment que leur pays a bénéficié
de l'adhésion à l'UE.**



[VIDÉO](#): Pourquoi est-il si important de célébrer l'élargissement de l'UE de 2004?



La porte de l'adhésion reste ouverte aux pays européens qui adhèrent aux valeurs de l'UE et répondent à des critères essentiels. Les candidats à l'adhésion doivent, entre autres, faire preuve de solides pratiques démocratiques, respecter l'état de droit, maintenir l'équilibre de leurs économies et améliorer leur gouvernance (voir également le chapitre 9).

L'UE évalue régulièrement les progrès de tous les pays concernés par l'élargissement. En octobre, elle a publié son paquet «élargissement» annuel, qui passe en revue les progrès accomplis par les pays candidats (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Serbie, Turquie et Ukraine) et par le Kosovo, candidat potentiel (cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo). Les rapports annuels

mettent l'accent sur les réformes clés dans des domaines tels que l'état de droit, l'administration publique, les institutions démocratiques et le respect des critères économiques d'adhésion à l'UE.

Une fois ouvertes, les négociations d'adhésion se déroulent lors de conférences intergouvernementales entre les ministres et les ambassadeurs des États membres et du pays candidat négociant son adhésion. La première conférence de ce type avec la Moldavie et l'Ukraine a eu lieu en juin 2024, lançant officiellement leurs négociations d'adhésion. Le processus d'examen analytique a débuté en juillet et se poursuivra tout au long de l'année 2025, période au cours de laquelle la Moldavie et l'Ukraine doivent montrer comment elles prévoient d'adopter et de mettre en œuvre les règles et les politiques de l'UE et définir des plans pour la poursuite de leur alignement.



↑
Table ronde de la Conférence intergouvernementale
UE-Ukraine, Luxembourg, 25 juin 2024.

Progrès accomplis par les Balkans occidentaux sur la voie de l'adhésion à l'UE en 2024



L'Albanie et la Macédoine du Nord

ont achevé le processus d'examen analytique, première étape vers l'adhésion à l'UE.

- > Un rapport d'examen analytique a été présenté sur le premier des six groupes de règles pour lesquels les deux pays doivent satisfaire à des exigences spécifiques (critères de référence), telles que les réformes de leur système judiciaire, de leur administration publique, de leur gouvernance, etc.
- > L'ouverture du premier groupe de chapitres avec l'Albanie a eu lieu lors d'une conférence intergouvernementale en octobre.
- > L'ouverture du premier groupe de chapitres avec la Macédoine du Nord aura lieu une fois qu'elle remplira les conditions requises.



La **Bosnie-Herzégovine** a entamé les négociations d'adhésion à l'UE en mars. Un forum à haut niveau a ensuite débattu des réformes nécessaires au lancement des étapes suivantes.



Le **Monténégro** a progressé dans son processus d'adhésion à l'UE, en satisfaisant aux exigences essentielles en matière d'état de droit et de droits fondamentaux en juin, comme l'a confirmé le rapport sur ce pays. Depuis lors, l'UE a commencé à clôturer provisoirement les chapitres de négociation lorsque les conditions applicables sont remplies, en commençant par trois chapitres en décembre.



Le **Kosovo** a obtenu un régime d'exemption de visa pour se rendre dans l'UE en janvier, ce qui signifie que ses citoyens peuvent désormais entrer dans l'UE pour de courts séjours sans avoir besoin de visa.



La **Serbie** a accompli des progrès en matière de réformes judiciaires et de lutte contre la corruption, mais elle doit encore mettre pleinement en œuvre la législation sur les médias, mieux s'aligner sur la politique étrangère de l'UE, soutenir la société civile et les médias et respecter son engagement à normaliser ses relations avec le Kosovo.

La candidature de la Géorgie à l'adhésion à l'UE a toutefois subi un revers en 2024 lorsqu'une loi controversée visant les organisations financées par des fonds étrangers a été adoptée, ce qui a suscité des inquiétudes quant à l'étouffement délibéré des voix indépendantes et à la limitation des libertés démocratiques. À la suite de cette évolution et d'autres évolutions négatives de la progression de la Géorgie sur la voie de l'adhésion à l'UE, le processus d'adhésion s'est de facto interrompu.

Les négociations d'adhésion avec la Turquie sont au point mort depuis 2018 en raison des

préoccupations persistantes concernant la démocratie, l'état de droit, l'indépendance de la justice et le respect des droits fondamentaux.

Les perspectives d'une UE élargie auront des répercussions sur le fonctionnement de l'UE. Dans cette optique, une communication sur les réformes et les réexamens des politiques préalables à l'élargissement a été adoptée en mars, examinant les implications d'une UE élargie dans les domaines des valeurs, des politiques, du budget et de la gouvernance. Cette approche proactive vise à faire en sorte que l'UE soit préparée à un futur élargissement.

Soutenir la réforme, la croissance et l'intégration des pays concernés par l'élargissement

La réduction de l'écart économique entre l'UE et ses futurs membres contribue à préparer ces derniers à une transition plus fluide. L'UE soutient activement le développement des futurs membres au moyen de nouveaux outils de financement, tels que la facilité pour l'Ukraine (voir le chapitre 1), le plan de croissance pour la Moldavie et le plan de croissance pour les Balkans occidentaux, et fournit l'expertise des États membres actuels pour accélérer les réformes.

Depuis 2021, l'UE a fourni 2,2 milliards d'euros d'aide financière à la Moldavie pour soutenir son indépendance énergétique, ses réformes en matière de justice et le renforcement de ses liens avec l'UE. Le nouveau plan de croissance proposé en octobre soutiendra la Moldavie sur la voie de son adhésion à l'UE, en fournissant jusqu'à 1,8 milliard d'euros entre 2025 et 2027 pour développer son économie et conduire les réformes liées à l'adhésion.

À la suite du recul démocratique de la Géorgie, l'UE a réduit ses contacts politiques et suspendu 30 millions d'euros au titre de la facilité européenne pour la paix et 121 millions d'euros d'aide directe à son gouvernement. Cela n'a pas eu d'incidence sur le soutien de l'UE à la société civile et aux médias indépendants, car ils sont essentiels au maintien de la démocratie. Le 20 décembre 2024, l'UE a également proposé que les diplomates et les fonctionnaires géorgiens, ainsi que les membres de leur famille titulaires d'un passeport diplomatique ou officiel, soient soumis à l'obligation de visa pour se rendre dans l'UE pour de courts séjours.

Malgré leurs progrès sur la voie de l'adhésion, les pays des Balkans occidentaux ont un produit intérieur brut par personne qui se situe entre un quart et la moitié de la moyenne de l'UE. Pour combler cet écart, l'UE a adopté le plan de croissance pour les Balkans occidentaux, qui vise à renforcer les liens économiques tant avec l'UE qu'au sein de la région et pourrait doubler la taille des économies des Balkans occidentaux en l'espace d'une décennie. La mise en œuvre du plan de croissance a commencé, et la facilité pour

les réformes et la croissance, d'un montant de 6 milliards d'euros, est entrée en vigueur en mai. Cinq des six partenaires des Balkans occidentaux ont depuis présenté des programmes de réforme ambitieux détaillant les principales améliorations à apporter dans des domaines tels que l'état de droit, la gouvernance, le capital humain, les transitions énergétique et numérique et le secteur privé, ainsi qu'une liste indicative de projets d'investissement. Ces programmes de réforme ont été approuvés en octobre.

Nouveau train de mesures d'investissement pour les Balkans occidentaux dans le cadre du plan économique et d'investissement

- 1,2 milliard d'euros d'investissements dans 8 domaines liés au transport ferroviaire, à l'approvisionnement en eau et au secteur privé.
- Le plan comprend désormais 68 projets phares dans des domaines tels que les transports, la numérisation, la transition énergétique, l'environnement, l'éducation et la croissance du secteur privé.
- L'UE a déjà fourni 5,4 milliards d'euros sous forme de subventions, ce qui devrait mobiliser 17,5 milliards d'euros d'investissements supplémentaires, couvrant plus de la moitié du plan total de 30 milliards d'euros.



↑ Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (cinquième à partir de la gauche), et Olivér Várhelyi, alors commissaire européen chargé du voisinage et de l'élargissement (premier à partir de la gauche), ont accueilli les dirigeants de six partenaires des Balkans occidentaux lors d'un déjeuner de travail à Bruxelles (Belgique), 19 septembre 2024.



Les dirigeants des Balkans occidentaux ont organisé plusieurs réunions ministérielles sur le plan de croissance au cours de l'année afin de discuter des efforts d'intégration (en Macédoine du Nord en janvier, en Albanie en février et au Monténégro en mai). Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a visité les six partenaires des Balkans occidentaux en automne. Le sommet UE-Balkans occidentaux a eu lieu le 18 décembre.

Le sommet du processus de Berlin de 2024 a vu l'adoption d'un nouveau plan d'action pour le marché commun régional visant à renforcer l'intégration économique régionale, qui constitue également un objectif essentiel du plan de croissance.

Après des tensions relatives aux activités de forage illégales en Méditerranée orientale, l'UE rétablit progressivement ses liens avec la Turquie au moyen de visites et de dialogues à haut niveau sur la santé, la recherche, l'innovation et le commerce. En outre, l'UE s'est engagée à mobiliser des ressources financières importantes pour soutenir le pays dans différents domaines en 2024.

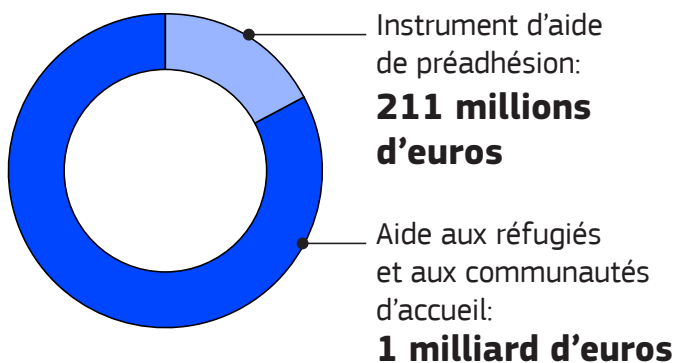


Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (au premier rang, première à partir de la droite), Roberta Metsola, présidente du Parlement européen (au deuxième rang, première à partir de la droite), et António Costa, président du Conseil européen (au premier rang, cinquième à partir de la droite), ainsi que les dirigeants de l'UE et des Balkans occidentaux lors du sommet UE-Balkans occidentaux, Bruxelles (Belgique), 19 septembre 2024.



VIDÉO : Avec le soutien de l'UE, des milliers de projets célèbrent le patrimoine culturel dynamique et unique des Balkans occidentaux, favorisant ainsi la créativité et la collaboration.

Financement de l'UE en faveur de la Turquie



Plateforme d'investissement pour la Turquie: jusqu'à **3 milliards d'euros** d'investissements d'ici à 2027

Partenariat oriental

L'UE contribue également à renforcer les économies de son voisinage oriental et à les relier plus étroitement à l'Union européenne.

En avril, un plan de résilience et de croissance pour l'Arménie d'un montant de 270 millions d'euros a été annoncé lors d'une réunion à haut niveau entre l'UE, les États-Unis et l'Arménie. Cette initiative vise à renforcer l'économie arménienne et à soutenir les personnes déplacées. Les négociations sur un programme de partenariat UE-Arménie visent également à renforcer la coopération au moyen d'une feuille de route plus audacieuse en matière de partenariat.

L'Azerbaïdjan reste un partenaire énergétique apprécié, offrant une diversification des sources de gaz de l'UE, qui cherche à se détourner de la Russie. Le soutien actuel de l'UE au secteur azerbaïdjanais des énergies renouvelables dans le cadre de la 29^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP29) de Bakou favorise une coopération plus étroite en matière de transition écologique.

L'UE reste déterminée à soutenir les négociations de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et finance les efforts de paix, y compris le soutien aux dividendes de la paix, par l'intermédiaire du plan économique et d'investissement. L'objectif est de créer des avantages économiques et sociaux tangibles qui favorisent une paix durable dans la région.



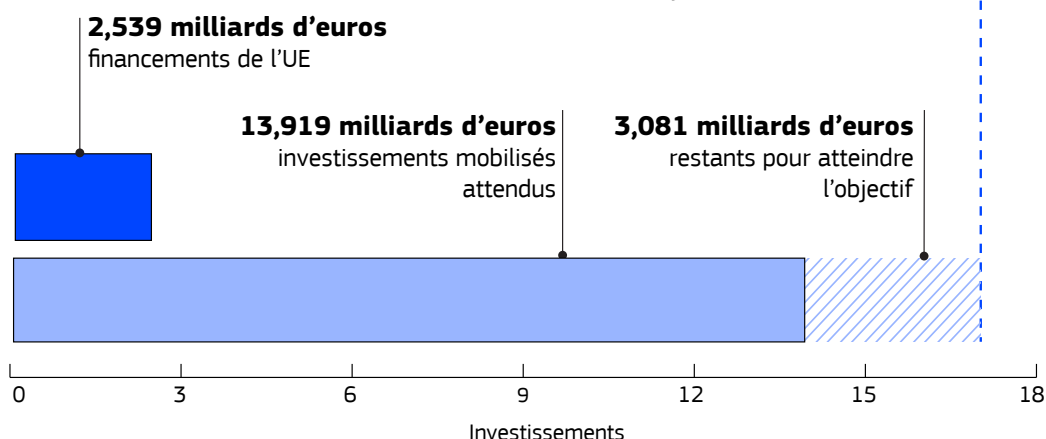
↑ Avec le soutien de l'UE, des étudiants de Bakou, en Azerbaïdjan, ont relevé des défis environnementaux lors du concours EU4Climate, en recherchant des moyens d'améliorer l'environnement et de sauver le lac Masazir. L'initiative EU4Climate aide les pays du partenariat oriental à élaborer et à mettre en œuvre des politiques climatiques favorisant un développement à faibles émissions et résilient face au changement climatique. 5 juin 2024.

Les liens économiques étroits entre la Biélorussie et la Russie ont permis à la Russie de contourner certaines des sanctions qui lui ont été imposées. En réponse à l'implication du régime Loukachenko dans la guerre contre l'Ukraine, des sanctions supplémentaires ont été imposées à la Biélorussie en juin 2024. Ces nouvelles mesures à l'encontre de la Biélorussie reflètent bon nombre des mesures déjà imposées à la Russie et rendent les sanctions de l'UE contre la Russie encore plus efficaces (voir le chapitre 1).

L'investissement de l'UE dans le partenariat oriental depuis 2021

17 milliards d'euros

objectif d'ici à la fin de 2027



Voisinage méridional

L'accent a été mis davantage sur des partenariats globaux avec les voisins méridionaux afin d'améliorer leur niveau de vie et de renforcer leur stabilité macroéconomique. Ces partenariats sur mesure rendent la région plus sûre en s'attaquant aux causes profondes de la migration et en abordant ouvertement des questions complexes telles que la sécurité.

En mars, l'UE et l'Égypte ont établi un partenariat global couvrant les relations politiques, la migration, la stabilité économique, les investissements durables et le commerce. En juin, elles ont organisé une conférence sur l'investissement UE-Égypte, attirant de nouveaux investissements à hauteur de 49 milliards d'euros.

La signature d'un important partenariat global avec la Tunisie en 2023 a débouché sur une grande conférence UE-Tunisie sur les investissements en juin, au cours de laquelle un protocole d'accord (un cadre formel de coopération) axé sur l'énergie, y compris les énergies renouvelables, a été approuvé.

Les événements récents au Moyen-Orient ont accru l'incertitude quant à sa stabilité politique, sociale et économique. L'UE et l'Autorité palestinienne ont convenu d'une enveloppe de 400 millions d'euros d'aide financière d'urgence à court terme en faveur de cette dernière afin de répondre à ses besoins financiers les plus pressants et de soutenir les réformes. Ce soutien financier à court terme ouvrira la voie à un programme pluriannuel visant à assurer la stabilité financière à long terme de l'Autorité palestinienne et la mise en œuvre de son programme de réformes.

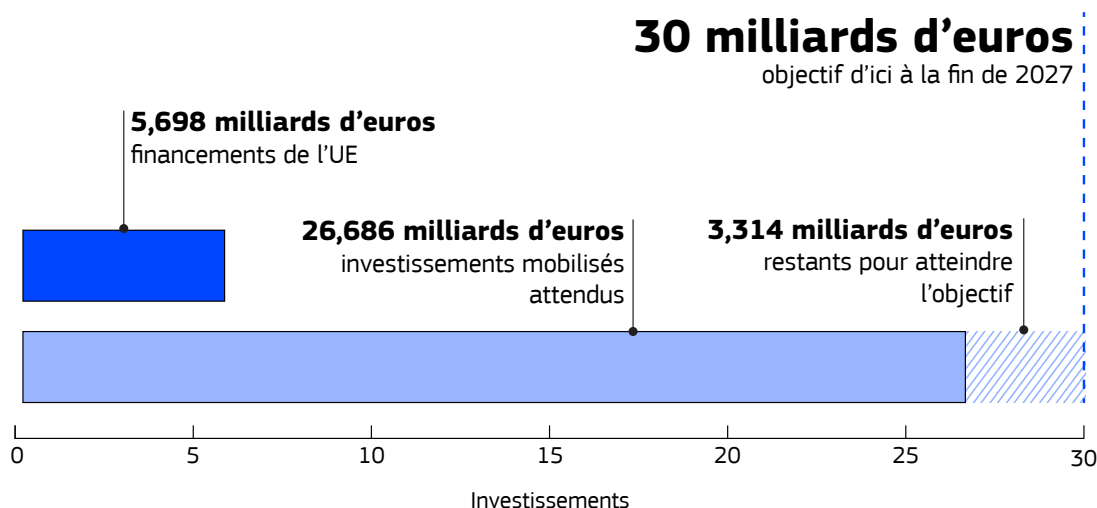


La présidente von der Leyen s'est engagée à verser 1 milliard d'euros au Liban lors de sa visite dans le pays en mai. La première partie, d'un montant de 500 millions d'euros, adoptée en août, soutiendra le Liban en 2024 et 2025. Ce financement sera axé sur les services de base tels que la santé, l'éducation et la protection sociale, ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène, pour les groupes vulnérables, y compris les réfugiés syriens et les Libanais vulnérables. Il soutiendra également les réformes clés, le secteur de la sécurité, la gestion des frontières (y compris la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants), la résilience économique et la transition écologique. En outre, l'UE a maintenu son engagement à soutenir les réfugiés syriens au moyen de l'aide humanitaire et de l'aide au développement en cours (voir ci-après la section «Aide humanitaire et protection civile»).



De gauche à droite: Nikos Christodoulides, président de Chypre, Najib Mikati, Premier ministre libanais, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, Beyrouth (Liban), 2 mai 2024.

L'investissement de l'UE dans le partenariat méridional depuis 2021



Accords et partenariats internationaux

Partenaires d'Europe occidentale

En 2024, les relations entre l'UE et le Royaume-Uni sont restées une priorité de premier plan, sur la base de la mise en œuvre intégrale, rigoureuse et en temps utile de l'accord de retrait, y compris le cadre de Windsor, et de l'accord de commerce et de coopération. Ces efforts protègent les droits de millions de citoyens de l'UE et de ressortissants britanniques vivant à l'étranger, soutiennent la stabilité économique et facilitent les échanges commerciaux. Les négociations en vue de finaliser un accord entre l'UE et le

Royaume-Uni en ce qui concerne Gibraltar se sont également poursuivies.

L'UE a entamé et achevé des négociations avec la Suisse sur un vaste ensemble d'accords visant à approfondir et à étendre la relation bilatérale. Elle a également progressé sur la voie de la signature de l'accord d'association avec Andorre et Saint-Marin.

Pour plus d'informations sur les accords commerciaux et technologiques, voir le chapitre 2.

La stratégie «Global Gateway»

L'UE, grâce à sa stratégie d'investissement mondiale «Global Gateway», a continué de nouer des partenariats dans le monde entier en 2024. Ensemble, l'UE, ses États membres, les banques de développement et les institutions financières européennes visent à fournir jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements d'ici à 2027 afin de réduire le déficit d'investissement mondial et de soutenir les transitions écologique et numérique à l'échelle de la planète.

La stratégie «Global Gateway» soutient des projets visant à améliorer la connectivité numérique, à améliorer l'accès à l'énergie durable, à développer des itinéraires de transport et à renforcer la santé, l'éducation et la recherche. L'objectif est une prospérité durable tant pour les pays partenaires que pour l'UE.

Jusqu'à

**300 milliards
d'euros**

d'investissements entre 2021 et 2027

L'UE et ses États membres demeurent, ensemble, le premier pourvoyeur d'aide publique au développement dans le monde, ayant octroyé **95,9 milliards d'euros en 2023** (dernière année pour laquelle des données sont disponibles), soit **42 %** du total. L'UE est également le premier contributeur à l'initiative «Aide pour le commerce» de l'Organisation mondiale du commerce.

Plus de 200

projets phares dans le monde jusqu'à présent

**3,2 milliards
d'euros**

pour des projets dans le domaine des énergies renouvelables en Afrique

Afrique subsaharienne

En 2024, l'UE a réalisé d'importantes avancées dans ses partenariats avec l'Afrique, en mettant l'accent sur le développement durable, la santé et la croissance économique. L'UE a progressé dans le déploiement du train de mesures d'investissement Afrique-Europe «Global Gateway», doté d'un budget de 150 milliards d'euros, ciblant des domaines tels que l'énergie propre, les infrastructures numériques, les transports, la santé et l'éducation.

Lors de l'événement à haut niveau «Global Gateway» sur l'éducation, des accords sur des programmes d'un montant total de 245 millions d'euros ont été signés, couvrant:

- ✓ la mobilité à des fins de recherche et d'apprentissage au Nigeria;
- ✓ le soutien à l'éducation des filles en Zambie;
- ✓ une nouvelle initiative de l'Équipe Europe sur l'enseignement et la formation professionnels en Afrique;
- ✓ le lancement d'une Académie Afrique-Europe de la jeunesse;
- ✓ 15 nouveaux projets de mobilité universitaire en Afrique.

Ces initiatives reflètent l'engagement constant de l'UE en faveur d'une éducation inclusive et de qualité dans le cadre de la stratégie «Global Gateway».



Medina Maneno, jeune entrepreneuse ougandaise, exerce fièrement son activité de couture après avoir suivi une formation dans le cadre d'un programme de développement des compétences soutenu par l'UE et la Belgique. L'investissement de 50 millions d'euros vise à aider davantage de jeunes et de femmes comme Medina à accéder à des possibilités d'emploi et à développer des moyens de subsistance durables. Adjumani (Ouganda), 9 novembre 2023.

Initiatives de 2024 en Afrique subsaharienne

- > Un programme majeur a été lancé au Cabo Verde pour soutenir les énergies renouvelables et les secteurs de l'économie numérique, de l'économie bleue et du corridor stratégique (Praia-Dakar-Abidjan).
- > Un train de mesures de 210 millions d'euros a été promis pour soutenir la Mauritanie, et un nouveau partenariat UE-Mauritanie en matière de migration a été lancé en mars.
- > Un montant supplémentaire de 40 millions d'euros a été fourni pour soutenir des initiatives visant à renforcer les capacités du Rwanda en matière de recherche sur les vaccins et de fabrication de vaccins, ainsi que l'accès aux produits de santé grâce à une meilleure gestion de l'enseignement, des infrastructures et de la chaîne d'approvisionnement.
- > Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la réhabilitation du barrage de Kariba, qui est essentiel pour répondre aux besoins en énergie propre de la Zambie et du Zimbabwe.
- > De nouvelles initiatives ont été lancées pour la gestion des eaux transfrontières en Afrique.

Lors du troisième forum des entreprises Ouganda-UE, les 6 et 7 mars, huit nouveaux projets, d'une valeur de plus de 200 millions d'euros, ont été lancés. Ces projets visent à soutenir les petites entreprises, les jeunes femmes entrepreneurs, l'agro-industrie et les infrastructures numériques. Ce forum a réuni 12 États membres, 8 institutions financières, dont la Banque européenne d'investissement, et 193 entreprises européennes.



L'UE a contribué au renforcement de l'agriculture africaine au cours de l'année en protégeant les produits alimentaires locaux bénéficiant d'une indication géographique — labels de qualité qui prouvent l'origine d'un produit et offrent un accès au marché européen. Le partenariat pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable a œuvré à la création d'un consortium de recherche sur le changement climatique, la biodiversité et l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'agriculture, axé sur des solutions agricoles pratiques et le partage des connaissances.

La Commission et l'Afrique du Sud, en collaboration avec Global Citizen, un groupe international de défense des citoyens, ont lancé une campagne d'appel aux dons d'un an intitulée «Scaling up renewables in Africa» (Développement des énergies renouvelables en Afrique). Elle mobilisera des investissements publics et privés pour accélérer les projets dans le domaine des énergies renouvelables sur l'ensemble du continent afin de permettre aux populations africaines d'accéder à une énergie abordable et de contribuer à réduire les émissions mondiales, conformément aux engagements annoncés lors de la conférence des Nations unies de 2023 sur les changements climatiques (COP28).

Asie et Pacifique

Dans le cadre de l'initiative «Global Gateway», l'UE s'emploie également à transformer le corridor de transport transcaspien en un itinéraire rapide et moderne reliant l'Europe et l'Asie. L'UE a également renforcé ses relations avec les pays de la région en signant un nouvel accord de partenariat avec le Kirghizstan ainsi qu'un protocole d'accord et un plan d'action sur les matières premières critiques avec l'Ouzbékistan.



L'UE a également approfondi son partenariat avec l'Asie du Sud-Est, notamment par une collaboration plus étroite avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, en soutenant des projets sur les compétences et la formation professionnelle au Cambodge, l'agriculture durable et la réhabilitation d'une route nationale au Laos, ainsi qu'un train de mesures sur l'économie numérique aux Philippines.

En outre, l'UE a encore étendu sa coopération en Asie. Un important dialogue politique avec le Japon sur l'éducation, la culture et le sport a eu lieu à Tokyo en avril, tandis que la Corée du Sud a été incluse dans le programme de recherche et d'innovation Horizon Europe de l'UE.

Le lancement du protocole régional pour le Pacifique, un accord régional au titre de l'accord de Samoa (le cadre de partenariat à 20 ans de l'UE avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signé en 2023), a renforcé le partenariat UE-Pacifique. L'UE a continué de soutenir les pays insulaires du Pacifique en ce qui concerne la résilience au changement climatique, l'économie bleue et l'agriculture durable.

Amériques et Caraïbes

En 2024, l'UE a réalisé des avancées dans son programme d'investissement «Global Gateway» en Amérique latine et dans les Caraïbes en lançant une initiative visant à soutenir des sociétés équitables et inclusives. L'UE a également lancé EL PACCTO 2.0, un programme de lutte contre la criminalité organisée transnationale. Il soutient les systèmes répressifs et judiciaires pour relever des défis tels que le trafic de drogue, la traite des êtres humains et la cybercriminalité. Parallèlement aux projets relatifs à la politique en matière de drogue (le programme de coopération entre l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Union européenne en matière de politique antidrogue) et à la gestion des frontières (Eurofront), ces efforts créent des communautés plus sûres et renforcent les partenariats dans l'ensemble de la région.



Jutta Urpilainen, alors commissaire européenne chargée des partenariats internationaux, participe à une cérémonie de plantation d'arbres à l'école primaire Thmey de Phnom Penh (Cambodge), 13 mars 2024. Au cours de sa visite au Cambodge, la commissaire Urpilainen a lancé des mesures visant à promouvoir des emplois verts et une croissance durable, et a visité la station de traitement des eaux de Bakheng, une initiative «Global Gateway» qui fournit de l'eau potable à plus de 2 millions de personnes.

Pays et territoires d'outre-mer

L'UE a signé cinq nouveaux accords de coopération avec les pays et territoires d'outre-mer, axés sur la numérisation, l'eau et l'assainissement, la protection des écosystèmes marins, le tourisme durable et la coopération

intrarégionale. Dans le cadre de la stratégie arctique de l'UE, un nouveau bureau de l'UE a été ouvert à Nuuk (Groenland) afin de renforcer le partenariat entre l'UE et ce territoire.

Sommets internationaux

Lors des sommets du G7 et du G20, les chefs d'État ou de gouvernement des économies les plus importantes du monde se réunissent pour relever les défis mondiaux, coordonner les mesures politiques et prendre des engagements importants sur les questions mondiales.

Le sommet du G7 de juin qui s'est tenu à Fasano dans la région des Pouilles (Italie) a confirmé le soutien solide à l'Ukraine. Les dirigeants ont convenu d'accorder un prêt supplémentaire de 45 milliards d'euros à l'Ukraine, en tirant parti des recettes exceptionnelles générées par les avoirs souverains russes immobilisés. Les dirigeants du G7 ont également lancé des initiatives visant à renforcer la sécurité économique, à accroître la coopération dans le secteur de l'énergie (en particulier avec l'Afrique), à améliorer la sécurité alimentaire et à lutter contre le trafic d'êtres humains.

Le G7 s'est également engagé à promouvoir une intelligence artificielle (IA) sûre, sécurisée et digne de confiance. Il prévoit de lancer un plan d'action sur l'utilisation de l'IA sur le lieu de travail et d'élaborer une marque pour soutenir le code de conduite international pour les organisations qui développent des systèmes d'IA avancés. Le règlement de l'UE sur l'IA (voir le chapitre 5) et la signature de la convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle par l'UE définissent des cadres visant à garantir que l'IA respecte les droits de l'homme et les valeurs démocratiques.

Lors du sommet du G20 qui s'est tenu à Rio de Janeiro (Brésil) en novembre, les dirigeants se sont concentrés sur les inégalités, la réforme de la gouvernance mondiale et le changement climatique, et ont lancé l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. L'UE a rejoint l'Alliance en tant que membre fondateur, qui rassemble 82 pays, l'Union africaine, 24 organisations internationales,



↑ Dans le sens des aiguilles d'une montre, à l'avant-plan à partir de la gauche: Charles Michel, alors président du Conseil européen, Olaf Scholz, chancelier fédéral allemand, Justin Trudeau, Premier ministre canadien, Emmanuel Macron, président de la France, Giorgia Meloni, Première ministre italienne, Joe Biden, alors président des États-Unis, Fumio Kishida, alors Premier ministre japonais, Rishi Sunak, alors Premier ministre britannique, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, lors du sommet du G7 à Fasano dans la région des Pouilles (Italie), 13 et 14 juin 2024.

9 institutions financières internationales et 31 organisations philanthropiques et organisations non gouvernementales. Lors du sommet, la présidente von der Leyen a annoncé le lancement de la campagne de dons d'un an sur les énergies renouvelables en Afrique. Afin de poursuivre les progrès vers la réalisation des objectifs convenus lors de la COP28, la présidente von der Leyen a invité les dirigeants du G20 et d'autres dirigeants à unir leurs forces au sein d'un nouveau forum mondial sur la transition énergétique. Cela permettra d'unir les gouvernements, les organisations internationales et les acteurs financiers dans les efforts visant à renforcer les actions de mise en œuvre.

Relations de l'UE avec le Conseil de coopération du Golfe

Le Conseil de coopération du Golfe réunit six États arabes du Golfe dans le but de renforcer l'intégration politique et économique. Le Golfe détient près d'un tiers des réserves pétrolières mondiales.

L'UE et ses États membres ont organisé leur premier sommet avec le Conseil de coopération en octobre afin de discuter des questions relatives au Moyen-Orient et d'examiner comment ils pourraient collaborer dans de nouveaux domaines, tels que:

- ✓ les énergies renouvelables;
- ✓ la connectivité;
- ✓ la sécurité d'approvisionnement énergétique;
- ✓ la transition écologique.

Partenariat en matière de sécurité et de défense

Fondée sur les idéaux de paix et de coopération, l'UE a continué de travailler avec ses alliés pour relever les grands défis mondiaux afin de maintenir la paix, de renforcer la défense et de protéger sa population. Dans cet esprit, le partenariat UE-OTAN a regagné en importance en 2024, contribuant au maintien de la stabilité des deux côtés de l'Atlantique et apportant un soutien à l'Ukraine. L'UE et l'OTAN ont œuvré à une meilleure coordination de l'action civile et militaire, en rendant les infrastructures vitales plus résilientes et en améliorant la manière dont elles comprennent les crises et les catastrophes et y réagissent. Les nouveaux dialogues structurés portent désormais également sur des questions telles que les cybermenaces, les activités spatiales, les technologies de rupture, les effets du changement climatique et l'industrie de la défense.



↑ Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à droite), et Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN (à gauche), Bruxelles (Belgique), 29 octobre 2024.

L'Organisation des Nations unies (ONU) est un autre partenaire important de l'UE dans la lutte pour la paix, la sécurité et la stabilité. Ensemble, elles œuvrent à prévenir les conflits, à soutenir les missions de maintien de la paix et à faciliter la reconstruction après un conflit partout dans le monde. Le partenariat stratégique UE-ONU sur les opérations de paix et la gestion des crises pour la période 2022-2024 a progressé au cours de l'année.

Le partenariat UE-ONU sur les opérations de paix et la gestion des crises

- 1 Il existe un partenariat unique et de longue date entre l'UE et l'ONU en matière de gestion des crises et de maintien de la paix par des moyens civils, policiers et militaires, fondé sur des valeurs et des engagements communs.
- 2 Des dialogues réguliers à haut niveau sont organisés, par exemple au sein du comité directeur UE-ONU sur la gestion des crises, et il existe une interaction continue au niveau opérationnel entre les missions et les opérations, ainsi qu'une coopération étroite entre les services centraux.
- 3 L'UE mène actuellement 21 missions et opérations relevant de la politique de sécurité et de défense commune, dont 12 sont civiles, 8 sont militaires et 1 est civilo-militaire. Onze des 21 missions et opérations sont déployées parallèlement à des missions des Nations unies, par exemple en République centrafricaine, en Iraq, en Israël/Palestine (cette désignation ne doit pas être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice des positions individuelles des États membres sur cette question), au Kosovo, en Libye et en Somalie.
- 4 Ensemble, les États membres de l'UE contribuent à un quart du budget des Nations unies consacré au maintien de la paix.

Coopération en matière de sécurité et de défense: situation en 2024

Des dialogues en matière de sécurité et de défense ont été organisés avec des partenaires du voisinage oriental et méridional de l'UE, en Afrique, dans la région indo-pacifique, en Amérique latine et en Amérique du Nord:

- > L'UE a coopéré avec des organisations régionales telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Union africaine et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.
- > Un dialogue régional sur la sécurité a été lancé avec le Conseil de coopération du Golfe.

Des partenariats en matière de sécurité et de défense ont été conclus avec l'Albanie, la Corée du Sud, le Japon, la Macédoine du Nord, la Moldavie et la Norvège.

La facilité européenne pour la paix:

- > Un soutien a été apporté aux capacités militaires et de défense des partenaires.
- > À ce jour, 26 bénéficiaires ont reçu une aide dans plusieurs régions:
 - l'Afrique,
 - le voisinage oriental et méridional,
 - les Balkans occidentaux.
- > Le réseau de conseillers militaires dans les délégations de l'UE a été élargi.

La deuxième édition du Forum Schuman sur la sécurité et la défense a eu lieu à Bruxelles (Belgique).

L'UE reconnaît qu'une action résolue est essentielle pour maintenir la paix et la stabilité, en particulier en temps de crise. Les événements qui dépassent les frontières de l'UE peuvent avoir une incidence directe sur la sécurité de ses citoyens. La politique de sécurité et de défense commune permet à l'UE de relever les défis en matière de sécurité en déployant des missions et des opérations à l'étranger. Ce faisant, l'UE contribue à prévenir les conflits, à améliorer la capacité des pays partenaires à traiter les questions de sécurité, et à réduire au minimum les menaces qui pourraient atteindre l'Europe.

Dans le cadre de cette politique, l'UE a lancé en 2024 une initiative en matière de sécurité et de défense afin de soutenir les pays d'Afrique de l'Ouest le long de la côte du golfe de Guinée et de les aider à résoudre les problèmes de sécurité qui se propagent depuis le Sahel, tels que le terrorisme et les activités illégales.



↑
Au Bénin, 90 agents de 5 unités de la police républicaine ont été formés à la neutralisation d'engins explosifs improvisés. Cette formation, qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative en matière de sécurité et de défense dans le golfe de Guinée, s'est déroulée à Kandi, à Parakou, à Dassa et à Cotonou. Dassa (Bénin), 2 mai 2024.

Engagement de l'UE en matière de sécurité et de défense dans le monde entier

5

missions/opérations militaires en cours

12

missions civiles en cours

3

opérations navales militaires en cours

1

initiative civile et militaire

Approche intégrée

Les actions de l'UE en matière de sécurité et de défense sont déployées et mises en œuvre de concert avec d'autres outils et instruments de l'UE pour obtenir un impact stratégique.

Objectifs

Maintien de la paix, prévention des conflits, renforcement de la sécurité internationale, soutien à l'état de droit, prévention de la traite des êtres humains et de la piraterie, contribution à la sûreté maritime et fourniture d'équipements militaires et d'infrastructures de sécurité aux partenaires de l'UE.

En février 2024, l'UE a également lancé l'opération *Aspides* de l'Eunavfor, une opération maritime visant à protéger les navires transitant par la mer Rouge contre les attaques des rebelles houthistes, un groupe armé au Yémen. Cette opération contribue à faire en sorte que les navires puissent circuler en toute sécurité et à renforcer la sécurité en mer Rouge et dans la région du Golfe voisine.



↑

Du 6 au 8 juillet 2024, Josep Borrell, alors haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne chargé d'une Europe plus forte sur la scène internationale (à droite), s'est rendu à Djibouti pour renforcer les liens avec ce partenaire régional clé et évaluer l'impact des opérations navales de l'UE. Il a visité la frégate italienne *Virginio Fasan*, opérant dans le cadre de l'opération *Aspides* de l'Eunavfor, une mission militaire de l'UE qui protège la sécurité maritime et la liberté de navigation en mer Rouge, dans l'océan Indien, dans le golfe Persique et dans d'autres zones voisines.

Aide humanitaire et protection civile

La crise au Proche-Orient

La situation humanitaire dans la bande de Gaza s'est considérablement détériorée depuis octobre 2023, lorsque l'attaque terroriste brutale du Hamas contre Israël, suivie par l'escalade des hostilités entre les parties et les opérations militaires israéliennes à grande échelle ont aggravé la crise existante.

En 2024, l'UE a continué d'appeler à un cessez-le-feu immédiat à Gaza, à la libération inconditionnelle de tous les otages, à une augmentation urgente de l'aide humanitaire à Gaza et à la fin durable des hostilités. Elle a également appelé à plusieurs reprises toutes les parties, y compris Israël, à respecter le droit international et le droit humanitaire international, en particulier les conventions de Genève, et à tout mettre en œuvre pour protéger et ne pas porter atteinte à des civils innocents. L'UE s'emploie sans relâche à empêcher que le conflit ne se propage à l'ensemble de la région. Elle reste pleinement attachée à une paix durable et pérenne reposant sur une solution fondée sur la coexistence de deux États et sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies en redynamisant les efforts dans le cadre du processus de paix au Proche-Orient.

Plus de 2,2 millions de personnes ont été touchées, des centaines de milliers d'entre elles étant confrontées à de graves pénuries de produits de première nécessité tels que la nourriture, l'eau et des abris. Les dommages causés aux infrastructures scolaires et hospitalières ont eu une incidence supplémentaire sur l'accès aux services vitaux. Les enfants supportent la charge la plus lourde, nombre d'entre eux étant confrontés à des traumatismes tant physiques que psychologiques. La Cisjordanie est également confrontée à une détérioration de la situation, étant donné que la violence généralisée des colons rend plus criant les besoins humanitaires au sein des communautés palestiniennes.

Bilan humain de la crise à Gaza (septembre 2024)

40 000
décès

88 000
blessés

1,9 million
de personnes déplacées

Face à ces défis, l'UE reste attachée à sa mission humanitaire, en fournissant une aide vitale sous forme d'une assistance directe et d'un soutien financier substantiel. Cette aide de grande envergure fournit des services essentiels — de la nourriture et de l'eau potable aux soins médicaux, en passant par les abris, l'éducation et la protection — aux personnes qui en ont le plus besoin dans les zones touchées. Le système de réaction d'urgence de l'UE, le mécanisme de protection civile de l'UE, a également été activé dix fois en 2024 pour fournir une aide à Gaza, coordonner les évacuations et soutenir les pays voisins touchés par la crise.



Les infrastructures sanitaires dans la bande de Gaza ont subi de graves dommages en raison des opérations militaires en cours en 2024. Les opérations d'aide humanitaire de l'UE contribuent au financement de l'Organisation mondiale de la santé, ce qui lui permet de fournir des équipements et des médicaments essentiels aux hôpitaux de la bande de Gaza. 6 avril 2024.

Malgré les risques importants pour la sécurité, l'UE continue de fournir une assistance au titre du mécanisme, y compris par l'intermédiaire du corridor maritime chypriote, une route maritime essentielle par laquelle l'Allemagne, Chypre, la Roumanie et la Slovaquie ont fourni des denrées alimentaires et des abris. Neuf États

membres ont apporté une aide en nature au ministère égyptien de la santé. Le mécanisme soutient également ses partenaires en envoyant des experts et en coordonnant les évacuations médicales de patients palestiniens gravement malades en Europe.



Plus de 20 ans de soutien de l'UE aux Palestiniens

L'UE est le principal pourvoyeur d'aide internationale en faveur du peuple palestinien.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

✓ 2014-2020

**2,2 milliards
d'euros**
alloués

✓ 2021-2024

**1,36 milliard
d'euros**
alloués (dont plus de **920 millions
d'euros** ont été approuvés)

AIDE HUMANITAIRE

✓ Depuis 2000

Plus de

**1,1 milliard
d'euros**

✓ En 2024

**238 millions
d'euros**
d'aide humanitaire engagés (*)

Plus de

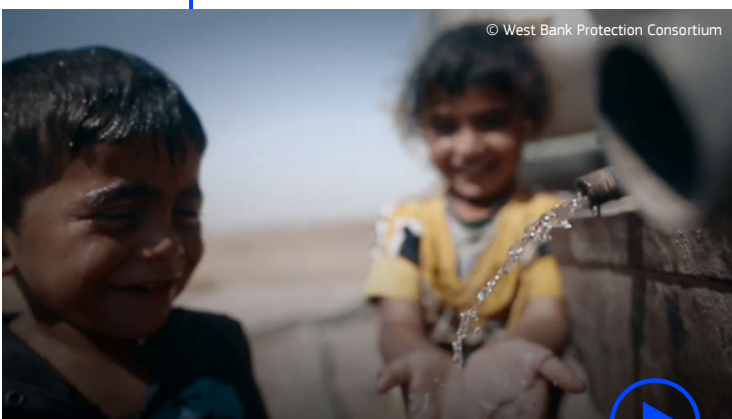
4 000 tonnes
de matériel humanitaire pour les
Palestiniens dans le besoin à Gaza

(*) Y compris le montant supplémentaire de 45 millions d'euros annoncé par la présidente von der Leyen en septembre.



VIDÉO: Aide à Gaza — soutien médical aux Palestiniens dans le besoin.

En Cisjordanie, l'UE et plusieurs États membres collaborent avec des partenaires humanitaires sur le terrain pour protéger les communautés exposées au risque de déplacements forcés et d'actes de violence des colons.



VIDÉO: Une eau propre pour les Palestiniens en Cisjordanie — l'UE s'est associée à 13 pays pour construire des réseaux d'eau, tels que celui de Masafer Yatta, afin que des milliers de Palestiniens aient accès à une eau propre et abordable.

Aide humanitaire

Lorsque des catastrophes naturelles surviennent ou que des conflits éclatent, des millions de personnes se retrouvent en péril. L'aide humanitaire devient alors une aide vitale, fournissant de la nourriture, des abris et des soins médicaux aux personnes les plus vulnérables.

L'UE est à la pointe de ces opérations de secours et est l'un des principaux donateurs mondiaux d'aide humanitaire. Elle fournit une aide fondée sur les besoins aux personnes touchées par des crises d'origine humaine et des catastrophes naturelles dans le monde entier. En 2024, l'UE a alloué 2,49 milliards d'euros pour venir en aide à plus de 300 millions de personnes dans le besoin.

La Commission lance une nouvelle opération de pont aérien humanitaire pour les personnes qui en ont le plus besoin en Syrie afin de fournir du matériel médical d'urgence et d'autres fournitures essentielles, et elle accroît son financement humanitaire.

Aide humanitaire de l'UE dans le monde en 2024

2,5 milliard d'euros

Budget total

956 millions d'euros

Afrique subsaharienne

665 millions d'eurosMoyen-Orient
et Afrique du Nord**447 millions d'euros**Asie, Amérique latine,
Pacifique et Caraïbes**214 millions d'euros**Ukraine, Balkans
occidentaux et Caucase**205 millions d'euros**Dotations
non géographiquesDans les **Amériques**, l'UE a aidé:à faire face à la crise humanitaire
au **Venezuela**;

- les victimes du conflit en **Colombie**;
- les personnes touchées par la violence et la criminalité en **Amérique centrale** et ailleurs;
- les personnes déplacées dans toute la région;
- à organiser le tout premier **pont aérien humanitaire vers Haïti** en 2024 en réponse à la violence croissante des gangs.

Dans la région du **Sahel**, ravagée par les conflits, les crises climatiques et les épidémies, l'UE a fourni une aide vitale dans les domaines de la malnutrition, des déplacements de population, de la santé et de l'éducation.

Les victimes de conflits et de catastrophes dans le reste de l'**Asie** ont également bénéficié d'un soutien.

L'UE a soutenu les personnes touchées par des conflits de longue durée et des phénomènes météorologiques extrêmes en **Afrique orientale et australe**.

En **Afghanistan**, où plus de la moitié de la population a besoin d'une aide humanitaire en raison des conflits, de la pauvreté et du changement climatique, l'UE a fourni une aide essentielle, tant dans le pays que dans les pays voisins, en se concentrant sur la sécurité alimentaire, les soins de santé et la protection.

Dans le contexte de l'escalade du conflit **au Myanmar/en Birmanie**, l'UE a contribué à répondre aux besoins croissants de la population locale et à soutenir les réfugiés rohingyas au Bangladesh.

La capacité d'intervention humanitaire européenne en 2024

16 crises ont été traitées dans 17 pays (Afghanistan, Burkina Faso, Cuba, Haïti, Laos, Liban, Mali, Niger, Palestine, République démocratique du Congo, Rwanda, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Somalie, Soudan, Syrie, Tchad et Yémen).

La capacité d'intervention humanitaire européenne a soutenu les initiatives de l'Équipe Europe dans **5 crises**, en coopérant avec 8 États membres dans le cadre d'opérations conjointes.

93 vols affrétés

5 402 tonnes d'aide transportées (par voie aérienne, maritime et terrestre)

16 683 passagers transportés via les vols d'aide humanitaire de l'UE

3 entrepôts ouverts

817 tonnes de stocks mobilisés

13 experts déployés

Tout au long de l'année 2024, l'UE a également organisé divers événements de haut niveau afin de maximiser l'impact humanitaire. En mars s'est tenu à Bruxelles (Belgique) le troisième Forum humanitaire européen, au cours duquel l'UE a annoncé qu'elle allouerait plus de 7,7 milliards d'euros aux crises mondiales en 2024.

Le mois suivant, l'UE, l'Allemagne et la France ont coorganisé une conférence internationale sur le Soudan. En avril 2023, une guerre civile a éclaté

dans le pays, entraînant des déplacements à grande échelle et une grave crise humanitaire. En réponse à l'appel lancé par les Nations unies en février 2024, les donateurs internationaux se sont engagés à verser plus de 2 milliards d'euros lors de la conférence, dont près de 900 millions d'euros provenant de l'UE et de ses États membres pour soutenir la population civile au Soudan et les réfugiés dans les pays voisins.

↓
La ville de Farchana (Tchad) est confrontée à une crise humanitaire causée par l'afflux de réfugiés de guerre soudanais et par les conséquences de catastrophes naturelles récurrentes. Plus de 800 000 personnes sont aujourd'hui confrontées à une insécurité alimentaire aiguë et ont besoin de toute urgence d'une aide humanitaire. 28 et 29 avril 2024.

© MYOP for the EU



© MYOP for the EU



Poursuivant son engagement à relever les défis humanitaires mondiaux, l'UE a présidé, en mai, le segment ministériel de haut niveau de la huitième conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région. Les participants ont souligné la nécessité d'une solution politique pacifique au conflit syrien et d'un soutien financier continu aux personnes touchées. L'UE et ses États membres se sont engagés à verser 3,8 milliards d'euros sous forme de subventions et restent le principal donateur d'aide à la Syrie. Ces fonds sont destinés aux besoins urgents des Syriens en Syrie, des réfugiés dans les pays voisins et de leurs communautés d'accueil.

La Syrie est à présent dans sa 13^e année de crise et fait face à des besoins humanitaires d'une ampleur sans précédent. Environ 7,2 millions de Syriens sont toujours déplacés à l'intérieur du pays, et le besoin d'aide humanitaire atteint un niveau record. Les femmes et les enfants, qui représentent plus des deux tiers de la population déplacée, sont dans une large mesure coupés de l'éducation formelle en raison du conflit en cours.



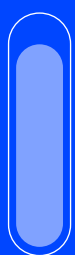
↓ Dans le paysage rude de la Syrie rurale, les initiatives soutenues par l'UE permettent à des communautés exclues depuis longtemps de l'enseignement formel de bénéficier d'une éducation. Ici, les enfants, dont beaucoup ont été déplacés par le conflit, participent à des activités d'apprentissage qui leur tracent la voie d'un avenir meilleur. 27 janvier 2024.



Aider les autres pour la prévention des catastrophes, ainsi que pour la préparation et la réaction à celles-ci

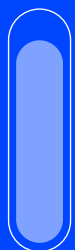
L'engagement de l'UE à façonner l'avenir de la gestion mondiale des crises a été clairement exprimé en juin lors du forum de la protection civile et de la conférence sur la gestion des crises. Cet engagement trouve un écho fort dans l'opinion publique, qui est favorable à une réaction unifiée en cas de catastrophe.

En 2024, l'UE a pris de nouvelles mesures pour renforcer son mécanisme de protection civile afin de mieux se préparer aux catastrophes, de les prévenir et d'y réagir dans l'ensemble de l'UE et au-delà (voir les chapitres 4 et 7).



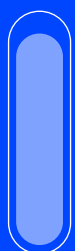
94 %

des citoyens de l'UE estiment que les États membres devraient apporter une aide aux autres États membres touchés par une catastrophe.



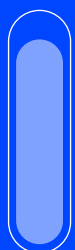
91 %

estiment que les États membres devraient apporter une aide aux pays tiers touchés par une catastrophe.



90 %

pensent qu'il est important que l'UE contribue à coordonner la réaction aux catastrophes partout dans le monde.



90 %

conviennent que l'action coordonnée de l'UE dans ce domaine devrait être renforcée à l'avenir.

Source: Commission européenne, Eurobaromètre spécial 541, février 2024.



↑
Janez Lenarčič, alors commissaire européen chargé de la gestion des crises (troisième à partir de la gauche), lors du 8^e Forum européen de la protection civile à Bruxelles (Belgique), 5 juin 2024.



CHAPITRE 9

Renforcement de la démocratie

Introduction

En 2024, les institutions et organes de l'Union européenne (UE) ont collaboré étroitement pour répondre aux intérêts communs de l'UE et obtenir des résultats pour les citoyens de celle-ci. Les efforts se sont poursuivis pour améliorer le processus législatif de l'UE et réformer les administrations afin qu'elles soient mieux préparées aux possibilités et aux défis d'un monde en mutation. Les travaux visant à construire des démocraties plus résilientes dans l'ensemble de l'UE en promouvant des élections libres et équitables, en renforçant la liberté des médias et en luttant contre la désinformation ont eux aussi progressé. Obtenir de meilleurs résultats pour les citoyens en améliorant les règles de l'UE est un objectif commun qui relève de la responsabilité de toutes les institutions et de tous les États membres de l'UE. Il s'agit notamment de donner aux citoyens les moyens de participer activement au processus démocratique.



Députés au Parlement européen votant lors d'une session plénière du Parlement sur une nouvelle loi européenne sur la liberté des médias visant à protéger les journalistes contre les ingérences politiques et à améliorer la transparence de la propriété des médias, Strasbourg (France), 13 mars 2024.

Œuvrer ensemble à un avenir meilleur

Des institutions fortes

La structure institutionnelle de l'UE est unique, et son système décisionnel évolue constamment. En principe, la Commission européenne propose de nouvelles législations conformément à la direction politique imprimée par le Conseil européen, et le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne, en tant que colégislateurs, les adoptent. Les États membres mettent ensuite en œuvre les législations, et la Commission veille à leur bonne application. Les travaux de ces institutions sont complétés par d'autres institutions et organes.

La présidence du Conseil de l'Union européenne est exercée à tour de rôle par les États membres pour une durée de six mois. En 2024, la présidence a d'abord été assurée par la Belgique, puis par la Hongrie.



Un panel sur la liberté des médias organisé sous la présidence belge du Conseil à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, avec Katrien Thienpont, spécialiste des médias (à droite), Olena Abramovych, journaliste ukrainienne (deuxième en partant de la gauche), et Philippe Geluck, dessinateur belge (deuxième en partant de la droite), Bruxelles (Belgique), 3 mai 2024.



Le Conseil européen, composé des chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'UE, António Costa, président du Conseil européen (au premier rang, cinquième à partir de la droite), et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (au premier rang, troisième à partir de la droite), Bruxelles (Belgique), 19 décembre 2024. Le mois de décembre a marqué les 50 ans d'existence du Conseil européen.



La conférence de l'UE en faveur de la jeunesse a été organisée par la présidence hongroise du Conseil dans le cadre du dialogue européen en faveur de la jeunesse, qui donne aux jeunes en Europe la possibilité d'échanger en face à face avec les décideurs sur les questions et les défis qui les concernent. Budapest (Hongrie), 9 septembre 2024.



Le cycle institutionnel de l'UE se renouvelle tous les cinq ans avec les élections au Parlement. Ces élections et la nomination d'une nouvelle Commission qui s'ensuit sont des éléments essentiels du processus démocratique de l'UE, tel qu'il est prévu par les traités. Au cours de la dernière année du cycle 2019-2024, les institutions de l'UE ont atteint les objectifs ambitieux fixés pour cette période et ont préparé le terrain pour que le nouveau cycle politique 2024-2029 puisse démarrer sans heurt (voir le chapitre 0).

Le bon fonctionnement des processus interinstitutionnels de l'UE, y compris la participation des parlements nationaux des États membres ainsi que des comités consultatifs et des agences décentralisées de l'UE, est essentiel au succès de l'élaboration des politiques de l'Union. En 2024, le Comité économique et social européen et le Comité européen des régions se sont attachés à renforcer leur coopération avec les acteurs de la société civile et les collectivités locales et régionales des pays candidats à l'adhésion à l'UE afin de préparer un possible élargissement futur de l'UE. Dans le même temps, les institutions de l'UE ont poursuivi leur réflexion sur les réformes nécessaires afin d'aider l'UE à se préparer pour l'avenir en ce qui concerne tant les élargissements futurs que la nécessité de répondre à des défis mondiaux de plus en plus complexes.



En juin, une nouvelle agence décentralisée a été créée afin de mieux protéger les citoyens de l'UE et le système financier de l'UE contre le blanchiment de capitaux et de lutter contre le financement du terrorisme. L'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme est l'une des agences présentes dans l'ensemble de l'UE qui contribuent à la mise en œuvre des politiques de l'UE.

↑
PODCAST: Podcast traitant de l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.



↑
VIDÉO: L'année 2024 a marqué le 30^e anniversaire du Comité européen des régions.

Prospective stratégique

La prospective stratégique soutient l'élaboration de politiques tournées vers l'avenir et la planification stratégique par l'UE en explorant les tendances futures susceptibles d'avoir une incidence significative sur cette dernière. Elle aide à anticiper à la fois les risques et les possibilités qui façonneront l'avenir de l'Europe. Le rapport 2024 sur les tendances mondiales — un projet mené conjointement par neuf institutions et organes de l'UE dans le cadre du système européen d'analyse stratégique et politique — décrit les principales tendances à moyen et à long terme et fournit aux dirigeants de l'UE des informations sur les principaux choix stratégiques pour les années à venir (voir le chapitre 0).

Au cours de l'année, les institutions de l'UE ont renforcé leur coopération avec les États membres en ce qui concerne les discussions stratégiques au niveau de l'UE grâce au réseau de prospective à l'échelle de l'Union. Dans le même ordre d'idées, les efforts visant à moderniser les administrations publiques dans toute l'Europe se sont poursuivis en 2024 dans le cadre de l'initiative CompAct. En plus d'aider les États membres à combler les déficits de compétences et à atteindre l'objectif consistant à rendre la totalité des services publics essentiels accessibles en ligne d'ici à 2030, l'initiative vise également à rendre les administrations publiques moins bureaucratiques, plus rapides dans la fourniture de services, plus transparentes et plus proches des citoyens. En 2024, l'initiative a également aidé les administrations nationales et régionales (par exemple, en Italie, en Lituanie et à Malte) à renforcer leur capacité de prospective et à utiliser des techniques de prospective pour élaborer de nouvelles méthodes d'action dans des domaines tels que la santé, la politique sociale et l'éducation.

Les institutions et organes de l'UE ont continué d'investir dans leur capacité de prospective. Ainsi, le Comité économique et social européen a mis en place son cadre interne de prospective stratégique, et le Comité européen des régions a renforcé sa coopération en matière de prospective avec les régions intéressées. Parce qu'ils permettent d'anticiper les défis et possibilités qui se présentent, ces efforts garantissent que les politiques sont à l'épreuve du temps et continueront d'améliorer la qualité de vie des générations de citoyens actuelles et futures.

Bonne administration

La transparence, l'intégrité et l'obligation de rendre des comptes sont les caractéristiques essentielles d'une démocratie fondée sur l'état de droit. Elles favorisent la bonne gouvernance et renforcent la confiance dans le processus d'élaboration des politiques.

La base de données DORIE (documentation et recherche sur les questions institutionnelles européennes) telle que remaniée permet désormais aux utilisateurs de rechercher des documents ayant trait aux questions institutionnelles de l'UE dans toutes les langues officielles de celle-ci.

Pour renforcer encore la confiance du public dans les institutions et organes de l'UE et pour créer une culture éthique commune, un accord a été signé par huit de ces institutions et organes en vue d'établir un organisme éthique interinstitutionnel chargé de définir des normes éthiques communes applicables à leurs membres et d'instaurer un mécanisme formel de coordination des exigences en matière d'éthique.



↑
De gauche à droite: Roman Schremser, chef de la conformité et de la gouvernance de la Banque centrale européenne, Alessandro Chiocchetti, secrétaire général du Parlement européen, Willem Van de Voorde, ambassadeur et représentant permanent de la Belgique auprès de l'UE en tant que présidence en exercice, Věra Jourová, alors vice-présidente de la Commission européenne chargée des valeurs et de la transparence, Koen Lenaerts, président de la Cour de justice de l'Union européenne, Tony Murphy, président de la Cour des comptes européenne, Oliver Röpke, président du Comité économique et social européen, et Luca Menesini, vice-président du Comité européen des régions, lors de la cérémonie de signature à l'occasion de la création de l'organisme d'éthique interinstitutionnel, Bruxelles (Belgique), 15 mai 2024.

Le Médiateur européen est l'organe chargé d'instruire les plaintes pour mauvaise administration dans le cadre des activités des institutions de l'UE. En 2024, très peu de dossiers ont donné lieu à une constatation de mauvaise administration (environ 5 %), et les trois quarts environ des recommandations formulées par la médiatrice ont été mises en œuvre avec succès.

Dans le cadre de son programme «Mieux légiférer», l'UE a également poursuivi ses travaux visant à garantir l'efficacité et l'efficience de la législation et à réduire les charges administratives sans compromettre les objectifs stratégiques. Le principe «un ajout, un retrait» garantit que l'introduction de toute nouvelle charge est compensée par la suppression d'une charge équivalente dans le même domaine d'action. Cette approche complète le programme pour une réglementation affûtée et performante, qui vise à recenser et à supprimer systématiquement les lourdeurs administratives et les coûts inutiles chaque fois que la législation de l'UE est révisée et évaluée.

Les efforts visant à améliorer la performance environnementale des institutions de l'UE, à économiser l'énergie et à optimiser l'utilisation des ressources se sont eux aussi poursuivis.

Veiller à l'application des règles de l'UE

Les actes législatifs novateurs adoptés au cours du cycle 2019-2024, tels que ceux qui contribuent aux transformations écologique et numérique de nos sociétés, ne permettront d'obtenir les effets et les avantages escomptés que s'ils sont intégralement mis en œuvre et correctement appliqués. La Commission a pour mission de faire en sorte que tous les États membres y veillent, dans un premier temps en prenant des mesures préventives et, si nécessaire, en ouvrant des procédures d'infraction. Le but de la procédure d'infraction est de garantir que les États membres appliquent correctement le droit de l'Union. Une attention particulière est accordée aux violations qui touchent un grand nombre de personnes ou d'entreprises. Lorsqu'il n'est pas possible de remédier aux infractions constatées, la Commission peut saisir la Cour de justice de l'Union européenne, laquelle peut infliger des sanctions financières à l'État membre concerné.

INITIATIVES EN MATIÈRE DE SIMPLIFICATION/ RATIONALISATION PRISES EN 2024

ÉCONOMIES/AVANTAGES ESCOMPTÉS

Mesures de simplification pour les agriculteurs



Réduction de 165 millions d'euros des coûts administratifs

Portail unique pour les déclarations de détachement de travailleurs



Réduction de 259 millions d'euros des charges administratives

Simplification de la procédure de reconnaissance grâce à la directive sur l'eau potable



530 millions d'euros d'économies par an

Mise en place d'un registre central pour les aides de faible montant (de minimis) en vue de réduire les obligations de déclaration pesant sur les entreprises



120 millions d'euros d'économies par an

Soutien à la publication d'informations et au devoir de vigilance en matière de durabilité



Prévention des répercussions sur les petites et moyennes entreprises et des cas de mise en œuvre allant au-delà de ce qui est requis

568 nouvelles procédures d'infraction ont été ouvertes en 2024.

La Cour a été saisie de 52 affaires concernant 19 États membres.

Des sanctions financières ont été demandées dans 10 affaires.

542 procédures d'infraction ont été closes.

93 % d'entre elles l'ont été à un stade précoce, ce qui a permis d'économiser le temps des citoyens et des entreprises.

Ces mesures apporteront des avantages concrets dans différents domaines d'action et permettront une meilleure protection des droits des consommateurs et des citoyens.



↑
Au premier plan, de gauche à droite: Maroš Šefčovič, alors vice-président exécutif de la Commission européenne chargé du pacte vert pour l'Europe, des relations interinstitutionnelles et de la prospective, visitant la propriété de Jonas Lemaire-Taelemans, agriculteur belge, avec Peter Meedendorp, président du Conseil européen des jeunes agriculteurs, Lennik (Belgique), 9 janvier 2024.

L'Union a poursuivi ses travaux visant en premier lieu à prévenir les infractions en apportant un soutien précoce aux États membres en ce qui concerne la mise en œuvre du droit de l'UE au moyen d'orientations pratiques, de réunions, de formations et d'une assistance technique dans tous les principaux domaines d'action. Par exemple, au moyen de l'initiative «Accele-RES», la Commission a aidé les États membres à mettre en œuvre la directive révisée sur les énergies renouvelables, en facilitant la numérisation des procédures nationales d'octroi de permis. Cette initiative comprend un soutien financier et technique, des lignes directrices et des échanges réguliers sur la mise en œuvre.

Des efforts supplémentaires ont également été consentis en 2024 pour améliorer l'application transfrontière de la législation, débouchant sur une proposition de nouvelles règles contre les pratiques commerciales déloyales dans le secteur agricole. Ces règles renforceront la position des acteurs les plus faibles de la chaîne d'approvisionnement, notamment des agriculteurs (voir également le chapitre 4). Pour y parvenir, elles feront en sorte que les autorités chargées de faire respecter la législation disposent des outils nécessaires pour pouvoir enquêter sur les acheteurs situés dans un autre État membre, recueillir des éléments de preuve et prendre des mesures à leur encontre.

L'UE a également continué à financer la formation des magistrats et des personnels de justice en matière civile et pénale, conformément à la stratégie européenne de formation judiciaire. Cette stratégie encourage les actions de formation communes à l'intention du personnel de plusieurs États membres afin de permettre la mise en réseau et de renforcer la confiance mutuelle. L'objectif est de renforcer la coopération judiciaire transfrontière et de faire en sorte que la législation soit appliquée de manière uniforme dans l'ensemble de l'UE.

Protéger l'état de droit et la démocratie

Maintien de l'état de droit

Dans un monde de plus en plus instable et polarisé, il est essentiel que la démocratie, les droits fondamentaux et l'état de droit soient défendus et maintenus de manière proactive, dans l'UE et au-delà. L'outil préventif que constitue le rapport 2024 sur l'état de droit a apporté une contribution importante en la matière, montrant que 68 % des recommandations adressées aux États membres en 2023 avaient été totalement ou partiellement prises en compte. Ce pourcentage reflète les efforts considérables actuellement déployés dans les États membres pour entreprendre les réformes nécessaires en vue de renforcer l'état de droit dans des domaines clés tels que le système de justice, les cadres de lutte contre la corruption, le pluralisme et la liberté des médias ou encore l'équilibre des pouvoirs institutionnels. Le rapport 2024 a été étendu à quatre pays concernés par l'élargissement (Albanie, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie) afin de soutenir leurs efforts de réforme. Le rapport constitue la base d'un dialogue régulier entre les ministres réunis au sein du Conseil des affaires générales et entre les membres du Parlement européen. La Commission organise également des dialogues nationaux sur l'état de droit avec les parties prenantes dans les États membres.



VIDÉO: Collaborer sur le rapport sur l'état de droit.

Un autre outil important dont l'UE dispose pour protéger l'état de droit des violations commises par les États membres est la possibilité d'activer, en réaction, l'article 7 du traité sur l'Union européenne. Cette procédure, qui in fine peut donner lieu à la suspension des droits découlant

de l'adhésion à l'UE, a été engagée à l'égard de la Pologne en 2017 et de la Hongrie en 2018. En 2024, la procédure a été close pour la Pologne après que celle-ci a pris des mesures substantielles pour protéger l'indépendance de la justice et réaffirmé sa volonté de répondre aux graves préoccupations en matière d'état de droit en mettant en œuvre un plan d'action spécifique. Ces éléments ont conduit la Commission à conclure qu'il n'existait plus de risque clair de violation grave de l'état de droit dans le pays. La procédure reste ouverte à l'égard de la Hongrie.

Défense de la démocratie

Dans une démocratie saine et prospère, les citoyens peuvent exprimer librement leur point de vue, choisir leurs responsables politiques et donner leur avis sur leur avenir. La démocratie dans l'UE est forte, mais elle doit faire face à des défis tels que la montée de l'extrémisme, les ingérences dans les élections, la diffusion d'informations manipulatrices, et les menaces pesant sur les journalistes et sur la liberté et le pluralisme des médias. Le train de mesures «défense de la démocratie», adopté à la fin de 2023, vise à répondre à des défis tels que l'ingérence étrangère et à renforcer la résilience de l'intérieur en encourageant l'engagement civique et la participation démocratique. L'une des pièces maîtresses du train de mesures est la proposition visant à accroître la transparence et la responsabilité démocratique en mettant en lumière les influences étrangères déguisées. En 2024, le Parlement et le Conseil ont commencé à examiner cette proposition. Les mesures amélioreront également le fonctionnement du marché unique grâce à des normes communes pour les activités de représentation d'intérêts menées pour le compte de pays tiers.

En outre, le train de mesures comprend deux recommandations: l'une visant à renforcer les processus électoraux dans l'UE et l'autre à promouvoir la participation inclusive des citoyens et de la société civile à l'élaboration des politiques. Conformément à la première recommandation, un code de conduite pour les élections au Parlement européen de 2024 a été élaboré et présenté en avril afin de garantir l'intégrité des élections et l'organisation de



campagnes équitables. La liste de contrôle complète a été approuvée par l'ensemble des partis politiques européens, ce qui est venu renforcer les efforts visant à prévenir l'ingérence étrangère et la manipulation de l'information.

De même, les nouvelles règles relatives à la transparence de la publicité à caractère politique, adoptées en mars, renforceront l'obligation de rendre des comptes quant à l'utilisation de ce type de publicité, protégeront les droits fondamentaux et contribueront à lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangère dans les élections. En vertu de ces nouvelles règles, les publicités à caractère politique devront être clairement identifiées comme telles et indiquer notamment: qui les a payées et le montant versé; les élections, le référendum ou le processus réglementaire auxquelles/auquel elles sont liées; et leur éventuel ciblage.

En 2024, l'UE a continué de protéger et de promouvoir les droits de l'homme dans le monde entier. Par exemple, dans le cadre du programme thématique en faveur des droits de l'homme et de la démocratie (d'un montant de 1,5 milliard d'euros), l'UE a soutenu l'initiative mondiale contre l'impunité, une initiative menée par la société civile contre les crimes internationaux et les violations graves des droits de l'homme.



↑ Roberta Metsola, présidente du Parlement européen (au milieu), avec Edmundo González Urrutia (à gauche) et Ana Corina Sosa, la fille de María Corina Machado (à droite), lors de la cérémonie de remise du prix Sakharov, Bruxelles (Belgique), 17 décembre 2024.

Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit 2024 — le plus grand hommage rendu par l'UE à la défense des droits de l'homme — a été décerné à María Corina Machado et au président élu Edmundo González Urrutia pour leur lutte courageuse en faveur du rétablissement de la liberté et de la démocratie au Venezuela.



↑ María Corina Machado, la dirigeante de l'opposition démocratique au Venezuela, et Edmundo González Urrutia, le président élu, ont remporté le prix Sakharov 2024. Puerto La Cruz (Venezuela), 10 juillet 2024.

Liberté des médias

Les médias indépendants jouent un rôle d'observateurs critiques, qui demandent des comptes à ceux qui détiennent le pouvoir. Ils constituent un pilier essentiel de la démocratie européenne et doivent être protégés. Le règlement européen sur la liberté des médias, entré en vigueur en mai, vise à mieux protéger les médias et les journalistes des ingérences politiques et à faire en sorte qu'ils puissent exercer plus facilement leurs activités par-delà les frontières. La plupart de ses dispositions s'appliqueront à partir d'août 2025.

8 projets
financés par l'action relative aux
partenariats journalistiques du programme
«Europe créative»

12 millions d'euros
pour soutenir la résilience du secteur des
médias d'information

6 millions d'euros
destinés à d'autres projets visant
à renforcer la liberté et le pluralisme des
médias dans l'UE

En avril, l'UE a également adopté de nouvelles règles pour protéger les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme contre les poursuites abusives visant à les réduire au silence. Ces règles ont pour objectif d'empêcher les actions en justice infondées ou abusives, connues sous le nom de «poursuite stratégique altérant le débat public», ou poursuites-bâillons, qui visent à museler ceux qui participent au débat public sur des questions telles que les droits fondamentaux, l'environnement et l'accès du public à l'information. C'est la toute première fois qu'un système de garanties procédurales efficaces est mis en place pour les affaires de poursuites-bâillons transfrontières. Ces garanties aideront les juridictions à traiter les recours abusifs et dissuaderont les demandeurs potentiels de se livrer à de telles pratiques. Les travaux se sont également poursuivis en ce qui concerne la mise en œuvre de la recommandation contre les poursuites-bâillons qui y est liée, laquelle couvre les cadres applicables, les activités de sensibilisation et de formation et les mécanismes de soutien, ainsi que la collecte de données, l'établissement de rapports et le suivi.

Lutte contre la manipulation de l'information

Les institutions de l'UE renforcent leur riposte face à la désinformation et aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger qui ciblent les politiques de l'UE et la démocratie européenne.

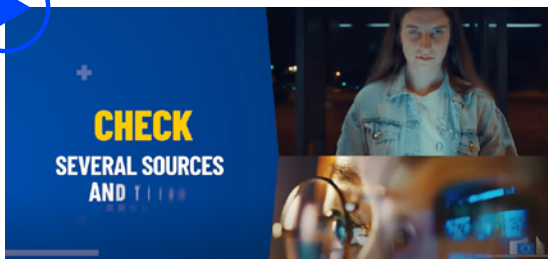
Leur action s'articule autour de quatre domaines clés

- 1** Élaborer des politiques visant à renforcer les démocraties européennes, faire en sorte qu'il soit plus difficile pour les acteurs de la désinformation d'utiliser les plateformes en ligne à mauvais escient, et protéger les journalistes et le pluralisme des médias.
- 2** Lutter contre l'ingérence étrangère et les cyberattaques au moyen de projets de sensibilisation, de solutions technologiques avancées et d'une meilleure coordination.
- 3** Renforcer la résilience de la société face à la désinformation grâce à l'éducation aux médias et à la sensibilisation.
- 4** Coopérer avec les institutions, les autorités nationales, la société civile et d'autres organisations.

Les efforts déployés en 2024 ont notamment consisté à améliorer l'appréciation de la situation grâce au dispositif intégré pour une réaction au niveau politique dans les situations de crise et à des campagnes spécifiques ciblant les citoyens.

La moitié de la population mondiale ayant été appelée aux urnes dans 72 pays en 2024 — qui a été l'année électorale la plus importante de l'histoire —, l'accent a été mis, en particulier, sur la sensibilisation et la protection de l'intégrité des élections, notamment en lien avec les élections européennes de juin.

Le réseau européen de coopération en matière d'élections a organisé un certain nombre d'événements pour échanger des pratiques visant à lutter contre la désinformation.



Avant les élections européennes, la Commission a lancé une campagne de communication commune avec le groupe des régulateurs européens pour les services de médias audiovisuels afin d'informer les citoyens des risques de désinformation, d'encourager leur esprit critique et de leur fournir des conseils pratiques sur la manière de repérer la désinformation et de lutter contre celle-ci.



VIDÉO : Décodez les mensonges — comment vous protéger contre les contenus trompeurs pendant la saison électorale de l'UE.

En mars, la Commission a publié des lignes directrices sur les mesures recommandées aux très grandes plateformes en ligne et aux très grands moteurs de recherche afin d'atténuer les risques systémiques susceptibles d'avoir une incidence sur l'intégrité des élections. Un rapport postélections publié en juillet n'a mis en évidence aucun élément attestant l'existence d'une quelconque désinformation ou ingérence étrangère majeure dans les élections européennes. Un rapport complet sur les élections suivra en 2025.

Les grandes plateformes en ligne et autres signataires du code de bonnes pratiques contre la désinformation ont fait état des mesures prises pour protéger l'intégrité des élections européennes. Parmi celles-ci figuraient notamment l'obligation, pour les annonceurs et créateurs, d'étiqueter clairement les images, vidéos ou fichiers audio créés ou modifiés numériquement, une coopération avec les organisations de vérification de faits, la promotion d'informations de qualité et fiables auprès des électeurs, et l'organisation de campagnes ciblées d'éducation aux médias et de réfutation préventive.

Au cours de l'année, la Commission a renouvelé son soutien à d'importantes initiatives visant à lutter contre la désinformation, à savoir les pôles de l'Observatoire européen des médias numériques. L'Observatoire et ses pôles ont joué un rôle capital dans la surveillance et la dénonciation des campagnes de désinformation, ainsi que dans la sensibilisation et la promotion de l'éducation aux médias avant les élections européennes.

L'UE continue de soutenir la résilience de l'Ukraine en matière d'information ainsi que les contacts de cette dernière avec ses partenaires mondiaux, notamment pour promouvoir la formule de paix ukrainienne. Pour ce faire, elle utilise une approche englobant l'ensemble de la société et collabore avec les institutions gouvernementales, la société civile, les organisations de médias et les plateformes en ligne. Pour aider à réduire l'ampleur de la propagande russe et de la manipulation de l'information par la Russie, l'UE a suspendu les activités de diffusion de nombreux médias de désinformation publics et pro-Kremlin russes. Avec l'entrée en vigueur du règlement sur les services numériques, les fournisseurs de très grandes plateformes en ligne et de très grands moteurs de recherche doivent évaluer les risques sociétaux potentiels posés par leurs services. Sont notamment concernés les menaces pesant sur la liberté d'expression et le risque que leurs services soient utilisés pour les besoins de campagnes de désinformation.

Les échanges réguliers sur la guerre en Ukraine avec les signataires du code de bonnes pratiques de l'UE contre la désinformation se poursuivent.

L'Observatoire européen des médias numériques et ses pôles nationaux et régionaux continuent de surveiller et de démystifier la désinformation concernant la guerre en Ukraine, notamment en traçant la part que représente cette désinformation dans le volume total de désinformation circulant dans l'UE. À cela s'ajoutent les efforts déployés pour lutter de manière plus générale contre la désinformation, notamment la campagne EUvsDisinfo, qui, selon les estimations, a touché plus de 20 millions de personnes en 2024, et le système d'alerte rapide, qui facilite le partage d'informations relatives aux campagnes de désinformation et aide à la coordination de la riposte.



Des manifestants appelant les entreprises de médias sociaux à faire davantage pour lutter contre la désinformation russe au sujet de la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine, Dublin (Irlande), 2 mars 2022.

Faire participer les citoyens

L'UE est déterminée à prêter une oreille attentive aux citoyens et aux parties prenantes et à ouvrir les processus d'élaboration des politiques au public. Il s'agit là d'une autre manière de l'aider à devenir plus transparente, plus responsable et plus efficace. La plateforme «Donnez votre avis» permet aux citoyens et aux parties prenantes d'accéder aux trois principaux canaux

de participation des citoyens: les consultations publiques et avis, l'initiative citoyenne européenne et les panels de citoyens européens. Depuis 2024, les citoyens peuvent également échanger les uns avec les autres ainsi qu'avec la société civile et d'autres parties prenantes par l'intermédiaire de la plateforme de participation des citoyens.

Participation des citoyens en 2024

27 CONSULTATIONS PUBLIQUES LANCÉES

AVIS RECUEILLIS SUR:

- 60 documents d'appel à contributions;
- 12 propositions législatives;
- 131 projets d'actes d'exécution et d'actes délégués.

11 NOUVELLES INITIATIVES CITOYENNES EUROPÉENNES ENREGISTRÉES

Elles appellent à prendre des mesures dans divers domaines: l'agriculture, la sécurité alimentaire et la sécurité de l'eau; l'avortement sécurisé; les droits des consommateurs de jeux vidéo; etc.

30 000 RÉPONSES/ OBSERVATIONS REÇUES DE LA PART DE CITOYENS ET DE PARTIES INTÉRESSÉES

2 PANELS DE CITOYENS EUROPÉENS ORGANISÉS AVEC POUR THÈMES:

- **la lutte contre la haine dans la société**, donnant lieu à 21 recommandations;
- **la façon d'apporter les avantages de l'efficacité énergétique aux citoyens, aux pouvoirs publics et aux entreprises**, donnant lieu à 13 recommandations.

Ces 2 séries de recommandations contribueront à façonner les futures initiatives de l'UE.



↑ Un extrait d'une des œuvres sélectionnées pour le [concours vidéo ImagineEU](#). Dans le cadre du concours, les écoles secondaires étaient invitées à promouvoir la participation démocratique et l'initiative citoyenne européenne, qui permet aux citoyens d'inviter la Commission à présenter une proposition d'acte juridique si suffisamment de citoyens soutiennent l'initiative.



↑ Certains des 150 citoyens sélectionnés de manière aléatoire participant au panel de citoyens européens sur l'efficacité énergétique, Bruxelles (Belgique), 14 avril 2024. Les panels de citoyens deviennent une composante permanente de la vie démocratique de l'UE. On veille tout particulièrement à ce qu'ils soient représentatifs de la population de l'UE et suffisamment diversifiés pour refléter une grande variété de points de vue et d'opinions.

Le prix européen pour les sciences citoyennes lie sciences et société, encourage la participation du public et renforce la confiance dans le

progrès scientifique. En 2024, il a été décerné à trois projets, axés sur la pollution marine, la biodiversité agricole et la santé mentale.



Grand prix, 60 000 euros

INCREASE, distingué parce qu'il améliore les connaissances sur la préservation des semences en renforçant les capacités de la société civile et des citoyens, en particulier dans les zones rurales.



Prix des communautés numériques, 20 000 euros

CoAct for Mental Health, distingué parce qu'il recourt aux technologies numériques pour définir une approche personnalisée et améliorer la qualité de vie des personnes souffrant de problèmes de santé mentale.



Prix de la diversité et de la collaboration, 20 000 euros

SeaPaCS — Participatory Citizen Science against Marine Pollution, distingué pour la production de connaissances transformatives ayant permis de combler le fossé cognitif et émotionnel entre la société et la mer.

RENFORCER LES MOYENS D'ACTION DES CONSOMMATEURS

Grâce aux règles de l'UE en matière de protection des consommateurs, ceux-ci sont bien protégés et sont en droit de recevoir des informations claires sur les produits et services qu'ils achètent. Depuis le 13 décembre, de nouvelles règles garantissent que tous les produits non alimentaires présents sur le marché de l'UE sont de conception sûre. Ces nouvelles règles visent

à réagir aux changements majeurs de la société et du marché qui ont eu une incidence sur la sécurité des produits de consommation au cours des deux dernières décennies, et à mieux garantir la sécurité de tous les types de produits, qu'ils soient vendus hors ligne ou en ligne. En outre, elles donneront aux consommateurs des moyens d'agir en faveur de la transition écologique, en leur permettant de choisir des produits plus durables et réparables (voir le chapitre 4).

DONNER AUX ENFANTS ET AUX JEUNES LES MOYENS D'AGIR

Pour devenir des citoyens actifs, les jeunes doivent comprendre le fonctionnement de la démocratie et connaître leurs droits et leurs responsabilités. Ils ont également besoin d'outils spécifiques pour dialoguer avec les décideurs. C'est dans cette optique que les dialogues politiques en faveur de la jeunesse et le conseil consultatif de la jeunesse offrent aux jeunes adultes la possibilité de faire entendre leur voix, tandis que la plateforme de participation des enfants de l'UE fournit aux 10-17 ans un espace sûr où donner leur avis sur les législations et politiques européennes qui les concernent. En 2024, plus de 1 000 d'enfants ont été activement consultés sur la recommandation portant sur des systèmes intégrés de protection de l'enfance.

Au cours de l'année, l'UE a annoncé 60 mesures qui donneront davantage de poids aux jeunes dans les décisions les concernant et qui approfondissent la dimension de la jeunesse dans toute une série de politiques de l'UE. L'une de ces mesures consiste en l'«évaluation d'impact du point de vue des jeunes» destinée à garantir la prise en compte systématique, lors de leur élaboration, de l'incidence des politiques de l'UE sur les jeunes.

Les citoyens de tous âges et de tous horizons devraient jouer un rôle actif et de premier plan



↑ Margaritis Schinas, alors vice-président de la Commission européenne chargé de la promotion de notre mode de vie européen (premier à partir de la droite), organisant un dialogue sur la politique en faveur de la jeunesse consacré au mode de vie européen, soulignant l'engagement de l'UE à promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et la solidarité, Bruxelles (Belgique), 9 avril 2024.

dans la définition des priorités et du niveau d'ambition des politiques de l'UE. Plus ils participeront à l'élaboration des politiques, plus les législations de l'UE seront à même de changer leur vie de manière efficace et efficiente. C'est la raison pour laquelle les institutions de l'UE s'emploient à conférer aux Européens un rôle plus important dans l'élaboration des politiques de l'UE et continueront d'œuvrer en ce sens dans le cadre du nouveau cycle politique (voir le chapitre 0).

Que pensent les enfants de la démocratie?

LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS SOUHAITERAIENT:

- pouvoir influencer davantage les décisions qui ont une incidence directe sur leur vie;
- avoir plus d'informations sur le processus démocratique et d'encouragements à y participer.

1 921 enfants issus de 23 États membres ont répondu à l'enquête en ligne.

28 enfants et 3 jeunes militants ont été interrogés.

122 enfants ont participé à des groupes de réflexion.

Source: Enquête sur la participation démocratique, printemps 2024.

Comment prendre contact avec l'Union européenne?

En personne

Dans toute l'Union européenne, des centaines de centres Europe Direct sont à votre disposition. Pour connaître l'adresse du centre le plus proche, visitez la page suivante: european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us_fr

Par téléphone ou par écrit

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez prendre contact avec ce service:

→ par téléphone:

- via un numéro gratuit: 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels),
- au numéro de standard suivant: +32 22999696;

→ en utilisant le formulaire suivant: european-union.europa.eu/contact-eu/write-us_fr.

Comment trouver des informations sur l'Union européenne?

En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site internet Europa (european-union.europa.eu).

Publications de l'Union européenne

Vous pouvez consulter ou commander ces publications à l'adresse op.europa.eu/fr/publications. Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre de documentation local (european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us_fr).

Droit de l'Union européenne et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'Union, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1951 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex (eur-lex.europa.eu).

Données ouvertes de l'Union européenne

Le portail data.europa.eu donne accès à des jeux de données ouvertes provenant des institutions, organes et agences de l'UE. Ces données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non. Le portail donne également accès à une multitude de jeux de données des pays européens.

